TABLEAUX DU PASSÉ GERMANIQUE

PAR

GUSTAVE FREYTAG

LE

PEUPLE ALLEMAND

A L'ÉPOQUE

DE LA GUERRE DE TRENTE ANS

TRADUCTION

PAR

AIMÉ MERCIER



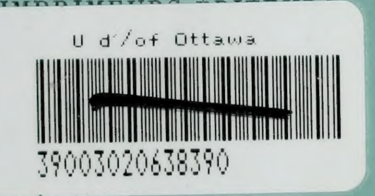
PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET Cie,

8, RUE GAR

1



FRAGMENTS D'HISTOIRE SOCIALE

LE PEUPLE ALLEMAND

A L'ÉPOQUE

DE LA GUERRE DE TRENTE ANS



Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en mai 1901.

PARIS. TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 2016.

TABLEAUX DU PASSÉ GERMANIQUE

PAR

GUSTAVE FREYTAG

LE

PEUPLE ALLEMAND

A L'ÉPOQUE

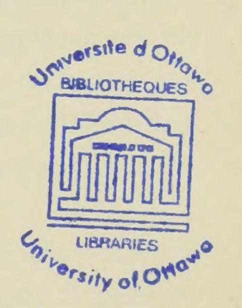
DE LA GUERRE DE TRENTE ANS

TRADUCTION

PAR

AIMÉ MERCIER





PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1901

AVANT-PROPOS

Il est peu d'ouvrages allemands qui aient obtenu plus de succès et laissé, dans toutes les classes de la société, des impressions plus durables, que ceux de Gustave Freytag.

Sa réputation, Freytag la devait, pour une grande part, à son talent d'écrivain et à la forme de son exposition, mais surtout au choix des sujets traités par lui. Son action résultait d'une étroite communauté de sentiments avec ses compatriotes.

Il est devenu populaire en créant les types si parfaitement germaniques qui apparaissent dans ses romans et en faisant revivre, dans les rapports que les hommes soutiennent entre eux, les individualités d'une même entité nationale mais à des époques différentes.

Il avait réussi à toucher les cœurs en y faisant pénétrer le grand respect qu'il professait pour le passé de l'Allemagne et ses idées patriotiques quant aux destinées futures de son pays.

Ainsi, Freytag a été lu et apprécié comme un auteur national mérite de l'être, lorsqu'il peint les caractères, évoque les luttes, les joies, les souffrances, les aspirations, ou raconte simplement la vie intime et particulière d'un peuple lui-même.

Nous ne pouvons ici, ni énumérer les ouvrages, ni esquisser, même succinctement, la biographie de Freytag.

Son œuvre est considérable, multiple, variée. Il fut, tour à tour, romancier, dramaturge, poète, mais de préférence historien. Pendant un certain temps, nous le voyons occuper un rang élevé dans la presse et remplir un mandat de député au Reichstag. Il aborda tous les genres littéraires et acquit la notoriété dans chacun des domaines où son infatigable activité l'entraînait.

Toujours il se révèle travailleur méthodique, soucieux de dégager des faits la vérité, et des expériences une leçon, observateur perspicace, homme exact et de jugement droit. Sa disposition d'esprit, nous tenons à relever ce trait, lui permettait de se passionner sans devenir injuste.

Partout il se fait remarquer par sa puissante et originale personnalité.

A l'étranger, Freytag est plutôt connu comme romancier. Un de ses premiers titres, cependant, à la renom-

mée très vite acquise et que légitimait l'ampleur de son talent et de son savoir, est celui qui se rapporte à ses études d'histoire de la civilisation en Allemagne.

Au triple point de vue du fond scientifique, de la forme littéraire, de la richesse du contenu, ses *Bilder aus der Deutschen Vergangenheit* — Tableaux du passé germanique — comptent parmi les chefs-d'œuvre sortis de sa plume féconde.

C'est par cela principalement que nous avons appris à le goûter.

Il faut dire que Freytag évitait plus qu'il ne suivait les chemins battus. Attiré vers le peuple qu'il aimait avec ses qualités et ses travers, il s'était, de bonne heure, plus particulièrement intéressé, dans ses études historiques, aux phénomènes dont les sociétés, les groupes, les milieux sont le théâtre ; bref, il cherchait à s'enquérir des hommes eux-mêmes, des relations et des conditions de leur vie aux différentes périodes de l'histoire.

Aussi employa-t-il une majeure partie de son temps, durant les années de 1848 à 1859, à fouiller les archives paroissiales, les chroniques de l'époque des Humanistes et de la Réforme, à collectionner : feuilles volantes, pamphlets, lettres de famille, actes divers, spécialement dans le but d'apprendre à connaître les détails de la vie populaire qu'on a peine à trouver dans les ouvrages classiques.

Il puisa, entre autres, dans ces trouvailles les éléments qui lui permirent de faire paraître, tout d'abord dans le journal le *Grenzbote* de Leipzig, puis en 1859, en un volume, sous le titre que nous connaissons déjà, une série très documentée d'articles d'histoire sociale de l'époque de la Réforme et de la guerre de Trente ans.

Poursuivant ses investigations jusqu'au moyen âge, d'une part, et de l'autre, jusque vers la fin du dix-huitième siècle, la masse des matériaux recueillis s'étant très heureusement accrue, Freytag publia en 1862 ses *Neue Bilder aus der deutschen Vergangenheit,* nouvelles études qui atteignirent successivement six, puis dix éditions, et qui, par la suite, constituèrent les t. XVII, XVIII, XIX, XX et XXI de ses œuvres complètes (*Gesammelte Werke von Gustav Freytag*. 2e Auflage. Leipzig. S. Hirzel, 1896); édition posthume en 22 volumes.

Les deux premiers tomes des *Tableaux du passé germanique* se rapportent à l'histoire sociale du peuple au moyen âge, dont la première période s'étend de l'origine de l'histoire allemande jusqu'à la fin de l'époque des Hohenstaufen, et dont la seconde débute avec l'avènement des Habsbourg, pour se clore au moment des premiers mouvements religieux.

Le tome XIX est consacré au temps et à l'influence de la Réforme, avec des aperçus de la vie citadine et rurale à la fin du seizième et au commencement du dix-septième siècle.

Le tome XX s'occupe non pas des événements politiques, mais des conditions matérielles et morales des individus et des collectivités pendant et après la guerre de Trente ans, notamment de la réaction qui, au cours du dix-septième siècle, se produisit dans tous les domaines.

L'extension de la maison des Hohenzollern sert de noyau aux développements contenus dans le tome dernier de l'ouvrage.

Au fur et à mesure que nous avancions dans la lecture, et que nous revenions à l'étude des Tableaux de Freytag, nous éprouvions le désir d'en faire profiter le public auquel le texte original n'est pas aisément accessible.

Nous hésitions, toutefois, devant l'étendue d'une entreprise qui eût consisté à transcrire l'ensemble; cependant, il nous parut réalisable, en choisissant, par exemple, les éléments qui se rapporteraient à une époque déterminée, de présenter aux lecteurs français une partie de l'ouvrage plus spécialement capable de les intéresser.

L'autorisation sollicitée nous fut gracieusement accordée par notre ami M. G. Freytag fils et par l'éditeur, M. S. Hirzel, qui voulurent bien nous permettre de concentrer notre travail sur une époque, et d'extraire des *Tableaux* en général ce qui nous paraîtrait utile dans ce but.

Nous tenons à leur en exprimer, ici même, nos très sincères remerciements.

Nous avons donc adapté, traduit et colligé sous le titre qui se trouve en tête du présent volume, tout ce qui dans les *Tableaux du passé germanique* (t. XVIII, XIX et XX) traite de l'époque de la guerre de Trente ans et s'y rapporte d'une façon ou de l'autre.

L'époque choisie méritait, à notre avis, une attention particulière parce que, et cela n'est pas pour surprendre, elle est, au point de vue de l'histoire sociale, généralement peu connue.

Ces *Fragments*, qui sont destinés à faire réapparaître dans le cadre de leur vie réelle, et avec les pensées qui occupaient leur esprit, les témoins de ces temps si troublés, offriront quelque intérêt.

De plus, cette époque sert de point de départ à une évolution considérable, quoique douloureuse et lente, au cours de laquelle se manifesteront les qualités essentielles de la nation allemande. Il peut se dégager de l'étude de ces conditions dans leur ensemble et leur enchaînement à des faits subséquents, et par les réflexions qu'elle impose, un enseignement austère.

Car, apprendre ce que fut l'existence, et à la fois l'horizon d'un peuple aux plus mauvais jours de son histoire, après avoir pu constater grâce à quel déploiement de ténacité et d'énergie il est sorti de la ruine pour arriver à la puissance, peut et doit être d'une utilité incontestable.

Nous pensions ainsi, en préparant ce travail, à tous ceux qui sont attachés à leur patrie, qui désirent s'ins-

truire et tirer profit des choses du passé, du passé d'une nation dont nous avons tous, et chacun, les meilleures raisons de chercher à approfondir la connaissance par une étude toujours plus étendue, plus raisonnée, et plus clairvoyante.

Zurich, 1899.
Paris, 1901.

Dr A. M.

LE PEUPLE ALLEMAND

A L'ÉPOQUE

DE LA GUERRE DE TRENTE ANS

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

L'ÉPOQUE

Le mouvement religieux et politique qui s'est produit en Allemagne, au cours du seizième siècle, à cette période de l'histoire qu'on nomme, dans son cadre général et dans son acception courante, l'époque de la Réforme, représente une évolution, aussi caractéristique que profonde, accomplie dans les esprits. Cette évolution, simultanément, avait été accompagnée et suivie de perturbations multiples et graves, tant dans la vie des individus que dans celle des collectivités.

De même que tout développement organique est inséparable d'un état de crise et équivaut, en vertu de nouvelles exigences imposées et de modifications inéluctables, à un bouleversement et à un processus de restauration, de même aussi cette évolution troublante avait été la cause du progrès très réel constatable, dès lors, dans tous les domaines de l'activité matérielle et morale des pays qui y avaient participé.

On peut, en quelque sorte, s'en rendre compte en com-

parant entre elles les manifestations du travail de la pensée ou de l'activité littéraire à l'aurore et à la fin du seizième siècle. Pour cela parcourons deux livres de quelque valeur, présentant certaines analogies, et dont l'un aurait été rédigé vers 1500, l'autre une centaine d'années plus tard.

Dans le premier, écrit en un mauvais latin, ce qui frappe d'abord, c'est l'insuffisance de la trame, la pauvreté du vocabulaire, une lourdeur d'exposition qui traîne, qui masque ou défigure le sens intime du sujet, un manque de clarté. Nous constatons, en second lieu, d'inquiétantes prolixités, égarant l'attention par d'incessantes digressions dans des faits ou des choses accessoires où l'auteur s'appesantit, au détriment des sujets essentiels. Ce sont les mêmes et invariables tournures du style des scolastiques, les mêmes expressions et phrases stéréotypées; l'ensemble a quelque chose de fatigué, de vieillot, d'usé. Par-dessus tout, on relève le fait de l'absence de conviction individuelle; la personnalité qu'on s'attendait à voir apparaître n'existe pour ainsi dire pas, ou bien elle ne surgit qu'à l'état d'ombre voilée; une lueur même d'indépendance de l'esprit est à peine perceptible; très rares sont les traces de quelque originalité. Les exceptions ne font qu'accentuer davantage ces imperfections.

Il ne faudrait cependant pas s'en étonner trop. La personnalité, en effet, n'était pas formée, ou, pour préciser, l'individualité s'était déformée au cours de la seconde moitié du moyen âge, période qui allait se clore au moment où les villes prenaient tout leur essor, où l'imprimerie se vulgarisait, et où l'on approchait de la Réforme; période, aussi, de réaction féodale dont le résultat avait été un plus complet asservissement de l'individu, et une domination graduellement plus tyrannique des castes privilégiées.

Ce qui donne à une époque, comme à la vie, son carac-

tère particulier, c'est le principe ou les conceptions qui la dominent, quelles que soient les circonstances dans lesquelles les notions générales se manifestent. Jamais l'homme n'avait été moins libre et n'en avait eu aussi nettement conscience; jamais il n'avait été plus contraint dans l'expansion de sa pensée, plus impuissant quant à la revendication de ses droits. Dans la collectivité, il figurait comme un être passif dont le premier devoir était de travailler et le second, plus impératif, de rester soumis. En tant qu'individu, il était, effectivement, sans droit et sans protection. Il ne trouvait la sécurité et un adoucissement à sa situation que dans le contact avec la collectivité restreinte que représentait le groupement entre pairs et congénères, et qui ne visait que des intérêts particularistes. Là seulement, les activités populaires pouvaient se déployer, les aspirations populaires réaliser un progrès. Mais l'individu n'y jouissait de quelques avantages qu'à la condition d'abdiquer sa volonté propre, et d'accepter les règles de l'institution collective. Chacune de ces corporations — guildes, confréries, jurandes — cherche à se cloîtrer pour se défendre contre les éléments du dehors et contre les rivalités de groupes similaires, à s'organiser plus solidement entre éléments semblables; chacune s'isole et concurremment légifère, règlemente, embrigade, ordonne; la contrainte que chacune exerce sur ses membres est omnipotente, presque illimitée. On y prescrit à l'artisan comment il doit vivre et travailler; on y impose la forme, la nature, le prix de l'ouvrage hebdomadaire ou quotidien. La corporation surveille l'activité matérielle; elle tient sous sa férule toute manifestation d'activité intellectuelle, restreignant, proscrivant, limitant dans tous les détails et dans tous les dicastères, selon le rang, l'état ou la fortune. Sa tutelle s'étend sur les idées, sur la volonté, sur l'action.

l'homme arrive à ne voir, à n'entendre qu'à travers la collectivité restreinte, mais maîtresse; son opinion personnelle n'est en somme que l'équivalent du degré de confiance placée par lui dans l'entité corporative : complexe où il verse honneur, joies, espérances et salut, parce que, là seulement, il a conscience de la légitimité de son existence, et il se sent autorisé à être quelqu'un, à la condition toutefois de ne vouloir être ni davantage ni autrement que chacun.

La nation se compose moins d'individus que de confréries, d'associations, de cénacles, de clans où les intéressés — artisans, bourgeois, ouvriers, marchands — se donnent des chefs, des juges, un tribunal, une loi dont chaque individu, ainsi lié, accepte les arrêts, les décisions, les ordres, l'hégémonie; où règne une discipline de fer qui s'étend jusque dans les paroles et les gestes, dans la manière de vivre et de se conduire : où tout manquement sert de prétexte aux plus dures punitions.

Cette conception de la vie corporative, les fluctuations de la vie politique ou économique poussant constamment à de nouveaux groupements, résultait du besoin de se réunir et de la nécessité où se trouvaient les hommes de s'appuyer l'un sur l'autre, tant l'individu par lui-même était peu de chose. L'individualité sociale n'arrivait à expression que dans une communauté; mais, en retour, coulée dans le moule de cette institution fermée, elle ne pouvait plus s'en affranchir; la personnalité y était étouffée par le fait même de la subordination de l'individu à la collectivité, de la dépendance dans laquelle l'homme vivait à l'état d'instrument passif, en un mot de la soumission à la volonté de la corporation. Cette soumission excluait la résignation telle que nous la comprenons; elle était la conséquence des dures nécessités de la vie, puisque c'était

essentiellement la misère, la pression de l'isolement, l'abandon, qui forçaient l'homme à ployer sous l'étreinte de la corporation en dehors de laquelle, solitaire, il n'était rien. Cette discipline, d'ailleurs, parodie de l'obéissance volontaire à laquelle l'homme aime à se plier, consistait à abdiquer entre les mains du groupe son intelligence, quelquefois sa conscience. Dans ces circonstances, toute initiative individuelle est annihilée, les notions morales se déforment. La corporation brise le caractère et l'originalité, elle rend l'homme incapable de se diriger, par conséquent de penser, de réfléchir, de vouloir. C'était, à côté du servage féodal et de l'absolutisme du dogme, une autre forme de vasselage dont le contre-coup se fit sentir dans les domaines publics d'ordre politique et social, de même que dans le domaine privé et intérieur d'ordre intellectuel et religieux, bref, dans l'homme lui-même, en lui enlevant les moyens d'acquérir une personnalité.

Il reste à dire que le latin du livre en question rappelle la langue dégénérée dans laquelle les conventuels rédigeaient leurs ouvrages d'annalistes. Parfois, mais sans réussir à nous donner le change, l'auteur vise à l'effet lorsqu'il cherche à imiter les périodes à sensation des rhéteurs de l'antiquité. Parmi les auteurs très isolés qui écrivent en allemand et pour le peuple, la plupart adoptent le genre moralisateur, mais lent, aride, monotone, qu'influencent évidemment certains écrits théologiques dont, inconsciemment ou intentionnellement, on copie les ennuyeux développements de catéchèse ou d'apologétique. Le tout est alors prétentieux, désespérément sec : ce ne sont que des formules exposées, commentées d'une façon didactique, d'où la vie est absente, et qui ne suscitent aucunement l'intérêt. Quelques rares livres, cependant, essentiellement théologiques contiennent, à notre

grande surprise, une analyse plus profonde des aspirations, des doutes, des préoccupations, et comme une révélation des modulations du cœur humain. A côté d'un enseignement mystique à l'usage des âmes assoiffées de consolation qui prient dans la retraite des couvents, on y trouve une rudimentaire adaptation des règles religieuses aux exigences de l'existence pratique et journalière, des considérations d'ordre spéculatif et, toute métaphysique qu'elle soit, comme un germe de philosophie.

Un siècle plus tard, même chez les auteurs moyens, la personnalité apparaît. Nous nous persuadons, en lisant le second des livres indiqués plus haut, que celui qui écrit s'est habitué à ce travail de réflexion qui modifie les conceptions relatives aux choses de la vie et de l'esprit, et crée des notions nouvelles. On se rend compte que l'auteur, s'il ne comprend pas toutes les impressions qu'il perçoit, cherche à se les expliquer. On sent un homme déjà plus qualifié pour rendre les vibrations de son être intime, et qui luttera pour des idées devenues siennes, non plus parce qu'il les aura reçues toutes faites, mais en vertu de l'exercice de sa raison ou de ses convictions. Dans ce qu'il croit et dans ce qu'il sait, dans l'objet de son amour ou de sa haine se révèle l'individualité, résultat du processus intellectuel et spirituel qui s'est opéré en lui. Néanmoins, et en dépit de ce développement intérieur, l'homme persiste à se mouvoir méthodiquement en dedans d'un cadre conventionnel hors duquel il n'ose encore s'aventurer, ayant peur de se singulariser. Ainsi, quoiqu'il puisse sentir ou croire en son for intérieur, le théologien s'efforcera, afin de ne pas être une occasion de scandale, d'éviter toute affirmation qui risquerait de ne pas paraître orthodoxe. Savoir de l'auteur, jugement personnel, originalité propre, choses qu'on exprime par le terme de culture

et qui se reflètent dans cet ensemble d'acquisitions et d'élaborations individuelles, se ressentent encore trop, pour nous, de la soumission uniforme à la règle générale qui fait loi. Toutefois, des idées, des appréciations de terroir local sont en voie de percer. La manière de présenter un sujet a changé, le style est autre, avec une saveur caractéristique; la langue est l'allemand.

Cependant la soumission qui s'y révèle n'est plus cette soumission aveugle qui abdique, dans la main d'autrui, son intelligence ou sa conscience, ou bien qui entre en lutte contre la dignité personnelle en demandant à l'homme d'obéir malgré les protestations de sa raison. Elle se pratique d'une façon différente. A la corporation, constituée par des membres inertes, retenus entre eux par un lien extérieur et mus sous la pression d'une force étrangère, s'est substituée la communauté d'hommes qui agissent et, par conséquent, se soumettent par conviction, qui marchent à leur but comme un groupe, emporté non plus sous l'effort de quelques volontés pareilles à l'action convergente d'une ellipse sur son foyer, mais sous l'impulsion intérieure et combinée de volontés réunies. Le mobile de la communauté n'est pas l'asservissement, c'est la solidarité; les énergies s'y fusionnent tout en s'y disciplinant. En cela surtout revivent les qualités éminemment germaniques du peuple, dont une des plus remarquables manifestations de la vie individuelle et nationale a, de tout temps, précisément consisté dans le besoin de l'association codifiée par des règles, mais basée sur l'obéissance librement consentie.

C'est qu'aussi le siècle a secoué jusque dans ses fondements l'assise même de la nation! Parmi les générations qui s'y sont succédé, les collectivités comme les individus ont combattu pour leurs croyances. Beaucoup ont

souffert pour elles; nombreux, ceux qui ont succombé pour le triomphe de leur cause!

Les événements de la seconde moitié du seizième siècle, auxquels tous les membres du corps social ont participé d'une façon plus ou moins effective, prouvaient et faisaient comprendre qu'affirmer et défendre son appréciation propre, ses convictions et sa volonté personnelles dans les questions d'intérêt vital, représente l'une des plus grandes prérogatives et constitue l'un des plus grands devoirs de l'homme.

Rares étaient les vaillants qui, avant cette époque, auraient osé compromettre leur position ou leur existence pour faire prévaloir ce qu'ils considéraient comme des principes. Heurter de front les opinions établies ou les idées courantes constituait une hérésie et exposait à tous les dangers. A chaque échelon social, notamment dans les couches populaires, chacun vivait pour soi, ne regardait que devant soi ou bien au travers des proches ou des congénères immédiats. L'individu n'ayant aucun sentiment altruiste, la grande collectivité, humaine ou nationale, le laissait indifférent; il s'isolait, exempt de besoins intellectuels, dépourvu d'enthousiasme pour les choses spirituelles. Tous ne demandaient qu'à suivre l'ornière qui semblait tracée jusqu'à la consommation des temps : on se prélassait dans les habitudes, on végétait dans le pli contracté; c'était l'ordre serré, étouffant, étroit, de la congrégation, de la caste, des maîtrises; c'était le labeur et la peine sous le joug quelconque d'une servitude générale; l'objectif primordial, et le seul désirable, c'était l'avantage ou le profit de l'occasion, la jouissance de l'heure présente : on ne se souciait vraiment que d'éviter à temps ce qui pouvait être ou devenir troublant, incommode ou gênant. Depuis lors, la nation avait appris à s'éprendre d'un idéal,

l'individu à connaître la solidarité; l'homme avait eu le sentiment de vibrer à l'unisson de millions d'êtres, il s'était senti porté par l'approbation et les vœux de concitoyens unis dans une même pensée, frémissant pour une même cause, se réunissant pour une action commune. Depuis lors, aussi, il se trouva prêt à agir et à souffrir pour une idée.

Un mouvement pareil ne se produit pas sans involuer certaines imperfections, latentes dans les causes génératrices, que les moyens d'action vont mettre en évidence. Ces imperfections — graves et nombreuses — ne sont pas sans revêtir une certaine analogie avec les ébranlements pathologiques qui atteignent la constitution dans sa période de croissance. L'organisme social, au même titre que l'organisme individuel, présente alors, conséquence forcée des phénomènes qui surgissent et de l'inhérence même de la crise, des déformations subséquentes et plus ou moins sérieuses qui déroutent les prévisions premières. Telle maladie n'épargnera pas l'adulte, si elle a épargné l'enfant.

Le protestantisme, bien qu'il eût dès l'abord exercé sur les masses une très réelle et salutaire influence, ne sut pas marcher droit au but qu'il s'était posé comme objectif et que, s'il avait pu rester conséquent avec lui-même, il devait atteindre. Il réclamait une activité intérieure incessante, poussait à l'affirmation de la conscience individuelle, autant dire à la liberté de conscience. On le voit retomber, néanmoins, dans ce qu'il considérait comme le vice fondamental de l'ancienne Église, vice dont il s'était servi comme de l'arme principale pour attaquer l'Église, savoir : la domination sur les consciences, la négation de l'individualité spirituelle, l'immuabilité des dogmes. A son tour il voulut régenter : il devint autoritaire. L'esprit de hiérarchie, fonctionnant à faux, s'y transforma en tyrannie ;

le clergé se mit à imposer des articles de foi : il se fit despote. A peine née, la religion nouvelle anathématisa ceux qui professaient des croyances hétérodoxes, pourchassa comme schismatiques et déjà comme hérétiques ceux qui discutaient son credo.

Luther avait, il est vrai, su contenir les zélateurs; cependant, il n'en avait pas moins prévu — et prédit — que l'union entre les adeptes de la confession nouvelle finirait avec lui; connaissant le fort et le faible des disciples et des systèmes il savait que, lui disparu, chacun suivrait le chemin qui semblerait le meilleur. Mélanchton, très éclairé, inébranlable au milieu des tribulations de la vie, timide néanmoins, et hésitant dans les circonstances importantes, n'était pas qualifié pour refréner l'ardeur des téméraires, ni pour contenir les expansions divergentes qui déjà se faisaient jour. A la diète d'Augsbourg, en 1547, l'Empereur, pour des raisons ne visant aucunement l'intérêt des divers partis protestants, avait cherché, sous l'inspiration de mobiles étrangers, à pacifier les protestants vaincus et leur avait imposé une confession provisoire, intérimaire. Pour les catholiques, cette mesure résumait une tolérance trop grande, qu'ils acceptaient dans la pensée qu'elle ramènerait les dissidents dans le giron de l'Église. Pour les protestants zélés, elle constituait, au contraire, une tutelle et une ingérence insupportables contre lesquelles il importait de s'élever, soit qu'elles touchassent les points majeurs, soit qu'elles décidassent de questions secondaires. Cette confession — l'Intérim — fit germer de violentes disputes théologiques entre les fractions protestantes (luthériens et leurs adversaires les réformés, ou protestants de la confession d'Augsbourg) et donna lieu à toute une série d'hostilités entre les deux camps. Les luthériens s'insurgèrent contre le régime que le compro-

mis d'Augsbourg leur avait imposé. Par centaines, les prédicateurs se firent suspendre de leurs fonctions ; beaucoup tombèrent dans la misère, d'autres furent victimes de fureurs populaires fomentées par la réaction. Les laïques ne se comportaient ni moins valeureusement, ni moins âprement. Bientôt ce fut la guerre entre les adeptes de la doctrine luthérienne elle-même. Rien de moins édifiant que les querelles d'où les meilleurs esprits sortaient aigris, excités, irréconciliables, et où ceux qui y prenaient part dépensaient leurs forces et leurs talents à défendre ou à attaquer des thèses qui aujourd'hui n'intéresseraient plus personne.

Pour juger les contemporains ou les disciples de Luther, il faut tenir compte de la sincérité des convictions, de l'élévation des inspirations qui se heurtaient ainsi d'un camp à l'autre, car l'explosion des antithèses et des contrastes, l'antagonisme des idées et des tendances, étaient, à ce moment, les conséquences premières et obligées de l'effervescence dans laquelle les esprits avaient vécu, et témoignaient, en définitive, d'un progrès accompli dans la conscience de chacun des combattants. Spectacle désolant, néanmoins, offert par cette lutte où aucun des champions engagés ne déplorait le déchirement ainsi causé à l'unité de l'Église, et où chacun, naturellement, en rejetait la responsabilité sur l'adversaire. Ces divisions menaçaient non seulement l'unité, mais encore l'existence du protestantisme. Toutes dangereuses qu'elles fussent au point de vue du principe de l'autorité ecclésiastique et des conséquences que pouvait entraîner la suprématie d'un parti victorieux, ces divisions n'en comportaient pas moins des éléments de vivante énergie, de ténacité dans le désir de vaincre. Ces luttes contribuèrent au développement de ces facultés dont, par la suite, le caractère national sut

faire preuve, soit dans l'ordre spéculatif : lorsque l'Allemand forge ses théories ; soit dans l'ordre pratique : lorsque sa philosophie doit passer dans le domaine des faits. De même que les individus, les universités se disputèrent, Iéna ouvrant ses portes aux zélateurs luthériens, Wittenberg prenant fait et cause pour Mélanchton et ses disciples. Ces aînés disparurent. Les cadets qui entreront en scène, ayant reçu une instruction différente et une éducation plus utilitaire, ayant subi l'influence d'un temps plus moderne, penseront et agiront d'une autre façon que leurs devanciers.

Vers la fin du seizième siècle le protestantisme s'était acclimaté partout où il avait pris pied : bien plus, il paraissait vivre à l'abri de tous dangers extérieurs dans la plupart des pays où il s'était répandu. Cette sécurité provoqua un relâchement de la discipline, un ébranlement des convictions ; elle devint fatale pour la foi nouvelle elle-même. Le clergé prit une importance exagérée ; très vite, les ecclésiastiques devinrent orgueilleux, autoritaires, infatués d'eux-mêmes ; ils acquirent toutes les prérogatives et tous les défauts d'une caste privilégiée. Conseillers écoutés de princes incapables, directeurs influents de l'opinion publique, ils exploitèrent la faiblesse de ceux-là et l'impressionnabilité de celle-ci au profit de leur ambition, persécutèrent ceux qui cherchaient à se soustraire à leur domination ou ceux qui professaient une foi différente de la leur. Pour avoir gain de cause, ils appelèrent à leur secours le pouvoir séculier, ne redoutant même pas de susciter des émeutes populaires. On vit alors la foule saccager, à Leipzig, les maisons des réformés et l'autorité allant jusqu'à faire décapiter, à Dresde, un ecclésiastique convaincu d'hétérodoxie.

Tout à côté, dans les pays fidèles à l'ancienne confes-

sion, une poussée de sève s'était produite, vivace, puissante, étrange. Du sein de l'Église catholique une discipline nouvelle avait surgi. Basée sur une culture solide, soucieuse des intérêts de l'humanité, elle s'imposait à l'attention, frappait les esprits par le contraste marqué qui existait entre elle et le protestantisme : deux voies divergentes, deux camps antagonistes et rivaux, dissemblables quant aux moyens mis en œuvre, quant aux tendances secrètes ou avouées, quant au résultat qui devait couronner leurs efforts.

En Espagne, en Italie, le renouveau religieux qui s'était produit avait suscité aussitôt des dévouements sublimes, des sacrifices courageux, des enthousiasmes ardents : renouveau adapté à l'âme romaine ou latine tant par sa nature que par sa forme. L'âme germanique n'avait pu s'assimiler ces nouvelles croyances. Elles n'étaient pas, en effet, adéquates à ses aspirations intimes, à ses notions greffées sur des conceptions idéales d'une race différente, mais elles n'en avaient pas moins exercé sur les esprits une action profonde. La nouvelle discipline réclamait l'effacement de la personnalité, conseillait le détachement des biens terrestres ou civils, exigeait l'obéissance absolue et la soumission complète au successeur de saint Pierre, le sacrifice du « moi » à l'autorité de l'Église et du « mien » pour l'avantage de l'Église. Alors que la doctrine protestante enseignait que l'homme pouvait, par ses propres efforts et son seul développement intérieur, puiser en lui-même les éléments nécessaires pour arriver à la connaissance de Dieu et pour réaliser son union avec Dieu, l'ordre de la Société de Jésus moulait les esprits dans la règle des dogmes immuables hors desquels il n'y avait pas de possibilité de salut. La lutte entre ces deux forces protagonistes et ces deux influences contraires se

doublait de considérations et d'agissements politiques. Le protestantisme, malgré le loyalisme des réformateurs, était démocratique d'essence et de fait; le « *risorgimento* » des jésuites, conséquent avec lui-même et avec les traditions de l'Église, réclamait de tous l'obéissance au régime hiérarchique qui détenait le pouvoir, proclamait le droit divin du souverain, mais le droit souverain de l'Église et celui du trône, sacrifiait l'individu à la stabilité de l'État et à la suprématie de l'Église.

On sait comment l'ordre de la Société de Jésus prit naissance. En 1540 le pape confirmait la constitution de l'ordre; peu après, les premiers pères franchissaient les Alpes et le Rhin et pénétraient en Allemagne. Au concile de Trente (1545) leur influence est déjà prépondérante. Très vite, l'ordre s'organise dans les contrées où, quoique clairsemés, se trouvaient encore, parmi les adeptes de la confession nouvelle, des centres catholiques. Il agit et s'affirme avec énergie, décision, un esprit de suite que rien ne lasse; il fortifie les faibles, ébranle et entraîne les hésitants; bientôt, il gagne la faveur des princes et des puissants du jour; il sait attirer les humbles. Des souverains lui confient la houlette pastorale de leurs peuples; les Habsbourg ont commencé; les princes-évêques allemands suivent, car ils pressentent le pouvoir que l'ordre saura exercer sur des sujets prêts à leur échapper; enfin, les ducs de Bavière, toujours orientés vers Rome, qui favorisa l'élévation de leur maison, se mettent sous la tutelle de l'ordre. Au moment de l'arrivée des jésuites en Allemagne, la nation était en voie de devenir protestante; au début de la guerre encore, les trois quarts des populations allemandes et autrichiennes étaient protestantes. En 1650 le domaine impérial, tel qu'il sera constitué à nouveau, sera entièrement catholique; catholiques, en outre, plus

du tiers des pays allemands. Tel est le résultat de l'œuvre de ces missionnaires étrangers dont l'activité tient du merveilleux. Ils vont avec prudence, ne procédant qu'en vertu d'une méthode prévoyante, ferme, précise : reculant, s'il le faut, pour avancer d'autant plus sûrement aussitôt après, fuyant devant l'orage, revenant pendant l'accalmie, ne laissant rien d'inachevé, menant de front les plus vastes projets et les occupations les plus minimes, frappant toujours au bon endroit, étonnants d'inébranlable ténacité. Ils prêchent d'exemple dans le sacrifice de soi pour le triomphe d'une idée, idée dont l'expression ou la forme saisissable ne se manifeste pas, il est vrai, dans l'individu isolé, mais seulement dans l'ensemble cohésif ou l'unité de l'Ordre omnipotent. Les jésuites surent se faire apprécier ou se rendre indispensables partout où ils apparurent, aussi les faveurs et les honneurs allèrent-ils à eux. Aux yeux des Allemands le Jésuite demeurait, néanmoins, l'Étranger. La puissance occulte de l'ordre, ses règles rigides à la fois et mystérieuses inspiraient une crainte qui n'excluait pas l'attirance, frappaient l'imagination des protestants comme des catholiques. Tandis que les premiers ne cessaient d'attaquer l'ordre dans leurs pamphlets, en le rendant responsable des fautes politiques commises et des calamités qui en étaient la conséquence, les seconds restaient, malgré tout, attachés à la forme nationale de leur religion. Pour les catholiques, les jésuites, tout influents qu'ils fussent, représentaient un élément exotique, inconnu à la vie nationale. En dépit de l'encens qu'on lui prodiguait en haut lieu, et alors que les autres ordres d'origine étrangère, franciscains ou bénédictins, s'étaient acclimatés au point d'être assimilés aux nationaux, les jésuites continuaient à être traités en étrangers.

Le peuple avait eu la perception très nette que ces hommes n'étaient pas et ne seraient jamais, à proprement parler, des leurs. Ce sentiment était particulièrement enraciné dans le clergé séculier, ce qui s'explique, en outre, par le fait que, très souvent, les prérogatives et avantages du clergé étaient lésés ou amoindris par l'influence ou l'action envahissante de l'ordre.

Ainsi, depuis le milieu du seizième siècle, deux sources différentes, dissemblables, d'où jaillira la pensée, d'où se répandra l'action, éléments constitutifs à la fois et manifestations essentielles de la vie individuelle et nationale. Champ-clos aussi, où l'on verra, au fur et à mesure que se dessinera la lutte, d'un côté la soumission passive, l'ardeur du fanatisme, l'unité des conceptions; du côté opposé, le libre examen, la notion du devoir éclose dans le seul travail de la conscience, les doutes; là, les actes énergiques, réfléchis, la cohésion et l'assurance; ici, la fragmentation des partis, l'indécision et les appréhensions. Les contrastes sont saisissants; ils s'accentueront au cours des événements, notamment dans le domaine politique.

Si, d'une part, le protestantisme a réussi en certains pays allemands à rehausser le prestige du souverain, il a, d'autre part, amoindri les aptitudes des princes pour exercer le pouvoir. L'éducation des souverains protestants souffrait du tour théologique qu'on lui imprimait ; leur instruction ne se faisait pas dans une direction pratique, utile, humaine: leurs précepteurs, pour la plupart ecclésiastiques, ne les nourrissaient que d'abstractions. Le protestantisme, dans la forme incomplète et provisoire qu'il revêtait à ce moment, n'était d'aucun secours poun le développement du caractère du souverain tel qu'il

eût dû être façonné pour cette époque. Ces princes, nous les sentons tourmentés de scrupules, assaillis de doutes, hésitants, incertains. Qu'ils soient ambitieux, vaillants, pieux ou dépravés, ils demeurent flottants, tiraillés par ce qu'ils ne faisaient pas, par ce qu'ils faisaient ou auraient dû faire. Les prédicateurs de cour n'arrivaient pas à leur inculquer l'assurance, à débrouiller avec eux l'inextricable écheveau de leurs devoirs ou de leurs obsessions. Chacun de ces princes vivait isolé. En outre, entre les différentes communautés ou églises d'un pays, aucun lien solide; partout et toujours, des discussions, des rancunes, des haines entre les congrégations, entre les écoles; la zizanie à l'état permanent entre les différentes fractions de ces groupes. Au point de vue de l'Église et des collectivités religieuses il s'ensuivait une diminution d'influence, un abaissement de prestige, un amoindrissement de l'autorité. Tandis que le clergé catholique cherchait à cimenter l'union entre les souverains catholiques, les ecclésiastiques protestants travaillaient, auprès de leurs princes, à faire prévaloir, au détriment de la confession rivale, la confession qu'ils représentaient, entretenaient les divergences, les animosités entre les cours, soufflaient l'intransigeance; les séparations s'aggravaient pour le plus grand mal de l'action commune et de la synthèse religieuse et politique. Rien d'étonnant à ce que, pendant longtemps, et alors qu'ils se trouvent en lutte politique ouverte avec les catholiques, les protestants se voient acculés dans une situation désavantageuse qui finit par devenir critique.

Politiquement, le protestantisme n'était pas encore formé vers 1600; il n'existait que d'une façon abstraite et dans un ensemble d'âmes qui l'avaient accueilli. L'avenir

allait montrer dans quelle mesure les conditions générales dans lesquelles se trouvait l'Allemagne permettraient le développement ultérieur du protestantisme en tant qu'institution religieuse nationale. A ce moment, il se maintenait dans l'opposition où l'avait relégué Charles-Quint. En tant que parti, il ne formait pas à lui seul le camp de l'opposition décidée à tenir tête à l'ambition de l'Empereur, dont les visées politiques n'étaient parfois du goût ni des catholiques allemands, ni de tous les princes ses alliés, ni même du pape. Le temps n'était plus où, sous Maximilien II, prince de goûts raffinés, d'une culture remarquable, et très populaire en Allemagne, l'espoir avait surgi d'une réconciliation sur le terrain confessionnel, et où l'organisation de l'Empire dans un sens allemand semblait possible à réaliser. Il avait fallu rabattre de ces espérances. L'intérêt de la maison de Habsbourg avait, depuis lors, primé toutes ces considérations. L'Italie, l'Espagne, la Turquie, adversaires et amis, l'avaient attirée toujours plus dans une voie dirigée contre les intérêts de la partie allemande de l'Empire, et, même dans les provinces de son domaine héréditaire, l'Empereur avait été amené à favoriser ses intérêts personnels au détriment des intérêts de ces pays.

Dans les masses populaires, le levain du protestantisme avait suscité un bouillonnement d'idées ; en même temps, il avait provoqué une poussée de revendications sociales. Depuis la guerre des Paysans, en 1525, jusqu'au delà de la fin du seizième siècle, une agitation latente régnait parmi le peuple; elle n'arrivait pas à se calmer. La Réforme, en déliant les langues, par cela même avait permis aux individus la discussion non seulement des intérêts spirituels, mais encore des intérêts matériels. On jugeait plus librement la situation des autres et sa position sociale

à soi; chacun se croyait autorisé à exprimer son opinion, chacun se sentait le droit de la faire prévaloir, chacun ergotait, disputaillait ou geignait; le paysan murmurait tout haut contre les charges qui l'écrasaient, le bourgeois se rebiffait contre l'égoïsme de l'édilité urbaine, le seigneur terrien grondait à la fois contre ses vassaux et le suzerain. Le mouvement révolutionnaire des paysans avait été rapidement étouffé, et cependant les aspirations démocratiques du bas peuple ne s'étaient pas assoupies: elles se sentaient bridées, mais elles étaient prêtes à éclater, comme avaient fait explosion les rumeurs, les plaintes, les récriminations. Les théories démocratiques s'étaient infiltrées dans le peuple particulièrement sous le couvert d'une secte, les Anabaptistes, qu'on pourrait appeler les socialistes du seizième siècle. Cette secte, dont la doctrine n'arrivait pas à se condenser en un système, tant elle variait suivant les appréciations individuelles, se composait des éléments les plus disparates — depuis les théoriciens inoffensifs rêvant d'un phalanstère édenique peuplé de citoyens vertueux, jusqu'à ces fanatiques dangereux qui prêchaient la polygamie et le partage des biens. — Elle réussissait néanmoins à faire de nombreux prosélytes et trouvait, dans chaque cité, des démagogues disposés à s'enrôler sous sa bannière et des malheureux ayant foi en ses promesses. Charles-Quint n'avait pas réussi à en purger les villes impériales de l'Allemagne méridionale. A Münster, elle était même parvenue à s'emparer du pouvoir pour quelque temps. L'influence de la secte s'était, il est vrai, émoussée à la fin du siècle, mais ses principes ne s'en répandaient pas moins dans certaines régions, notamment les contrées où l'opposition protestante des États Provinciaux en lutte avec le souverain catholique maintenait le peuple dans un état d'agitation

Il en était ainsi en Bohème, en Moravie, dans la Haute-Autriche. A son point de vue, l'Empereur n'avait donc pas tort de s'émouvoir des causes de trouble et de révolte qui évoluaient dans les questions religieuses, car ces dernières, doublées qu'elles étaient de considérations sociales, revêtaient un caractère nettement politique. La façon de procéder de l'Empereur, il faut en convenir, au lieu d'éteindre l'incendie, ne fit que l'attiser. Plus les Habsbourg déploieront de zèle pour rétablir, avec l'appui des jésuites, la discipline de l'Église et pour fortifier leur pouvoir, plus ils seront tenus en échec, à la fois dans l'Empire et dans leur domaine héréditaire, par les réclamations et les revendications des princes et des villes, par la résistance de l'opposition au sein des États Provinciaux, et par la fermentation générale qui se produisait dans les masses. On le voit, les Habsbourg se trouvaient acculés à ce dilemme : ou bien ils accepteraient le programme politique implicitement contenu dans le mouvement de la Réforme, ou bien ils extirperaient les doctrines nouvelles, et pour eux subversives, aussi bien dans les pays de l'Empire que dans les provinces leur appartenant en propre. La première de ces alternatives ne pouvait les arrêter un instant, aussi l'hésitation n'était-elle pas possible.

Le sentiment de sa confiance en lui-même avait grandi dans le parti catholique. Les victoires remportées dans les pays étrangers avaient enhardi les amis de l'Empereur. L'explosion violente de l'opposition protestante dans les États Provinciaux et dans les provinces impériales pousse les alliés de l'Empereur et de l'Église à une action commune. Pour parer au mouvement menaçant qui se dessine du côté du parti catholique, les princes protestants se groupent et forment ce qu'on a appelé « l'Union ». Les

catholiques ripostent par l'organisation de la « Ligue ». Celle-ci prévoit qu'elle atteindra son but par une stratégie offensive; celle-là s'en tiendra à des mesures défensives comme plus favorables à ses intérêts du moment.

La réaction survenue après la guerre des Paysans, et au profit de la noblesse, s'était traduite pour le serf ou le manant par une aggravation de charges, par une restriction de liberté, par des conditions plus dures quant à l'affranchissement et à l'obtention de terres censives. Le lien féodal s'était resserré au détriment des asservis, même des affranchis et des petits propriétaires d'alleux. Par la force des choses, cependant, certaines prérogatives nobiliaires tombaient en désuétude à la fin du seizième siècle. Le pouvoir des souverains s'étant affirmé, les détenteurs de fiefs n'étaient plus, comme jadis, investis de droits politiques dont l'exercice impliquait une puissance rivale plutôt que vassale de l'autorité suzeraine. On en était arrivé à une centralisation administrative qui tendait à l'émancipation des communes et à la limitation du pouvoir des seigneurs : évolution dans le sens des principes sociaux contenus dans le mouvement de la Réforme et des principes politiques issus d'une étude plus raisonnée du droit romain. Toutefois, une foule de seigneurs ne se soumettaient pas à ces conditions plus modernes. Plus sédentaires, il est vrai, mais aussi peu laborieux que leurs ancêtres, ils tranchaient eux-mêmes les nombreux différends que leurs excessives prétentions faisaient surgir; où ils avaient encore la faculté d'exercer un droit de juridiction, ils substituaient leur volonté ou leurs caprices à l'autorité souveraine, ou même recouraient aux armes pour faire valoir leurs droits. Ainsi, peu avant la guerre, on voit Georges Behr von Düvelsdorf lever une troupe pour

reconquérir une terre héritée par un tiers; puis, en 1628, faire décapiter son secrétaire pour une histoire de faux et de vol.

Vers 1600, les mœurs de la petite noblesse sont déplorables: comparées à celles des autres classes sociales elles sont franchement révolutionnaires. Dans certaines contrées, les plaintes sont devenues si instantes que, même dans les provinces héréditaires de l'Empire, l'autorité sévit. Des édits paraissent, imposant aux lésés l'obligation de dénoncer les auteurs des vexations qui ne cessent d'être commises. A côté des hobereaux sédentaires vivant d'une façon très chétive, une catégorie de nobles soutiennent leur existence par des moyens inavouables. Ils errent d'une contrée à l'autre, toujours en quête d'un coup de main à réaliser, dangereux parasites ne se servant que d'expédients et constituant un fléau dont le pouvoir central finira par s'émouvoir et contre lequel des mesures seront prises dans les édits impériaux de 1602 et de 1617. Les nobles, en général, se trouvent dans un état d'infériorité intellectuelle et matérielle qui a pour premier effet de les aigrir contre le courant moderne auquel ils sentent ne pas être capables de résister, les préjugés de caste et l'absence de toute instruction première les empêchant de se préparer une situation avantageuse et indépendante. Il ne leur reste, s'ils veulent ne pas végéter dans la gêne et se morfondre dans l'envie, qu'à prendre du service à l'étranger.

Déjà avant 1618, on entend dans toutes les armées les mêmes plaintes de ce que les hobereaux accaparent tous les grades. Comme aux quinzième et seizième siècles, les plus fortunés partent en Hollande, en France surtout, afin de s'y instruire dans le métier des armes et dans les manières des cercles aristocratiques ou de la cour. Non seulement à Paris, mais encore dans la plupart des villes

du royaume, on rencontrait, au début du dix-septième siècle, des quantités de nobles d'Allemagne. Ils s'y faisaient remarquer, généralement, par leur maladresse à s'assimiler les qualités fondamentales du caractère français et les usages qu'ils eussent gagné à s'approprier; ils n'arrivaient pas à imiter la distinction et l'urbanité des gens du monde, mais n'en retenaient que les défauts et les vices. Jusque dans la débauche, le reître demeurait. On les tournait, du reste, en ridicule lorsqu'ils rentraient chez eux : on raillait leur manie d'exotisme, quoique, déjà avant 1648, la plupart des cours allemandes eussent singé ce qui se faisait et se produisait en France, vécu comme fascinées par les modes et l'entrain de Versailles, et eussent adopté le français pour la conversation et la correspondance.

L'importance de la noblesse, en tant que caste, n'en était pas diminuée; au contraire, par l'inépuisable crédit dont elle jouissait aux cours, par l'exclusive répartition à son profit des emplois, titres et honneurs, enfin par l'entière licence que les souverains lui laissaient tout loisir d'exercer envers les inférieurs, la prépondérance de l'élément noble et son pouvoir s'étaient accrus depuis le milieu du siècle précédent. Par contre, l'influence politique de la noblesse était amoindrie : le grand courant civilisateur de la culture avait passé au-dessus et à côté d'elle. Les masses avaient progressé sur le chemin de l'instruction, et bénéficié de maints perfectionnements; la noblesse était restée en dehors du développement matériel et de l'expansion intellectuelle. Entre les différents groupes des seigneurs, pour la plupart ignorants, rustres et vaniteux, et les classes bourgeoises avec leurs lettrés, leurs techniciens, leurs savants aptes à agir sur leurs concitoyens, à les éclairer, à les diriger, les contrastes étaient devenus d'année

en année plus saisissants. Le public s'en rendait compte.

La direction des affaires de différents souverains, l'organisation des cours de justice, les dicastères de la bureaucratie avaient passé des mains des anciens favoris nobles et titrés dans celles des bourgeois diplômés ou gradés; les chancelleries, les tribunaux, les « convents universitaires » étaient occupés ou présidés par des roturiers; la richesse, fruit du commerce et de l'industrie, se trouvait dans les villes chez les descendants d'hommes libres ou affranchis, cependant que la noblesse inactive s'appauvrissait toujours plus. Encore un demi-siècle de prospérité, c'est-à-dire de travail, encore un temps d'ascension, c'est-à-dire de paix, et la féodalité se fût écroulée, l'évolution nationale se fût parachevée! De deux choses l'une : le particularisme des castes se serait transformé à l'état d'une institution archaïque sans action directe sur l'organisme social, ou bien il aurait lutté pour maintenir des prétentions incompatibles avec les exigences d'une vie plus moderne; dans le second cas, il se serait effondré sous l'effort des revendications populaires. Les collectivités comme les individus isolés avaient appris à juger la noblesse pour ce qu'elle valait et pour ce qu'elle était susceptible d'accomplir : le temps approchait où seule la qualification de l'homme lui vaudrait considération et fortune. Du moins, le mouvement qui devait aboutir à pareil résultat avait commencé à se produire : l'aurore d'une ère nouvelle semblait se lever. Cependant, il n'en fut point ainsi. La guerre survint; elle mit à néant ces espoirs; elle brisa la force de l'élément bourgeois.

Le régime militaire adopté par les princes, à l'instar de celui qui régnait en Autriche, valut aux nobles, détenteurs des grands emplois militaires, une subite recrudescence de puissance et un nouveau prestige, qu'ils mirent à profit

pour relever, en dépit des malheurs de l'époque, leur situation personnelle et restaurer, malgré les calamités et les ruines, les privilèges de leur caste. Au cours des années de troubles et d'intrigues qui suivirent la guerre, toute contrainte devenant inutile, tout contrôle ayant cessé, il se produisit une nouvelle réaction féodale analogue à celle du milieu du siècle précédent.

On constate dans les masses, peu avant la guerre de Trente ans, un sentiment de malaise et d'appréhension. Les feuilles périodiques, les discours, assombris par des considérants inquiets, expriment une même humeur chagrine, interprètent les choses dans le sens de prévisions néfastes, grossissent les événements; chacun tire de la situation présente un horoscope mauvais; il en est qui croient à la fin prochaine du monde. Les conditions matérielles dans lesquelles le plus grand nombre vivaient n'étaient cependant pas alarmantes. Pendant une longue période de paix, le bien-être des campagnes s'était étendu; la vie était plus facile, plus large que jadis, la sécurité générale plus grande. Les exigences de chacun s'étaient, il est vrai, accrues d'autant : un besoin plus intense de jouissances et un déploiement de luxe jusqu'alors inconnu se manifestaient. D'autre part, surtout dans les couches sociales inférieures, le mécontentement se généralisait, et, de plus, se prononçait un sentiment de lassitude qui attisait à la fois l'envie et la soif des plaisirs. Cet état de tension, ces préoccupations presque exclusivement matérielles, cette disposition frondeuse eurent pour conséquence un abaissement du sens moral, une indifférence pour la chose publique, une désaffection des intérêts supérieurs de la nation. Le feu sacré pour les discussions théologiques avait fait place, chez les uns, au désintéres-

sement à l'égard de spéculations abstraites qui n'aboutissaient à rien ; chez les autres, à une espèce de désespérance ; chez d'autres encore, à un état d'irritation ; beaucoup avaient perdu courage ; de plus nombreux se confinaient dans le doute et, en même temps, dans l'intolérance la plus grossière. Au fur et à mesure que nous nous rapprochons des années qui vont marquer le début des hostilités, la situation s'aggrave de l'état lamentable du numéraire, qui, pour longtemps, causera une perturbation profonde dans les transactions quotidiennes, accentuant la démoralisation des foules, et préparant la ruine des pays que la guerre va frapper.

Le mouvement de la Réforme a provoqué dans le peuple un développement de l'esprit, c'est incontestable. Mais n'oublions pas que de cet épanouissement initial naquirent d'autres aspirations, des exigences nouvelles qui, à l'époque où nous sommes arrêtés, eussent dû être satisfaites, non seulement dans le domaine intellectuel et spirituel, mais encore dans le domaine politique et social. La doctrine de la Réforme, si l'on voulait procéder logiquement, devait être élargie, car elle avait pour objectif la liberté de conscience. Si l'œuvre des réformateurs devait être adaptée à la nation, en tant qu'institution populaire et allemande, elle méritait d'être parachevée, car elle impliquait l'organisation d'un État et d'une société sur des bases nouvelles et assez puissantes pour imposer le respect et la crainte : il importait que les pays et les individus fussent indépendants, et que la nation devînt forte. Tel le mirage qui, aux yeux de beaucoup, équivalait à une résurrection, et dans lequel, lorsque aura sonné l'heure des désillusions, l'Allemagne ne trouvera plus que le fantôme de ses espérances. La doctrine se déformera dans l'étroi-

tesse du cadre où on l'aura enserrée ; l'œuvre n'en sortira pas amoindrie, mais elle fournira à l'Allemagne la preuve de son impuissance politique, en dévoilant l'inanité de son rêve prématuré.

Dans un pays morcelé, ployant sous l'absolutisme de princes incapables ou frivoles, vivant dans une atmosphère de doutes et d'abstractions bizarres, sans volonté, de même que sans aspirations communes, sans lien de nature à souder entre eux les membres du corps social, le peuple allemand souffrait de l'absence de cette cohésion idéale et de cette unité concrète qui eussent fait de son pays une patrie à proprement parler. Patrie à l'instar du Royaume-Uni, où déjà sous Élisabeth tous les clans se groupaient en une famille anglaise, à l'instar de la France créée pour nous par le génie d'Henri IV.

Désunis, mal préparés, déjà las, les Allemands sont entraînés dans la guerre fratricide et formidable. La collision sanglante était devenue inévitable par le fait de l'antagonisme croissant entre les intérêts de la maison de Habsbourg et ceux de la nation allemande, entre les principes fondamentaux de la religion nouvelle et l'immuable autorité de l'Église. Cette guerre durera trente ans.

A première vue nous avons peine à comprendre comment il s'est fait qu'une guerre ait pu, dans de telles conditions, durer aussi longtemps. En étudiant de plus près les circonstances de cette durée caractéristique, on se convainc que la lutte fut si longue et si terrible parce que, précisément, aucun des belligérants n'était à même d'opérer d'une façon rapide et décisive.

Les armées ayant figuré sur les différents champs de bataille de la guerre de Trente ans correspondaient, numériquement, tout au plus à un de nos corps d'armée

modernes. Tilly professait qu'un corps de 40.000 hommes représentait une force capable de tenir tête à toutes les éventualités, et qu'un général ne devait pas s'embarrasser d'un effectif plus considérable. En fait, les armées de cette époque n'atteignirent presque jamais un effectif pareil; la plupart des batailles furent livrées par des contingents relativement très réduits. En outre, quel qu'eût été le nombre des hommes levés, il fondait vite par suite des épidémies, des désertions, sans parler des combats. Or comme aucune mesure n'était prise pour combler systématiquement les vides, — on ignorait, absolument, l'organisation des réserves, — les effectifs variaient dans des proportions incroyables. A un moment donné, cependant, apparaît une armée vraiment nombreuse réunie sous un seul et même commandement, celle de Wallenstein, forte de 100.000 hommes, si toutefois l'on peut donner le nom d'armée aux bandes dépourvues de cohésion et de discipline qui, en 1629, ravageaient les provinces allemandes et qui se trouvaient disséminées sur une étendue de terrain énorme, soit la moitié, à peu près, du territoire de l'Allemagne. Une seconde fois, au cours des événements, une armée imposante se forma : il s'agit de celle des Impériaux, massée devant Nördlingen en 1634, comptant 60.000 hommes, mais qui, en réalité, se composait d'une armée auxiliaire italienne, d'un contingent espagnol, des troupes de Maximilien de Bavière, et enfin des débris de l'armée de Wallenstein. L'emploi technique d'une masse aussi disparate semblait constituer, aux yeux des intéressés eux-mêmes, une entreprise très risquée. En effet, on n'arriva jamais à mater ces bandes et à les tenir toutes sous la main. Aussi, dès cette époque, voit-on les généraux ne plus commander qu'à des effectifs peu nombreux.

La grande difficulté tactique n'était pas d'entraîner la masse au combat, mais de pourvoir à son entretien; il importait donc de la réduire le plus possible. La mise en branle des unités tactiques exigeait beaucoup de temps. L'idée dominante consistait à assimiler un corps de troupe en ordre de bataille à une forteresse mobile et vivante. Du point central de celle-ci, le chef devait pouvoir dominer l'agglomération, surveiller chaque détail, embrasser du regard les territoires adjacents, ordonner chaque mouvement et décider de l'attaque. Le service d'ordonnance et d'état-major était à peine ébauché. Rassembler les unités en une masse compacte, protéger le front de bandière au moyen d'œuvres vives ou d'obstacles artificiels, conserver fantassins, cavaliers, auxiliaires à portée de la voix et du regard, tels étaient les principes fondamentaux de la stratégie. Il fallait, conséquemment, même en marche, concentrer les unités, progresser par groupes denses, installer l'armée en ordre serré dans le camp ou les cantonnements. Le service des subsistances tel que nous le comprenons aujourd'hui n'existait pas, du moins il ne prévoyait que les fourrages et la paille pour les abris. L'approvisionnement se faisait par voie de réquisitions, autant dire que la troupe vivait du butin et du pillage. Le plus souvent les routes étaient défoncées. Au reste les troupes marchaient d'ordinaire droit devant elles par chemins et taillis. Les communications étaient difficiles, très vite le désordre se mettait dans les rangs. Aux combattants proprement dits venaient s'adjoindre une multitude de femmes, de valets, d'enfants, de vivandiers, de brocanteurs, tant et si bien qu'un corps de 40,000 soldats, pour citer un exemple, englobait alors environ 100,000 têtes. Pareils aux hordes des grandes invasions, ces flots humains constituaient un véritable fléau. Dans l'impossibilité de

préparer des rations pour toutes ces bouches, ces foules avaient bientôt fait de mettre à sac la plus fertile même des contrées.

L'eussent-ils voulu, les souverains n'auraient pas pu subvenir à l'entretien méthodique de leurs troupes. Pas plus l'Empereur qu'aucun des princes du Saint-Empire n'eût été à même de tenir sur pied et de nourrir pendant trois mois une armée de 40.000 hommes : l'argent manquait, en effet, totalement. Lorsque la guerre éclata, les finances des belligérants se trouvaient au plus bas. Les États de Bohême étaient allés de l'avant sans argent et sans crédit, l'Électeur palatin ne pouvant pas les tirer d'embarras avec les quelques subsides fournis par les confédérés protestants. Durant l'hiver 1619-1620, la moitié de l'armée de Bohême affamée, exténuée, gelée, se trouvait comme anéantie, les moyens de payer la solde et d'acheter des vivres faisant défaut; aussi la mutinerie se déclarait partout. L'armée des Impériaux n'était pas mieux lotie au début; par la suite, des subsides d'Espagne la remettront à flot. L'électeur de Saxe, dont les finances étaient dans un état relativement prospère, n'avait pas en caisse, en décembre 1619, de quoi payer les 1,500 hommes qu'il venait de lever. Rien ne suffisait, ni les contributions fournies par les États protestants, ni les dons volontaires, ou soi-disant tels, provenant de quelques riches particuliers. Dès le début de la guerre, chacun avait heurté — mais en vain — aux portes des financiers. Quelques rares banques de Hambourg et de Francfort-sur-le-Mein avaient répondu à ces ouvertures. Les villes, qu'on savait plus solvables que les cours souveraines, trouvaient des fonds, mais on ne traitait que pour des sommes relativement faibles. La Saxe, en 1621, cherche à emprunter aux corporations 60.000 florins; elle n'obtient rien; elle s'adresse

à un groupe de notables en réduisant sa demande à 30,000 florins, puis à 20,000 florins, sans plus de succès d'ailleurs, personne ne voulant se risquer. Pour une somme de 12,000 florins d'empire, l'électeur de Saxe se voit contraint de donner couverture pour le double de cette valeur. Un seul emprunt aboutit, celui que Maximilien de Bavière, soutenu par la Ligue, contracte auprès de la corporation des marchands de Gênes, soit 1,200,000 florins, au taux de 12 pour 100. Un siècle auparavant, cette même banque avait mis en œuvre son influence et des capitaux au profit de l'élection de Charles-Quint. Pour le parti catholique, ce concours, dont il bénéficiait ainsi pour la seconde fois, équivalait à une garantie de victoire.

Assurer la solde de l'armée, payer cette solde, c'est là le grand problème, l'irritante difficulté qui jette tous les souverains dans la perplexité. L'entretien, c'est-à-dire le payement de la troupe, exigeait une dépense double de ce que l'on compte aujourd'hui. Pour un simple et malheureux fantassin il fallait une solde également double. Jacobi von Wallhausen (1615), très exact dans tous les renseignements qu'il nous a transmis, calculait que les dépenses mensuelles d'un régiment d'infanterie allemande de 3,000 hommes, cantonné en Hongrie, se montaient à plus de 45,000 florins, soit un total annuel de 540,000 florins d'empire. Le florin d'empire sert, en 1615, d'étalon monétaire (de même le thaler d'empire); il valait à cette époque 21 bons gros, soit 4 marks actuels. Trois quarts de florin d'empire, ou 3 marks actuels, représentaient la valeur moyenne d'un boisseau de froment, qui, aujourd'hui, vaut couramment 4 marks. A ce taux, un régiment de 3,000 hommes aurait coûté, par conséquent, en 1615, et annuellement, environ 720,000 boisseaux de froment, soit 3,600,000 marks de monnaie actuelle.

Dans ce chiffre ne sont pas compris l'habillement, que l'homme apportait lui-même, ni l'armement fourni, du moins en partie, par l'État, pas plus que les frais généraux et les traitements énormes des officiers supérieurs. D'après les actes des archives royales de Saxe, la solde de l'armée saxonne, en 1620 (7,700 fantassins, 1,400 chevaux, 12 pièces d'artillerie, en tout moins de 10,000 hommes), se montait pour l'année à 1,537,433 florins; et encore cette somme ne comprenait-elle ni les primes d'engagement, ni la valeur de l'équipement, ni la solde du train d'armée. (Il convient d'ajouter que le florin saxon valait, lors de l'établissement de ces comptes, un tiers de moins que le florin d'empire.) Les renseignements tirés des feuilles d'émargement des troupes impériales corroborent ces données. Malgré le chiffre très élevé de cette solde, les mercenaires se plaignaient d'être insuffisamment payés, renouvelant sans cesse leurs doléances de ne pouvoir vivre, eux et leurs familles, sur un si maigre budget. Une grande partie des sommes distribuées à la solde passait, il est vrai, dans les poches des chefs de régiment ou de compagnie.

La guerre débutait dans des conditions économiques déplorables. Dépourvus d'argent, les souverains ne pouvaient songer à tenir sur pied des contingents nombreux. De là, disproportion entre les forces militaires des partis en présence et l'objectif final de la guerre. Dans ces circonstances, aucun des belligérants n'était de taille à écraser l'adversaire. Les armées, numériquement trop faibles, trop peu consistantes, ne représentaient pas l'instrument grâce auquel il eût été possible de conquérir et de subjuguer, au moyen de mouvements stratégiques méthodiques, des territoires vastes et peuplés. Par ses caractères topographiques, le théâtre de la guerre, en outre, constituait un

facteur défavorable plutôt qu'avantageux au point de vue des résultats prompts et décisifs. Chaque ville équivalait à une citadelle dont il s'agissait de s'emparer. Le matériel de siège, l'artillerie de campagne se composaient de pièces lourdes, encombrantes, dont l'effet était irrégulier et très peu sûr. Dans ces conditions la tactique défensive offrait plus de chances de succès que l'offensive. La victoire, alors, affaiblissait les vainqueurs du chiffre de la garnison à laisser dans la ville prise. Souvent aussi le vainqueur, même maître d'une place, ne parvenait pas à tenir tête, en rase campagne, au vaincu de la veille; il devait se retrancher dans ses positions, l'assiégeant, à son tour, étant devenu assiégé, et inversement. Ainsi se déroulaient une série de péripéties, d'oscillations, de remous, pendant lesquels les forces, des deux côtés, se fragmentaient, s'effritaient, se dispersaient. Les batailles sanglantes, les glorieuses victoires n'ont pas manqué en cette lutte de trente années, mais ce qui la caractérise ce sont, pour chacun des adversaires, d'incessantes alternatives de triomphes et de revers. La fortune ne s'est fixée sur aucun des deux camps.

Sur la scène : espaces incendiés, villes croulantes, terres imprégnées de sang, se détachent les grands acteurs du drame, figures héroïques, statures étrangement sinistres : Mansfeld, coulé dans l'airain; le fantastique Brunswick, Bernard de Weimar; en face, Maximilien de Bavière, les généraux de la Ligue : Tilly, Pappenheim, Mercy; les Impériaux : Wallenstein, Altringer. Voici la Suède : Horn, Baner, Tortenson, Wrangel et, les dominant tous, Gustave-Adolphe le grand capitaine ; et les Français : Condé, Turenne, les hommes de guerre! Terrible élite! Quelle puissance, là! Mais aussi que d'années pour aboutir au succès! Combien vite s'effondre ce que la valeur a conquis!

Ici, nous ne pouvons qu'esquisser les événements politiques de la guerre. On peut les grouper en trois périodes :

Première période, de 1618 à 1630 : victoires des Impériaux. Les États de Bohême, protestants, refusent la couronne à l'archiduc Ferdinand, et prennent pour souverain l'Électeur palatin, du parti des réformés. Ferdinand, soutenu par un prince protestant, l'électeur de Saxe, et par la Ligue, revêt la dignité impériale.

Déroute et fuite de son compétiteur après la bataille de la Montagne Blanche. Résistance des protestants, mais sans plan d'ensemble, sans moyens suffisants. Mansfeld, Brunswick, le duc de Bade, le roi de Danemark et le contingent de la Basse-Saxe battus par les troupes de l'Empereur et de la Ligue. Ferdinand, à peine reconnu par les États héréditaires de sa maison, lève une armée sous le commandement de Wallenstein; il réussit à la tenir sur pied au moyen des plus terribles exactions commises sur les territoires envahis. L'effectif de cette armée s'accroît; les prétentions de l'Empereur, en Allemagne et en Italie, grandissent. L'Empereur reprend pour son compte l'idée formulée par Charles-Quint après la guerre de Smalkade : soumettre l'Allemagne comme il a soumis ses propres États et les provinces autrichiennes, briser toute indépendance, les privilèges des villes, les droits des États, l'orgueil et la puissance des princes, subjuguer toute l'Allemagne, la contraindre à sa foi, l'asservir à sa maison. Dans l'Allemagne entière, un cri de douleur et de rage a retenti. Les alliés de l'Empereur eux-mêmes résistent, menacent. Les princes ligués, Maximilien de Bavière le premier, font appel à l'étranger. Ferdinand fléchit, se brouille avec son généralissime, endigue son armée. A Rome, la puissance de l'Empereur apparaît redoutable; le Pape s'unit à la France pour susciter en faveur des protestants d'Alle-

magne le secours de la Suède. Gustave-Adolphe débarque sur les côtes de la Poméranie.

La seconde période commence : l'armée des catholiques a envahi les pays allemands. Un contre-courant se produit ; comme une vague immense les armées protestantes se répandent jusque sur le midi de l'Allemagne (1630-1634), recouvrant les deux tiers de ce qui constitue l'Empire. Même après la mort de leur roi, les généraux suédois maintiennent les avantages conquis. Wallenstein se dérobe ; il mourra assassiné. Le parti catholique, découragé, épuisé, est près de lâcher pied. Mais il se ressaisit, se rassemble et, dans un suprême effort, il triomphe dans la sanglante mêlée de Nördlingen.

Troisième période, de 1634 à 1648. Quatre années de défaites et de victoires pour chacun des ennemis en présence. Acculés à la mer du Nord, les Suédois s'élancent encore une fois en avant ; de combat en combat ils progressent par delà la moitié de l'Allemagne. La lutte devient une tourmente dont les flots déchaînés avancent, reculent, s'entrechoquent, se broient ; l'impétuosité première, cependant, a faibli ; une poignante lassitude s'étend sur tous. Les Français possèdent le Rhin. Les pays s'épuisent, de tous côtés c'est la faim ; la peste se déclare partout. L'un après l'autre, les généraux suédois s'usent ; l'âpre ténacité de l'armée leur permet, néanmoins, de maintenir les positions gagnées et de formuler de nouvelles exigences. De l'autre côté, Maximilien et ses Bavarois restent inébranlables aussi ; trois ans de valeureux faits d'armes conduisent la maison des Wittelsbach à l'apogée de sa grandeur. Ferdinand meurt. Son successeur, vaillant capitaine, esprit pondéré, plus souple et mieux doué, tient ferme. Dans les deux camps les effectifs fondent. Les vides se creusent partout ; la génération nouvelle n'arrive pas à les

combler. Tandis que les négociations traînent, que les généraux guerroient encore, les cités se dépeuplent, la noire misère s'étend sur les campagnes. Enfin, l'immense incendie s'éteint.

Si l'on considère d'un peu près comment cette guerre extraordinaire prend fin, on est tout aussi surpris des circonstances qui viennent la clore que de celles qui l'avaient fait durer. Les espaces sont trop vastes, les armées trop faibles numériquement. Il faut que le champ-clos se resserre pour que la lutte puisse se terminer. Les princes, successivement, se déclarent neutres, concluent des trêves partielles; on convient d'armistices isolés. Les alliés cherchent et réussissent à transférer le théâtre de la guerre dans les provinces héréditaires de l'Empereur. Force est aux Impériaux d'en passer par là. Ainsi des régions entières du nord de l'Allemagne, les Marches, la Saxe, la Thuringe, enfin la Bavière sont préservées d'une dévastation complète. La maison de Habsbourg, acculée à son propre domaine, cède.

La paix n'est pas le résultat de grandes batailles livrées, n'est pas l'œuvre ultime de nécessités politiques; elle est l'expression irréductible et dernière d'un épuisement universel. Elle impliquera nécessairement des concessions mutuelles auxquelles les belligérants, voulussent-ils s'y soustraire, devront cependant se soumettre, car leurs forces sont à bout. En proportion de la lutte, les compensations territoriales sont presque insignifiantes. Le pays est ravagé, les peuples sont ruinés. L'étranger a pris pied sur la terre allemande. Les protocoles signés, l'Allemagne va recouvrer enfin la paix et se mettre au long travail de sa reconstitution nationale. Elle a perdu les trois quarts de sa population, les quatre cinquièmes de sa fortune.

On a peine à se représenter les horreurs de cette guerre et les conditions dans lesquelles, pendant les années qui suivirent, les différents peuples de l'Allemagne durent se débattre. Les calamités dépassèrent celles dont jadis la Germanie avait souffert à l'époque des grandes invasions et lors des épidémies de peste. Certains territoires avaient été alors plus complètement ravagés. Le dépeuplement, à certaines périodes de l'histoire, avait été plus grand. Mais les désastres se trouvaient circonscrits, et le mal se trouvait réparé sous l'afflux de vitalité et de ressources humaines qui, des espaces environnants, avait convergé vers la région dévastée; ou bien ils étaient survenus au moment où les peuples, en bonne partie nomades, souffraient moins du ravage d'une région où ils ne s'étaient pas implantés et qu'ils pouvaient quitter pour se répandre ailleurs. Cette fois le fléau s'abat sur l'ensemble de toute une nation dont les familles, depuis trente générations, sont rivées au sol qui les nourrit, dont la civilisation ancienne est en progrès constant; il se rue sur des territoires admirablement cultivés, détruit des villes où l'industrie et le commerce se trouvent en plein essor, des centaines de bourgs fortifiés, des milliers de villages où chaque habitant pense, s'élève, travaille, prie, se développe sous l'inspiration de traditions séculaires et dans l'attachement béni qu'il ressent pour son foyer. L'ouragan passé, ce sera la désolation d'un chaos; les plantes parasites étoufferont ce qu'aura semé l'homme, celui-ci disputera aux fauves son hallier, son champ, son abri. Le désespoir eût pu être complet; il eût pu s'expliquer, tellement le sentiment de l'anéantissement semblait irrémédiable aux survivants. Toutefois, les qualités maîtresses des races vraiment fortes prévalent à l'heure où les devoirs se dressent le plus impérieusement; c'est ce dont

témoignèrent ces pays. D'autre part, — et le fait nous permet de comprendre pourquoi les individus ne perdirent pas courage, non seulement pendant les épreuves, mais encore et surtout au cours de la gradation incessante de ces épreuves, — les hommes s'étaient inconsciemment habitués à l'épouvante des circonstances qu'ils traversaient.

Sur ces entrefaites, une génération nouvelle avait surgi. Comme points de repère pour jalonner l'existence, comme souvenirs qui lui feraient cortège, la jeunesse ne se rappelait que dégâts, qu'exactions au milieu desquelles elle avait grandi, que violences dont on s'était vengé par des violences plus odieuses peut-être. Les pensées, lorsqu'elles se reportaient sur la lointaine et triste enfance, se chargeaient de la haine, de la douleur qui pesaient sur les mémoires, des meurtres, des incendies revivant en cauchemars hideux : c'était la fuite, le dénûment, les terreurs, les persécutions, l'abjuration forcée : étapes flétrissantes subies la rage au cœur pour se soustraire aux tortures, hontes endurées pour échapper à la mort. Il fallait être vieux déjà pour savoir et se rappeler ce qu'étaient la paix, la sécurité, la subsistance assurée. Encore ces vagues souvenirs s'effaçaient-ils, oblitérés sous l'impression des événements intercurrents. La misère était la même dans les campagnes et dans les villes : là, des solitudes où le cavalier pouvait courir des lieues sans découvrir un chaume ; ici, par delà l'enceinte des murs et des bastions effondrés, des décombres où rien ne tenait debout.

Une chronique raconte que, vers la fin de la guerre, un jeune homme de dix-huit ans mourut quelque part en Allemagne. « Je ne regrette pas la vie », aurait-il dit avant d'entrer en agonie, « je regrette seulement de n'avoir jamais mangé de pain ! »

La tourmente apaisée, l'attache même qui rivait le cul-

tivateur à sa charrue, l'artisan à son métier, l'homme à son foyer, paraissait rompue. Froide, désolée, la demeure d'où les derniers vestiges d'un heureux passé ont disparu; brisés, les instruments de travail; anéanties, les ressources pour préparer l'avenir des siens: sauvages, les prairies envahies par les ronces et les lichens! Tout était vide, tout était détruit, tout était nu : dans le logis dévasté, les vieux meubles dispersés, brûlés, ont fait place à des objets de première nécessité, besogneux et banaux; — dans les églises, les murs dépouillés des ornements sacrés, les autels souillés, sont restés sans parure; — dans les âmes, dégradées, profanées, envahies par les rancunes et les haines, le néant s'est étendu. Voilà ce qui subsiste; voilà où l'homme végète, sombre, méfiant, accablé. Le travail même, suprême consolation dans la peine et premier stimulant pour oublier nos maux, devient un labeur décevant, ingrat, douloureux. Tout étant à refaire, à reconstruire, à créer, l'œuvre ne pouvait être que lente — elle durera plus de deux siècles — et par cela même devait paraître plus amère encore même aux plus courageux et aux plus persévérants. Elle s'accomplira grâce à des efforts incessants, à d'incroyables énergies, au déploiement de volontés individuelles et collectives qui seront l'honneur de ces temps et comme une gloire pour l'Allemagne.

Nous dirons plus loin ce que fut cette guerre. Il importe de remarquer ici que le maximum de ses effets ne se fit pas sentir au cours des opérations militaires. L'apogée des souffrances n'a même pas coïncidé avec les événements de la fin de la guerre. L'acuité du désastre se produisit au moment d'accalmie relative qui engloba les six années de négociations pendantes d'où sortirent les instruments diplomatiques d'Osnabrück et de Münster,

années terribles entre toutes. Pour ce laps de temps les documents font presque partout défaut. Ce sont les années où les dernières épidémies sévissent, où les bandes de Baner mettent le peu qui reste en Allemagne à feu et à sang. Ce sont celles aussi où différents territoires avaient pu bénéficier de la neutralité pour laquelle leurs souverains, inspirés à souhait, s'étaient déclarés. Cette neutralité s'imposait pour sauver le pays d'une destruction complète; grâce à elle il fut possible d'y préparer et d'y commencer plus tôt l'urgent travail de la restauration. Dans ces contrées, la culture du sol reprend dès cette époque, les espaces inoccupés se garnissent lentement, les paroisses, les églises, les écoles se reconstituent malgré l'orage qui gronde alentour et en dépit de l'insécurité du lendemain. Là, déjà au moment de la ratification des préliminaires de paix, quelques chaumières auront pu être relevées, quelques sillons auront été ouverts, quelques rejetons seront nés qui continueront la lignée. Mais en dehors de ces régions, c'est alors le règne de la misère noire, l'effondrement de toute organisation sociale, le désert. Cette période est comme recouverte d'un voile lugubre d'où il semble ne plus s'échapper qu'un râle.

Le dernier acte du long drame est le congrès de la paix, le premier congrès diplomatique appelé à résoudre des questions internationales et locales. En effet, d'un conflit d'ordre intérieur, on pourrait dire de famille, un duel s'était transformé en une guerre dans laquelle, pendant ces trente ans, presque tous les États de l'Europe furent entraînés : la cause provenait de la multiplicité des facteurs dont il fallut graduellement tenir compte, et de la tournure que prirent les événements initiaux. Plus la guerre se prolongea, plus les questions ou les intérêts

d'ordre religieux passèrent à l'arrière-plan, tandis que prévalurent davantage les mobiles et les raisons d'ordre politique, ceux-ci ayant tout d'abord été masqués par ceux-là. Il ne restait à l'Allemagne qu'à subir l'arrêt du destin et la volonté des vainqueurs. Tout en se débattant, elle dut s'y résigner. Dans ces conditions, l'instrument diplomatique qui nécessita, nous l'avons vu, six ans de négociations avant d'être parachevé, ne pouvait être ni glorieux ni avantageux pour elle. Les résultats du congrès de Westphalie, s'ils n'étaient pas de nature à relever le courage de l'Allemagne, eussent pu être plus néfastes pour le présent, plus désespérants pour l'avenir. Quelque boiteuse que fût cette œuvre, elle n'en contenait pas moins la paix; par surcroît, elle valut l'apaisement des haines anciennes et des funestes rivalités dans le domaine religieux. Au point de vue social, ceci fut un mérite; pour la nation, ce fut un bienfait. Cet apaisement ne pouvait être obtenu qu'en équilibrant la force et l'influence des deux partis en présence. Pour fixer cet équilibre et le rendre durable, le congrès, remontant aux décisions de la paix d'Augsbourg, reconnut la parité officielle des deux confessions et la garantit contre toutes les entreprises séculaires ou ecclésiastiques qui pourraient s'élever contre elle. En somme, après que les plus fanatiques des deux camps se furent persuadé que vouloir extirper l'une ou l'autre des confessions était chose impossible, les deux partis firent preuve de bonne volonté et de concessions mutuelles. Tout allait dépendre, au reste, et des différentes éventualités, et des personnalités en cause. En regard de la paix d'Augsbourg, c'étaient là autant de points gagnés qui constituaient un progrès.

Le congrès fit une œuvre de tolérance religieuse; dès lors, les partis jusqu'à ce moment ennemis pourront

s'entendre sur des moyens termes, et vivre en paix l'un à côté de l'autre. La paix de Westphalie clôt ainsi l'ère des hostilités ouvertes de l'époque de la Réforme.

Topographiquement, l'Allemagne est divisée, dans les grandes lignes, en une partie septentrionale et protestante, et une partie catholique et méridionale. Dans l'Est, les confessions sont mélangées; les protestants sont en majorité dans la région sud (Bade, Wurtemberg, Palatinat), tandis que dans la région nord (Bas-Rhin, Westphalie) les catholiques prédominent; cette distribution est, à peu de chose près, encore la même aujourd'hui. Par la suite, le principe de la complète liberté de conscience prévaudra; la Prusse sera un des premiers États à l'inscrire dans sa constitution et à en garantir l'application à ses ressortissants.

La reconnaissance officielle de la parité confessionnelle rompait le lien qui rattachait l'Empire lui-même à la curie de Rome. Le caractère hiérarchique de l'Empire s'effaçait, comme disparaissait son attribut d'universalité. Le terme de « Saint-Empire Romain-Germanique » ne représente, dès ce moment, plus qu'un titre figuré, historique, du moins pour les protestants. Le prestige de l'Empereur en fut diminué aux yeux de la nation et de l'étranger. L'autorité de l'Empereur, battue en brèche par les princes, ruinée par les intérêts particularistes, n'était plus, au reste, ce qu'elle avait été jadis. Depuis longtemps sa puissance effective reposait moins dans l'institution ou dans la charge, que dans la valeur et l'action personnelles du monarque. Les intérêts de la maison de Habsbourg, de plus en plus, apparaissent opposés et se révèlent hostiles à ceux du peuple allemand. Intérêts et besoins, tant politiques que religieux, représentant des mêmes choses insé-

parables, une même solidarité indissoluble, il résultait de cette constatation une antinomie graduellement plus saisissante ; l'Empereur passait forcément, auprès d'un grand nombre d'Allemands, pour être l'adversaire des aspirations allemandes et le chef du parti anti-allemand. Même la communauté des intérêts religieux n'était pas assez puissante pour effacer ces contrastes, fermer les yeux sur cet antagonisme, accepter l'évidence du fait et les conséquences de cette anomalie ; le particularisme catholique ne songeait pas à subordonner ses intérêts aux intérêts du pouvoir impérial. Leur patriotisme national, dans la nécessité où se trouvaient les catholiques de sauvegarder l'indépendance des souverainetés allemandes contre l'absolutisme autrichien-espagnol, s'était manifesté d'une façon si nette que, sur ce point, l'accord n'avait cessé d'exister entre catholiques et protestants : le programme était commun ; le but, le même. Cet antagonisme entre les princes allemands, d'une part, et l'Empereur, de l'autre, s'était fait jour, au cours de la guerre, dans la scission du parti catholique (le parti impérial-espagnol et le parti des princes ligués), scission qui fut un coup très dur pour le parti catholique pris en bloc.

La lutte du parti des princes contre l'Empereur continua au congrès de Westphalie. De ce que les princes surent y faire prévaloir leurs points de vue et reconnaître la légitimité de leurs revendications essentielles, grâce aussi à la nature des décisions qui furent prises, la victoire leur resta. Le centre de gravité se déplaça ; en d'autres termes, au lieu de pivoter autour de l'impérialisme, la politique prit son axe dans le particularisme ; on visa moins à la consolidation et au développement de l'Empire lui-même, qu'à l'accroissement et au développement des souverainetés territoriales. Nous verrons, dans les Diètes, les diffé-

rents membres souverains se réunir, user de leur droit de veto, jouir de leurs prérogatives, mais n'arriver jamais à s'entendre pour une action commune ; chacun y poursuivra ses desseins propres, ses intérêts particuliers. Ce seront, sous une autre forme, les mêmes rivalités ; politiquement, ce sera la même impuissance.

L'Allemagne ayant dû céder à l'étranger certains pays au détriment du Brandebourg, du Mecklembourg et du Brunswick, ces États se virent lésés et réclamèrent des compensations. On sécularisa des territoires ecclésiastiques. La grande part de ces bénéfices échut au Brandebourg, qui y gagna plus qu'il n'avait perdu. Ce fut le chemin par lequel la politique du Brandebourg pénétra jusqu'au centre de l'Allemagne. C'est le chemin qui reliera, de la Meuse au Memel, les possessions de la maison des Hohenzollern, et qui formera l'assise de leur grandeur future.

L'Allemagne vaincue fut obligée de payer la rançon que réclamaient les vainqueurs : de l'argent et des territoires. L'Alsace autrichienne fut incorporée à la France. La Suède s'implanta sur les côtes méridionales de la mer du Nord. La France prit la prépondérance en Europe, grâce à l'excellence de sa politique étrangère et à l'objectivité de sa politique intérieure. Outre les avantages que lui assurent les conquêtes qu'elle a faites, la Suède devenue membre de l'Empire siègera aux Diètes et y émettra son veto. La France renonce à ce droit pour ses conquêtes en Alsace, mais saura trouver les moyens de faire valoir son influence, notamment comme protectrice des différents petits princes de l'est et du sud de l'Allemagne, sa politique visant avant tout l'abaissement de la maison des Habsbourg.

CHAPITRE PREMIER

LES ARMÉES

I

Si l'emploi de la poudre à canon et, par suite, des armes à feu perfectionnées avait fait ressortir l'inutilité, même le danger, à certains moments, des masses lourdes et encombrantes de la cavalerie, il avait aussi mis en relief les défauts de l'infanterie telle qu'on l'avait organisée depuis peu. Un équipement trop massif rendait illusoire le but auquel tendaient les nouvelles méthodes tactiques, c'est-à-dire la mobilité du fantassin. Aux différentes phases de la guerre, à ses débuts, notamment, correspondent des périodes de transformation au double point de vue de l'organisation des armées et de l'action stratégique.

La réputation de l'infanterie qui, depuis les guerres de Bourgogne et les campagnes de Maximilien et de Charles-Quint, avait diminué puis détruit la croyance dans la supériorité des masses de cavalerie copiées sur le type du chevalier du moyen âge, se consolidera, et l'infanterie constituera, en tant que troupe de combat, la base essentielle d'une armée. D'autre part, tout en se rendant à l'évidence que le rôle important dans la grande guerre incombe de plus en plus à l'infanterie, les hommes du

métier reconnaîtront que l'issue de la bataille dépendra néanmoins toujours de l'activité de la cavalerie, et voueront leurs soins à changer son armement, à modifier sa tactique, à étendre son rôle plutôt qu'à augmenter son effectif. La modification première consistera dans l'allégement du soldat en général, du fantassin en particulier, et dans une formation plus rationnelle d'une infanterie et d'une cavalerie plus manœuvrières.

Les armées proprement dites, force active permanente, toujours organisée pour le combat, et telles que nous les connaissons avec leurs corps, leurs armes, leurs subdivisions, n'existaient pas encore. Abstraction faite de leurs troupes de garde, les souverains, les villes, l'Empereur opéraient, en cas de danger ou de déclaration de guerre, des levées, formaient une armée temporaire qui se dissolvait le plus souvent à la fin d'une campagne ou d'une expédition. Les guerres, d'une durée réduite, en général d'un été, se trouvaient localisées sur des espaces circonscrits. Le gros des troupes se composait de mercenaires, soit de soldés qui se recrutaient parmi le peuple des campagnes, et auxquels venaient, pêle-mêle, se joindre des gens de toutes les couches sociales qu'un esprit aventurier poussait vers les camps. Les hommes d'un même pays, ou parlant le même idiome, y constituaient des « nations », s'y organisaient en corporations où ils faisaient revivre les traditions des anciens lansquenets, avec un même esprit de corps, de mêmes goûts, de mêmes habitudes. Déclassés ou soldats de fortune, partisans ou routiers, ces hommes font preuve d'intrépidité et de valeur guerrières ; friands de poudre, avides d'émotions, aimant la guerre pour elle-même et faisant de la vie militaire un métier ; reîtres et soudards, condottieri et forbans, ils sont capables d'héroïsme et de travail zélé ; ils sont fidèles tant

que dure l'engagement contracté, et disciplinés aussi longtemps qu'une main de fer les dompte. Mais, pour le plus grand nombre, ils ont pour premier objectif le pillage, le butin, une bonne capture; ils ne se battent ni par patriotisme, ni par enthousiasme; ils se vendent au plus offrant, s'enrôlent sous tous les drapeaux, chacun s'arrangeant, en outre, à vivre, au cours d'une campagne, de la façon la moins dure. Rien ne les arrête, pas même le crime.

D'autre part, les princes, presque toujours obérés, rognent, sous un prétexte ou l'autre, sur la solde, cherchent par tous les moyens à exploiter leurs mercenaires et à se soustraire aux engagements primitivement conclus. Ces conditions contribuent à abaisser le niveau moral et la discipline d'une armée et à rendre le recrutement de quelques éléments de choix plus difficile. Ces circonstances se renouvelant d'un lustre à l'autre, on conçoit que les compagnies soldées constituassent comme un pandémonium où se retrouvaient les épaves de l'Allemagne et de l'Europe, « enfants perdus » pour qui la terre natale s'était montrée ingrate et sévère. L'armée représentait un instrument de guerre enfiévré, fougueux, mais insoumis, brutal, qui, le plus souvent, quoique se montrant redoutable, ne s'en révélait pas moins très peu solide.

Au début de la guerre déjà on avait supprimé, pour le fantassin, l'armure, comme trop lourde et gênante, et la fourchette d'appui, très encombrante et, en définitive, inutile, puisque à l'arquebuse ancienne on substituait de plus en plus le mousquet, ou le fusil, d'origine italienne. L'infanterie était en partie munie d'engins à feu, en partie encore armée de la pique. Tandis que le tir de l'arquebuse devait ébranler les carrés ennemis, la pique représentait l'arme proprement dite de l'attaque et déci-

dait du combat. Les piquiers étaient flanqués d'un certain nombre de hallebardiers ou, suivant les circonstances, d'hommes armés de l'épieu ancien et portant une rondache (bouclier). L'équipement des piquiers — infanterie lourde — se composait d'un armet ou d'un pot (casque à visière), ou d'un chapeau casqué, mais ouvert (bourguignotte, morion, etc.), d'une cuirasse avec épaulière et brassard, d'une épée et de la pique, longue hampe en bois dur qui, d'une extrémité à l'autre, mesurait dix-huit pieds et qui se terminait par un fer de lance tranchant; les appointés et les sous-officiers portaient la hallebarde ou la pertuisane. L'enrôlement dans l'arme, à mesure que la guerre se prolonge, se fera plus difficilement à cause de la pesanteur de l'équipement, quoique, en raison du service très pénible qu'on exige de lui et des dangers plus grands auxquels il se trouve exposé, l'on entoure le piquier d'une considération particulière et qu'on lui paye double solde. On conserva des piquiers jusque vers la fin du dix-septième siècle, bien que leur incapacité à fournir de longues traites, à évoluer et à attaquer rapidement eussent démontré leur croissante infériorité.

L'arquebuse tenait encore, malgré les défauts inhérents à l'arme, une place importante, surtout chez les Impériaux. L'objet avait une longueur totale de six pieds, ce qui, outre le poids, nécessitait l'adjonction de la fourchette, et comportait des projectiles volumineux, puisqu'on comptait dix balles à la livre, désavantages que ne présentait pas le mousquet, d'introduction récente, adopté partout en raison de ses dimensions moindres et de son maniement plus aisé. Le mousquetaire allemand portait en sautoir un baudrier assez large contenant onze charges pour l'arme et auquel se suspendaient : le porte-mèche, la poire à poudre, le moule à balles, le sac à balles et par-

fois la fourchette ; il se coiffait de la bourguignotte ou du pot. Une compagnie de fantassins pouvait être composée indistinctement de mousquetaires et de piquiers ; toutefois, dès le début de la guerre, on trouve des compagnies exclusivement formées d'éléments homogènes et pareils. Parmi ces mousquetaires, — l'infanterie légère, d'où surgira, par la suite, un corps offrant quelque ressemblance avec l'infanterie de ligne moderne, — on prendra les soldats les plus qualifiés pour former des « compagnies franches » qui, vers la fin de la guerre, deviendront des « compagnies de chasseurs ». Gustave-Adolphe supprimera définitivement la fourchette (certains régiments impériaux la conserveront jusqu'après la guerre), allégera le mousquet, en diminuera le calibre (treize balles à la livre), et remplacera le baudrier par une giberne ou cartouchière avec un nombre réglementaire de charges. Ces modifications judicieuses ne compenseront pas les défectuosités d'un armement impropre à réaliser la rapidité dans l'allure et l'intensité dans l'attaque et à faire valoir les aptitudes du groupe dans la bataille en rangs serrés, de l'individu dans les combats corps à corps.

En ce qui concerne les troupes montées, nous distinguerions une cavalerie régulière et des irréguliers. La première se composait : 1° de lanciers, portant le casque complet et une armure avec cuissard, mais sans jambière ; on les armait d'une lance droite (lance de tournoi), d'une épée et de deux pistolets de fontes ; la jambe était protégée par de lourdes bottes ; 2° de cuirassiers, dont l'équipement se différenciait du précédent en ce qu'on avait supprimé la lance et remplacé l'armure par une cuirasse, à laquelle on substituait aussi, pour un temps, le gilet de buffle, pour revenir à la cuirasse, caractéristique de la grosse cavalerie ; 3° d'arquebusiers à cheval qui, plus tard, de-

viendront les « carabiniers »; ils portaient l'armet, le hausse-col, la cuirasse, deux pistolets de fontes et un mousqueton ou tromblon suspendu à un baudrier étroit; 4° de dragons, soit de piquiers ou lansquenets montés, combattant indistinctement à cheval ou à pied. Dans la cavalerie irrégulière, très nombreuse, et qui changera, suivant les époques, de formation, de caractère et d'armement, figuraient des régiments de Croates, de hussards avec équipement « à la turque » : sabre recourbé ou cimeterre, sabretache ou rondache. A ces corps auxiliaires s'étaient joints, au début des hostilités, quelques « lances fournies », c'est-à-dire des groupes fournis par la réunion d'un hobereau revêtu de l'armure (du moins, partielle) avec son coutelier ou écuyer, son page ou varlet et un nombre d'hommes armés de pied en cap et montés sur des chevaux cuirassés ou bardés, et qui avaient cherché à faire revivre ainsi les traditions de la chevalerie; ils touchaient pour eux et pour leurs valets une solde préalablement débattue. Une grande partie de la cavalerie se transformera, au cours des événements, en bandes de partisans disséminées sur une étendue de terrain considérable, opérant souvent pour leur compte propre, ou en compagnie de fourrageurs dont l'objectif consistera moins à surprendre et à attaquer l'ennemi, qu'à subvenir par des razzias à l'entretien du gros cantonné sur des territoires épuisés. Chez les Suédois nous ne relevons que deux catégories de cavaliers : les cuirassiers et les dragons, plus légèrement équipés, plus mobiles, par conséquent, et plus audacieux dans leurs chevauchées que leurs camarades continentaux. Au reste, plus la guerre traînera, plus on s'efforcera de simplifier l'équipement de manière à obtenir, avec un maximum de résistance, de vigueur et d'élan, un degré de supériorité sur les ri-

vaux quant à la rapidité de la marche et de la manœuvre.

L'artillerie constituait comme un musée; elle possédait : des couleuvrines, des fauconnets, des mortiers, des obusiers et serpentins, des canons et mousquets de remparts, avec des projectiles en proportion du calibre des pièces et dont le poids variait entre un quintal et une livre. On connaissait déjà une sorte de mitrailleuse — les « tuyaux d'orgues », — qu'on chargeait par la culasse. Chose étrange! plusieurs de ces engins, nous pouvons nous en convaincre, se trouvent dans un état de conservation parfaite, ce qui justifierait l'hypothèse qu'on ne s'en servait que fort rarement, par ignorance du mécanisme, sans doute. Vers 1620, on s'efforça d'introduire plus de méthode dans la fabrication des pièces d'artillerie et d'augmenter la précision du tir; on se mit à fondre des pièces dites de 42, de 24, de 12, de 6, en d'autres termes d'un calibre correspondant au diamètre ou au poids d'un boulet de 42, 24, 12, 6 livres, et dont les plus grosses serviraient pour la défense des remparts ou comme matériel de siège, les plus mobiles étant destinées à l'artillerie de campagne. Gustave-Adolphe fut le premier à employer en rase campagne la mitraille en lieu et place des projectiles volumineux que lançaient les obusiers, les bombardes, les mortiers. La plupart des canons péchaient par leur longueur démesurée, la poudre brûlait mal, souvent le coup fusait, toutes choses qui rendaient le tir irrégulier et son effet incertain. Gustave-Adolphe adopta des pièces plus courtes, plus légères, à affûts plus réduits; ses fameux « canons en cuir » (cylindres métalliques recouverts de couches superposées de cuir et cerclées de fortes bandes de fer) ne se maintinrent pas; on conserva, par contre, jusque longtemps après la guerre, le type de quatre livres (deux pièces par régiment d'infanterie), type modèle

pour le tir de rempart et de campagne tout à la fois. Les noms donnés à ces différents engins étaient puisés dans la mythologie, l'astronomie ou l'ornithologie : les pièces de 36 livres étaient nommées les « aigles », celles de 24 les « faucons », celles de 12, 6, 3 devenaient les « vautours », les « milans », les « éperviers »; on baptisait l'obusier de 60 livres du nom de « hibou ». Les progrès de l'artillerie, d'autre part, l'influence que cette arme aurait dû exercer sur la stratégie dans son ensemble, furent entravés par le fait que, dès la seconde moitié de la guerre, les servants, pointeurs et artificiers, vinrent à manquer; on se vit réduit à se servir, pour le maniement des pièces, de simples fantassins sommairement éduqués. Les armées, d'ailleurs, ne possédaient pas d'instructeurs spéciaux, les gouvernements pas d'écoles pour former un personnel à la hauteur d'une tâche qui eût dû lui incomber.

La proportion des différentes armes dans une seule et même armée variait suivant les péripéties d'une guerre et se trouvait modifiée par le fait même de la durée de celle-ci. Au début de la guerre de Trente ans, l'élément fantassin prédomine; la cavalerie forme le cinquième seulement de l'effectif total d'une armée. Cette proportion sera, par la suite, de un à trois : vers la fin de la guerre, elle apparaîtra renversée, la cavalerie constituant, et de beaucoup, le gros des combattants. Ce fait témoigne d'une graduelle disqualification des troupes d'infanterie et d'une stratégie moins savante; il s'explique cependant aussi par les considérations que voici : l'entretien d'une armée sur des étendues de territoires dévastés n'est possible qu'à la condition de disposer de nombreux cavaliers allant fourrager au loin, ou de troupes montées capables de changer rapidement de cantonnement; en second lieu, les enrôlés dans la cavalerie se montrant plus hardis et plus débrouillards,

les régiments montés se maintiennent en meilleur état, d'abord sous l'action d'une espèce de sélection des hommes, ensuite par la raison d'un ravitaillement plus aisé ; les fantassins, moins mobiles, sont alors réduits à se contenter du peu qui subsiste sur des espaces mille fois rançonnés. La cavalerie, quoiqu'elle triomphât plus commodément de ces obstacles, n'en périclita pas moins : la remonte se fit de plus en plus précaire numériquement et surtout quant à la qualité des chevaux. La disette en animaux devint chaque année plus sensible et fut la cause de la suppression progressive de la cavalerie lourde. Avec le temps se révéla l'impossibilité de conserver l'effectif réglementaire des différents corps, notamment de la cavalerie régulière.

Les anciennes armées de lansquenets marchaient au combat dans la formation en carrés : carré de l'avant(-garde), du gros, de l'arrière(-garde), sans intervalles appréciables entre chaque groupe, passant par les broussailles et les taillis, par les champs labourés et les moissons sur pied ; des ouvriers embrigadés ou requis de force, selon les cas, des gens du train d'armée, comblaient les fossés, abattaient les troncs d'arbres, frayaient le chemin à travers les haies et les obstacles. Ces carrés, formés par un nombre déterminé de compagnies ou de régiments, se plaçaient, pour le combat, les uns à côté des autres. Dans les premiers rangs, les plus exposés, figuraient les casse-cou des compagnies et ceux qui, ayant commis quelque grave méfait, rachetaient la punition infligée en briguant l'honneur d'être les premiers au danger ; ces hommes touchaient double solde. Avant le combat on reléguait les bannières dans la quatrième et la cinquième rangée du carré. Quant à l'engagement et à la bataille elle-même, voici quelles en étaient, le plus souvent, les phases essentielles :

On avait en face de soi la haie des piques ennemies qu'on cherchait à occuper, si ce n'est à disloquer encore, en faisant avancer isolément ou par petits groupes soit des hallebardiers, soit des arquebusiers (ou arbalétriers), qui tiraient quelques coups de feu ou frappaient sur les piques ennemies de façon à en rompre l'alignement et à permettre aux plus audacieux de se jeter dans les intervalles, de rompre ainsi l'homogénéité du rang. A cet engagement initial, jusqu'alors constitué par des démonstrations offensives ou de petits combats partiels, succédait l'attaque proprement dite. Les combattants détachés, ou bien auront réussi à pénétrer dans le carré ennemi où le gros va les rejoindre, ou bien ils se seront repliés à mesure que le premier rang avancera, et auront repris leur place sur le flanc ou en arrière du corps. Les premiers rangs, alors, prenaient contact, entraînant ceux du milieu et de la queue; le combat évoluait en formidables poussées de ces masses profondes et compactes qui ondulaient, s'entr'ouvraient, se refermaient, cependant que les uns pointaient, que les autres taillaient ou fusillaient, et que la poussière tourbillonnait en nuages si serrés que les drapeaux disparaissaient aux regards. Le corps à corps bientôt devenait général; chacun frappait, se défendait, piétinait; les moins valeureux se retiraient, d'autres fuyaient; les carrés se pénétraient, se fondaient, se disloquaient. La masse qui, la première, tournait les talons était alors défaite; la troupe ennemie se ruait sur elle, l'abatage commençait; puis c'était la poursuite; on courait au butin. A ce moment l'armée victorieuse s'égrenait, car chacun se débandait pour tuer ou piller; un noyau de troupe solide suffisait pour mettre en fuite le vainqueur désorganisé. La cavalerie n'étant d'aucun effet utile contre les piques n'aura pas pris part au combat

contre l'infanterie; elle se sera réservée pour tenir tête au choc des escadrons ennemis. L'artillerie une fois amenée en position n'en aura plus bougé; soutien de l'infanterie jusqu'à l'engagement du premier rang, elle n'aurait plus eu d'action directe sur l'évolution et l'issue de la bataille.

Le front trop étendu de ces déploiements et le défaut de mobilité de ces masses trop denses avaient nécessité, depuis l'introduction des armes nouvelles, des modifications dans l'établissement de la ligne de bataille et forcément dans le mode de combattre. On fractionna les grands carrés en corps tactiques réduits, placés sur deux ou trois échelons; on renforça les groupes par l'adjonction d'un certain nombre de « tireurs », qui prirent plus tard le nom de « chasseurs »; on adopta la règle de ne s'ébranler que successivement, de ne s'engager que suivant les nécessités de l'action. Ces principes, appliqués tout d'abord dans les armées des Pays-Bas, d'où ils avaient passé en Allemagne, furent de nouveau abandonnés, parce que, par suite de la pesanteur de l'équipement et, d'autre part, du dressage insuffisant des enrôlés, les mouvements s'accomplissaient trop lentement et non sans danger surtout en cas de manœuvre de flanc, sans parler de l'indiscipline des troupes. On reprit la marche et le déploiement par masses, du côté des Impériaux spécialement; ceux-ci donnèrent le nom de « bataillons » aux compagnies en formation de carré, dispositif employé, sur ces entrefaites, avec avantage contre les attaques de la cavalerie turque, et dont le théorème fut dès lors érigé à l'état d'un dogme tactique. La force de résistance de ces carrés était manifeste; par contre, sous un feu intense, les pertes devenaient énormes; toute brèche inaugurait l'enfoncement de ces redoutes vivantes; la cohésion même de ces masses rendait les parades difficiles, sou-

vent impossibles dans la première mêlée de l'attaque, et périlleux tout changement de front. La cavalerie, avec cette position, se formait sur six, huit ou dix rangs à chaque aile de la ligne de bataille.

Le roi de Suède reprit pour son compte les procédés tactiques dont nous venons de parler : il plaça son infanterie sur six, ses cavaliers sur trois rangs, décomposa le gros en petites subdivisions ou sections qui, juxtaposées au moment voulu, constituèrent ce qu'on appelait la « brigade suédoise ». Il renforça les régiments de cavalerie par l'adjonction de compagnies de chasseurs placées entre les escadrons. Complétant l'artillerie de position et de réserve — innovation capitale, — il créa des régiments d'artillerie légère, l'équivalent de notre artillerie de campagne, habitua ainsi ses troupes à manœuvrer rapidement, avec aisance, et leur inculqua obstinément l'axiome que le premier principe de la guerre, et le vrai garant du succès, est l'offensive, toujours l'offensive. Il voulait que l'armée, coûte que coûte, se portât en avant. Son infanterie arriva à tirer plus vite et mieux que celle des Impériaux; on lui apprit à procéder par feux de salves. Grâce à cette tactique, et pour la première fois, les régiments wallons de Tilly furent entamés, puis disloqués à la bataille de Breitenfeld. Pour la cavalerie, Gustave-Adolphe prescrivit et développa cette grande règle dont l'application, par la suite, fera de la cavalerie prussienne — sous Frédéric II — une des plus manœuvrières qui aient existé, de ne pas s'engager dans des affaires partielles, mais, sitôt le signal donné, de se ruer impétueusement sur les corps de troupes ennemis.

II

Jusqu'à la première moitié de la guerre les troupes allemandes ne portaient pas ce qu'on appelle un uniforme. En dehors de certains corps spéciaux, les drabans de la garde, par exemple, quelques régiments privilégiés, comme les cuirassiers que le souverain équipait à ses frais, ou les contingents des villes, et qui portaient des couleurs semblables, chacun s'habillait selon ses convenances ou ses ressources et fournissait lui-même son équipement. Dans les cas contraires, l'administration retenait le montant du fourniment sur la solde, ou bien les hommes devaient s'engager à restituer leurs armes et leurs effets après le licenciement. Les soldats se reconnaissaient entre eux par des signes distinctifs; pendant la bataille, par des cris de ralliement. A Breitenfeld les troupes de Tilly se distinguaient par une bande d'étoffe blanche autour de l'armet, ou une écharpe blanche au chapeau, et par une cordelière blanche au bras. Les officiers portaient un brassard. Les Suédois ornaient leur couvre-chef d'un rameau de verdure : le brassard de leurs officiers était vert. L'écharpe des troupes de la Saxe électorale, tout d'abord noire et jaune, sera plus tard rouge et blanche. Les régiments impériaux endossèrent, par la suite, un même habit unicolore, soit l'uniforme, que livraient les dépôts d'enrôlement; l'argent manquant, il ne sera pas possible d'étendre cette innovation à l'armée entière, bien que chacun se persuadât toujours plus des avantages de l'uniformité dans l'habillement, et que les plus directement intéressés, les mercenaires,

la réclamassent avec insistance. Les corps de troupe créés après la guerre porteront presque tous un uniforme caractéristique et leurs couleurs distinctives.

L'effectif réglementaire d'un régiment d'infanterie était de 3.000 hommes, soit de dix compagnies à 300 hommes. Ce chiffre, on ne l'atteignit que rarement. Abstraction faite des vides résultant des batailles, une diminution ne cessait de se produire, de sorte que beaucoup de régiments comptaient à peine 1.000 hommes; parfois les compagnies fondaient à 100, 70, même 50 combattants. Pour le régiment de cavalerie on prévoyait un effectif — suivant les époques — de 500 à 1.000 chevaux; quatre compagnies — la compagnie portait aussi le nom de « cornette » — formaient l'escadron (squadron : *quaternio*). Le régiment, dans toutes les armes, constituait l'unité administrative, la compagnie l'unité tactique. Les titres et grades des officiers et sous-officiers, d'autre part, les différents détails du service, correspondaient à peu de chose près à ce qui a continué d'exister dans la plupart des armées allemandes jusqu'à la fin du dix-huitième siècle.

Le personnage qui levait un régiment ou une troupe à l'effectif prévu portait, eût-il le rang d'un général, le titre de colonel; on lui donnait un *adlatus*, soit un lieutenant-colonel et, pour le régiment, un fourrier-colonel. Dans l'ordre hiérarchique venaient ensuite : le capitaine chef de compagnie ou d'escadron, le lieutenant, l'enseigne porte-drapeau, le sergent, le fourrier comptable, les sous-officiers, enfin les appointés ou aspirants. Tout à côté, le grand prévôt, les prévôts et leurs aides.

La position de capitaine impliquait, vis-à-vis de la compagnie, les attributs et les fonctions de chef suprême et de *pater familias*. Une compagnie une fois constituée, les

officiers supérieurs présentaient le capitaine à la troupe, qui, pour la circonstance, prenait les armes : le capitaine promettait alors solennellement de veiller au bien-être de ses hommes, de leur venir en aide et, pour corroborer sa promesse, « il mettait en gage, entre leurs mains », ainsi que le voulait une formule consacrée, « sa vie et son avoir, tout ce qu'il portait sur lui et dans ses poches ». Promettre et tenir sont choses distinctes, en ces temps-là surtout ; on s'en apercevait quand la solde ou le jour d'émargement arrivait. La tentation était grande de faire figurer sur les registres un état fictif grâce auquel l'intéressé encaissait un total majoré ; les officiers y succombaient trop souvent. Nul contrôle ne les en empêchant, les capitaines, non seulement commettaient de pareilles irrégularités, mais aussi se servaient de tous prétextes pour rogner la solde convenue. Les supérieurs fermaient les yeux, l'essentiel étant pour eux d'avoir des chefs de compagnie à poigne, valeureux, impartiaux quant à la discipline, équitables lorsqu'il s'agissait de répartir entre les ayants droit le butin et les prises fortuites. On leur recommandait de faire preuve, « les jours de semaine », d'une rigoureuse sévérité ; ils « laisseraient faire les dimanches et les jours de fête » — lisez : de pillage. En marche, le capitaine précédait, à cheval, sa troupe ; pour le combat, il mettait pied à terre, s'armait d'un mousquet ou d'une pique et se plaçait en tête de la compagnie. Les lieutenants étaient armés de la pertuisane, les sous-officiers de la hallebarde.

On différenciait les régiments d'après la couleur du drapeau. Ainsi, l'on parlait des « bleus », des « noir et jaune », des « rouge et blanc », etc. Le drapeau, pourvu de sa devise particulière et orné d'un motif décoratif spécial, affectait, dans l'infanterie, des dimensions considérables : une soie épaisse, lourde, parfois surchargée d'images, recouvrait

presque entièrement la hampe. Les fanions ou cornettes de la cavalerie représentaient assez exactement le type des étendards régimentaires actuels. La disposition des couleurs variait : en damier, en quinconce, en parti, coupé, etc. ; ou bien les couleurs étaient barrées, rayées ou flamboyantes. Pour la bannière de la garde, les couleurs formaient ourlet, l'emblème central se détachant sur un champ uni. Les cornettes, d'après la règle, avaient seulement une couleur dont le nom servait de déterminatif à l'escadron ou au régiment : cuirassiers oranges, carabiniers verts, etc. Chez les Suédois, c'était la brigade entière que l'on qualifiait de la sorte en prenant la couleur de la bannière principale : brigade jaune (garde royale), brigade bleue, et ainsi de suite. Quant à la couleur elle-même, elle se réglait sur les métaux de l'écu du colonel. L'usage s'établira plus tard de donner au régiment le nom de son colonel-commandant.

Le premier acte militaire qui suivait le rassemblement d'une compagnie consistait à « arborer le drapeau », c'est-à-dire à assujettir le drapeau à une espèce de mât autour duquel la compagnie se groupait. Le colonel remettait alors, au milieu d'un cérémonial plus ou moins pompeux, la bannière à l'enseigne, et prononçait une allocution où figurait presque à chaque nouvelle fois cette phrase allégorique : « Le drapeau doit être gardé comme une fiancée, comme l'enfant de nos entrailles ; l'enseigne à qui je le confie à titre de gage sacré et comme le trésor le plus cher de la compagnie le protégera et le défendra de la main droite, de la main gauche si on lui arrache la main droite ; que si les deux mains lui étaient emportées, il saisira le drapeau avec les dents afin que nul ne puisse le lui enlever ; que si, enfin, tout espoir et tout secours paraissaient perdus, l'enseigne s'enveloppera dans les nobles plis de la

bannière et, remettant son âme à Dieu, il succombera comme un brave dans le linceul sacré des couleurs qu'il a juré de déployer victorieusement et pour lesquelles il a juré de mourir. » Le discours se terminait par des exhortations à la troupe : « Tant que le drapeau flottera, tant qu'un lambeau de la précieuse étoffe restera attaché à la hampe, les guerriers ont l'impérieux devoir de suivre le porte-étendard jusque dans le trépas; aussi longtemps qu'il y aura des bras pour lutter autour de cet emblème de la gloire, tous ne songeront qu'à le sauver ou à se faire tuer pour lui. »

Les hontes, les misères, les défaillances s'épuraient dans le creuset de la fraternité d'armes et sous le nimbe qui rayonnait des bannières. Mais une fois le serment au drapeau accompli, le caractère sacro-saint de ce palladium militaire ne devait subir l'atteinte d'aucune promiscuité dégradante. Aussi trouvons-nous dans les archives militaires de ce temps des règlements circonstanciés pour le cas où, par leur présence au corps, les indignes « offenseraient les couleurs. » Découvrait-on dans les rangs un malfaiteur ou criminel de droit commun, il était prescrit que le drapeau ne « flotterait » plus; l'enseigne le descendrait du mât, le reploierait et en interdirait l'approche au coupable « dont la place ne serait plus parmi les guerriers sans peur et sans reproches, mais à l'arrière de l'armée, dans le train où sont confinés les trafiquants, les filles et les varlets. » L'enseigne, à moins d'une permission expresse, n'osait jamais quitter ni le drapeau, ni l'endroit où on le tenait : dormait-il, il devait le conserver à portée de la main. « Si le malheur voulait que par ruse ou par trahison on enlevât le drapeau, l'enseigne devait être cassé de son grade et livré au train d'armée où les traitements les plus honteux pouvaient lui être infligés, voire

tous les supplices jusqu'à ce que mort s'ensuivît. » « L'enseigne, était-il encore spécifié, sera un homme fort, de haute stature, courageux et jovial, un gentil compagnon qui se fera aimer de ses camarades, pour lesquels il sera un homme de bon conseil : il n'infligera pas de punitions, afin que les animosités ou la haine qui, dans le cas contraire, s'adresseraient à sa personne ne rejaillissent pas sur le drapeau qu'il doit faire planer sur tous à l'instar d'un symbole d'union. A l'attaque, l'enseigne sera toujours le premier. »

La compagnie rassemblée sous la bannière qui flotte au vent, on procédait à la lecture des articles de guerre et à la prestation du serment. Les articles les plus essentiels disaient que le cavalier ne s'éloignerait pas sans permission de la colonne en marche et jamais à une plus grande distance que celle qui permet de distinguer encore le drapeau. Tout déserteur au cours d'un engagement serait passible de mort. Celui qui tuerait un déserteur ne serait pas punissable. L'enseigne abandonnant un bastion ou un rempart avant d'avoir soutenu le choc d'au moins trois assauts serait traduit devant un conseil de guerre. On enlèverait les étendards aux régiments qui, dans l'enceinte d'une forteresse, auraient capitulé avant l'heure.

La compagnie est formée, elle s'ébranle : suivons l'enseigne. Porter le drapeau est non seulement une fonction majeure, mais aussi un art présumant de l'adresse et exigeant un long entraînement. Des règlements minutieux déterminent la façon de le tenir, de le déployer, de l'élever ou de l'abaisser dans telle ou telle circonstance, car ces divers mouvements constituent autant de signaux à indiquer au moment propice. On connaît le règlement ou « la mode » à la française, à l'italienne, à l'allemande, à l'espagnole avec ses « passades », ses « cavades », ses

positions en prime ou en seconde, avec des moulinets, des ondoiements, des battages, des renversements particuliers. L'enseigne porte, concurremment, le corps en avant, de côté, en arrière : il doit marcher, se camper, se balancer suivant le rite et dans un rythme obligatoires : ainsi, pour le moulinet, il s'agit de faire tournoyer le drapeau au-dessus de la tête, de l'incliner à droite puis à gauche, en le ramenant dans un mouvement circulaire d'arrière en avant, de lancer la hampe en l'air et, avant que le drapeau ne retombe dans la main, de décharger un pistolet ou de tirer l'épée, enfin, de ressaisir la bannière, de s'en draper en dessinant une révérence. Ces mouvements ne visent pas uniquement à produire de l'effet, ils constituent des avertissements à la troupe qui suit, soit pour indiquer le déploiement de la colonne, soit pour marquer l'allure ; ils donnent le signal des refrains que les clairons doivent sonner, des roulements à battre : musiciens et tambours se règlent ainsi sur les gestes et les tours de l'enseigne, cumulant avec ses fonctions celles, pourrait-on dire, de chef d'orchestre et de tambour-major. Ces exercices sont, au reste, un des passe-temps favoris de la jeunesse des cours et comme un sport d'entraînement militaire qui, jusqu'au début du dix-huitième siècle, passera pour très aristocratique. Depuis, ils tombent en désuétude ; les tours de haute adresse des tambours-majors en figurent les derniers vestiges : eux-mêmes disparaissent comme n'ayant plus de raison d'être. Le service des cornettes se borne à se précipiter les premiers sur l'ennemi, à tenir haut et ferme l'étendard dans la mêlée, afin que l'essaim des cavaliers puisse se former autour de lui.

Après le capitaine et l'enseigne nous remarquons dans le sergent la personnalité la plus importante de la compa-

gnie. Le sergent représente l'instructeur du groupe, il initie les hommes aux détails de la manœuvre et au maniement des armes; en outre, il fonctionne comme redresseur des torts, comme porte-parole et défenseur des intérêts de la compagnie. Il fixe la place qu'occupera le drapeau, l'alignement des files et des escouades; il répartit dans les rangs les hommes suivant leur armement, leur taille, fourrant ici un hallebardier, là un piquet de chasseurs, afin d'encadrer convenablement les moins grands et de soutenir efficacement les plus poltrons, postant à droite et à gauche des flanqueurs sûrs et connaissant leur métier. C'est l'homme sage et disert, le maître des cérémonies, au fait des us et coutumes, des droits individuels et collectifs, l'organisateur de la besogne journalière, nous allions dire de la victoire; à son savoir et à son expérience, gradés et subalternes aiment à avoir recours.

Ce peuple, accouru de près et de loin pour s'enrôler, n'est rien moins que souple et docile; le plus grand nombre est composé de sujets mal préparés en vue d'une guerre plus savante, ignore le mécanisme et le maniement des armes nouvelles, offre peu ou point de garanties morales; aussi faut-il, pour instruire et gouverner ce monde, un chiffre relativement considérable de sous-officiers. Les rôles matricules de l'époque nous indiquent que le tiers environ des effectifs est constitué par des gradés; pour peu qu'un soldat inspire quelque confiance ou se révèle courageux, on lui octroie un commandement subalterne, ou, ce qui passe pour un avantage plus direct et plus palpable, une augmentation de solde.

L'ingrate et pénible fonction de fourrier a une importance pour le moins aussi grande qu'elle l'aura plus tard. Le fourrier doit, en effet, faire preuve d'autorité et de capacités administratives : il doit savoir résister aux inces-

santes réclamations des gradés et de la troupe à l'occasion des distributions de logement, et déterminer judicieusement ce qu'il convient de fournir à chacun au prorata de la position des intéressés. Dans les cas embarrassants, nous le voyons procéder ainsi : les chefs de groupe jettent leur dague ou leur couteau dans son chapeau ; lui-même passe alors de maison en maison ou de hutte en hutte et fiche successivement, comme ils lui viennent sous les doigts, les couteaux dans le chambranle de la porte ; l'escouade (6 ou 8 hommes) occupe ensuite la case ou la demeure désignée de cette façon originale.

Les nobles sans fortune, les aspirants à quelque place d'officier qui demandent à faire partie de la compagnie seront inscrits sur le rôle des appointés, parfois très nombreux.

Mentionnons enfin les courriers, gens très prétentieux, qu'on nomme dans le latin de cuisine de l'époque des *ambesates* ou *passantes ;* ils transmettront les ordres à l'instar de nos estafettes modernes. On les chargera aussi des commissions privées. Ils ont droit à un supplément de solde et nous les voyons assimilés aux sous-officiers, dont, à l'occasion, ils rempliront les fonctions.

III

Le souverain avait-il chargé quelque chef expérimenté de lever un régiment ou une armée, on fixait les places d'embauchage et le lieu du rassemblement ultérieur. L'enrôlé touchait une somme d'argent représentant, ou bien les arrhes du marché, ou bien une prime, modique le plus souvent, considérée en fait par l'enrôleur comme

une avance de solde, qui diminuait d'autant le paiement futur. C'est de cette dernière façon que les choses se pratiquaient d'ordinaire, spécialement au début de la guerre, car l'affluence des volontaires permettait aux recruteurs de se montrer plus exigeants, et forçait les mercenaires à modifier leurs prétentions. Les arrhes, par la suite, se payèrent intégralement sans retenue d'aucune sorte : il fallut en élever graduellement le chiffre. Le contrat bilatéral d'un engagement stipulait que l'enrôlé n'aurait droit qu'à la solde, dont le taux variait, au reste, suivant les aptitudes individuelles et la nature du service à fournir, et que, d'autre part, l'homme, quant aux subsistances, s'en tirerait comme il pourrait.

Dans les troupes allemandes, la solde qui, au seizième siècle, était par mois de 8 florins pour un cavalier et de 4 florins pour un lansquenet, se montait, vers 1618, à 5, à 10, voire même à 16 florins par mois pour le fantassin non gradé. (Vers le milieu du seizième siècle, la solde mensuelle de 4 florins d'empire s'exprimait par le terme courant : « une solde. ») Chez les Impériaux, le piquier touchait 9, le mousquetaire 6 florins par mois : l'administration militaire livrait pendant le service à l'intérieur d'une forteresse les vivres contre paiement. La solde était moins élevée dans l'armée suédoise; on la payait, par contre, plus régulièrement que dans les autres armées : les chefs veillaient à ce que les hommes fussent convenablement nourris. Les primes d'engagement et la solde atteignaient au fur et à mesure que la guerre se prolongeait des chiffres plus élevés; toutefois, les embarras pécuniaires augmentant au prorata de la durée de la guerre, les pouvoirs se trouvaient de plus en plus obérés et gênés pour tenir leurs engagements. Le florin d'empire valait, peu après 1600, environ 4 marks de monnaie allemande

actuelle (5 francs); un boisseau de froment coûtant alors en moyenne 2 1/2 marks, 16 florins d'empire représentaient donc une valeur marchande de 25 3/5 boisseaux de froment, soit 126 marks actuels ou 157 francs 20 centimes. Le renchérissement des denrées, d'une part, l'avilissement des monnaies, de l'autre, eurent pour conséquence de rendre les enrôlements au prix de la solde habituelle de plus en plus rares; aussi se voyait-on forcé, pour combler les vides et maintenir les effectifs, de payer par homme trois ou quatre soldes, c'est-à-dire 12 ou 16 florins d'empire, sommes qui, additionnées pour le bloc d'une armée, représentaient les chiffres énormes que nous citions dans notre chapitre préliminaire.

L'entretien d'une armée se faisait au moyen de brutales réquisitions, autant dire de pillages, qui se perpétraient indistinctement sur les territoires ennemis ou alliés.

Bien que les traitements des officiers supérieurs fussent très gros, ils ne formaient qu'une portion minime de leurs revenus; ceux-ci s'alimentaient incessamment de la majeure partie des contributions de guerre, des rançons, des cadeaux extorqués aux populations, et du surcroît de la solde touchée indûment pour des effectifs imaginaires. En ce qui concernait le prêt, les choses allèrent si loin que les souverains s'en émurent: ils instituèrent auprès des armées des commissaires ou surveillants chargés d'établir des rôles de présence, de vérifier les feuilles d'émargement et les registres des dépenses. Mentionnons, en passant, que sur ces états nominatifs on dessinait, en regard des noms des déserteurs et rubriqués dans une colonne spéciale, une potence sur la marge du feuillet.

Tout enrôlé volontaire qui, après un certain temps de présence au corps, devenait impropre au service, ou celui

qui se distinguait par une action d'éclat, était réformé dans le premier cas, dans le second, libéré de ses obligations : on lui délivrait un passeport ou feuille de libération — l'*exeat* — qui lui permettait de disposer de sa personne. Une feuille de route analogue servait de légitimation aux permissionnaires, qui, sans ce papier, n'osaient ni s'éloigner du quartier, ni quitter le camp.

La discipline des troupes allemandes était détestable ; même auprès de leurs compatriotes les soldats passaient pour des êtres vaniteux, turbulents, soûlards, propres termes dont se sert le chroniqueur Wallhausen. Les dernières campagnes en Hongrie et en Pologne, pays quasi sauvages à cette époque, les procédés de combat contre les Turcs, avaient contribué à détruire un reliquat d'obéissance et de tenue parmi les éléments mercenaires. L'insubordination provenait, au reste, du mode de recrutement lui-même. Aucun des belligérants ne pouvait se passer de mercenaires ; on dépendait d'eux ; ils se savaient nécessaires. Sans doute, le contrat bilatéral entre l'enrôleur et l'enrôlé stipulait un service et implicitement l'obéissance, et d'un autre côté, la solde, c'est-à-dire une récompense. Or, si l'engageur ne payait pas, ce qui se voyait même quelques semaines après l'enrôlement, ou rognait sur la solde, l'engagé considérait, non sans quelque apparence de raison, le contrat comme rompu ou violé par l'enrôleur, c'est-à-dire par le souverain ; il se jugeait autorisé à s'engager ailleurs, ou, s'il continuait son service, à en faire à sa guise. On se voyait donc contraint de tolérer certains manquements du moins hors du moment du combat. En outre, les habitudes frondeuses des lansquenets du siècle précédent se retrouvaient, entretenues d'une génération à l'autre, parmi les mercenaires du dix-septième siècle. Les soldés, surtout les vieux troupiers, s'organisaient en

sociétés pseudo-corporatives ou en « nations ». Après s'être juré appui réciproque et fidélité mutuelle, les hommes se sentaient solidaires, outre qu'ils se savaient indispensables. Cet esprit de corps favorisait une disposition à la rébellion, toujours latente dans les foules, et incitait à émettre des prétentions, à s'arroger des droits que les chefs subissaient, par la raison, toujours, que l'argent manquait pour permettre des paiements réguliers.

Le jour de l'enrôlement, des scènes de mutinerie se produisaient déjà. Pour peu que, dans la fumée de l'ivresse, la prime parût insuffisante ou que, hantés par quelque regret, les appréhensions s'emparassent d'eux, les enrôlés proféraient des menaces, jetaient leurs armes, refusaient de marcher, se débandaient sans que les officiers eussent les moyens de les contenir par la force. On ne matait l'homme qu'après lui avoir fait prêter le serment au drapeau. L'indiscipline, pour se trouver intimidée par la lecture des articles de guerre, n'en couvait pas moins dans tous les rangs; elle éclatait au moment psychologique, aiguillonnée parfois par les chefs eux-mêmes; ceux-ci, afin d'avoir leur part de butin, non seulement pardonnaient, mais aussi encourageaient l'indiscipline qui avait pour objectif le pillage ou les exactions.

Commander, en pareilles circonstances, ne constituait pas une sinécure; d'autre part, les soldats témoignaient de peu de respect envers leurs supérieurs, principalement envers les officiers payeurs, toujours haïs et souvent maltraités. Les hommes s'en prenaient aux chefs pour un rien et pour tout, les rendant responsables du retard de la solde, de l'avilissement du numéraire, des fatigues endurées, des dangers à courir. Les mutineries n'étaient pas rares; il arrivait alors qu'une troupe destituait le colonel et les capitaines, en choisissait d'autres parmi les mutins.

De pareils cas se répétèrent en Hongrie. Pendant l'armistice qui précéda le traité de Westphalie, un caporal d'un régiment de dragons bavarois réussit ainsi à se faire élire colonel et, soutenu par des acolytes, à chasser les officiers : on dut cerner la troupe rebelle et on ne réprima l'émeute qu'après avoir fusillé le pseudo-colonel et dix-huit des principaux meneurs.

La cause première de ces mutineries se trouvait être presque invariablement une question de solde. Les colonels, ne pouvant battre monnaie, cherchaient à se tirer d'embarras en fournissant leur troupe de pièces d'étoffes réquisitionnées, par exemple ; les mécontents se consolaient en remontant leur garde-robe ; ou bien ils empruntaient, même à un taux usuraire. Ainsi, en 1620, le comte de Thurn, afin de payer du moins un acompte à ses compagnies mutinées, engagea son avoir personnel auprès de ses propres vivandiers. D'autres fois, force est de recourir aux moyens sommaires : au début d'une rébellion le comte de Mansfeld sort de sa tente, abat deux mutins, enfourche son cheval, rallie ses capitaines, fond avec eux sur la bande la plus braillarde et mate ses 600 hommes après en avoir tué onze et fait fusiller vingt-six.

Tant que la bannière flotte, les officiers peuvent, durant la marche ou les combats, compter sur une certaine obéissance, mais lorsque les drapeaux sont repliés et que le licenciement s'effectue, les ressentiments font explosion. A ce moment, le prévôt et ses aides n'ont qu'un souci : se cacher. Capitaines et sous-officiers sont en butte aux plus grossières injures ; les soldats les plus exaltés parcourent le camp, vocifèrent, apostrophent leurs chefs : « Voyez ces c..., ces feignants ! Eh vous, là-bas, qui nous commandiez, qu'êtes-vous plus que nous sur l'heure ! Viens ici, toi, fripouille ! qu'on te crève la peau ! et toi,

chien, qu'on te lave, sale vermine! Arrivez, sacripants! voleurs! Qu'on les rosse, les brutes! Tue! Tue! sus à ces canailles! » (Wallhausen, *Chronique*.) En même temps ces gens pris de vin se provoquaient les uns les autres, formaient deux camps où l'on comptait jusqu'à cent combattants frappant autour d'eux, finissant par s'entr'égorger; quantité de morts restaient sur le carreau. Les querelles privées, qui jusqu'alors avaient dû attendre, se vidaient; les mauvaises têtes se groupaient, on bâclait les affaires, le sang coulait. Enfin, la racaille se liguait pour tomber sur les camarades qui, pendant un loyal service, avaient été récompensés : on les dépouillait, on les battait, tellement qu'il en restait toujours un certain nombre sur place. Les chefs, contre ces excès, se déclaraient impuissants; bien plus, ils toléraient ces débordements, tant l'habitude était prise de les considérer comme de tradition dans les armées.

Il arrivait aussi que les soldats refusaient de s'en aller, s'insurgeant parce qu'on les licenciait. Les troupes livrées à elles-mêmes se rabattaient alors sur les habitants, se vengeant sur ceux-ci de l'inaction qui les privait de la solde. Ou bien, ils se révoltaient, l'automne venu, pour être libérés avant l'hiver : les mercenaires ayant, au cours de campagnes antérieures, contracté l'habitude de ne servir que durant la belle saison, ne voulaient pas s'exposer à l'inclémence des mois d'hiver. Les licenciés parcouraient les pays avec un ramassis de vauriens qui leur servaient de limiers et de rabatteurs, rançonnant, ravageant, aussi longtemps que durait la morte saison, successivement des contrées entières. Certaines provinces, ainsi la Styrie, la Bohême, l'Autriche, la Silésie, que les gouvernements respectifs ne savaient pas protéger contre les exactions de ces malandrins, souffraient indignement.

L'autorité crut bien faire en ordonnant aux habitants de livrer à ces pillards, d'emblée et comme rançon, un sou par tête de population, afin d'en être plus vite débarrassés; mais les premiers, gagnant à ce métier des journées d'un demi-florin et plus, on conçoit qu'ils ne se hâtassent pas d'y renoncer, d'autant qu'en sus de ce viatique, les soldats se faisaient nourrir par les campagnards terrorisés. Cet état de choses, en se renouvelant, créait pour les autorités militaires un surcroît de difficultés afin de retenir les mercenaires sous les drapeaux pendant l'hiver. Aussi des voix se faisaient entendre, opinant en faveur de l'organisation de troupes permanentes, lesquelles, outre les avantages qu'elles offriraient au double point de vue de la défense du pays et des opérations stratégiques, auraient comme résultat immédiat d'être moins ruineuses et moins dangereuses pour les populations elles-mêmes.

Il eût fallu pour dompter ces éléments sauvages une énergie toujours en haleine et cette autorité qui partout s'impose lorsqu'elle est de nature à être respectée. A diverses reprises, la main de fer d'un général se fit sentir d'une manière efficace et à chaque fois on vit l'action militaire, accomplie sous la pression d'une discipline rigide, en être influencée favorablement. Ces efforts, individuels pour la plupart, et dont le caractère innovateur se heurtait à l'indifférence ou au relâchement moral des milieux dirigeants, n'avaient, malheureusement, qu'une durée éphémère. La discipline de l'armée de Wallenstein, au point de vue du travail tactique, était excellente; néanmoins, la faiblesse du généralissime quant aux cruautés et aux vols était excessive. Gustave-Adolphe, si ferme, si ponctuel dans toutes ses prescriptions militaires, ne sut pas maintenir dans son armée l'obéissance passive qu'il y avait introduite et imposée à chacun. Il faut dire,

cependant, que les articles de guerre, les ukases des princes, les ordres du jour des généraux contenaient des restrictions très sévères, même draconiennes, et une réglementation fort sage et humaine à l'endroit de la conservation et de la protection de la vie et de l'avoir des populations amies et ennemies. Ainsi la loi de guerre voulait que, sans exception et en toutes circonstances, le soldat respectât les femmes, les enfants, les malades, les vieillards, qu'il n'endommageât ni les moulins, ni les puits, ni les instruments aratoires; nonobstant, la loi restait lettre morte. En remémorant les événements de cette guerre nous pouvons une fois de plus nous convaincre que ce n'est point la teneur d'une loi, mais la façon dont on fait respecter la loi, qui détermine le jugement de la postérité sur des actes, sur des personnes, sur une époque.

En elles-mêmes les punitions étaient très rigoureuses. Chez les Suédois : suppression de la solde au profit des infirmeries ou des camarades invalides : les fers, les verges. On abattait la main droite du coupable, on arquebusait, on pendait. Comme pénalité réservée à un corps de troupe entier : le nettoyage du camp ou du quartier, l'exclusion hors des cantonnements ou du camp (à la belle étoile) pour un laps de temps plus ou moins long; pour des fautes plus graves : le retrait des étendards; on décimait les rangs au besoin.

Une ancienne coutume de l'époque des lansquenets subsistait encore au début de la guerre : le droit qu'avaient les simples soldats d'élire, parmi leurs égaux, les juges appelés à constituer la cour martiale; une jurisprudence militaire plus moderne se substitua, par la suite, à ce tribunal électif, remit la procédure et la faculté de juger entre les seules mains des officiers supérieurs. Pendant

la guerre, les cours martiales se compléteront par l'adjonction d'un auditeur général. L'exécution du jugement incombera au prévôt général.

Relevons le soin que la justice militaire apportait à différencier nettement les peines selon qu'elles étaient infligées à des éléments militaires ou civils, et à procéder différemment envers les premiers qu'envers les seconds. Le soldat mis aux fers n'est pas enfermé dans la geôle publique; quel que soit l'endroit qui servira de prison, le local portera un cachet militaire: le soldat ne pouvait être condamné à la peine infamante du bâton. En cas de supplice par la corde, on observait les prescriptions suivantes : ... « Le guerrier ne montera pas au gibet ordinaire: on lui épargnera la honte de la potence réservée aux criminels de droit commun, mais on le pendra à quelque arbre en plein feuillage, par le meilleur du col, afin que dans l'espace par dessus et par dessous le corps, le vent puisse passer; durant trois jours le corps restera exposé à la lumière du soleil, puis on le dépendra et on le portera en terre suivant les coutumes propres aux guerriers. » Dans les villes, on dressait une potence militaire sur la place publique, à l'ordinaire sur la place du marché. Quant aux déserteurs, on les accrochait sans autre cérémonie à un arbre sec ou à une branche dépouillée de sa verdure. En cas d'exécution par le glaive... « le condamné sera amené sur la grand'place, où la foule des soldats pourra s'assembler nombreuse; le bourreau fera du corps à lui livré deux morceaux... » La disqualification inhérente aux fonctions du bourreau civil n'atteignait pas le prévôt général et les exécuteurs militaires. Ces derniers administraient aux condamnés ayant encouru la peine des verges ou du fouet le nombre de « passes » réglementaires. Ils se recrutaient, le plus souvent, parmi les délinquants ou malfaiteurs

auxquels on avait laissé la latitude de choisir entre le châtiment infligé ou l'emploi qu'on leur proposait; ils se réhabilitaient par l'accomplissement correct de leurs fonctions. Lors du licenciement on leur délivrait un certificat de bonne conduite et de libération; dès lors nul ne pouvait les molester à cause de la nature de leur besogne.

IV

Ce qui caractérise les armées de la guerre de Trente ans, comme, au reste, celles des époques précédentes; ce qui les assimile, en quelque sorte, aux hordes des anciennes invasions; ce qui, enfin, les différencie si complètement d'avec nos armées modernes, ce sont les dimensions des convois, le nombre des suivants, les proportions, en un mot, du train d'armée.

Le soldat, apprenons-nous, se disposait, quelle que fût la durée probable d'une campagne, à vivre, en territoire occupé, si possible, plus grassement que chez lui, mais toujours comme s'il était chez lui; il emporte sa maisonnée; à défaut, un ménage. L'officier n'est pas seul à emmener sa femme : cavaliers, fantassins, servants font de même ou se pourvoient d'une compagne. Les chariots sont bondés de créatures de tous pays : femmes légitimes et enfants, ribaudes, filles marquées. Elles se sont pressées en foule aux places de rassemblement, celles auxquelles les partants ont promis monts et merveilles, celles qui ont préféré risquer tout plutôt que de végéter seules, celles qui plus tard céderont leur place à d'autres ou qui mourront dans un abject dénuement, car les soldats les

vendent pour quelques thalers ou pour un broc de vin; on se les passe suivant les hasards du jeu.

Au moment de son débarquement le roi de Suède n'a toléré aucune femme dans son camp; cette discipline, par la force des choses, se relâche et nous voyons ses armées également envahies par les éléments féminins les plus hétéroclites et les plus dissemblables, où tous les degrés du rang, de l'âge, des prétentions, sont représentés. C'est la femme du colonel ou quelque amie de haut parage voyageant sous escorte et flanquée d'une cour d'adjudants, de soubrettes, de laquais; c'est la compagne d'un piquier, quelque fille de ruisseau qui, son enfant bouclé sur les épaules, chemine pieds nus sur les pierrailles; ce sont enfin les misérables fanées, que personne ne désire plus; elles tendent la main, portent la besace, et l'accoutumance au milieu dégradant mais familier les rive aux camps, où, comme dernier service à rendre, elles enlèvent les immondices.

Les couples vivent dans une cabane; la femme cuisine, lave, verse à boire, soigne son blessé, se laisse battre. En marche, les femmes portent les enfants, le butin, les ustensiles qu'on ne trouve plus à caser sur les chariots archi-pleins. Les femmes aussi sont soumises aux articles de guerre. Pour une faute grave on les fouette ou bien on les bannit du camp. Le soldat qu'une femme a choisi devient le maître, un maître brutal, exigeant, fantasque, qui la maltraite jusqu'à ce qu'elle soit assez assouplie pour se prêter à ce qu'il veut tirer d'elle. Dans les quartiers où les filles s'entassent, il est malaisé de faire régner la paix: les hommes délèguent, à ces fins, leurs pouvoirs à des huissiers spéciaux dépendant eux-mêmes d'un prévôt *ad hoc* — le prévôt des ribaudes — et qui portent l'insigne de leur office, une trique, « l'aune, » ainsi la

nomme-t-on, dont ils usent pour « auner ». D'autre part, n'y a-t-il pas pour la plupart de ces mercenaires que la magie des mots transforme en « guerriers », en « héros », toute une orgueilleuse vanité d'avoir à soi et de pouvoir exhiber une fille accorte? Aussi le gros de la solde ou du butin passe à faire valoir la concubine et à flatter son amour-propre. En retour, la gaillarde se sert de son influence pour obtenir des fantaisies et, lorsque la misère est au camp, pour inciter « son homme » à la mutinerie. Chose odieuse! et qui subsiste encore, le soldat a le droit de livrer une fille infidèle aux valets du train, dont la bande, doublée de la meute des chiens, chasse comme une bête sauvage la malheureuse dans le maquis ou la forêt.

Le soldat non marié qui n'a pas les moyens ou qui ne se soucie pas d'emmener une fille prend à son service un vaurien quelconque. Ces garnements sont légion. Ils assistent le combattant, pansent le cheval, portent d'une étape à l'autre la cuirasse ou le mousquet; on les trouve presque toujours en compagnie d'un chien. Fieffés dénicheurs, agiles espions, ils s'en vont très loin pousser des reconnaissances, découvrir des vivres, déterrer l'argent caché. Là aussi, toute une gradation de vices et d'ambitions, de ressources ou de talents, depuis le page élégant qui caracole derrière le généralissime, jusqu'au chemineau malingre qui court sur les talons d'un gueux ou d'un traînard : voici la livrée voyante du valet d'officier; la pertuisane enrubannée au poing, il doit frayer passage; — c'est l'ordonnance plus martiale du commandant de l'escadron; ce soir peut-être il jouera sa vie pour sortir de la mêlée le corps mutilé de son maître; — et là, c'est l'humble décrotteur, frère d'armes quasiment d'un mousquetaire aux poils blanchis, qui se rengorge sous le pa-

nache à l'instant ramassé dans la poussière et qu'il vient de piquer à son chapeau troué.

Ce monde est terrible au pillage. Comme des oiseaux de proie, les femmes, les ribaudes, les valets s'abattent sur quelque ferme, fondent sur la basse-cour, les étables; ils dévalisent les bahuts, brisent portes et clôtures; ils sacrent, vocifèrent, se couchent dans les lits, démolissent ce qu'on ne peut emporter. Ils forcent les malheureux paysans à atteler pour se faire ramener au quartier; on charge les chariots de meubles, futailles, provisions, effets, chacun se remplissant les poches, le pourpoint, les jupes de ce qu'on ne peut plus serrer dans les coffres, les sacs, les paniers. « Alors, ainsi que le décrit l'auteur de la *Defensio patriæ* (1621), sur l'entassement des véhicules s'empilent femmes, enfants, gourgandines, comme des chenilles sur la feuille d'un chou. Les plus ingambes prennent les meilleures places, puis vient la progéniture, enfin le butin. Chacun s'efforce de s'emparer de ce que l'autre vient d'agripper. Les femmes de soldats se battent avec les ribaudes, toutes s'injurient. Elles redescendent pour mieux se colleter, se prendre aux cheveux, se jeter des pierres. Les hommes s'en mêlent, prennent parti; ce sont des batailles, le sang coule. Ces scènes se renouvellent; à chaque fois on compte trois, quatre, dix morts. La bande apaisée remonte sur les chariots si outrageusement chargés que les chevaux ne peuvent suffire; il faut atteler des bœufs afin de démarrer. Personne ne veut descendre aux montées, car on a peur d'être supplanté par ceux et celles qui suivent pédestrement et qu'aucune force n'arriverait à déloger. Ce peuple crie, menace, hurle; les coups pleuvent dru sur les attelages épuisés. Les brutes frappent du pied, du bâton, de la pointe de leurs armes; les chevaux, les bœufs s'abattent, crèvent.

D'autres fois, les ribaudes n'entendent pas être traînées par des bœufs ; il leur faut des chevaux, qu'on est obligé d'aller quérir à des lieues. Enfin, lorsqu'on arrive à l'étape, les gens retiennent les conducteurs, les font marcher plus loin : on se prélasse sur les chariots, avec lesquels un beau jour les ribaudes se sauvent en plantant là compagnons et volés. »

Un régiment de fantassins avait eu, au début de la guerre, à fournir une longue traite dans le propre pays du souverain qui l'avait enrôlé. On s'avisa de dénombrer les filles et les valets ; leur effectif s'équilibrait avec celui des combattants. Dans l'espace d'une semaine cette bande fit rafle d'une telle quantité de chevaux que chaque soldat fut à même de se monter. Le colonel sévit assez énergiquement pour faire lâcher prise à plusieurs, démonta de sa main les plus entreprenants, restitua une bonne partie des animaux volés, mais sa volonté et ses menaces se brisèrent contre l'obstination des filles, qui, les premières, s'étaient mises à profiter de l'aubaine et n'entendaient pas y renoncer. La troupe prit fait et cause pour les amazones, refusa de marcher ; le prévôt y perdit son latin. Il fallut en passer par là. Chaque ribaude chevauchait ; celles qui ne pouvaient se tenir en selle se groupaient par charrette attelée de trois ou de quatre chevaux.

Nous constatons qu'il n'est pas facile de contenir ces éléments désordonnés et encombrants placés virtuellement sous la haute surveillance d'un homme à poigne qui exerce un pouvoir presque absolu sur tous ceux qui, à un titre quelconque, font partie du train d'armée. Ce « prévôt des ribaudes » est un personnage qu'il est prudent de ménager. On le prend, d'ordinaire, parmi de vieux soldats réformés. Au jour du rassemblement, le colonel l'a présenté officiellement à la troupe en recommandant de

l'honorer plus encore pour les services rendus que pour les attributions inhérentes à ses nouvelles fonctions. La présentation faite, le prévôt s'est incliné cérémonieusement et a adressé aux assistants un discours dont la substance a été qu'il fallait lui confier en toute sécurité femme, enfant ou compagne et ne pas lui garder rancune des mesures de rigueur qu'il se verra contraint de prendre.

Les compétences de la charge sont nombreuses, multiples les obligations. Quand le prévôt commande le train d'une armée, on lui donne un adjudant, un enseigne et un fanion particulier dont le motif représente une femme nue. Il organise et fait marcher son monde militairement en rangs et en groupes. L'ordre de la colonne est le suivant : en tête, le prévôt, l'essaim des filles les plus avenantes, qu'il s'agit de protéger, durant le trajet, contre les entreprises des traînards ou des valets ; puis le gros ; on arme les femmes les plus valides d'une hallebarde, car les attaques sont toujours possibles ; en queue, les valets, les chariots, les enfants, les bagages, les chiens. L'ordre de marche insiste sur la tenue à conserver, sur une bonne impression à produire. « Le prévôt, disent les règlements, empêchera l'éparpillement dans les hameaux et les campagnes, à la façon des Tziganes et des Tartares. » Le train ne doit revêtir ses quartiers qu'après l'installation complète des combattants, parce qu'on sait les filles et valets toujours disposés à fondre les premiers sur les approvisionnements ; tout, alors, disparaît comme par enchantement, le bois, les fourrages, les bottes de paille (Fronsperger, *Chroniques*). Pareillement, en quittant une ville ou un camp, le train et les convois se mettent en mouvement les derniers. Un combat est-il prévu, le parc s'établit derrière le gros de l'armée. On masse les chariots en demi-cercle ou par groupes carrés, le peuple au centre, chacun

à son poste de défense. Les surprises de cavaliers ennemis ne sont pas rares. En attendant les secours, il s'agit de tenir bravement et parfois pendant longtemps. Le soin de nettoyage des huttes, du balayage des ruelles à l'intérieur des cantonnements incombe aux filles, à cet effet sous la direction de valets spéciaux; malheur à celles qui refusent le service ! Les plus récalcitrantes sont livrées aux mégères, qui les fustigent impitoyablement. Lorsque les circonstances le réclament, tout ce monde s'emploie à lier des fascines, à combler des fossés, à garnir de palissades les tranchées.

Le train se grossit du nombre des vivandiers, gens importants, qui possèdent dans leurs chariots cerclés, cordés, la majeure partie du butin réalisé par les soldats; eux aussi prêtent le serment au drapeau; on les arme. Au bout de la colonne, enfin, grouille une cohorte de trafiquants, de brocanteurs, de palefreniers et conducteurs d'attelages. Chacun de ces groupes a son fanion.

Le train, on s'en convainc, présente un développement immense : c'est un corps d'armée à la remorque d'une armée. Nous pouvons nous figurer ce qu'ont été ces agglomérations et quelle importance a dû prendre, dans ces conditions, la question de leur subsistance, question en connexion étroite avec le sort d'une armée et avec celui des contrées sur lesquelles de pareilles foules se ruent.

Le chroniqueur Adam Junghans rapporte que dans un bourg assiégé où, par conséquent, le train devait être réduit à la plus simple expression, la garnison, soit un régiment, comptait 300 valets, 50 filles, 40 traitants et vivandiers : le tiers de l'effectif des combattants. Wallhausen cite un régiment composé de 3,000 combattants, avec une suite de 4,000 personnes de tout acabit; dans un autre,

à l'effectif de 1.000 cavaliers et de 1,000 fantassins, il a compté 400 chariots attelés chacun de quatre chevaux; dans un autre, enfin, 300 chariots bondés de femmes et d'enfants suivaient les compagnies, qui, à un moment donné, refusaient de marcher si l'on ne portait pas le nombre des chariots à 30 par compagnie. C'est ainsi encore qu'une armée de 20,000 hommes traînait après elle 4,000 femmes, sans parler du train réglementaire.

Un régiment de l'Allemagne du Nord, à l'effectif de 3,000 hommes, quittait au début de la guerre ses cantonnements, avec lui 2,000 femmes. Le commandant se promettait de saisir une occasion propice pour débarrasser la colonne de ces impedimenta. Les jours passaient. On arriva sur les bords d'une rivière que les combattants reçurent l'ordre de franchir incontinent; le colonel enjoignit, par contre, au train de demeurer sur la rive et défendit aux bateliers, sous peine de mort, de transborder qui que ce fût durant les cinq jours suivants. Ce qu'apprenant, les femmes restées en deçà de l'eau éclatèrent en un concert de cris, d'imprécations, de menaces, auquel s'associèrent les soldats ainsi privés de leurs moitiés; on déclara ne plus vouloir avancer. Tout plutôt qu'une débandade! car le temps pressait. Le colonel céda, mais, résolu à garder le dernier mot, il fit battre la générale et annoncer que seules les femmes mariées seraient autorisées à suivre. Peine perdue! On vit les non mariées courir les villages, ramener des officiants : en deux jours, 800 filles, parmi elles le rebut des créatures, trouvaient mari.

Jusqu'à la fin de la guerre, les proportions des convois ne cessent de croître, quoique, pour un temps, Tilly, Wallenstein, Gustave-Adolphe parviennent à endiguer le torrent. En 1650, après le licenciement d'une notable partie des troupes, nous trouvons à Köthen quatre

compagnies suédoises dont l'effectif est de 690 soldats, 650 femmes et 900 enfants. Le général Gronsfeld mentionne dans un rapport, en 1648, que l'armée autrichienne et bavaroise compte 40,000 combattants touchant des rations de guerre et 140,000 surnuméraires ne dépendant que d'eux-mêmes.

Les annalistes qui relatent ces faits posent, à titre de réflexion, cette question véritablement très suggestive : « De quoi ces bandes auraient-elles pu vivre, si, au jour le jour, elles n'avaient pas volé de quoi ne pas mourir de faim? Mais qu'ont-elles pu trouver dans un pays où l'armée s'était répandue et où il n'existait plus un seul hameau où l'on eût pu trouver, même en le payant un monceau d'or, un seul morceau de pain? »

V

L'établissement d'un camp nécessitait quelques travaux préliminaires. Avait-on choisi un emplacement qualifié, si possible à proximité d'un cours d'eau, on délimitait, tout d'abord, l'espace réservé au général et à son état-major. On isolait cet espace au moyen d'une palissade ou de terrassements, tout au moins par une lignée de hallebardes fichées en terre et, tant bien que mal, reliées entre elles. L'entrée de ce quartier était rigoureusement interdite. Près de là devait se trouver le corps de garde, donnant sur une place plus ou moins vaste qu'on délimitait en losange ou en carré, et à l'autre bout de laquelle, en cas de séjour prolongé, s'élevait la potence. On jalonnait ensuite, par rangs parallèles, les emplacements destinés aux

compagnies, chaque rangée étant calculée pour 50 hommes, soit pour le nombre correspondant de cabanes ou de huttes. Plus loin s'étendait la partie du camp destinée aux officiers supérieurs, ceux-ci disposant de tentes coniques, bariolées, spacieuses, au prorata du rang, et assujetties en terre par des cordes.

Le capitaine s'installait à l'extrémité, le lieutenant vers le milieu des rangées d'une compagnie. L'enseigne se casait immédiatement derrière le front de bandière ; il partageait son logis avec le chirurgien ; l'aumônier couchait dans le voisinage du capitaine.

Les combattants édifiaient eux-mêmes, sur le terrain respectif, les abris où, deux par deux ou quatre par quatre, les femmes, les enfants et les chiens en sus, ils avaient à se grouper. Les matériaux pour ces cases, paillottes ou gourbis provenaient presque toujours des fermes voisines préalablement mises à sac. A l'entrée des cases, les hommes devaient ficher en terre, bien en évidence, leur pique ou leur hallebarde, la pertuisane ou la fourche à mousquet, afin que de loin déjà on pût reconnaître le grade de l'habitant et l'arme à laquelle il appartenait.

Sur le pourtour du camp disposé de cette façon et où l'armée se serrait compagnie par compagnie et régiment par régiment, une large bande de terrain inoccupé constituait le lieu pour les appels ou rassemblements ou, comme on la nommait, la « place d'alarme ». Antérieurement, on entourait le camp de tous les chariots du train, qui, accouplés par de fortes chaînes et placés sur deux rangs concentriques, formaient une enceinte — l'ancien camp germanique — où l'on ménageait des ruelles pour la commodité du service. On adossait au rempart, constitué par les chariots, des appentis ou hangars pour les chevaux et les cavaliers. Cet ensemble, grossi de l'entassement

des bagages, équivalait à une muraille protectrice. A ce dispositif suranné, — on y reviendra cependant quelquefois durant la guerre, — on avait substitué un système de fossés extérieurs et de retranchements ou d'escarpes de terre avec palissades, en intercalant, aux points les plus vulnérables, et près des issues, des pièces d'artillerie. En dehors de cette ceinture on installait des postes de mousquetaires que des piquets de cavalerie reliaient entre eux.

Près de l'entrée principale, la tente du porte-drapeau. La bannière flotte hissée au mât. A terre, devant la tente, un tambour. L'arquebusier de service, tenant d'une main son arme appuyée sur la fourchette, et de l'autre, le boutefeu, monte sa faction. Le mot de passe donné, il nous laisse entrer au camp afin d'y nouer connaissance avec les éléments qui s'y coudoient.

Aux premiers bruits de guerre un exode de tous les pays d'Europe s'était produit vers les places d'enrôlement. L'amour du métier ou les perspectives du butin avaient attiré mercenaires et soldats de fortune des peuples les plus divers, amalgamé les races, les idiomes, les vices de tribus ennemies ou consanguines. Du côté des protestants ce sont les descendants des anciens troncs germaniques : Anglais, Danois, Écossais, les gens des Pays-Bas quasi compatriotes, et les clans alliés de la Suède acclamés aujourd'hui comme des libérateurs et maudits demain pour leurs crimes et leur oppression ; des Finnois, même des Lapons, qui, en 1630, débarquent avec leurs rennes sur les côtes des Marches. Chez les Impériaux, la bigarrure des origines et du sang est plus complète : Wallons, Irlandais, Polonais abhorrés, astucieux Italiens, d'innombrables Espagnols, et de tous les confins slaves les types les plus disparates et les plus fantastiques. La Ligue aussi recrute la plus grande partie de ses troupes parmi les mercenaires

étrangers. Mercenaires, ces combattants le sont avant d'être des guerriers; l'appât du gain et du pillage prime les sympathies, les traditions, les croyances; il se double de mille raisons personnelles : entraînement du moment, quelque rancune inassouvie, une rencontre fortuite, l'attirance qu'exercent des couleurs éclatantes ou le nom sonore d'un chef; pour plus d'un, la destinée se lie, pile ou face, dans la fumée du vin : mirage innomé, toujours fallacieux et sanglant. Dans cette juxtaposition des constituants les plus dissemblables et cependant ressemblants, la commune fraternité d'armes n'éteint ni les haines ni les rivalités, qui ne s'endorment ni ne s'émoussent sous les mêmes drapeaux. Aussi, dans chaque armée est-il indispensable de parquer les différents éléments par « nation ». Partout on évite de trop rapprocher les « Welches » et les « Teutons ».

L'espace qui s'étend devant le corps de garde sert de forum et de place pour les jeux. Là, sur des manteaux étendus au ras du sol, des cornets et les dés. Les traditionnels jeux de cartes, passe-temps favori des lansquenets, — le lansquenet, introduit en France par les soldés allemands, y a une grande vogue sous Louis XIII et Louis XIV, — commencent à être démodés; les troupiers du dix-septième siècle leur préfèrent les dés comme plus expéditifs et plus émotionnants. Ce jeu prenait-il des allures dangereuses, les prévôts l'interdisaient pour un temps; on surprenait alors les joueurs bravant la surveillance et se réunissant dans des cachettes où ils perdaient subsistances, chevaux, vêtements. L'autorité, afin de parer à ces abus clandestins, avait imaginé de ne permettre ce jeu que sous le contrôle, du reste illusoire, du corps de garde précisément. Des commissaires de la prévôté observaient les passes, empêchaient les enjeux inconsidérés, jugeaient

des coups; les joueurs heureux leur versaient un tantième des gains. Le jeu se déroule avec trois dés; d'innombrables combinaisons en augmentent l'attrait et les péripéties. Souvent les dés sont pipés; il faut déployer mille ingéniosités pour surprendre les coupables en flagrant délit. Autour de ces tapis se presse un public passionné qui s'enflamme pour l'un ou l'autre des partenaires, parie, vocifère contre la malchance; dans la foule comme dans le cénacle des joueurs on en vient aux mains, les rapières sortent du fourreau. Entre les groupes se glissent des trafiquants, ordinairement des juifs, taxant les valeurs exposées, les objets mis en gage : bagues, pierreries, ou les changeant contre des florins ou ducats rognés.

En arrière des tentes des officiers supérieurs et des prévôts, voici, à la distance d'une largeur de route, l'emplacement où se remisent les débits des vivandiers, les baraques des fournisseurs, rôtisseurs, mitrons et bouchers. Le prévôt, auquel ces gens paient une redevance en argent ou en nature, — dans les armées allemandes, le prévôt touchait la langue de chaque bœuf qu'on débitait au camp, — fixe le prix des denrées, des boissons, des victuailles; il inscrit à la craie, lui-même, sur les fûts mis en perce ce que coûte le broc ou le pot de cidre, de bière ou de vin. Ces rapports entre surveillant et surveillés valent à ces derniers quelques allégements, de nombreuses douceurs à celui-là. Les vivandiers se rattrapent sur les gros comptes ouverts aux officiers et sur les petits crédits accordés aux soldats, comme aussi sur les services particuliers qu'ils se font payer en cumulant, avec leurs fonctions, celles de pourvoyeurs de menu fretin féminin.

Dans l'intérieur même du camp, les guerriers s'assemblent devant leurs cabanes, encombrent les carrefours des ruelles; les femmes y cuisinent, garnissent huttes et

tentes de leur lessive, reprisent les équipements désemparés, se houspillent de ménage à ménage, s'apostrophent et caquettent. Les disputes occupent les heures de loisir : des injures on passe aux batteries entre armes différentes, entre « nations ». Nous avons déjà remarqué que la discipline ne s'impose nullement ; les causes majeures en sont connues, et précisément ces attroupements de soldats qui gesticulent, hurlent, menacent, s'en prennent à la solde non payée, clament contre le déni de justice et bravent les ordres d'officiers sans autorité. Ceux-ci viennent, pour temporiser une fois de plus, de distribuer le produit de réquisitions forcées, de promettre mille châteaux en Espagne pour les jours prochains d'une victoire ; mais on ne leur accorde plus créance, on ne veut plus être payé de mots ; les plus exaltés se mutinent, et comme hier, le colonel va sévir par la corde et les fusillades.

Et cependant ces gens doivent subsister, sans parler de la nécessité où l'on se trouve de les conserver en main pour l'action. Plus la pénurie d'argent croît, plus on dépend d'eux, plus aussi ils se solidarisent dans leurs revendications ou dans leur refus d'obéissance. Il est malhabile de parler à l'oreille de ces ventre-creux, malaisé de calmer les murmures, de réveiller l'amour-propre ; on n'y aboutit que par les promesses d'un pillage sans frein.

Au contraire, si les pandours se trouvent confortablement installés, ils estiment les prestations militaires incommodes ou périlleuses, soit que les perspectives de butin paraissent hors de proportion avec les risques à courir, soit que, en s'exposant aux dangers d'une nouvelle expédition, ils craignent de perdre le butin qu'ils ont réalisé jusqu'ici. Par la force des choses, les officiers sont amenés à atermoyer pour éviter la rébellion et surtout les

désertions; s'ils lâchent pour un moment les bandes qui tirent à la laisse, celles-ci s'abattent sur la contrée voisine. Dans les campagnes, c'est alors un débordement. Des hameaux, les convois, les chargements se succèdent vers le camp; le bétail y est chassé par troupeaux. Les malandrins dégarnissent les maisons de leur toit, de leurs planches, pour augmenter d'autant le confort de leur propre logis ou pour alimenter le feu des bivouacs. Les murs des demeures paysannes s'effondrent, les habitants fuient; tout est mis en coupe réglée; les filles, les vivandiers, les rôdeurs emportent le peu qui reste : étables, celliers, jardins, tout est vidé.

D'autres fois, lorsque la troupe apprend qu'un envoi d'argent est arrivé au camp, sans attendre la distribution réglementaire, elle fait main basse sur le magot et se paie elle-même. D'occurrence, alors même qu'aucune solde arriérée n'était en jeu, on a vu une troupe s'emparer d'un convoi, prétextant qu'elle agissait de la sorte par mesure précautionnelle, se payant d'avance de peur que l'argent ne passât en d'autres mains.

Au milieu de ce dérèglement règne, en de certains détails, un semblant d'ordre. Un roulement de tambour ou la sonnerie des crieurs annonce chaque matin, chez les Impériaux comme chez les Suédois, la prière commune et, les dimanches, la messe ou le service de l'aumônier. La troupe, à l'heure prescrite, s'installe à terre dans un recueillement de circonstance, cependant que les prévôts font le tour des huttes, où il est interdit de se retirer, et inspectent les gargottes, qui doivent rester closes. Avec le temps, ces pratiques tomberont en désuétude. Au camp, les ordres ou signaux militaires se donnent pour l'infanterie au moyen de tambours — instruments très hauts et étroits; pour batteurs on prend d'ordinaire de jeunes gar-

çons cumulant dans les compagnies l'emploi de bouffon; — pour la cavalerie, au son du clairon. Chose curieuse, les armées allemandes (début de la guerre) ne connaissent qu'un seul mode de sonnerie, c'est-à-dire que signaux et ordres, peu importe leur nature, sont donnés au moyen des mêmes signaux; aussi, pour leur transmission et jusque dans les parties les plus reculées du camp, le trompette est suivi d'un héraut à cheval qui, après la sonnerie (en somme, un avertissement), proclame la teneur des ordres. Le héraut, pour ces circonstances, endosse une housse ou lévite de soie unie, sur le devant et sur le dos de laquelle se carre la broderie de l'écu du général en chef. Ces proclamations se font, le plus souvent, dans la soirée, annonçant ainsi le travail du lendemain; ce mode de procéder présente les inconvénients majeurs de retarder l'exécution prompte d'un ordre, de divulguer les préparatifs et les détails d'une prise d'armes, de favoriser parfois la trahison et toujours l'indiscipline, en ce sens que les pillards, connaissant d'avance le temps dont ils pourront disposer, s'arrangeront en conséquence pour leurs expéditions nocturnes.

En temps heureux, des revendeurs venant souvent de très loin débarquent au camp avec des étoffes précieuses, des bijoux, des friandises. Ces déballages entretiennent la manie du luxe — prodigieux au début de la guerre chez certains officiers; pas de capitaine qui n'eût en tête de se pourvoir d'un cuisinier français, et qui ne traînât parmi ses bagages des futailles des meilleurs crus, — et incitent aux plus folles dépenses. Les couples se montent. Les vrais jours de liesse sont ceux qui suivent le pillage d'une contrée jusqu'alors épargnée ou le sac d'une ville. Les chariots rentrent gorgés de butin, les roulottes des vivandiers sont bondées de victuailles, encore que les

trafiquants aient racheté, au cours de la route, ce que les soldats n'ont pu emporter. Chacun mange et boit à pleine panse. Les ripailles se doublent de sarabandes où chacun s'exhibe affublé des ornements les plus disparates, se pavane de parures volées ou acquises à vil prix : drap de pourpre dont les marouffes se taillent des culottes passepoilées de galons d'or, plumes multicolores sur l'accoutrement des ribaudes. On s'équipe de neuf; les valets portent des fraises tuyautées ou des mantelets de velours. Certains corps, les régiments exotiques des Impériaux notamment, se distinguent par leur dévergondage et l'abondance des prises. Ainsi nous voyons les Croates (hiver 1630 à 1631) plastronnés d'énormes plaques d'argent, martelées, ornées d'écus d'or — on en a compté jusqu'à trois cents — incrustés dans le métal de ces sortes de cuirasses; les filles, dans leurs rangs, se drapent des étoles, des chasubles, des surplis volés dans les sacristies. D'autres ont de volumineuses ceintures brodées emplies de pièces d'or. D'autres enfin boivent dans les ciboires ou les calices qu'ils feront fondre, par la suite, en pectoraux, en larges bracelets, en anneaux.

Les jours de saturnales se feront rares au fur et à mesure que la guerre se prolongera; les privations et la misère deviendront le lot du plus grand nombre, les moments d'un bien-être relatif s'espaceront; bientôt, ce sera la disette et la famine. Par un juste mais terrible retour des choses, la destruction des campagnes et l'œuvre de mort accomplie sur les sources premières de l'existence et sur l'homme, se vengent sur les envahisseurs et les déprédateurs. La ruine surprend et désagrège les armées elles-mêmes. L'activité s'est arrêtée, la vie s'est éteinte; la faim et la peste déciment les quartiers et les camps. Tout ravitaillement ayant cessé, le prix des subsistances

s'élève fantastiquement. En 1640, dans le pays de Gotha occupé par les Suédois, un pain se paye un ducat. L'existence devient un supplice même pour les plus endurcis. Partout des êtres émaciés; dans chaque tente, un moribond, un cadavre. Autour des agglomérations, des charognes pourrissent : l'eau, l'air véhiculent des pestilences. Les camps se transforment en charniers.

Les foules grouillantes du train d'armée, femmes, enfants, filles, valets, disparaissent dans les fosses communes. Bientôt même les morts resteront là où les corps sont tombés. Au ras des terres, des chairs sans sépulture; des os que viennent ronger les chiens, les chiens que les plus affamés abattront et dépèceront afin de subsister.

VI

L'homme, dans ces conditions, retournait à la barbarie. Son existence incertaine, aventureuse, instable, était faite pour déchaîner toutes les concupiscences, aviver ces dispositions vicieuses qui sommeillent dans la nature humaine, réprimées qu'elles sont par les obligations de la loi civile ou morale, mais qui font explosion lorsque, pour une cause ou l'autre, la contrainte se relâche, à plus forte raison quand toute retenue disparaît. L'individu est alors le jouet des sautes qui l'assaillent; aucune considération n'arrête plus ses impulsions; irréfrénées, celles-ci tiennent lieu de mobiles, de représentations, de ressort : la volonté choit, la conscience est en léthargie : l'homme ne compte plus qu'avec le danger ou la jouissance de l'heure présente; ses notions, aspirations, ambitions

morales et viriles sombrent ; c'est ainsi un retour à l'état sauvage.

De dessous les décombres et les ruines une lueur peut filtrer. Pareillement, dans ce milieu de raréfaction morale, tout vestige de vertus humaines n'avait pas disparu, quelques qualités projetaient leur vacillant mais indestructible éclat.

Chez les meilleurs soldats certaines conceptions justes subsistaient, bien que cristallisées dans ce qu'ils considéraient constituer le devoir militaire ; de là, le respect des obligations inhérentes à la prestation du serment. Le bon soldat éprouvait ce sentiment de fierté naïve, exagérée peut-être, mais qui constitue un stimulant heureux, caractéristique du troupier de toutes les époques et de tous les pays, et qui lui suggère l'idée d'une maîtrise sur le commun peuple, de sa domination sur les espaces, d'une mission dont il serait investi. Ce sentiment ennoblissait le métier et l'homme ; celui-ci y puisait un appui, de la dignité, une douceur, car ce sentiment résumait pour lui le complexe que nous appelons l'honneur militaire. C'est ce qui différenciait le cocardier loyal, brutal peut-être et soudard, mais chevaleresque encore, du soldat de nécessité ou d'occasion qui ne subit la corvée et qui ne s'expose au danger que pour toucher le prix de ses services, ou bien pour se venger de la sujétion dans le pillage ou le crime. Les cocardiers n'en changeaient pas moins, et fréquemment, de drapeau ; mais à chaque fois ils restaient fidèles à la parole donnée tant que l'engagement durait. Entre troupiers animés de cet esprit, l'estime n'allait qu'à ceux qui faisaient preuve de bravoure, d'endurance, de stricte observance des règles militaires, on pourrait même dire confraternelles, en usage dans les armées. Ces règles constituaient un code étrange remontant très loin, dans

certains détails duquel nous relevons un caractère presque touchant. C'est grâce à sa survivance, jusqu'aux plus mauvais jours des dernières années de la guerre, que se perpétuèrent et surnagèrent les notions les plus essentielles du droit des gens et les traditions des devoirs qu'impose la dignité humaine.

A l'égard de l'ennemi on procédait avec une certaine courtoisie, avec commisération, parfois avec cordialité envers un vaincu. Changer de parti passant pour une chose naturelle et se produisant couramment dans tous les camps, il s'était formé une espèce de camaraderie englobant corporativement amis et ennemis. Les hommes savaient approximativement, d'armée à armée, à qui ils auraient à faire, avec qui ils se trouveraient en présence; ils connaissaient, de part et d'autre, les aptitudes, les particularités et jusqu'aux lubies des différents chefs et officiers; presque toutes les vieilles moustaches avaient dans le camp ennemi des accointances ou des relations de plus ou moins fraîche date. Aussi, partout où deux corps se faisaient face, sur les bords du Rhin et sur le Lech, ou sur l'Oder et sur l'Elbe, chacun pouvait s'attendre, qui à se rencontrer avec un ancien frère d'armes, qui à partager sa hutte avec un vaincu hier encore son vainqueur.

Selon la règle on « accordait pardon », on « donnait quartier » au prisonnier qui vous en priait; le plus souvent on « offrait quartier ». On refusait quartier à celui qui s'était battu ou comporté contre les usages en vigueur, ou à ceux qu'on tenait en suspicion de sorcellerie. Entre un vainqueur loyal et un honnête vaincu s'établissait un « cartel », c'est-à-dire un engagement implicite et réciproque, neuf fois sur dix tacite, en vertu duquel le vainqueur protégerait son prisonnier et le vaincu ne chercherait pas à s'enfuir. La coutume voulait qu'on enlevât au

vaincu son arme, le brassard, le plumet ou le panache du chapeau. Appartenait de droit au vainqueur tout ce que les poches du vaincu contenaient; au reste, le troupier qui savait son métier offrait d'emblée ce qu'il portait sur lui. Accordait-on ce qu'on nommait le « quartier hollandais », le vaincu gardait par devers lui « toute chose que le ceinturon couvrait, enserrait, contenait ». Celui qui se refusait à accepter quartier ou qui « dénonçait quartier » ou « pardon » n'avait qu'à se préparer à mourir s'il ne réussissait pas à s'évader à temps. Pour la conduite des prisonniers on attachait ceux-ci bras à bras, et deux par deux, après leur avoir enlevé leurs bretelles ou le ceinturon, de sorte qu'ils étaient obligés, en marche, de retenir leur culotte avec la main restée libre. Les prisonniers pouvaient être échangés ou relâchés contre paiement d'une rançon dont on fixait le montant au prorata du grade ou de la qualité du captif; le tarif de cette rançon variait d'une armée à l'autre, comme aussi selon les nécessités du moment.

Lorsque, durant la seconde moitié de la guerre, l'enrôlement d'hommes valides s'effectuera de plus en plus difficilement, le commandant gardera les prisonniers pour les encadrer dans ses propres régiments et les assermentera afin de se les attacher. L'enrégimenté malgré lui n'avait donc d'autre alternative que celle de se lier; on voyait alors les plus scrupuleux faire contre mauvaise fortune bon cœur et rester fidèles à ce nouveau serment; les moins bons le rompaient, s'échappaient et retournaient à leur corps, où les attiraient un arriéré de solde, les jouissances de l'amour et les habitudes d'antan. Le colonel rachetait, d'ordinaire, à ceux des hommes de son régiment qui avaient droit de capture, un prisonnier de haut parage et négociait de la rançon pour ses propres compte

et profit. Au camp on accueillait les officiers avec déférence, chacun sachant que ces procédés créeraient des titres à la reconnaissance des captifs, dont pourraient bénéficier, plus ou moins prochainement, ceux qui se montraient empressés.

Les rixes, nous l'avons dit, étaient journalières. Un code formaliste et minutieux existait à l'usage des duellistes. Non pas qu'on ne réprimât, très durement parfois, les « affaires » : ainsi Gustave-Adolphe punissait, même de mort, les officiers pour s'être battus ; mais, insoucieux ou impuissants, les colonels ne faisaient plus respecter les édits prohibitifs. Les intéressés, au début de la guerre, attendaient pour vider une querelle ; du moins ils choisissaient un endroit écarté hors du quartier. Plus tard, ils ne se gênèrent plus. On se battait en tout lieu, soit à pied, soit à cheval, à l'épée, au pistolet, au mousquet. Le provocateur, suivant l'usage établi, jetait son gant, lequel lui était restitué, après le combat, en signe d'oubli, par les témoins ou par l'adversaire lui-même. D'ordinaire, seuls les deux adversaires croisaient le fer ; d'autres fois, les témoins se battaient aussi. Un juge, qu'on nommait « l'impartial », dirigeait le combat. Avant le duel proprement dit, les témoins promettaient solennellement « de n'aider, secourir ou venger, ni avant, ni pendant, ni après le combat, les camarades en présence ». Ceux-ci se donnaient la main et d'avance « s'accordaient pardon ». Le corps à corps était jugé licite. Donner un coup de pointe dans le dos de l'adversaire passait pour une incorrection, sans pour cela disqualifier personne...

La bonne humeur habituelle au soldat, tant que les privations n'étaient pas trop dures, ne faisait pas défaut, si nous en jugeons par les très rares chansons militaires de cette époque. Ces chansons, transmises d'une génération

à l'autre ou créées de toutes pièces autour des feux du bivouac, disaient les péripéties des journées, ridiculisaient un personnage ou une situation : gaudrioles vantardes ou grivoises, ritournelles inoffensives ou obscènes, lamentations rimées qu'inspirait l'invasion de la vermine, cette plaie de tous les camps, burlesques parodies d'adages ou d'us militaires ou paysans. Les assistants en scandaient les refrains du cliquetis des armes, avec des reprises d'un étourdissant plain-chant. La transcription ne rend ni l'originalité, ni même le vrai sens de ces productions : « La terre est ma couche, le ciel est mon toit ; mon manteau me sert de maison, mon épée, de charrue. » — « Quand le soldat vient au monde,... monde, monde, avec lui naissent trois lutins, tins, tins ; le premier fournira la pitance, tance, tance ; le second une fille de joie, oie, oie ; le troisième, quand tout est fini, ni, ni, nous mènera chez Lucifer (*bis*), etc. » Le tabac, introduit, au début de la guerre, dans les armées allemandes, entre autres aussi par les Hollandais et les mercenaires anglais, — le roi d'Angleterre, Jacques Ier, en avait interdit l'usage dans son royaume en 1604, — s'était très vite répandu. Les soldats donnant l'exemple, bourgeois, artisans et campagnards fumaient frénétiquement. Grimmelshausen rapporte que sur dix ouvriers ou manants, neuf chiquaient ou avaient en travaillant la pipe à la bouche. Les gens de qualité prisaient.

La promiscuité avec les mercenaires italiens, français, espagnols, croates, hongrois, slaves, eut un effet de suggestion phonétique : l'allemand intercala dans les phrases et substitua à certaines locutions des mots et vocables de ces différents idiomes. La langue nationale, au lieu de s'enrichir de termes nouveaux, s'appauvrit du fait de cet amalgame exotique ; le parler usuel dégénéra, tout d'abord dans les armées, en un charabia bizarre qui, loin de rendre

certains mots plus expressifs ou plus imagés, donna naissance à de laides interjections, à de plus grossiers jurements, à d'horripilants blasphèmes. Graduellement il en résulta un effacement des dialectes locaux et l'apparition d'une sorte d'argot renouvelé, au reste, de celui des lansquenets du siècle précédent. La soldatesque le trouva commode et utile dans les rapports avec les camarades qui n'arrivaient pas à apprendre l'allemand et avec les pandours qui suivaient les armées : juifs cosmopolites, Polonais receleurs, Tziganes fins dénicheurs et fournisseurs discrets. Avec le temps, et en outre de l'argot particulier aux malfaiteurs et qui varie suivant les pays, il se forme un jargon pour ainsi dire polyglotte, se composant de mots pris dans un sens différent de leur acception courante, suggérés par quelque onomatopée, ou entièrement fabriqués, et de mots exotiques pour la plupart estropiés. Cet argot sert à se reconnaître ; on le copie, il se répand, il s'adjoint des termes nouveaux, se généralise, passe dans les dialectes locaux et provinciaux, et se colporte dans les universités par les écoliers qui auront été enrôlés.

L'objectif primordial pour la conquête duquel le soldé mettait sa vie en jeu, le butin ! et l'espoir des plantureuses rapines, constituaient le ressort de ses énergies. La solde ne suffisait jamais ; au reste, on la payait mal. Le plus ou moins lointain mirage de jouissances ou de vanités satisfaites le soutenait au cours des privations et des dangers, doublait son élan, exaltait son courage ainsi fasciné. Bataille gagnée ! c'était le vin, un pourpoint brodé, un panache, une considération nouvelle dans la compagnie, une promotion, la débauche avec les filles. Cette hantise poussait aux pires violences, aux déprédations les plus honteuses ; elle constituait la plaie mortelle des armées. Le résultat d'un combat se trouvera plus d'une fois anni-

hilé par le fait d'une débandade intempestive dans le but de saisir une proie. Les gros coups de filet se comptaient. Tout abondant qu'il fût, le butin n'en disparaissait pas moins sur-le-champ dans de fous gaspillages ou des orgies grossières. On parlait dans toutes les armées des aubaines fortunées ; celles-ci ne profitaient pas toujours à celui que le hasard favorisait. Un simple soldat de l'armée de Tilly avait, pendant le siège de Magdebourg, fait main basse sur une futaille contenant, disent les chroniques, 30,000 florins, somme qu'il avait presque aussitôt perdue au jeu. Tilly le cita devant lui et l'apostropha en ces termes : « Tu aurais pu vivre ta vie durant comme un prince avec cet argent, mais puisque tu sais si mal tirer parti d'une telle chance, tu ne saurais non plus être utile à mon souverain. » Cela dit, il le fit pendre. Lors de la prise d'un faubourg de Prague, un Suédois s'empara d'une somme tout aussi importante, tout aussi vite dilapidée ; Kœnigsmark voulut, à son tour, faire un exemple ; le soldat sauva sa vie, cependant, grâce à cette réplique de favorable augure, qui désarma le colonel : « Votre Excellence aurait tort de me faire pendre, car je suis certain de réaliser un butin plus considérable encore lorsque nous prendrons d'assaut la ville. » La coutume s'était établie, pendant les dernières campagnes en Hongrie, de partager le butin avec les camarades d'une même compagnie ; par la suite, on procéda ainsi, que, tout en pillant chacun pour soi, les favorisés du sort auraient à offrir une part des prises effectuées par un groupe aux officiers de la compagnie, ceux-ci répartissant le tout entre les ayants droit.

Il ne faudrait pas croire que les vols ne se commettaient qu'aux derniers échelons de la hiérarchie militaire : en haut, les généraux versaient dans leur cassette une grosse

part des contributions de guerre. Kœnigsmark, précisément, jadis pauvre hobereau allemand, fut un des spoliateurs les plus rapaces de ce temps ; il emmena en Suède, sa nouvelle patrie, des convois d'argent et d'objets précieux et laissa à sa famille un revenu de 130,000 thalers. Les officiers supérieurs, y compris les chefs de compagnie, rançonnaient les bourgs et les villages, rompaient, un premier argent empoché, les engagements contractés, extorquaient aux populations épuisées leur dernier avoir. Chacun se laissait corrompre : le général, dont les princes croyaient capter les bonnes grâces en lui envoyant des chevaux de prix, de la vaisselle d'argent, des objets d'art ; — le capitaine, dont les villes redoutaient l'astuce dans une négociation en cours et dont elles cherchaient à gagner la protection par de fortes sommes et des futailles de vin ; — l'officier subalterne, qu'on espérait amener à composition en lui offrant des pièces d'étoffe, des armes, des plaisirs. Faveur, assistance, justice, adoucissements, égards ne s'obtenaient qu'à beaux deniers comptants. Voulait-on, par exemple, dans une contrée occupée, être libéré de prestations en nature ou épargné lors du pillage, l'autorité militaire détachait une escouade que vous aviez à payer un prix exorbitant au commandant avec lequel vous entriez en pourparlers ; vous aviez à goberger indéfiniment cette garde — la *salvia guardia*, — aux exactions de laquelle, pour peu que l'envie en prît à quelque forcené, vous ne pouviez vous soustraire. Si deux armées se trouvaient en présence, on était plus mal loti encore, car, désiriez-vous sauver le peu qui vous restait, il vous fallait acheter, solder et nourrir une sauve-garde de l'un et de l'autre camp. Entre ces escouades ennemies régnait, dans ces circonstances, un « cartell », c'est-à-dire une trêve. Les rares privilégiés à

même de s'entourer, toute relative qu'elle fût, d'une protection pareille pouvaient s'estimer heureux.

Au fur et à mesure que l'état de guerre se perpétue, les exactions et les déprédations se doublent d'abominables cruautés. Les supplices les plus inimaginables se commettent essentiellement dans le but d'extorquer le secret de quelque cachette, des délations ou des aveux, et, pour ainsi dire, avec une méthode qui, par son raffinement de férocité patiente, ajoute à l'horreur des souffrances. On lie un malheureux ; au travers de la langue on passe une ficelle qui, actionnée par un mouvement de va-et-vient, coupe l'organe ; le sang coule, fait râler, étouffe. Il en est d'autres que les tortionnaires sanglent sur un grabat, puis ils leur enduisent la plante des pieds de sel que des chèvres viendront lécher. Ou bien ce seront les doigts de la main qu'on attachera l'un à l'autre ; entre eux on force une baguette de fusil qui sciera, broiera les chairs, disjoindra les os. D'autres encore seront enfermés dans un four à pain dont on aura bouché les ouvertures avec de la paille à laquelle on mettra le feu. Tortures minimes en comparaison des atrocités innomables que subissaient les femmes et les enfants.

La nécessité où l'on se trouvait de pourvoir par des vols à la subsistance quotidienne eut pour résultat de développer dans les armées un esprit et des habitudes de partisans, première étape sur la voie du banditisme patenté. Les patrouilles d'éclaireurs et à la fois de fourrageurs, telles que Holk et Isolani les avaient organisées, se transformèrent, par l'adjonction d'individus isolés racolés pour le service du renseignement, mais qui en réalité s'enrôlaient aux seules fins de coups heureux à tenter, en bandes, lesquelles bientôt constituèrent de vrais corps francs. Ceux-ci, sans s'astreindre au service militaire

proprement dit, probablement aussi sans toucher de solde, se faufilèrent dans les armées, escortant les régiments, mais commettant sous le couvert d'une tolérance qui savait tirer profit du désordre des choses, les pires exactions dans les contrées amies ou ennemies. Baner, peu facile à émouvoir lorsqu'il s'agissait du soulagement des populations, finit par déclarer ces prototypes de francs-tireurs hors la loi, les chassa de l'armée et donna l'ordre « de les massacrer où qu'ils se trouvassent ». (Lettre patente de Baner, du 6 octobre 1637.)

D'autre part, à mesure que la zone de ravitaillement s'épuisait, force était d'en reculer toujours davantage le périmètre, parfois à plusieurs journées de marche loin du camp, les fourrageurs quêtant en outre des subsistances, du reste de plus en plus rares, des renseignements sur les mouvements de l'ennemi. Ce service en partie double prit une progressive extension. Les chefs, pour ces expéditions, choisissaient les plus agiles et les plus résistants de leurs hommes; la superstition s'en mêlait : la troupe, pour que l'expédition fût heureuse, devait compter un chiffre impair de participants ! Nous voyons ces patrouilles mettre en œuvre toutes les ruses pour dévaliser un château, surprendre quelque hameau, enlever un convoi, capturer du bétail ou s'enquérir adroitement des dispositions prises par l'ennemi. Les hommes se travestissaient en laboureurs, en mendiants, en rôdeuses, en colporteuses, etc.; pour donner le change, quant à la direction suivie, ils ferraient les chevaux les fers placés à l'envers, ou attachaient aux sabots des animaux emmenés de vieilles chaussures; pour tromper quant à leur nombre, on tirait des coups de mousquet dans des tonneaux vides, etc. Les patrouilles détachaient un des leurs pour transmettre quelque avis au chef du corps; ces exprès — les « pigeons

de campagne » — couraient mille dangers; les rapports étaient rédigés en argot entremêlé de signes conventionnels, quelquefois, paraît-il, en mots français orthographiés avec des lettres grecques. Les porteurs les cachaient, dissimulés entres deux feuilles de chêne, dans une motte de terre garnissant le bas des fontes; ou bien l'on se servait de chiens. Avec le temps, un grand nombre de ces coureurs céderont à la tentation de secouer le joug régimentaire, ils opéreront pour leur compte propre et formeront des bandes de détrousseurs parmi lesquelles accourront les éléments vaguant autour des armées : déserteurs, campagnards ruinés, valets et malfaiteurs, escarpes et misérables gueux. Banditisme à ciel ouvert, dont les armées elles-mêmes deviendront la proie. Les prises passaient alors entre les mains des trafiquants et des juifs; ceux-ci n'avaient cure que d'une chose : connaître la provenance du butin; rassurés sur ce point, ils brocantaient chez les Impériaux ce qui avait été volé aux Suédois et revendaient aux Suédois ce dont les Impériaux avaient été dépouillés. Ces bandes, nous le verrons, survivront à la guerre, ravageront des contrées entières où elles entretiendront un état de trouble et d'insécurité incompatible avec le travail urgent de la reconstitution sociale.

CHAPITRE II

I

Abstraction faite des villes impériales fortifiées selon les règles du génie militaire, la plupart des cités ou des gros bourgs étaient entourés de fossés plus ou moins larges et ceinturés de remparts ou de murs. A ce système de défense verticale ou « dominante », ainsi qu'on l'appelait, nous voyons se substituer graduellement, au cours du dix-septième siècle, le système inventé par Vauban, soit celui de la défense de côté ou de flanquement, qui prévoit des angles rentrants et saillants destinés à croiser les feux. Certaines places fortes présentaient différentes enceintes correspondant à autant de phases d'agrandissement de la cité, et d'autre part, aux progrès réalisés successivement dans les méthodes de combat ou dans la technique de la défense. Il avait fallu, depuis l'introduction de l'artillerie, abaisser les murs, élever des contrescarpes et remplacer les créneaux et les anciens remparts par des parapets en maçonnerie et en terre. Au tir dominant du haut des mâchicoulis et des crénelures avait succédé un tir rasant, les pièces d'artillerie étant placées, sans leur affût, sur le mur d'escarpe ou le talus en terre. En dehors des murs d'enceinte, on élevait des fortifications

passagères, redans ou lunettes, redoutes ou bastions reliés entre eux par des tranchées le long desquelles couraient des palissades ; des abatis, des chausse-trapes, des contremines venaient renforcer les œuvres qu'on défendait par échelons, ainsi que cela se pratiquait, d'après les règles du génie hollandais, dans les combats autour des forteresses.

Les gravures du dix-septième siècle nous montrent, ici, un bourg dont les remparts forment un carré parfait ou un rectangle ; là, une cité dont les hauts pignons émergent au-dessus de la ligne polygonale de courtines aux pans obliques, et, à quelque distance de l'enceinte, un bastion fermé ou une tour carrée faisant office de fort détaché.

Certaines villes, ainsi Nuremberg, sont encore à peu près ce qu'elles étaient il y a trois siècles. L'aspect de Rottenbourg sur la Tauber est, depuis cinq cents ans, toujours le même. Vous y verrez, seules ouvertures dans l'enceinte continue, des portes étroites, surmontées d'échauguettes, faciles à protéger et à défendre ; ici, une massive tour ronde, un donjon qui se dresse sur un monticule et qui profile sur l'horizon ses crénelures et ses machicoulis ; là, une citadelle, la « Burg ». En dedans du chemin de ronde vous suivrez des ruelles sinueuses que l'enfilade des fenêtres en lanterne, des toits pointus où s'étagent plusieurs rangées de lucarnes, fait paraître plus étroites encore. Ailleurs, vous trouverez un donjon central sur les tours de la maison de commune, les greniers du bailli, des édifices sans alignement régulier. Parfois le système de défense est complété par la construction d'une redoute ou bien on aura transformé, en vue d'un siège, le castel, la maison de ville ou quelque demeure seigneuriale ou bourgeoise bien assise et monumentale. Ces divers ou-

vrages étaient garnis de canons; on hissait des pièces d'artillerie jusque sur le sommet des tours. Cet ensemble ne constituait pas une forteresse dans le sens que nous donnons à ce terme, mais il impliquait la possibilité d'une résistance prolongée, même en cas d'attaque par une armée nombreuse, à condition que les remparts fussent solides et suffisamment armés, et que la population fût assez valeureuse et disciplinée pour tenir tête au danger. Nördlingen se défendit ainsi dix-huit jours contre les armées réunies de Ferdinand, de Gallas et de Piccolomini, un effectif de soixante mille assaillants, les bourgeois, soutenus par une troupe de cinq cents Suédois, réussissant à repousser successivement et victorieusement sept assauts.

Outre les villes libres et les places fortes, les cités ainsi retranchées formaient sur l'étendue des pays autant de centres de défense, et pour les mouvements stratégiques autant de points d'appui.

Même dans les bourgs, les rues, sur toute leur longueur, étaient pavées et pourvues de rigolons. Les places, la place du marché particulièrement, étaient encadrées de grandes bornes taillées, reliées l'une à l'autre par des chaînes. Au milieu des rues principales se dressaient d'élégantes fontaines surmontées d'un entablement ou d'une niche dans le style gothique, d'une statuette ou d'un motif héraldique. L'édilité veillait à une large distribution d'eau : aussi celle-ci ruisselait à flots dans de vastes bassins de pierre, pour s'écouler dans une canalisation souterraine ou à ciel ouvert. L'éclairage public faisait défaut. Pour sortir de nuit on s'armait d'un falot ou d'une torche de résine. Aux carrefours, les maisons d'angle présentaient, à la hauteur du premier étage, des supports, quelque chose comme une bassine où, en cas d'incendie ou de troubles, on brûlait de la poix. Contre les façades

des maisons désignées à cet effet, au coin de chaque rue, pendaient d'épaisses planches exactement aussi longues que la rue était large. Un incendie éclatait-il dans le quartier, on plaçait les planches en travers de la rue afin d'endiguer l'eau qui affluait d'amont : les interstices étaient bouchés avec du fumier. Cet espace formait ainsi un réservoir où l'on pouvait puiser à même. Cette besogne incombait à l'une ou à l'autre des corporations ; à Leipzig, par exemple, à la confrérie des aubergistes (règlement du feu de Leipzig de 1596). Le règlement de Brunswick de 1647 édicta des prescriptions analogues à l'exécution desquelles l'autorité veillait sévèrement.

Depuis un demi-siècle la police des rues et la surveillance des auberges avaient fait de sensibles progrès. En Saxe, l'électeur Auguste avait très judicieusement réorganisé l'administration dans un sens pratique : ses ordonnances et édits avaient été copiés par une grande partie des villes et des souverainetés et adaptés aux besoins locaux ; si bien que, à côté des différentes coutumes, des anciens règlements qui restaient en vigueur dans les territoires respectifs, un code administratif presque uniforme était appliqué dans plusieurs pays à la fois. Une garde urbaine avait l'œil ouvert sur les étrangers que leurs affaires amenaient dans la cité. De l'étroit chemin de ronde qui couronnait le faîte de la tour maîtresse, un veilleur à gages scrutait les environs, prêt à donner l'alarme. Le matin, vers midi, et le soir, un groupe de musiciens faisaient retentir leurs cuivres sur la plate-forme ou la galerie de l'église paroissiale ou du clocher : ils y instrumentaient, aux jours de solennité, soit un air populaire, soit un « choral », en guise d'aubade ou de couvre-feu. Le contrôle des autorités, toujours tatillonnes et souvent tracassières, s'étendait sur les bouchons, estaminets, auberges,

rôtisseries, vendages de boissons et de denrées, dont le nombre augmentait chaque année; — sur les pharmacies, soumises à des inspections régulières et qui, en dehors des philtres, drogues, panacées, débitaient les épices d'outre-mer et les fruits du Midi; — sur les bains publics, très courus, où, pour une somme modique, la ville fournissait l'eau chaude et l'eau froide, établissements très nombreux à cette époque dans toutes les parties de l'Allemagne, jusque dans les plus petits bourgs même du plat pays: — sur les cercles ou « chambres » où les guildes, corporations, jurandes, se réunissaient à jours fixes, festoyaient, banquetaient, étalant souvent un luxe inconsidéré que proscrivaient les lois somptuaires; — sur les caves et tavernes des bourgeois où le commun peuple n'avait pas accès: — enfin, sur les tourelles « particulières » des donzelles soumises ou non. Dans la plupart de ces locaux, des pancartes et des affiches indiquaient, par le menu, les prix par nature ou catégorie des choses et suivant la qualité, le volume ou le poids.

Les maisons, vers 1618, sont presque toutes construites en pierre; elles sont hautes, d'ordinaire à trois étages. Leurs toits, recouverts de tuiles, sont immenses, garnis d'une quantité de lucarnes. L'intérieur des demeures est boisé: les solives du plafond avec leurs enjolivures polychromes tranchent sur l'austérité des lambris, très hauts mais sombres. On aime à garnir les parois de tapis brodés ou de velours: les centres commerçants ont donné le ton; les petits bourgeois imitent ou copient l'ornementation, l'ameublement, l'arrangement des pièces des classes bourgeoises. Les familles n'en conservent pas moins avec respect et quelque orgueil les vieux meubles monumentaux, héritages des ancêtres dont ces choses évoquent le souvenir et perpétuent les vénérables traditions. Pour le

service courant de la table à manger on se sert de vaisselle d'étain; dans les grandes occasions les pièces d'argenterie sortent des dressoirs vitrés qu'ornent des théories de plats, de brocs, d'aiguières, trésor et sujet de légitime fierté pour la maîtresse de céans. Les petits bourgeois se contentent d'une vaisselle en terre, assez grossière, mais bariolée de couleurs voyantes, souvent peinturlurée d'une façon originale, si ce n'est artistique : guirlandes de fleurs encadrant une maxime versifiée, emblèmes héraldiques ou parlants. La verrerie est ouvragée à la fois et massive; on fait venir de l'étranger les pièces les plus fines imitant le genre de Venise. Contrairement aux campagnards, dont la condition ne s'harmonise pas avec les innovations récentes, les citadins sacrifient à la mode, déesse de tous les temps. C'est un sujet qui tenait donc, alors aussi, le monde en haleine. Chose curieuse! les questions de vêtement et de parure prenaient dans ces milieux éminemment conservateurs, et souvent rigides, une importance majeure. Toutes patriarcales que fussent, dans la plupart des milieux sociaux, les habitudes ou les coutumes, la mise en scène devenait, pour un grand nombre, le mobile et la raison d'être des plus vives, des plus constantes préoccupations. Dans toutes les couches de la société, chacun visait à produire « son effet », conjointement, à éclipser le voisin, à se distinguer des congénères. Ce besoin d'ostentation et cette démangeaison de vanité avaient eu pour conséquence une tendance progressive à exagérer les dépenses et à sortir du rang assigné par la naissance. Rien n'incitait autant à satisfaire cette manie puérile que la réglementation par laquelle les autorités avaient cru pouvoir endiguer l'envahissement d'un luxe réel ou factice, et qui, sous le nom de lois somptuaires, déterminait pour

chaque classe d'habitants, ou pour chaque caste, ce qu'il était défendu de porter ou d'exhiber. Le grand tort de ces dispositions restrictives était de marquer publiquement la supériorité ou l'infériorité des individus, d'afficher la condition sociale, d'accentuer ainsi la différence du rang plus encore que celle de la fortune. D'une part, plus on bravait ces édits, plus ceux-ci se faisaient nombreux, inquisiteurs, gênants; d'autre part, les questions de costume et de toilette, en raison de l'importance outrée que l'autorité mettait à les codifier, acquéraient dans les esprits une prépondérance exagérée. Il en était résulté un cercle vicieux : les lois somptuaires, au lieu de combattre efficacement, entretenaient et excitaient l'envie de paraître, le désir de se parer et, par un retour des choses, les sautes de la mode; elles avaient l'attrait du fruit défendu où la fatuité et l'orgueil mordaient à pleines dents. En outre, le rigorisme des édits, en opposition et incompatible avec le mouvement émancipateur réalisé dans le domaine des idées, ébranlait le respect du public envers les ordonnances du souverain. En ces choses, le dernier mot ne restait jamais aux lois, bien que, jusqu'à la Révolution française, les gouvernants n'eussent cessé d'en renouveler les prescriptions abusives.

Voilà le cadre. Quant au peuple, il apparaît, néanmoins, et se montre généralement travailleur, vigoureux, conscient de sa valeur collective, jouissant d'une certaine aisance, fruit d'un labeur accumulé, fier des avantages que lui vaut sa position, résultat d'un mérite patient. Les bourgeois veillent jalousement sur leurs droits acquis, les défendent âprement. Ils ont à cœur de maintenir la considération dont s'honore leur ville, et font preuve de vertus civiques. Les arts manuels sont en progrès constant; le négoce se développe, quoique, pour le commerce

en gros avec l'étranger, la concurrence des pays voisins ait déjà porté un coup sensible à l'ancienne prospérité des centres d'exportation. Les grandes maisons de commerce conservent leur position et leur réputation de jadis, bien que le chiffre des affaires ne soit plus ce qu'il était antérieurement. Les villes hanséatiques sont en passe d'être éclipsées sur les marchés lointains par des villes rivales. Les Italiens, les Français, surtout les Néerlandais et les Anglais deviennent des concurrents dangereux et, sur les mers du Nord et de la Baltique, les pavillons de la Suède, du Danemark, de la Hollande flottent plus hardis que ceux des armateurs de Lübeck ou des ports occidentaux. L'exportation des harengs, notamment dans les pays slaves, ne fléchit pas; ces pays continuent à s'approvisionner sur les marchés de second ordre des contrées frontières. Les produits du sol s'écoulent abondamment et valent ainsi aux populations agricoles un surcroît d'aisance. Dans toutes les parties de l'Empire, à peu près, de nouvelles industries se créent; le commerce intérieur s'étend au prorata de l'accroissement numérique des familles et des peuples; certains articles — laines, cuirs, toiles, harnais, armes, objets de fantaisie — se fabriquent et se vendent plus rapidement, surtout à l'étranger. Presque chaque cité possède sa spécialité en produits industriels ou naturels; ces spécialités s'y obtiennent ou s'y préparent sous la surveillance des corporations qui ont tout intérêt à garder, avec la réputation acquise par ces produits, le monopole de vente, conditions favorables pour relever, aux yeux de l'étranger et des bourgeois, l'importance de la ville et de la région.

Dans toutes les villes, sans en excepter les plus populeuses et les plus industrielles, l'agriculture occupait, dans la vie publique, une part essentielle et si marquée,

que nous ne pouvons, avec nos notions modernes, nous en rendre compte aujourd'hui. Cette vie et cette activité agricoles n'étaient pas cantonnées, ainsi que nous pourrions le croire, dans les faubourgs; au contraire, elles régnaient immuables et incessantes dans l'intérieur même et jusque dans le centre des villes, qui, faut-il le remarquer, ne s'étaient pas, au cours des années, enrichies par l'industrie, mais bien, un grand nombre d'entre elles du moins, par la culture de la terre. Une foule de bourgeois vivaient exclusivement du produit de leurs champs situés, soit sur le territoire appartenant à la ville, soit en dehors de ce périmètre. Aussi trouvait-on jouxte les maisons citadines, des étables, des dépendances, un train rural en un mot, avec un effectif plus ou moins considérable d'animaux de ferme et d'attelage. On rencontrait parfois, précédant nos cultivateurs urbains, des vaches, des moutons, des chèvres déambulant par troupeaux dans les rues et ruelles qu'ombrageaient, à défaut de plus idylliques ramures, les pittoresques et hauts pignons datant des siècles passés. La plupart des ménages avaient leur four à cuire, leur atelier de corroyage ou de taillanderie. Chacun mangeait sa farine et son pain, buvait son cidre ou son vin; la ménagère filait le chanvre ou le lin de son clos; on tissait même chez soi. Quelques maisons jouissaient du droit de brassage, c'est-à-dire de la faculté de brasser, prérogative fort prisée, qui restait liée à l'immeuble et qui se transmettait avec celui-ci. Au reste, chaque ville ou commune brassait à sa façon; les modes ou les recettes de fabrication variaient à l'infini, de même que les noms qu'on donnait aux différents breuvages, lesquels, suivant le procédé mis en œuvre et la localité d'où ils provenaient, s'exportaient au loin.

Parmi le peuple, un trait de bonhomie, chacun se laisse

vivre. Tout est prétexte pour se réunir et festoyer, toute occasion bonne pour longuement banqueter. Là encore, surveillance et contrôle de l'autorité. Pour les repas, on s'en tient au service « à l'anglaise », c'est-à-dire que les plats constituant un service apparaissent ensemble sur la table. Partout on se montre friand d'huîtres, que les marmitons fourrent jusque dans les sauces et ragoûts. Le caviar devient à la mode. Certaines villes ont leurs spécialités culinaires, telles les alouettes farcies à Leipzig. Le *nec plus ultra* consiste à cuisiner à la française. Réussit-on? Les chroniqueurs mentionnant le fait n'élucident pas la question. Le populaire raffole des épices; on assaisonne tout au safran. Sur les tables opulentes se dressent d'invraisemblables plats montés. La suprême élégance veut qu'on dore les viandes et les desserts.

Cette esquisse se rapporte à l'époque qui correspond à la fin du seizième et au commencement du dix-septième siècle.

II

Les citadins tenaient aux divertissements traditionnels. Même dans le nord de l'Allemagne et les contrées protestantes, l'époque du carnaval ramenait avec elle les amusements les plus bruyants. On entendait, durant ces jours de liesse, des musiques dans tous les carrefours; la population s'affublait de costumes de Turcs, de Maures, d'Indiens. Jusqu'en pleine période de la guerre la folie du travestissement fit rage en certains endroits; la chose parut si déplacée que les Conseils défendirent désormais toutes

mascarades ou sarabandes. Mal leur en prit, car, parfois, ce furent des batailles où les sergents de la garde eurent le dessous. On passait outre, pris d'une frénésie d'étourdissements. Les villes les plus importantes possédaient un champ de courses et des stands pour le tir à l'arc, au fusil, à l'arbalète.

Ces tirs ont leur histoire. Ils constituèrent les fêtes urbaines principales et revêtirent, dès leur origine, un cachet de solennité nationale qu'ils acquerront de plus en plus jusqu'à ce que les événements du dix-septième siècle les aient dépouillés de leur caractère et de leur éclat.

Depuis la fin du seizième siècle les tournois n'existent plus. Les princes eux-mêmes ne rompent plus inutilement des lances. On les voit participer aux joutes pacifiques organisées par les villes ou les corporations, qui, avec leur apparat militaire, visent un but pratique et perpétuent, aux yeux du peuple, les anciennes fêtes germaniques du mois de mai. Fêtes classiques, notamment dans certaines villes où, en vertu de franchises jadis conquises, ceux qui figuraient comme acteurs dans ces solennités avaient été déclarés hommes libres, même avaient été créés bourgeois. Le fait d'y participer constituait un privilège.

Les premiers tirs dont il soit fait mention remontent à 1285; il s'agit plutôt d'un concours de tir à l'arc à Magdebourg, le jour de la Pentecôte, et en mai 1387, derechef à Magdebourg, où, comme prix, figure une jeune fille que le vainqueur épousera. A ce dernier concours, les villes alliées de Brunswick, Halberstadt, Quedlinbourg, Aschersleben, Blanckenburg, Kalbe, Salza, Halle avaient été conviées. Un bourgeois de Halberstadt fut l'heureux triomphateur. Dès 1300, s'organisent dans les grandes villes des corporations de tireurs à l'arc qui ont leur chapelle, ou du moins leur autel dans l'église paroissiale; le fait

d'entendre la messe le jour du tir vaut une indulgence plénière. Les corporations des différentes cités se groupent, par la suite, pour des concours d'ensemble et, vers 1400, ces fêtes, d'après les chroniqueurs, affectent déjà une certaine périodicité, surtout dans le midi de l'Allemagne ; tel est le cas à Munich, où elles reviennent tous les deux ans. Dès cette époque, des règlements spéciaux déterminent les conditions dans lesquelles les exercices et les festivités qui s'y rattachent évolueront. En même temps ces institutions se multiplient, attirent un nombre toujours plus considérable de participants, relèguent graduellement plus à l'arrière-plan les tournois et les carrousels, et atteignent vers l'an 1500 l'apogée de leur renommée et de leur magnificence.

Depuis lors, les joutes qui, sur ces entrefaites, se sont transformées en tirs aux armes de guerre, prennent une importance sérieuse dans la vie civique, tiennent une place majeure dans les habitudes nationales : le faste qu'on y déploie, l'entrain qui y règne, leur fréquentation par un public qui accourt de près et de loin en témoignent. Ces fêtes sont organisées, ici, par les villes; ailleurs, par le souverain lui-même; enfin par quelque mécène noble ou bourgeois lorsqu'elles ne le sont pas par les corporations. La masse des tireurs est formée par l'élément bourgeois et, jusqu'à l'époque de la guerre des Paysans, par des hommes libres des campagnes. La coutume, les usages, l'installation de ces tirs varient suivant les milieux; il n'en règne pas moins pour tous les pays de l'Empire une seule et même organisation fondamentale qui s'adaptera, quoique uniforme, aux circonstances du moment et du lieu et qui, dans ses grandes lignes, subsistera jusqu'à la guerre de Trente ans. Alors, l'institution nationale s'écroulera pour n'être instaurée à nouveau

qu'au cours des siècles suivants; elle ne ressuscitera vraiment que vers le milieu de notre siècle.

Un tir était-il décidé, on envoyait dans les villes amies et les pays voisins des hérauts ou messagers chargés de transmettre les invitations de la corporation ou des édiles. Le nombre des invités et celui des acceptants était parfois très grand. Halle, en 1601, convie 156 endroits différents à son tir à l'oiseau: 50 villes répondent à cet appel. A Strasbourg, en 1576, les bannières de 70 villes et bourgs; à Zwickau, en 1573, celles de 38 corporations, avec 187 arbalétriers, figurent au tir que célèbrent ces cités. En 1586, 35 villes, avec 216 arbalétriers, acceptent l'invitation de Regensburg. Au tir de Dresde de 1614, on comptait des délégations de 21 villes. Les tireurs arrivant de très loin étaient honorés d'une façon spéciale; ainsi à Augsbourg, en 1508, un tireur allemand habitant Paris et un autre amateur arrivant de Sicile reçurent chacun un anneau d'or pour récompenser leur zèle. A l'origine il était loisible à chaque tireur de concourir pour tous les prix. Par la suite, au concours des prix majeurs, tels ceux offerts par le souverain et les organisateurs, certaines catégories de tireurs seulement eurent accès. Cette mesure, au tir de Cobourg, en 1614, provoqua déjà une scission parmi les participants. Le règlement déterminait pour le mousquet le poids des balles; pour l'arbalète, la longueur et le volume de la flèche; suivant l'arme et la cible, les distances : pieds, aunes ou pas; enfin, le nombre de coups ou de passes auquel chaque tireur avait droit. Ainsi, pour les tirs ordinaires, on pouvait tirer 12 à 15 coups; plus tard, et dans les tirs importants, 30, 40 coups et plus. La première arme qui figura dans ces tirs fut l'arc, avec sa longue flèche. Vers 1400 apparut l'arbalète à arc métallique, qui se modernisera dans le modèle que

chacun connaît. L'arbalète se maintint jusqu'à la guerre de Trente ans comme arme à la mode, bien qu'elle eût été abandonnée comme arme de guerre ou de chasse; elle demeura l'arme patricienne.

D'ordinaire, le tir a lieu en deux séries : on commence par le concours à l'arbalète; le tir au mousquet clôt la fête. Les meilleurs prix sont, en général, réservés pour la première de ces séries, les moindres sont destinés à la seconde, bien que les tireurs au fusil forment le gros des différents contingents. Le mousquet, — à proprement parler, l'arquebuse, — puis le fusil de guerre font leur apparition au tir de 1400, de 1429, de 1446. Vers 1600 le canon de l'arme est encore lisse, les canons rayés sont prohibés. Les balles pèsent deux onces l'une. La crosse de l'arme est droite ou courbée. Pour tirer il est défendu d'appuyer le bras contre le corps. Dès 1600, à certaines fêtes (Breslau, Nuremberg, Leipzig), on admet les canons rayés. La cible est représentée par un oiseau tantôt en bois, tantôt en métal doré, voire en argent, et orné de rubans ou d'emblèmes; l'ensemble se fixe au haut d'un mât. Le nombre de ces oiseaux varie. A Breslau, en 1560, on en compte trois, à Löwenberg, en 1615, cinq. Les morceaux que les balles réussissent à enlever ou à détacher de ces masses métalliques sont soigneusement relevés et pesés; aux plus lourds on attribue les premiers prix; pour être admis à compter, le morceau doit peser au moins une once. Plus tard, le but consistera simplement en une cible. Les arbalétriers tirent sur de petites cibles circulaires enguirlandées de feuillage ou entourées de couronnes argentées qu'on changera pour chaque tireur ou pour une autre corporation. La distance du stand à la cible mesure pour l'arbalète 300, pour le mousquet de 600 à 700 pieds. L'usage veut qu'on diminue de

moitié ces distances pour les princes et les dignitaires de la suite. Les chroniqueurs rapportent que ces personnages ne tiraient guère mieux pour cela.

Ces festivités nécessitaient de longs préparatifs auxquels la population entière se livrait durant les mois qui précédaient le tir. On donnait à la cité un aspect propret : les orfèvres et bijoutiers fondaient, forgeaient, façonnaient leurs métaux précieux. La ville frappait parfois une médaille commémorative. On nivelait le champ de tir, sur lequel allaient s'élever des baraques, des vendages, des cantines où se réuniraient, broc et canette en main, la foule des tireurs et leurs proches. Les vêtements de gala sortaient des bahuts : chacun se parait de son mieux. Tout autour de l'emplacement de fête nous aurions vu, comme de nos jours, un assemblage de boutiques et d'exhibitions hétéroclites. En 1630, à Leipzig, en fait d'attractions on signalait un père de famille présentant ses six enfants, qui tous jouaient du violon ; une femme cousant, écrivant, mangeant avec ses pieds ; — un enfant d'un an barbu et velu comme un singe ; — un cochon d'Inde — grande rareté — et un pélican. Comme aujourd'hui, c'étaient, hissés au bout d'un mât, des tableaux gigantesques représentant une scène de crime ou quelque monstre à deux têtes, et sur les tréteaux, débitant leurs boniments, des hercules, des vendeurs d'orviétan, des crieurs de chansons, des mangeurs de feu.

Il s'agissait, avant tout, de satisfaire son monde, les invités, en premier lieu. On collectait donc le plus grand nombre possible de prix. Les tireurs devaient, d'autre part, s'inscrire en arrivant, et payer une cotisation, minime à l'origine des tirs, le « doppel », soit 2 florins. Au fur et à mesure que les fêtes perdirent leur cachet premier de simplicité pour devenir fastueuses, cette cotisa-

tion monta à 6, à 8 florins d'empire. En 1614, à l'occasion du tir de Dresde organisé par l'électeur Jean-Georges, la cotisation atteignit même 12 thalers d'empire, somme qui, relativement à la valeur de l'argent et à la valeur du boisseau de blé à ce moment, représentait à peu près 30 thalers modernes, soit 112 fr. 25 centimes. Cette finance servait à acheter ou à payer les prix de seconde ou de troisième classe, ceux de première catégorie étant constitués précisément par les dons d'honneur. En général, ces prix consistaient en pièces d'orfèvrerie, en drapeaux d'honneur aux couleurs de la ville ou du pays, ou en espèces sonnantes. Remporter un de ces drapeaux constituait le mérite suprême, résumait la distinction par excellence. Parfois, en guise de premier prix, on octroyait au « roi du tir » un cheval, un bœuf, un bélier; l'animal était alors caparaçonné ou recouvert d'une housse rouge frangée d'or. Les prix secondaires étaient représentés par une ceinture, une arbalète, une épée, une coupe, une pièce d'étoffe ou une bourse garnie. En 1440 déjà, à Augsbourg, le premier prix consistait en une pareille bourse de 40 florins. Les prix en nature passaient alors au rang de récompenses accessoires. A Leipzig, en 1550, le premier prix d'arbalète était une somme de 300 florins; on le voit de 210 florins d'empire à Strasbourg en 1576. En dehors de ces prix on instituait des « prix de consolation » : cochon de lait, petit drapeau, ustensiles de ménage, ou vin.

Le nombre des tireurs était forcément restreint lors des premières joutes. On en comptait aux tirs d'Augsbourg : en 1425, cent trente : en 1444, trois cents; en 1470, plus de quatre cent soixante. L'emploi des armes à feu se généralisant, la fréquentation du tir augmenta : ainsi à Augsbourg en 1508 on compta 544 arbalétriers et 919 tireurs

au mousquet. Dès cette époque, pour endiguer, d'une part, l'encombrement qui se produit dans ces réunions, d'autre part, afin de maintenir plus de discipline parmi les éléments douteux qui profitent de ces immigrations pour s'introduire dans la cité, on tend à augmenter le coût des contributions. Les tirs en deviennent moins peuplés; par contre, ils se font plus fréquents dans les différentes circonscriptions de l'Empire, revêtent le caractère de tirs régionaux où l'élément étranger prend une part de moins en moins active.

Après la guerre, les festivités cessent; les tirs sont très espacés; ceux qu'on arrive à organiser sont peu brillants et mal suivis. Nous les voyons disparaître presque complètement dans les pays du nord; ceux du midi végètent. C'est à peine si le peuple participe à des réunions que certains cercles bourgeois ou de l'aristocratie font revivre à leur usage presque exclusif et où, d'ailleurs, on n'est admis qu'après avoir sollicité et obtenu l'autorisation d'y paraître. Dans les villes impériales, les anciennes corporations de tir subsistent encore, mais elles ont perdu leur prestige d'antan, comme elles ont été dépouillées de leur avoir, de leurs précieux souvenirs historiques : coupes, présents d'honneur, prix jusqu'alors soigneusement conservés. La confrérie des tireurs de Leipzig n'a pas réussi à sauver le joyau auquel elle tenait le plus, une statuette en argent massif représentant son patron, saint Sébastien : tout a été pillé, saccagé, détruit pendant la guerre. Le tir à l'arc ou à l'arbalète se maintiendra encore comme un vestige du passé, mais partout le fusil rayé s'implantera, pour les concours, comme arme réglementaire. Les réunions perdront leur caractère national et patriotique; elles se ressentiront, jusque dans les moindres détails, des conditions précaires du temps. C'est à peine si les chro-

niques en feront mention avant 1738, année du tir de Breslau.

La ville aménageait des locaux qualifiés pour le jeu de paume, très en honneur dans les milieux nobles et bourgeois; un maître officiel y professait; l'usage voulait qu'on y introduisît les étrangers de distinction auxquels il s'agissait de témoigner une attention.

Lors des grandes foires annuelles, la loterie, organisée le plus fréquemment par la ville elle-même ou affermée à un entrepreneur, constituait l'attraction la plus courue. Tout le monde jouait. Le billet coûtait à la foire de la Saint-Michel, en 1624, à Leipzig, 18 pfennigs; l'ensemble des lots atteignit la somme de 17,000 florins; le plus gros lot étant de 350 florins.

Mentionnons enfin comme divertissements habituels les parties de traîneau, auxquelles il était de bon ton, dans toutes les classes, de participer dans un travestissement, et les fêtes corporatives. De celles-ci le peuple proprement dit était exclu, ce qui ne l'empêchait pas de s'en délecter les yeux. « Cela ne lui suffisait pas, remarque un chroniqueur, mais il s'en contentait, l'homme étant, de sa nature, badaud, et sa badauderie se nourrissant de peu. »

Quant à la danse, même à l'occasion d'un mariage, d'un baptême, ou d'une solennité corporative, elle n'existait pour ainsi dire plus en tant que réjouissance populaire. Le théocratisme de l'époque s'en méfiait comme d'une licence. Les ecclésiastiques tonnaient contre la démoralisante promiscuité des sexes. La réglementation s'en fit draconienne, tellement qu'on arriva à interdire aux domestiques et au public non dansant, c'est-à-dire à ceux qui n'avaient pas été dûment autorisés à danser, de regarder danser. On n'eût, en aucune circonstance, toléré de prolonger les rondes au delà de la nuit tombée.

III

L'obligation acceptée et voulue de la subordination aux exigences que pouvait lui imposer la défense de sa ville natale avait développé chez le bourgeois la maîtrise de soi, entretenu le sentiment de la valeur personnelle. Chacun, vers 1618, connaissait le maniement des armes. Chaque ville possédait son arsenal. Les grosses pièces de rempart étaient servies exclusivement par les bourgeois. Ceux-ci, à la condition de maintenir leurs aptitudes, et tant qu'ils seraient prêts à bien défendre la cité, représentaient une force offrant plus de garanties de sécurité, éventuellement plus de chance de succès, que le peuple des compagnies mercenaires. A côté de cette milice de choix on avait réorganisé, dans la plupart des grandes villes, une sorte de landwehr ou de garde nationale nommée les « defensioners ». Ces corps, recrutés au hasard en ce sens que sur dix hommes de population on en retenait un, quel qu'il fût, étaient soldés pour le temps de leur service actif; la ville ou le territoire les équipait à ses frais. Levée pour la défense locale seulement, cette garde ne faisait pas campagne. Sa création première remontait au seizième siècle. Les théoriciens en avaient recommandé l'emploi, tout en prévoyant les transformations qu'il y aurait lieu de lui faire subir et que dicteraient les circonstances. Les états provinciaux introduisirent ce système en Saxe en 1612. La situation de ces miliciens fut améliorée en 1618, l'effectif fut augmenté ; le soldat touchait 4, le sergent 10 1/2 gros. Cette dépense était répartie entre

les propriétaires d'immeubles, ceux-ci la supportant à raison d'une part par pignon sur rue. On fut vite dégoûté de ce semblant d'armée où l'instruction et la discipline militaires faisaient complètement défaut. Les quelques bons sujets de la troupe vaquaient à leurs affaires personnelles une fois le moment du danger ou de l'action passé, les flâneurs seuls restant au corps, paradant sans rien faire; on les retrouvait partout où se produisaient des beuveries ou des rixes. Les envoyait-on protéger les attelages des paysans riverains contre les bandes pillardes, ils mettaient le marché à la main, réclamaient une augmentation de solde ou se sauvaient. Le salut de la ville dépendait exclusivement de la bravoure et de l'endurance de ses bourgeois. L'essentiel était qu'ils fussent disciplinés et unis; la zizanie pouvait susciter les pires dangers, devenir la cause de tous les malheurs; preuve en est le sort de Magdebourg, dont les tragiques péripéties et la prise désastreuse peuvent être imputées, en première ligne, aux discussions intestines sans lesquelles la ville aurait été à même de résister encore longtemps. Tout dépendait donc de l'esprit et du bon vouloir des citoyens.

Malheureusement certaines fâcheuses circonstances suscitèrent, déjà avant le début des hostilités en Allemagne, un profond mécontentement parmi les populations et un découragement anticipé d'autant plus justifié que ni les gouvernements ni les édilités n'étaient plus capables de les apaiser et à plus forte raison de les dissiper. Comme nous le verrons, les aptitudes guerrières des citadins avaient baissé parallèlement à l'amoindrissement du civisme. Le courage subsistait néanmoins : les bourgeois savaient encore endosser le baudrier, s'armer du mousquet pour mettre à la raison quelque hobereau insolent et pillard, pour répondre à la lettre de défi d'une ville rivale, ce qui

se voyait encore, ou pour résister, lorsqu'ils se sentaient en force, aux exigences outrées d'un suzerain, tels les gens de Brunswick se levant, peu avant la guerre, pour revendiquer les droits et faire valoir les franchises de leur cité. Mais le sentiment de la confiance en soi et de la sécurité disparaissait parce que les conditions générales de la vie sociale équivalaient à un désarroi, dont, à la vérité, les gouvernements et les princes étaient les premiers fauteurs.

L'enchaînement successif et progressivement intense des causes de la démoralisation des masses était le suivant : d'abord, la situation déplorable du marché financier, la rareté croissante du numéraire de bon aloi, le cours forcé d'espèces sonnantes altérées ; puis, le désordre dans les rouages administratifs, les impositions plus lourdes, les suspicions ; ensuite, un état de méfiance, de discorde, de haine incompatible, même en dehors des transactions devenues de plus en plus difficiles, avec la vie d'une collectivité dont, à cette heure, toutes les énergies eussent dû se grouper dans un seul et même effort, tendre vers un seul et même but : enfin, les disputes oiseuses et acrimonieuses entre les partis, entre les fractions de parti, entre les pays. Il faut encore faire intervenir les premières mauvaises nouvelles du théâtre de la guerre (en Bohême) et le contre-coup de ces événements militaires en un moment de subit renchérissement, suivi lui-même d'une difficulté grandissante de s'approvisionner.

Le peuple en était arrivé au sentiment doublement néfaste et angoissant, qui dès lors ne le quittera plus, de l'insécurité et de l'impuissance. Au fur et à mesure que ces conditions s'aggravent, les peuples témoignent d'une progressive désaffection de la chose publique, se désintéressent égoïstement du bien public. Chacun pressent le

malheur, mais au lieu de se préparer à lui tenir tête, pris de l'aberration qui procède du manque de confiance, on se figure retarder le malheur, ou en atténuer l'épouvante, en s'étourdissant, en cherchant à oublier dans la tranquillité relative de l'instant présent. Ainsi, des individus se livrent à mille excentricités, aux plaisirs les plus grossiers contre lesquels le clergé s'élève, mais en vain, car déjà son autorité fléchit. Les modes exotiques font rage, on se costume « à la soldat », on joue, on s'enivre, on vit dans la fainéantise. Dans une foule de petites villes, une espèce locale de freluquets éclôt, tient le haut du pavé; on les appelle les « alamodemessieurs »; ils portent la barbe en pointe, de longs cheveux bouclés, parfois une moitié de la chevelure est rasée et les boucles de l'autre moitié retombent sur l'épaule; ils se coiffent d'immenses feutres mous, s'éperonnent, s'accoutrent de vêtements burlesques, parlent un jargon stupide. Les femmes s'affublent, se masquent, jouent de l'éventail, enguirlandent leurs jupes de cerceaux, s'attifent de zibeline (qu'il est défendu de porter), d'étoffes bariolées, de dentelles.

Apprenait-on qu'une armée se rapprochait d'une ville, les communications avec le plat pays cessaient presque aussitôt. On fermait les portes de l'enceinte; la surveillance s'exerçait rigoureuse sur chaque entrant et sortant. La famille vivait dès lors sur le fonds des provisions qu'elle avait pu se procurer, chose malaisée! les vivres s'étant faits rares, les arrivages s'opérant de plus en plus irrégulièrement, le gros des subsistances ayant été déjà accaparé. Avec le passage des armées alliées commençaient les contributions, les réquisitions, les fournitures; avec elles les déboires, les vols, les inquiétudes. Les chroniques disent comment était traitée une ville qui ouvrait ses portes à l'ennemi, ou qui subissait l'assaut et le sac. La

moindre concession, le plus léger adoucissement, à plus forte raison l'exonération de charges ou de prestations, devaient être achetés. L'ennemi posait en principe que tout ce qu'il daignait accorder, ou tout ce dont il voulait bien s'abstenir, constituait une faveur qui devait être rémunérée. C'était l'effet de son bon plaisir s'il ne mettait pas le feu à votre demeure, s'il ne démolissait pas l'autel de votre église paroissiale, s'il ne chargeait pas sur ses chariots les livres de la bibliothèque dont votre ville était fière. Il fallait qu'une cité payât pour qu'elle pût conserver ses orgues, ses tableaux, voire les arbres ornant les places publiques; il fallait payer pour qu'on n'emportât pas les cloches du beffroi, car, selon l'usage de la guerre, tout métal revenait de droit à l'artillerie; payer pour tout ce qui était susceptible d'être enlevé, pris, transporté; payer pour les personnes, pour sauvegarder leur honneur et leur vie. Quand une ville n'était pas en mesure de satisfaire aux réclamations des chefs, elle avait à livrer des ôtages que l'ennemi retenait jusqu'à paiement des sommes imposées. Le sort réservé à toute ville prise d'assaut est en tout point pareil à celui de Magdebourg, de sinistre et légendaire mémoire. C'est alors la tuerie, le viol, les supplices, les mutilations, la torture. A ces abominations s'ajoutent les horreurs causées par les ravages de la peste. Les épidémies dévorent souvent plus de la moitié des habitants; parfois elles s'éteignent sur place faute d'aliment, comme en 1626. Elles réapparaissent plus terribles — de 1631 à 1634, — fauchent entièrement certains territoires, s'éloignent pour revenir encore, comme en 1636, transformant les cités en autant de charniers.

Savait-on une ville assez forte pour arrêter l'invasion ou résister à une attaque, une nuée de fugitifs venant des régions circonvoisines s'y jetaient à l'approche de l'armée

ennemie. Il en résultait, suivant les cas, un encombrement effroyable, d'autant qu'il n'était pas possible de caser les immigrants dans les maisons et les édifices publics. A Dresde, après la prise de Torgau, du 7 au 9 mai 1637, douze mille chariots entrèrent bondés de campagnards désertant leurs foyers. Les fugitifs valides furent requis pour le service des remparts. Pendant l'investissement et le siège qui suivit, les maladies et la disette firent d'innombrables victimes et dans des conditions toujours plus atroces. Là aussi de sordides spéculations de fournisseurs et d'usuriers se produisirent. Ailleurs c'étaient les mêmes scènes, les mêmes souffrances. Lorsque les défenseurs de Nördingen eurent mis le feu aux casemates d'un bastion qui allait tomber aux mains des assiégeants, les femmes se précipitèrent sur les corps à moitié carbonisés des ennemis et les dépecèrent pour en emporter des morceaux à leurs enfants affamés.

Au cours des événements, certaines villes passaient par des phases de paix relative. Les intervalles d'accalmie étaient plus courts pour les unes, plus longs pour les autres. Heureuses celles qui n'eurent à subir qu'une fois les horreurs d'une mise à sac! on les compte. Il est impossible de rendre ce que représentait une seconde, une troisième, une quatrième répétition des scènes de carnage et d'exactions. Leipzig fut assiégée cinq fois; Magdebourg dix fois; une quantité de villes de moindre importance furent prises et reprises plus souvent encore. Les plus grandes cités, comme les plus petits bourgs, étaient vouées, dans ces circonstances, à une ruine complète. Les calamités ne s'arrêtaient pas là. A la mort par le feu ou par les épidémies, à toutes les déprédations s'ajoutaient des persécutions religieuses qui s'exerçaient d'une manière implacable sur l'étendue de pays entiers.

Les armées impériales étaient suivies d'une cohorte non pas d'ecclésiastiques réguliers, mais de moines, de jésuites qui, avec l'appui de la soldatesque, forçaient la conversion des populations réformées, s'acharnant sur les personnes de qualité, notamment sur les pasteurs protestants. Les soldats traquaient vers les confessionnaux les paysans ou les bourgeois d'une ville ou d'une contrée envahie. Le billet de confession équivalait à un passeport grâce auquel les convertis récupéraient leur avoir, ou du moins obtenaient de notables adoucissements. A ceux ou à celles qui se regimbaient, il ne restait qu'à prendre le chemin de l'exil, si toutefois l'autorité y acquiesçait, car souvent on les retenait de force; dans ce cas, c'était la prison, les fers, le supplice et, de la part de la soldatesque, à laquelle on laissait coudées franches, les violences et les outrages. Beaucoup se soumettaient, dans l'impossibilité de fuir. On compte par milliers ceux qui émigrèrent, dépouillés des choses les plus indispensables. Obtenir un court délai qui permît de réaliser un avoir mobilier passait pour une faveur insigne et inespérée. D'autre part, les armées suédoises, même envers leurs coreligionnaires allemands, se montraient tout aussi cruelles, tout aussi fanatiques à l'égard des peuples ennemis.

Ce qui advint à la petite ville dont nous allons retracer quelques tribulations s'est produit pour un grand nombre d'autres cités. Il s'agit d'un extrait de l'histoire de Löwenberg, copié sur l'original d'une chronique de 1631, éditée en 1782 par Sutorius.

Löwenberg, adossé au Riesengebirg, situé au milieu d'une plaine fertile où les espaces boisés alternent avec des étendues de champs et de prairies, comptait en 1617 758 maisons et 6.500 habitants. La ville était protégée par des remparts, des fossés, de hautes tours. Ses marchés

étaient importants, achalandés par les contrées avoisinantes, car l'industrie de la laine et des draps qui s'exportaient, surtout en Pologne, prospérait. Par le fait de la proximité de la Bohême et des événements militaires en Silésie, la ville avait eu déjà à souffrir en 1629; dès lors ses habitants paraissaient à bout de forces et d'espoir. Peu après, les dragons impériaux du régiment de Lichtenstein cantonnés dans la région battent la campagne, soutenant par leurs violences le zèle des jésuites. La bourgeoisie de Löwenberg, avertie de l'arrivée de l'ennemi, avait, dans la pensée de modérer la fureur des soldats, engagé les ecclésiastiques protestants à se retirer; ceux-ci partirent au milieu des démonstrations touchantes de leurs ouailles.

Avec les dragons, les jésuites prirent possession de la ville. Dans leurs prêches quotidiens, les Pères promirent à ceux et à celles qui se convertiraient la libération de toutes charges et la bienveillance particulière de l'Empereur. Ces procédés de captation eurent un plein succès, du moins en apparence, le peuple déclarant vouloir accepter des conditions auxquelles personne n'était plus à même de s'opposer. La plupart des hommes communièrent selon le rite catholique; ceux qui refusèrent furent ou torturés ou chassés. Cependant, à peine les jésuites, qui croyaient avoir ville gagnée, eurent-ils quitté les lieux, que le peuple se ressaisit, laissa là son curé fraîchement installé et les offices, et courut dans les villages des contrées voisines où se trouvaient encore des pasteurs, afin de reprendre les cérémonies usuelles, ici pour un baptême, là pour un mariage. A quelque temps de là, les Impériaux occupent la ville pour la seconde fois; les persécutions reprennent. Le bourgmestre est mis aux fers; le conseil communal, décidé sur ces entrefaites à résister, déclare

que la ville entend rester fidèle à l'Église réformée. Le commandant appelle la cavalerie croate à la rescousse ; ces hommes — les « convertisseurs » — se mettent à l'œuvre, ramenant de force les habitants qui se sauvaient, torturant, violentant, jusqu'à ce que leurs victimes produisissent un billet de confession libérateur. Ceux des habitants qui avaient pu fuir au delà du territoire occupé furent refoulés en Pologne et en Saxe. Un nouveau conseil est institué ; les gens interlopes qui le composent confisquent l'avoir des émigrés et des bannis, la soldatesque saccage et pille le peu qui restait.

En 1631, deux cent cinquante bourgeois, dénués de tout, errent comme des parias dans les forêts, n'osant pas réintégrer leurs demeures, du reste pour la plupart incendiées. Des rues entières sont désertes; l'herbe pousse sur la place du marché où les derniers bestiaux pâturent. Comme chef spirituel une espèce de moine aventurier avait été installé qui, au grand scandale des Löwenbergeois, portait des bracelets, et pour augmenter ses revenus tenait un vendage de bière. Un curé, Exelmann, fils d'un ancien pasteur, dont la conduite et les violences lassent jusqu'à ses commettants, lui succède. Il en fait tant, que la résistance des uns, l'impatience des autres provoquent son départ. Dès 1632, l'église reste fermée. La ville s'effondre toujours plus. Par la suite, Löwenberg est pris par les Suédois : alors, en dépit des souffrances passées et au risque de représailles ultérieures, la population retourne aux pratiques de la Réforme. On croit la tourmente apaisée, mais la guerre recommence. La ville retombe au pouvoir des Impériaux ; avec eux l'œuvre des convertisseurs reprend. Bref, en 1639, on ne compte plus que quarante bourgeois. Les dettes de la ville se montent à une tonne d'or. En 1641

les habitants arrachent de leurs mains les tuiles qui couvrent les quelques toits ayant résisté, afin de n'avoir pas, de ce chef, des impôts à payer; ils vivent dans des huttes. La misère s'accroît, et lorsque la paix, enfin, aura été signée, presque toutes les constructions se seront effondrées. Il faut aller jusqu'en 1656 pour trouver un effectif de 850 âmes, dont 121 bourgeois. La guerre a dévoré les 87 pour 100 de la population. En 1770 Löwenberg s'est un peu relevé; on y compte 2,126 âmes, mais de longtemps la ville ne reverra pas des jours qui puissent rappeler sa prospérité première, puisque, même en 1845, elle ne possède que 4,500 habitants, deux mille de moins qu'en l'an 1617.

IV

Quelle que fût la direction dans laquelle il se mouvait, l'homme se sentait bridé. Le pouvoir, doublé du clergé, équivalait, dans les États protestants, à une autocratie bicéphale. Le régime issu de cette contingence politique et théocratique pesait lourdement, en toutes choses tatillon, policier et gênant. Les conseils émettaient sans cesse de nouveaux édits, l'administration de nouvelles ordonnances qu'on portait à la connaissance du public par des affiches ou des feuilles imprimées, ou qu'on distribuait dans les maisons. Ce zèle avait eu ceci de bon qu'il avait réorganisé les écoles, imposant aux collèges, notamment, un programme méthodique et une discipline sévère; — réglementé au profit du public les transactions du marché, le cours du numéraire; — tarifé vivres et denrées, gages

et salaires, services des sages-femmes et drogues des apothicaires. L'autorité veillait au maintien de l'ordre, des bonnes mœurs et de la sécurité dans la cité. Le revers de la médaille était que chaque dicastère entretenait des agents surveillants, informateurs qui, l'oreille tendue, s'enquéraient de tout et de chacun, se faufilaient partout, l'œil ouvert : rien ne leur échappait : déploiement d'un luxe proscrit, propos frondeurs, suspectes allures; système d'espionnage vexatoire et obsédant qui s'étendait sur la fréquentation des services religieux et sur la tenue que les bourgeois y gardaient.

Le citadin avait appris à se tenir au courant de ce qui se passait hors de chez lui. Une littérature populaire narrait les faits courants, exposait les conjonctures ; les feuilles périodiques qui, sous peu, se transformeront en gazettes ; des pamphlets dialectiques et violents, en attendant qu'ils revètent le mode satirique, entretenaient l'intérêt, cultivaient le goût du public pour la controverse, la discussion, la polémique. Le dimanche, parfois même pendant la semaine, les assemblées entendaient, souvent à des reprises différentes, un sermon en dix points au cours duquel l'officiant parlait catéchèse, morale, exégèse en détails pénétrants, et déplorait la perversité des temps. Les notions générales se précisaient, la moyenne des connaissances acquises s'élevait, le stock des termes usuels s'enrichissait ; le style nous apparaît plus concis, les idées sont plus nettes. Si le premier régime issu de la Réforme avait eu pour résultat un mouvement expansif de l'intelligence et de la conscience, le régime rigide, indiscret, pédant qui fut la conséquence et la continuation du théocratisme régnant, s'il assouplit le caractère toujours un peu frondeur du citadin, abaissa le sentiment de la valeur propre de l'individu. Celui-ci s'était senti grandi jadis, aujourd'hui il se sent

amoindri. Le sentiment de la dignité individuelle y perdit. Constatant qu'une vie matérielle mieux assise et plus large offrait des avantages, que des spéculations abstraites ne valent pas les douceurs concrètes procurées par l'aisance, le bourgeois dirigea la plus grande partie de son activité sur les questions d'affaires et, plus qu'il ne l'avait fait jusqu'alors, il se voua à son travail, soigna ses intérêts en tirant profit du travail de ses semblables. Graduellement il se désintéressera de ce qui ne le touchera pas immédiatement; il ergotera sur tout sans prendre parti pour rien; il assistera en critique aux disputes des villes et des factions; il laissera faire, se retranchant dans son égoïsme, étranger à la chose publique. Les aptitudes du citoyen périclitcront comme baisseront ses qualités.

La tyrannie du pouvoir paraissait au bourgeois chose utile lorsqu'elle favorisait ses intérêts. Presque toutes les professions, groupées corporativement, avec leurs règlements, mais surtout avec leurs privilèges, constituaient des oligarchies toujours disposées, par un déploiement de prétentions excessives, à mettre le gros public en coupe réglée. Autant de corporations professionnelles, autant de monopoles. Les jours de marché, par exemple, quelques-uns de leurs membres se répandaient parmi la foule, parcouraient places et ruelles pour surprendre des professionnels libres, concurrents intrus qu'on traitait de tire-laine ou de chenapans et sur lesquels on se vengeait comme sur des ennemis. On envoyait dans les villages voisins des espèces de sbires faire la chasse aux gagne-petit, aux ambulants qui, sans attache avec les jurandes, vivaient de leur métier précaire en traînant leurs menues marchandises d'une ferme à l'autre. On saisissait l'éventaire ou la voiture à bras, les colporteurs étaient rossés. Pareilles injustices ameutaient le petit peuple, plus que porté, et pour

plus d'une raison, à maudire le despotisme des corporations, qu'il considérait comme des ploutocraties, d'autant que les corps de métiers n'arrivaient pas, comme tels, à suffire aux besoins croissants de la consommation générale. Car, en effet, malgré leur nombre et la multiplicité de leurs ateliers, usines et installations, la production ne correspondait plus à l'extension des commandes, même malgré l'augmentation du travail fourni par les industriels, artisans et commerçants étrangers, écossais, pour la plupart, qui rayonnaient dans l'Allemagne du Nord, et malgré la concurrence des juifs, très répandus, en dépit des ordonnances restrictives, notamment dans le Midi, où ils prenaient toujours plus solidement pied. Les prétentions des corporations exaspéraient l'ensemble des consommateurs et, aux yeux de ceux qui n'en faisaient pas partie, elles apparaissaient comme des anachronismes ; elles avaient provoqué des conflits, sans cesse renaissants, entre les cités et les oligarchies ; aux jours de troubles, celles-ci auront à en souffrir.

Cloîtrées, mais toujours actives, les corporations les plus riches avaient servi de souche à l'éclosion d'un patriciat bourgeois et commerçant, lequel, sous l'action d'une sélection persistante, avait grandi, prospéré et acquis, surtout depuis la guerre de Smalkade, une influence croissante. Dans les villes impériales principalement, ces familles étaient devenues puissantes, formaient une véritable aristocratie. Aristocratie d'argent favorisée par l'Empereur, qui, en échange des honneurs et des privilèges dont il la comblait, trouvait chez elle des ressources pécuniaires et en elle un point d'appui ; elle déployait un faste pompeux ; les chefs de famille se posaient en mécènes. De ces familles, les unes se complairont, avec le temps, dans une vie d'opulents rentiers et de mondains frivoles, les

autres, particulièrement à Augsbourg, Ulm, Francfort-sur-le-Mein, Mayence, Cologne, continueront, tout en restant les bourgeois les plus influents de la cité, à brasser des affaires dont bénéficieront les villes et les pays. Autour de ces familles gravitaient celles des négociants ou des industriels arrivés et celles des propriétaires fonciers. Dans ces groupes se recrutaient les représentants officiels des cités et, fréquemment, les conseillers des souverains. Alliées entre elles, se soutenant mutuellement au double point de vue de leurs affaires et de leur ambition, ces familles maintenaient à la fois leur prépondérance et leur puissance financière hors pair en Allemagne; elles exercèrent graduellement un monopole non seulement sur les effets et valeurs, mais aussi sur les articles de consommation. Ces maisons détenaient le grand commerce allemand aux Indes, achetaient des récoltes entières au roi de Portugal, se mettaient de compte à demi avec le gouvernement espagnol pour exploiter les nouveaux continents, armaient des vaisseaux pour Calcutta, fixant, sans redouter la concurrence ou sans crainte de la baisse, les prix des céréales, des denrées coloniales, des métaux. Les princes sollicitaient auprès d'elles des emprunts, tandis qu'affluaient dans leurs caisses l'or et les traites que leurs correspondants y drainaient des pays d'outre-mer et du Levant. En vertu de leur situation, ces familles déterminaient dans les villes impériales la politique à laquelle on devait donner la préférence, et arrivaient sans effort à faire prévaloir leurs sympathies ou leurs opinions. Leur influence aurait pu s'exercer d'une façon heureuse et, dans le sens national, décisive si, conservatrices par calcul, ces familles n'avaient pas été hostiles à une renaissance politique qui semblait devoir aller de front avec une renaissance religieuse. D'autre part, cette puissance du

capital offusquait les princes et le peuple : les publicistes tonnaient contre les accaparements, les Diètes s'élevaient contre le monopole.

Sur ces entrefaites, cependant, le grand transit commercial se fraye de nouvelles voies : les Anglais, les Néerlandais, les Scandinaves dominent les mers; en Italie, un négoce nouveau vient approvisionner les marchés allemands. Les anciennes maisons de Nuremberg, d'Augsbourg, de Francfort-sur-le-Mein ne peuvent résister à ce détournement des affaires que d'autres centres canalisent à leur profit. Anvers et Londres éclipsent tous les ports. Les Bourses de ces villes dictent les cours du marché. L'Allemagne, n'ayant pas de flotte à opposer aux marines des nations rivales, voit son rayonnement baisser. Son commerce se restreint : il devient essentiellement intérieur : même, ici, la bigarrure des souverainetés, la multiplicité des douanes territoriales constituent pour lui des entraves funestes. Les puissantes maisons de jadis transforment le champ de leur activité, s'occupent presque exclusivement d'opérations de banque. La grande exportation échappe aux villes qui ne sont pas ports de mer. Le négoce ne s'appauvrit pas encore, car les occasions ne manquent pas pour maintenir son ancienne réputation d'esprit d'initiative et d'honnêteté, mais il subira le contre-coup du déplacement des grandes affaires et ne retrouvera pas de longtemps le prestige dont il avait joui.

Les « sacs à poivre », ou les « nez de harengs » (*Pfeffersäcke, Häringsnasen*), ainsi que les hobereaux nommaient la noblesse de ville, se composaient de parvenus qui, par un moyen quelconque, étaient arrivés à posséder des lettres patentes impériales. Ces lettres avaient de tout temps constitué pour les empereurs une source de revenus.

Wenzel et Sigismond s'en étaient montrés prodigues même envers des boutiquiers ou des gens douteux dont le seul mérite avait été de ne pas regarder au coût du parchemin que la cour de Vienne leur tendait. Princes et nobles de vieille marque avaient protesté — mais en vain — contre ces pratiques jugées attentatoires à la renommée d'une noblesse plus authentique. De guerre lasse, ils avaient, *proprio motu*, revisé les registres nobiliaires et, à titre de représailles sommaires, y avaient biffé les anoblis de pareil acabit. Les empereurs, à court d'argent, n'en continuaient pas moins; voire même ils trouvaient, à agir ainsi, outre l'avantage, un plaisir malin à vexer la noblesse allemande dont, à Vienne, on tournait volontiers en ridicule les prétentions et les susceptibilités. Sous Ferdinand II et son successeur, le trafic avait pris encore plus d'extension. Ainsi, au début de la guerre, on ne se contentait plus d'anoblir les vivants, on octroyait rétroactivement des parchemins aux mânes d'ancêtres qu'on décrétait « avoir été nobles »! Après 1648 la cour de Vienne y alla si libéralement que les princes et les états provinciaux élevèrent la voix, à la Diète de 1654, par exemple, et plus tard, lors de l'élection de Charles VII, en formulant itérativement toutes réserves quant au dommage qui en résultait pour leur considération personnelle et pour leurs droits seigneuriaux, les anoblis se targuant de leur nouvelle qualité pour refuser toute redevance à ceux sous la dépendance desquels ils avaient jusqu'alors vécu. A Vienne, on ne se laissa pas intimider; l'Empereur riposta par des menaces à l'adresse de quiconque ne reconnaîtrait pas les lettres, les privilèges, les titres de ses nouveaux protégés. L'effet de cette impériale colère fut nul. Les anciens nobles persistèrent à exclure des ordres de chevalerie, des assemblées et institutions de la noblesse, ceux

qu'on leur imposait : autant d'intrus, si ce n'est d'indignes.

Dans les villes où ne résidait pas un souverain, la situation de cette noblesse de fraîche date était plus ou moins enviable et variait suivant les pays. Sans influence appréciable dans les villes libres, la noblesse se cloîtrait inabordable à Nuremberg, Francfort-sur-le-Mein, Augsbourg, Ulm, etc. : là elle ne tolérait aucun contact avec l'élément roturier et bourgeois : un noble ne pouvait s'y livrer au commerce sans déroger, et par cela même sans être mis à l'index. Des deux clans nobles de Francfort-sur-le-Mein, l'un, celui des « Alten-Lympurg », exigeait de celui qui postulait l'entrée dans la compagnie de prouver une « noblesse à huit ancêtres », ainsi que l'engagement de ne pas se vouer au négoce ; l'autre, celui du « Frauenstein », se composait de nouveaux anoblis, soit de commerçants « distingués et bien nés ». A Augsbourg, le patriciat était plus coulant : un homme de qualité qui épousait « une noble inscrite dans la chambre des familles » pouvait être admis dans l'assemblée de la noblesse. Les gros contingents des parvenus anoblis se trouvaient à Prague et à Breslau. On n'y comptait plus les boutiquiers qui, pourvus de lettres patentes, vendaient de la mélasse ou détaillaient le hareng. De là les épithètes éponymiques sous lesquels on les rubriquait.

Un « sac à poivre » ne faisait pas figurer la particule devant son nom patronymique dans une raison sociale ; mais, dans le monde, il revendiquait jalousement préséance et privilèges inhérents à son ascension nobiliaire. On sculptait des armes sur le cintre de la porte cochère, on les faisait peindre sur les linteaux de ses appartements ; ce qui ne préservait pas d'une occasionnelle déconfiture. Les somptueux hôtels passaient alors en d'autres mains ; on en était quitte pour tailler de nouvelles couronnes sur

les frontons. Dans l'intérieur des demeures s'étalait un luxe de parade : tapis coûteux, glaces démesurées, soieries qui retombaient du plafond. Les femmes portaient des pantoufles brodées et surchargées de diamants, n'achetaient que des dentelles de Venise ou de France ; certains objets indispensables étaient en argent. Partout se prélassaient des laquais chamarrés ; les carrosses étaient dorés ; on attelait à quatre et de front, ce qui n'empêchait pas les gavroches de glapir à l'entour des équipages : « Le pot sent toujours la première soupe. » Recevait-on, c'était un assaut de courbettes, de compliments hyperboliques ; ne fallait-il pas faire montre de « son éducation »! Pour accepter ou offrir une place d'honneur, c'étaient des cérémonies, cent minauderies où l'invité, du coin de l'œil, vérifiait la disposition des couverts, le grand souci étant de ne pas se voir relégué au-dessous du rang auquel on prétendait. La manie d'exhiber faisait ouvrir à deux battants dressoirs, placards, armoires, où brillaient cristaux et pièces d'orfèvrerie. Les plats n'en finissaient pas : énormes pâtés où l'on fourrait de la salade française, des gélinottes, des faisans, des foies de saumon, pêle-mêle ; perdreaux chaponés — à un ducat la pièce, apprenait-on ; — huîtres — à 8 thalers le cent ; — primeurs, entremets ; des séries de vins : tokay, frontignan, muscat, vin du Liban, vin de Grèce ; la mode voulait qu'au dessert on servît de la citronnade. Les femmes, parées comme des châsses, ne causaient guère ; il était amusant d'observer leurs manœuvres pour se caser sans danger « d'être amoindries » par la préséance d'une rivale. En prenant mari, leur préoccupation majeure n'avait-elle pas été celle « d'avoir le pas » en telles ou telles circonstances? En cela elles ne supportaient aucun manquement : la moindre infraction d'étiquette provoquait d'immédiates récriminations ; on ne s'en tenait pas aux apostrophes.

aux interjections véhémentes : ces dames avaient la main leste et lourde. La vanité nobiliaire allait si loin qu'un anobli dont les lettres remontaient de dix ans en arrière le prenait de très haut avec un anobli frais émoulu; à ces cadets, les plus anciens, qui se faisaient qualifier « noble seigneurie », n'accordaient que le préfixe de « bien né ».

Les charges de la cour revenaient de droit à la noblesse ancienne dans les rangs de laquelle devaient être pris chambellans, dames d'atours, veneurs, pages. Tous les nobles de race, ou de parage, avaient accès aux cours. Dès le milieu du dix-septième siècle on s'en tint strictement à ce principe : que le souverain ne fût entouré que par la noblesse couronnée et par celle de parage. Des cours allemandes, les unes se modelèrent sur la cour de Vienne, les autres imitèrent ou copièrent le cérémonial français: presque toutes, quant au personnel, étaient montées sur le même pied et de la façon suivante : au sommet, un grand-maître de la cour, secondé par un maréchal de la cour, ce dernier dirigeant le train du palais; aux jours de gala on le voyait arpenter les salles ayant à la main une canne dorée, insigne de ses fonctions, et précéder le service destiné à la table princière: pendant le repas il se tenait debout derrière le siège du maître. Le premier chambellan surveillait la garde-robe, les vêtements démodés passant à des gentilshommes pauvres ou aux gens de service. L'emploi ne constituait pas une sinécure, mais nécessitait un génie inventif, souvent payé d'ingratitude, pour peu que le monarque eût un naturel irascible, fantasque et brouillon. Outre les chambellans de deuxième et troisième ordre, la hiérarchie prévoyait : le grand écuyer et le grand veneur, flanqués de subalternes dont le nombre était au prorata de la fortune du prince. Le protocole s'attaquant déjà aux menus détails quotidiens et

princiers, nécessitant une mise en scène ininterrompue, un grand maître de cérémonies n'était pas de trop pour surveiller toutes les formalités.

Au reste, personne ne veillait plus rigoureusement à l'exécution des prescriptions que les souverains eux-mêmes. Entre eux, surtout, c'était à qui se montrerait le plus prétentieux, le plus exigeant, le plus inexorable. En fait d'étiquette et de rang, les plus petits se montraient les plus arrogants et tout à la fois les plus serviles. Les femmes se rebiffaient parfois, âpres et toujours vindicatives; pour un oubli, pour une méprise, elles ne décoléraient plus; l'Empereur lui-même avait les oreilles rompues de doléances de rivales se croyant lésées.

En englobant dans ce chiffre la cour impériale et les maisonnées des principicules allemands, on comptait environ 600 cours souveraines, plus de 5,000 fonctionnaires de cour, près de 15,000 terres d'apanage impériales. Pour occuper ces places ou ces charges honorifiques, courtisans et quémandeurs se pressaient autour de la personne du souverain. Le caractère du noble s'y désagrégeait : dans ces milieux constituant parfois la pire des écoles de corruption, les qualités qu'il eût été si nécessaire de développer dans le sens d'une virile culture s'atrophiaient. Supporter les boutades ou les emportements d'un tyranneau, se courber toujours souriant devant les caprices de plus puissant que soi, toujours chercher à plaire au maître dont les violences lassent et dont les vices écœurent, ne constituait pas ce qu'il y avait de moins édifiant dans ces petites cours où, après avoir fait preuve de platitude, l'homme témoignait de sa bassesse. C'était le temps, et ce furent les lieux, où la mère de très haut lignage s'entremettait pour livrer sa fille au plus abject des princes, où le chambellan troquait sa femme contre un titre ou de

l'argent, où les princes eux-mêmes faisaient commerce de leurs enfants, où tout étant à acheter, chacun se vendait.

Le noble instruit ou de quelque valeur personnelle, prenait service ou entrait dans l'administration. La noblesse d'office ou de robe était représentée d'abord par des fils de famille qui, après avoir étudié le droit, se casaient, pour peu qu'ils fussent protégés, dans un conseil, et qui, s'ils avaient du talent, arrivaient assez rapidement aux emplois majeurs de conseiller intime, de ministre plénipotentiaire, d'ambassadeur. On trouvait aussi dans cette noblesse des hommes qui par leur propre mérite, leurs solides qualités d'ordre et de travail, plutôt que par faveur, avaient réussi à occuper une situation dans la bureaucratie ou la magistrature. Ce groupe constitua ainsi une réelle aristocratie dans le sein de laquelle il devint, par la suite, de plus en plus de règle de recruter le personnel des missions diplomatiques, fonctions qui, sur ces entrefaites, se transforment, de temporaires qu'elles avaient été, en mission de durée. L'usage s'établit alors de n'admettre dans ces carrières, à l'instar de ce qui se pratiquait pour les grades de l'armée, que des jeunes gens nobles.

Tandis que les armées impériales conserveront jusqu'après la réorganisation que leur aura fait traverser le prince Eugène le caractère des anciens régiments mercenaires, les Hohenzollern constitueront leur puissance militaire première sur une base toute différente et déjà moderne. Leur armée, en retour, deviendra la pépinière d'où sortira une nouvelle noblesse militaire, laquelle, on le sait, contribuera plus tard efficacement au relèvement de la nation.

Rien n'entrave la marche du temps. Les destinées

s'accomplissent. Même sur la route la plus effondrée, la civilisation progresse.

Cette vérité, nous la voyons s'affirmer pour l'Allemagne, en dépit de l'incommensurable bouleversement de la guerre. Mais, à l'inverse de ce qui s'était produit au commencement du siècle, les progrès ne profitent plus à l'ensemble de la nation ou à toutes les collectivités : certaines catégories restreintes seulement les ont réalisés. Le sentiment de la personnalité qui avait germé au cours du siècle précédent et qui, à tous les échelons sociaux, était allé en se développant, nous le voyons disparaître chez le plus grand nombre. Il ne s'affermit que dans une fraction relativement très minime du peuple, chez ceux-là seuls qui, à un titre ou l'autre, — conditions d'éducation particulières, prédispositions, talents ou ressources individuelles ou familiales, milieu spécial, circonstances moins défavorables, — se trouvaient avoir été privilégiés. La distance, la différence même, entre groupes s'effaçait ; sous l'action d'une culture plus générale, les contrastes s'émoussaient. Après la guerre, il ne subsiste pour ainsi dire plus rien du travail ascensionnel et moralisateur de près d'un siècle.

Jamais peut-être, entre les personnes cultivées et celles qui ne l'étaient pas, les antithèses et les antagonismes ne furent aussi absolus, aussi affligeants. La ligne de démarcation entre les classes s'accentuera plus que jamais, désastreuse et profonde. Jamais l'esprit de caste ne s'affichera avec autant de désinvolture, d'obstination, de morgue et d'inintelligence; cela, non seulement dans les rapports de la vie, par l'éloignement dans lequel on tient l'inférieur, mais encore dans les choses les plus inhérentes à la vie : les habitudes, le langage, la coupe des vêtements, la nature du costume ou de la parure, sans parler du rang lui-même ou de l'étiquette de plus en plus

ridicule. Le sentiment de valeur individuelle une fois affaibli ou disparu, celui de la dignité humaine s'altérera, du moins quant aux obligations mutuelles et aux rapports des individus entre eux et avec les collectivités, quant à la juste considération due aux semblables, quelles que soient leur position, leur naissance, leurs opinions, leurs idées. La personnalité amoindrie ne fut plus en mesure de vivifier les qualités positives et agissantes qui constituent un caractère ; l'homme redevint un être passif et par cela même servile. Le servilisme, procédant de la peur, engendra la petitesse, l'obséquiosité, la fausse honte et la fausse ambition.

Dans ces conditions il ne pourra plus se produire d'élans ou d'enthousiasmes partagés ni d'aspirations collectives, ce sera la négation de toute solidarité. Dans les groupes, chacun cherchera à s'isoler, à s'écarter de la masse, à répudier ses congénères. Le noble ne songera qu'à se distinguer du patricien, celui-ci du bourgeois ; le bourgeois affectera de se différencier du petit bourgeois, ce dernier de l'artisan ; les citadins rougiront de leurs attaches avec les ruraux. Chacun se cloîtrera, se verrouillera contre l'intrusion de plus humble que soi : le lettré afin de ne pas se commettre avec les illettrés, le commerçant avec les petits marchands, le riche avec le pauvre. Moins ils seront justifiés à se claquemurer ainsi, plus les individus s'y obstineront.

L'Allemagne avait été en passe de se transformer en une vraie famille, mais la guerre avait de nouveau tout remué, tout dissocié, tout détruit : aussi, ses citoyens continueront-ils à donner le spectacle de frères ennemis nullement près de s'entendre ni disposés à s'unir.

V

Les Germains entouraient la femme d'un respect presque superstitieux; elle était pour eux un être sacré. Le culte primitif lui avait attribué le don de la divination. La loi déclarait intangibles son avoir et sa personne. Ce caractère d'inviolabilité et de supériorité lui valait dans la tribu une complète sécurité et une considération pleine d'égards. Celui qui avait attenté à sa vie ou à son honneur subissait les châtiments les plus rigoureux. De l'antiquité germanique, la protection dont la femme jouissait avait passé dans le droit coutumier et local (droit saxon). Le respect ne s'adressait pas seulement à la femme comme telle, mais encore à la vierge et à l'état de virginité, tenu en haute estime, dont émanait une dignité sacro-sainte.

Ces sentiments avaient frappé les Romains et leur en avaient imposé. Ils y voyaient la vertu essentielle des Germains. Ils n'avaient pas été peu étonnés de constater, lors de l'incursion des Goths, comment Totila avait ordonné à ses guerriers de sauvegarder la vie et l'honneur des populations vaincues. Par la suite, même aux plus mauvais jours de l'histoire, et jusqu'au début du dix-septième siècle, une partie de ces traditions de respect s'étaient maintenues parmi les différents peuples allemands : c'était le devoir du soldat de ménager les femmes. Aussi, lorsque au cours des guerres des Hussites, et plus tard, en 1611, en Alsace, les mercenaires de l'archiduc Léopold se livrèrent à d'odieuses brutalités, ce fut en Allemagne un cri d'unanime réprobation. Ces violences,

malheureusement, se renouvelèrent pendant la guerre de Trente ans.

Le christianisme, en passant de l'Empire latin en Germanie, n'ajouta rien à la situation privilégiée de la femme et de l'épouse, ni à la considération dont on entourait le mariage et le foyer. Il consacra l'indissolubilité du mariage en l'élevant à la dignité d'un sacrement; il présenta la virginité comme l'état le plus parfait, parce qu'il est le plus en rapport avec la spiritualité du Sauveur; il affranchit la femme, « esclave divinisée », du culte qu'on lui vouait et substitua à l'auréole païenne dont on l'enveloppait une auréole faite de dignité et de grâce morale; bref, il idéalisa la femme dans la personne de la Vierge Marie, mère et vierge tout à la fois. Les masses, peu préparées à recevoir cet enseignement, subirent peu à peu son influence, mais en passant par des phases d'hésitation et de trouble très compréhensibles, les notions chrétiennes se substituant avec peine aux anciennes représentations religieuses. Le christianisme prêchait un ascétisme qui, mal interprété et incompris par un grand nombre, provoqua une confusion et donna lieu à des erreurs qui parurent porter atteinte à l'ancien prestige du mariage. Dans les conceptions vagues d'alors on crut que l'amour dû avant tout au Créateur devait exclure l'amour terrestre comme un empiétement sur le culte à rendre à Dieu. Sous prétexte d'idéalisation on en vint jusqu'à condamner les satisfactions permises de l'amour dans le mariage. Un mélange de mysticisme, une sorte de sensualité maladive vint amoindrir la considération traditionnelle de la femme et de l'épouse. Cette tendance arriva à son apogée à l'époque des empereurs saxons.

Sous l'influence de la chevalerie, dont les origines plongent leurs racines dans les coutumes germaniques,

mais dont le développement reçoit l'empreinte de la civilisation latine, la vénération primitivement idéale de la femme se transforme en une adoration moins platonique. Chacun sait ce que fut l'institution à la fois militaire et religieuse, sa période d'éclat, sa phase d'excentrique galanterie, son déclin. En Allemagne, les rapports d'homme à femme en furent modifiés en ce sens surtout que les coutumes latines envahirent les mœurs locales. Les images dont on fleurissait ses discours, le tour du flirt, si nous osons employer ce mot, étaient copiés sur l'exemple roman et n'étaient pas adéquats au passé germanique. La dignité de la femme et l'honnêteté du mariage se ternissent au contact d'un donquichottisme graduellement outré, puis licencieux, qui prévalut et qui autorisait toutes les entreprises comme il excusait toutes les complaisances.

Le culte de la chevalerie ne visait guère que la femme mariée : c'était elle presque exclusivement que les troubadours avaient chantée ; la jeune fille ne tenait place dans l'institution qu'à titre d'être sans défense au service duquel les chevaliers mettaient leur dévouement et leur épée. Autre était l'hommage que la femme mariée s'était habituée à accepter : le chevalier, à l'imitation d'un vassal envers son suzerain, lui jurait amour, fidélité et protection ; comme pour la prestation d'un serment féodal, il s'agenouillait devant sa dame, qui plaçait sa main entre les mains de son homme lige et confirmait son droit de suzeraine par un baiser. Dès ce moment, le galant portait les couleurs de sa dulcinée ; celle-ci, à son tour, lui avait juré fidélité. Le chevalier l'accompagnait jusque dans ses appartements, où dès alors il pouvait se prévaloir des prérogatives d'un époux. Le clergé, parfois, avait consacré de semblables unions. La femme d'un chevalier s'engageant ainsi dans de nouveaux

liens contractait une union pareille, d'où un dérèglement qui n'avait pas tardé à se propager et auquel le clergé n'opposait aucun endiguement sérieux. Quelques prêtres sortis des rangs du peuple exhortaient à la décence et à la retenue, mais, ce qui eût mieux valu, l'exemple du respect dû à la femme de son prochain faisait totalement défaut : rien ne venait, de nulle part, corroborer les sollicitations de la morale, d'ailleurs ignorée de tous : ni le prêtre qui vivait dans une union non canonique, ni le seigneur qui abusait des serves, n'étaient plus qualifiés pour relever dans le peuple les notions du devoir, l'idée des bienséances, la dignité du mariage et du foyer. C'était le grand mal dont souffraient la société en général et surtout les campagnes.

Le mouvement qui suivit la Réforme dégagea l'individualité, par cela même fit éclore le sentiment de la valeur propre de l'individu, du groupe, de la famille. Dès cette époque on reconnut la vérité et l'importance de ce fait que la réserve de force nationale, c'est-à-dire l'avenir de la société, repose dans l'agriculture, et que les éléments populaires, notamment les éléments ruraux, nourriciers de la famille humaine entière, constituent la pierre d'angle de tout édifice social. Le grand mérite des réformateurs fut de faire comprendre que lorsque le rural vit asservi, amoindri, ignorant, méprisé, les individus, les classes, les races s'étiolent, dégénèrent et s'effondrent ; que plus on donne de lumière, de soins, d'espace à la sève du tronc aborigène, plus saine et plus vigoureuse est l'expansion de vie des rameaux isolés ou collectifs ; et enfin de faire reconnaitre que la source des énergies, des activités, des talents pour accomplir les destinées, se trouve dans les couches humbles et paysannes. Leur plus belle œuvre fut de mettre à la portée de tous la possibilité de s'instruire,

de se développer, de s'élever, et d'employer les aptitudes jusqu'alors ignorées et les forces jeunes encore qui se trouvaient latentes dans le vrai peuple. Ce fut le premier pas dans le chemin du progrès social en germe dans la renaissance religieuse, révolution avant la lettre. Révolution, parce qu'elle avait rompu avec la tradition de l'unité théocratique pour lui substituer la notion de la pluralité des familles religieuses, en attendant qu'elle rompît avec le dogme de la pluralité des castes pour faire revivre la notion de l'unité de la famille humaine.

Les résultats de cette transformation ne tardèrent pas à se faire sentir. A côté de familles qui pendant des siècles resteront paysannes, on voit, sous la pression d'énergies accumulées, sous l'action peut-être d'une loi d'évolution alternante, se produire une poussée de dispositions, d'intelligence, de talents, cela à la seconde ou troisième génération d'une famille arrivée à l'indépendance par la mise en œuvre de qualités d'ordre, d'épargne, de persévérance, toutes choses inhérentes à l'esprit de sacrifice et se résumant en celui-ci. La phase de la prospérité se maintiendra durant cinq ou six générations, puis viendra le déclin : cycle comprenant un laps de temps d'environ deux cents ans, de la naissance de l'ancêtre qui aura inauguré le mouvement d'ascension à la mort du descendant qui périclite. D'autres fois, grâce à certaines causes, la période d'état de la prospérité se prolonge, la considération et la situation de la famille se maintiennent, automatiquement semble-t-il, et non plus sous l'action d'une nouvelle éclosion de forces, de façon à retarder la régression dans la masse populaire ou l'extinction de la famille.

Depuis les conciles de Latran et de Trente, une grande partie de la force nationale s'affaiblissait, n'arrivant pas à se répandre normalement : le célibat imposé aux prêtres

n'y était pas étranger. L'accroissement numérique du peuple, souche du clergé, en était entravé d'autant. A la vérité, les mariages, ou plutôt les unions contractées par des ecclésiastiques, n'avaient pas cessé de se produire pendant tout le moyen âge. Ces ménages ecclésiastiques étaient même nombreux ; cependant la tolérance des autorités épiscopales ou de la curie romaine, outre qu'elle devait être achetée, ne profitait ni aux intéressés ni à leur descendance. Beaucoup de prêtres scrupuleux se rendaient compte de l'irrégularité de leur position, et tels d'entre eux ne se croyaient plus dignes, dans ces circonstances, de célébrer les saints mystères. S'il n'osait flétrir ouvertement ces unions illicites, le peuple, par devers lui, les méprisait et se vengeait de la tyrannie des pères en excluant les fils de curé des corporations d'artisans ou de bourgeois. Traités en parias, ces enfants devenaient, le plus souvent, des ouvriers ou des vagabonds ou s'enrôlaient comme soldats de fortune. Toutefois, et bien qu'elles leur parussent offenser la morale, ces unions constituaient pour certaines paroisses, notamment celles des campagnes, comme une sécurité par rapport à l'honneur des familles. Le mariage du clergé protestant constitua donc, au point de vue social, un avantage et un progrès. Il faudrait dire la réintroduction du mariage ecclésiastique, puisque au cours des premiers siècles de l'ère chrétienne on ordonnait prêtres des hommes mariés, bien qu'il ne fût plus loisible au prêtre de se marier après son ordination.

Le premier élan améliorateur naît d'une habitude première de chercher, de scruter, de comparer, qui, d'instinctive, se transforme en habitude héréditaire, et qui s'accentue sous l'influence de l'éducation et de l'exemple. Les milieux sociaux en état de progression

seront d'autant mieux préparés pour un développement ultérieur, que les hommes cultivés, aptes aux travaux intellectuels, y seront plus nombreux. On peut affirmer — nous écartons simultanément toute considération dogmatique et toute question de discipline ecclésiastique — qu'il n'est pas indifférent, au point de vue de l'économie politique et sociale, que le clergé soit ou non astreint au célibat. Le résultat n'en est pas le même, ni par rapport à la culture générale, ni en ce qui concerne la progression numérique des collectivités. A cet égard la présence d'ecclésiastiques mariés, partageant la vie matérielle de leurs ouailles et s'associant à leurs aspirations, devait, surtout dans les campagnes, exercer une heureuse influence. Les classes instruites et les couches ignorantes se pénétraient ainsi réciproquement ; ces dernières bénéficiaient, dans ce contact, du mélange d'éléments différents et profitaient d'avantages et de ressources qui, sans cela, ne leur eussent pas été accessibles : les premières préparaient des recrues qui devaient les rajeunir et les remplacer par la suite. Un grand nombre d'hommes éminents sont sortis de ces familles d'ecclésiastiques ou de familles élevées dans la fréquentation de l'élément pastoral. Les sciences, les lettres, les arts, le commerce, l'industrie, auraient, au cours des siècles suivants, incontestablement moins progressé si le célibat avait été imposé au clergé protestant. L'accroissement numérique d'une nation se faisant essentiellement par la classe pauvre et surtout par la classe rurale, il était important, pour l'avenir de l'Allemagne, d'avoir en ces milieux correspondants des influences susceptibles d'exercer un exemple, conséquemment de constituer une hérédité de facultés, soit un nombre suffisant de pères de famille qualifiés pour élever dans la voie d'un sain progrès intellectuel et moral les générations qui viendraient. Ce

qu'avaient compris les réformateurs, de très nombreux ecclésiastiques l'ont réalisé en reliant le peuple d'où ils sortaient à la société où ils étaient entrés.

Dès ce moment, l'institution du mariage prend, comme facteur social, une importance nouvelle et plus générale, fait revivre, au point de vue moral, des représentations plus pures de ce que cette union doit être, et réconcilie en elle la foi religieuse avec l'idée de l'amour tel que l'âme germanique l'avait compris.

Dans les villes, où tous vivaient porte à porte, où l'on travaillait, vaquait à ses affaires, se prélassait sous les yeux les uns des autres, il en avait été différemment pour ce qui nous occupe. La vie s'y était agencée d'une façon plus réglée; elle offrait dans la distribution sage de la besogne, dans les traditions d'ordre et de ponctualité, jusque dans l'aménagement prévoyant des demeures, de meilleures garanties pour la protection des femmes. L'existence, par la force des choses, se cloîtrait. Entre le riche et le pauvre, le patriciat et la bourgeoisie, les petits bourgeois et les artisans, les jurandes et les corporations, des préjugés incurables tendaient le fil rouge d'une réglementation immuable. Le moindre préciput, un semblant de privilège, une minime priorité au-dessus de l'étiage commun, autant de prérogatives, de revendications, de barrières. Le train de la vie s'y était fait utilitaire. Le costume était devenu bourgeois. La dame de céans y régnait non plus en suzeraine d'un godelureau bardé de fer, mais comme une matrone très ménagère, et très certaine aussi de sa domination. On l'abordait avec moins de mots fleuris, peut-être avec une réserve prudente, mais on lui souriait néanmoins avec plaisir; elle répondait avec grâce, et la retenue même qu'on s'imposait était, sans doute, un hommage de plus rendu à l'estime qu'elle savait imposer.

Les appréciations quant à la bienséance étaient autres qu'aujourd'hui. Dans certains milieux, qui, malgré cela, n'en étaient pas moins parfaitement honorables, on se permettait, d'homme à femme, des libertés qui, depuis, auraient choqué. Se rencontrait-on, l'usage permettait qu'on s'embrassât. Dans une réunion, on se tenait les mains; personne ne se serait scandalisé de voir un jeune homme boire dans le verre d'une jouvencelle, un homme fait tenir une dame par la taille. Tout au plus trouvait-on ces manières familières; elles ne paraissaient pas inconvenantes. La pruderie était moindre, mais on ne songeait pas à offenser la pudeur, car en lui-même l'homme la prisait toujours comme une qualité essentielle de la femme. Au reste, le code de la civilité non puérile mais honnête prescrivait moins ce qu'il était permis que ce qu'il était défendu à la femme de tolérer ou de faire. D'autre part, grande était l'indulgence à l'égard des femmes galantes, dont les allures en public eussent froissé nos idées de décence, bien qu'une réglementation administrative et des mesures policières les eussent reléguées dans des maisons particulières soumises à des inspections régulières. Détail caractéristique : l'édilité logeait là, et parfois y gardait à demeure, les étrangers de distinction à qui elle désirait accorder une hospitalité vraiment gracieuse, ce qu'on avait, d'ailleurs, fait en maint endroit pour l'Empereur et sa suite.

Le mariage impliquait, outre l'union légale et sacramentelle procédant d'une attirance mutuelle, un état d'association, en quelque sorte « corporative », tellement l'idée de la corporation passait des notions dans le domaine des faits; association où les devoirs tiendront une aussi grande place que les droits. Devoirs personnels, réciproques et intimes en premier lieu sans doute, mais aussi obligations envers

les parents et les proches des conjoints. Le lien conjugal embrassait le groupe familial, la tribu ; la communauté devait resserrer les rapports, s'identifier les intérêts des « apparentés », ceux-ci devenant, dans le sens strict de ce terme, les amis de l'époux ou de l'épouse. Le choix d'un mari, lorsqu'on envisage sous cet aspect les engagements inhérents au mariage, ne constituait pas une affaire de mince importance. On mettait en œuvre toutes les ressources d'une adroite diplomatie pour appareiller le rang, la fortune, la considération. Cela frappe lorsque nous parcourons les papiers de famille, et masque, en même temps, le côté poétique que nous espérions y trouver aussi. Le fait, cependant, de négocier avec habileté et prudence prouve combien l'on envisageait, matériellement du moins, le mariage comme un acte grave.

Les formalités et les cérémonies préparatoires revêtaient presque autant de solennité que le mariage lui-même. Le père, ou généralement un ami de la famille, notable de la cité ou du voisinage, présentait la demande. Cette première demande favorablement accueillie, on fixait le jour des pourparlers relatifs à la dot, des ouvertures quant aux espérances : après quoi on procédait à l'échange des cadeaux, enfin à la proclamation des fiançailles solennelles, qui, suivant les pays, se libellaient par écrit et, d'ores et déjà, entraînaient des obligations bilatérales que les fiancés corroboraient en se passant au doigt l'anneau symbolique. Le concile de Trente avait réglé le cérémonial et la formule d'engagement mutuel des fiançailles. La loi spécifiait le laps de temps qui devait s'écouler jusqu'à la célébration du mariage. Pour celui-ci, le même cortège se rendait à la maison de la future où, derechef, une demande officielle était formulée devant la famille assemblée ; chacun des époux portait une couronne de fleurs, usage d'origine

romaine que l'Église avait conservé ; ces couronnes étaient tressées différemment et portées autrement aussi par chacun des conjoints. Pour les protestants et, chez les catholiques, pour les familles nobles, patriciennes ou bourgeoises, la bénédiction avait lieu dans une église. Le bas peuple catholique, bien que l'Église eût fait du mariage un sacrement, ne se soumettait qu'exceptionnellement avant la consommation du mariage à cette cérémonie. Le fait des abus dont souffraient les serfs — ou plutôt les serves — au profit du seigneur, servitude corporelle révoltante à laquelle l'Église n'avait pas su les soustraire, avait enlevé aux serfs et manants le respect de cet acte religieux qui, graduellement, avait perdu à leurs yeux sa signification et sa haute valeur. Les fêtes nuptiales, dans le bas peuple, étaient brutales. Toutes sortes de licences se commettaient jusque sous le porche de l'église, car c'était sous le porche que le prêtre unissait le serf et la serve, le couple n'ayant pas accès à l'autel ; dès que les violoneux du cortège approchaient, comme aussi lorsque les travestis ou les joueurs de vielle faisaient leur entrée dans la salle du banquet, le prêtre devait se retirer ; les invités à la noce d'un serf ne pouvaient consommer que de l'eau-de-vie. Du reste, les intéressés — protestants et catholiques, — même lorsqu'elle se pratiquait dans une église, ce qui était loin d'être toujours le cas, ne s'astreignaient à la bénédiction religieuse qu'après un certain nombre de jours de vie commune. Un festin nuptial, dans les classes bourgeoises, avait lieu au domicile de l'époux. Partout se manifestait la tendance à faire les choses largement et au delà des ressources dont on disposait. Les lois somptuaires étaient donc assez sévères et, périodiquement, de nouvelles ordonnances rappelaient d'avoir à se restreindre tant pour la table que pour les acces-

soires, le nombre des invités et celui des musiciens. L'assistance se groupait par douze personnes en général. On dansait après le repas; la fête se terminait par un souper.

Il n'est pas facile de reconstituer la vie de société de l'époque, parce que nos notions de bienséance, d'égards mutuels et de convenances diffèrent absolument de celles qui avaient cours; ensuite, que, pour rendre exactement les mœurs, les habitudes, le sans-gène qui régnaient dans tous les milieux, il faudrait reproduire les grossièretés, la rudesse, les licences mêmes, acceptées par chacun et auxquelles tous, — on pourrait dire surtout les personnes de qualité, — se laissaient aller. Il n'est guère possible de raconter tout cela. La description de ces mœurs, nous la trouvons détaillée, souvent exagérée, dans les écrits du temps. Les auteurs, dont plusieurs, il est vrai, s'efforçaient de moraliser, ne se bornaient pas, en effet, à peindre les défauts, travers ou ridicules des contemporains, mais se laissaient aller à des charges ou à des caricatures dont le défaut majeur est, pour nous, de fausser notre jugement ou nos conclusions sur l'époque si nous ne nous en tenions qu'à ces données. D'autres fois, les auteurs nous montrent des tableaux trop réalistes où, d'ailleurs, ils se complaisaient eux-mêmes, en ne rapportant que des sujets vulgaires ou ordinaires qu'ils trouvaient, sans doute, et comme cela se pratique couramment aujourd'hui, leur compte à exploiter.

Il faut le dire, les allures étaient étranges. Dans les cercles bourgeois, qui, pour cela, n'en valaient pas moins que tels de nos milieux très modernes, on se permettait des libertés qui, depuis, auraient semblé choquantes. Les plaisanteries étaient plus que risquées; des expressions que nous trouverions basses, même obscènes, circulaient,

surtout à table, sans offusquer personne et sans que, pour cela, ces écarts eussent réagi fâcheusement sur la moralité elle-même, tellement ces choses étaient acceptées par les deux sexes. Parmi les gens de qualité, tels propos, dont les femmes aussi émaillaient la conversation, seraient révoltants pour nos oreilles; tels actes, pour nos idées, de la dernière vulgarité. Une maîtresse de maison fouettait ses domestiques, le noble battait sa femme; entre invitées, les dames se souffletaient, se décoiffaient, s'égratignaient. A la cour, c'était bien pis : le souverain s'amusait à verser du vin sur le sein d'une dame très décolletée. D'autre part, l'aménagement des demeures ne correspondait en aucune façon à ce que nous appelons un intérieur. Un centre pour la vie de société, un lieu de réunions habituelles, l'équivalent de notre salon, n'existait pas. Dans les maisons bourgeoises l'existence quotidienne évoluait dans ce qu'on nommait la *Wohnstube* (la chambre), pièce plus ou moins confortable où l'on se tenait, où l'on recevait, où l'on mangeait. Les maisons aristocratiques, en dehors des chambres à coucher, ne contenaient que des chambres d'apparat, souvent non meublées, destinées aux cérémonies de gala; on recevait les visiteurs dans n'importe quelle pièce, on prenait ses repas tantôt ici, tantôt là, suivant la saison et le nombre des convives. La vie de société, telle que nous la comprenons, n'existait pas et ne pouvait exister, par le fait qu'elle n'aurait pas su où se produire, ni, pour ainsi parler, où se caser.

Peu de temps après la guerre, les cercles aristocratiques, d'une part, et de l'autre, les milieux piétistes donnent le ton et payent d'exemple : une réaction se produit dans différentes directions. On se formalise des termes expressifs et rudes de jadis; une foule de mots

usuels sont envisagés comme triviaux ; on traite de rustres et manants ceux qui s'en servent. Le langage ne s'épure pas, mais s'altère dans l'adoption d'un genre précieux copié de l'étranger et qui, loin de la masquer, relève encore l'insignifiance générale ou l'origine très ordinaire des idées et du goût : un symptôme, en somme, de pessimisme momentané plutôt qu'un progrès esthétique durable. Le genre cérémonieux et le genre austère qui, de la société mondaine et des milieux piétistes, passent dans les cercles bourgeois, contribuent à adoucir les habitudes ultra-communes, les manières de pandours transmises de proche en proche au cours de la guerre. Une cause aussi, sans doute, de ces modifications est dans l'engouement dont fait preuve non seulement le monde lettré, mais encore le public, pour l'*Astrée*. La traduction de l'*Astrée* s'est répandue, sur ces entrefaites, dans toute l'Allemagne ; l'œuvre d'Honoré d'Urfé y suscite plus que de l'enthousiasme, du délire. Modes, sentiments, jeux et plaisirs, dialogues et langage d'amour, tout, sous l'empire d'une contagion, on pourrait dire d'une obsession croissante, est conformé à ce code nouveau. Les femmes de l'époque, zélées à leur façon à imiter le genre des Précieuses dont elles ne sont pas sans avoir entendu parler, ou à copier les efforts des femmes piétistes pour réagir contre la rudesse de leur entourage, cherchaient à s'approprier, puis à imposer autour d'elles, la politesse et la décence dans les formes, si ce n'est dans le fond. La langue, du moins le tour de phrase cérémonieux, se ressentira longtemps du genre précieux qui fait irruption. Le langage devient prolixe, fade, hyperbolique, tout en se parsemant de termes exotiques, français notamment. Ceci, joint à des règles d'étiquette importées, amplifiées ou dénaturées qu'on supporte dans les cercles de la cour

ou de l'aristocratie, mais qui sont comiques ou bouffonnes dans les milieux bourgeois ou populaires, laisse l'impression d'une maladresse puérile ou d'un enfantillage risible et naïf.

C'est le moment d'une éclosion abondante de *Manuels de civilité* ou de *conversation*, de « livres de compliments », etc. Ces ouvrages, nous les trouvons dans toutes les mains; on les consulte pour les moindres péripéties quotidiennes; ils sont, d'autre part, comme une clé qui permet de juger des idées et des notions. Ils ne nous renseignent pas quant à la nature des sentiments personnels, au sujet desquels nous ne savons pas davantage en parcourant les écrits du temps. Nous arrivons à les connaître grâce aux lettres de famille, dans lesquelles, au fur et à mesure qu'on s'éloigne de l'époque qui succéda à la guerre, les traits fondamentaux du caractère allemand réapparaissent après avoir repris leurs droits dans l'existence journalière. Toutefois, ce qui ressort aussi, le naturel a souffert du nouveau genre de fausse préciosité; de rudes, mais au demeurant simples et empreints de cordialité, les sentiments sont devenus compliqués; les manières sont moins grossières, mais elles sont guindées; les rapports, jadis sans fard, mais qui savaient rester honnêtes, sont entachés du faux, du superficiel, du maniérisme copié de l'étranger. Ainsi, les fiançailles bourgeoises, tout en continuant à revêtir le cérémonial que l'on connaît, ont été envahies par une étiquette codifiant les mots, les compliments, la demande, la réponse, nous allions ajouter les émotions, tellement tout est conforme, adéquat, au « guide du parfait savoir-vivre ». La jeune fille, si elle a de « l'éducation », ne donne pas son consentement après une première demande; le bon ton exige, maintenant, qu'elle refuse d'abord. On arrive ainsi parfois à trois demandes successives; alors seule-

ment la glace est rompue; les étapes prescrites pour le « oui » sacramentel ont été respectées; c'est ce qu'on appelle les « procédés de conduite ». Pratiques ineptes! mais on les veut telles, parce qu'elles sont calquées sur « les règles de galanterie » faisant loi dans le « grand monde ». Il faut dire que le terme alors très respectable et très usuel de galanterie ne visait que la politesse dans les manières et dans l'esprit. Ce snobisme, pour employer un néologisme, passe dans l'expression des sentiments du cœur. Au début du siècle, un prétendant, parlant de l'amour naissant, se serait écrié : « Je commence à beaucoup l'aimer... »; il dit maintenant : « Des flots d'une pure tendresse inondent mon âme à la faire déborder ». Pareillement, il aurait traité sa fiancée de « douce mie »; maintenant ce sera : « ..Mademoiselle (*sic*) mon bel ange ». Alors que vers 1600 la fiancée écrivait : « Messire de mon cœur... », elle mettra en tête de sa lettre en 1660 : « Monsieur (*sic*) mon très aimé ».

Les enfants, cependant, s'adonnaient toujours aux mêmes jeux; comme aujourd'hui, ils faisaient tourner la toupie, sauter les ballons; ils voyageaient à Jérusalem ou en Chine: les filles habillaient des poupées, les garçons abattaient des quilles. La jeunesse pratiquait les jeux innocents et, pour la libération des gages, mettait, à ce que rapportent les chroniques, plus d'entrain à s'embrasser que de zèle à faire du bel esprit. La mode était aux rébus, néanmoins, et aux charades: pendant le repas même on s'amusait aux bouts-rimés, qu'il s'agissait de dire à la ronde.

En prévision de la « conversation » — terme consacré, — il était d'usage de se « préparer » avant une visite à faire ou à recevoir, cela en remémorant des anecdotes, un événement quelconque, en relisant tels passages sur

lesquels on s'entretiendrait. A celui ou à celle qui produisait alors un quatrain *applicabel* (on mettait ce qualificatif ainsi orthographié à toutes sauces) ou des vers préalablement appris par cœur, on donnait la palme. Contrairement à l'espèce de proscription où l'on tenait la danse avant la guerre, des sauteries s'organisaient dans les familles ou comme dernier acte des fêtes corporatives. Des danses, les unes étaient d'origine campagnarde et présentaient quelque ressemblance avec nos anciennes « branles » ou « bourrées »; les autres venaient de France ou d'Italie : une sorte de gavotte ou de pavane (padouanne), d'autres encore, figuraient des quadrilles, imitation des ballets qui, introduits en France sous Louis XIV, passaient pour un divertissement très raffiné. Le danseur en engageant sa dame lui adressait un compliment galant et, si la personne était mariée, il complimentait les aboutissants présents. Le code du parfait danseur posait comme règles premières : « ... de ne tenir la danseuse que par le bout des doigts, de ne pas s'accrocher à sa robe, de ne pas la faire sauter trop haut, les jupes n'étant point destinées à être relevées. » Le tour de danse achevé, nouveau compliment et courbette. On admettait qu'un jeune homme reconduisît une jeune personne chez elle : là, révérences, excuses du dérangement causé, protestations de gratitude «... pour avoir eu le bonheur insigne et l'honneur infini... ».

Sur ces entrefaites, le foyer et la vie de famille s'étaient reconstitués. En reprenant l'habitude du labeur, l'homme avait retrouvé un peu de cette satisfaction que nous éprouvons après avoir dépensé notre force dans quelque activité et surmonté quelque difficulté. Tandis que le forgeron battait son fer, que l'ébéniste s'appliquait aux in-

crustations polychromes dont il ornait ses meubles, que la navette du tisserand courait sur le métier, que les grimoires des chancelleries s'embellissaient de majuscules enguirlandées, les lettrés s'étaient mis à remplir de volumineux in-folio, produits des spéculations vaines de leur aride métaphysique. Le progrès se dessine et se manifeste dans les choses techniques surtout. Ce n'est pas qu'on ne témoignât d'aucun intérêt pour les questions intellectuelles : les recherches, bien au contraire, dans certains domaines, inspirent toute une émulation et témoignent d'une patience méritoire; mais, en dehors des sciences exactes, le zèle se déploie dans une direction fausse, se fatigue sans qu'il en résulte de réels avantages. On ne sait pas tirer parti des matériaux à portée de soi. Le travail intellectuel est moins une œuvre de production originale et individuelle, qu'un labeur de seconde main ou de compilation. L'esprit ne quète pas où il faudrait, il bat les buissons. Un tel disserte sur l'encrier de Luther; tel autre cherche à découvrir comment était faite la lance de Goliath; un autre calcule les dimensions de l'arche de Noé. On refond la vie des saints, les discours théologiques, les codes, en volumes massifs. Mais des Sommes instructives, des vieux Digestes, des thèses pleines de saveur, personne ne sait extraire ni le sel, ni l'enseignement vrai. On ne sait pas comprendre et faire valoir les documents, les intéressantes chroniques, sources de l'étude historique. Le travail est inutile, parce qu'il est mal conçu.

CHAPITRE III

LES CONSCIENCES

I

La disposition maladive d'une époque affecte un type précis, quelles que soient la direction dans laquelle le mal évolue et la forme des accidents qu'on observe, type en connexion plus ou moins étroite avec la modalité des crises antérieures et la nature des causes originaires. Ce fait est des plus nettement marqué dans le domaine des choses intellectuelles et spirituelles.

Les agglomérations armées constituaient des foyers engendrant chez les uns, aggravant chez les autres un état d'agitation, de fièvre, de subites dépressions et d'excitations aiguës. Cet état s'exaltait des hantises d'une vie de dangers, de fatigues, ou, brusquement, de basses jouissances et d'oisiveté. En passant par toutes les phases de l'instabilité matérielle, par tous les assombrissements du caractère et par tous les degrés de l'inconsistance morale, il se transformait en un déséquilibrement qui s'accentua au fur et à mesure que se prolongèrent et ces conditions malsaines et l'influence pernicieuse du contact de pareilles collectivités sur les individus. Les processus mentaux finirent par s'altérer dans ce flottement. Aux conceptions et aux représentations faussées, aux associations

d'idées que ne corrigèrent plus ni raison, ni morale, s'enchaînèrent des actes illicites et immoraux; la destruction des croyances succéda à l'ébranlement des principes. L'indiscipline n'est qu'un phénomène externe témoignant de la désorganisation de la conscience; cela est aussi vrai pour les collectivités que pour les individus.

A l'instar d'une jachère prolongée où la terre est envahie et bientôt recouverte de plantes parasites et vénéneuses, il se produisit dans les esprits une germination, une poussée de superstitions qui, en se répandant, étouffèrent les débris d'une culture rudimentaire ou superficielle, détruisirent le reliquat d'une spiritualité affaiblie ou qui n'était qu'apparente : un retour à l'état barbare. La caractéristique de cette époque et de ces milieux est une sorte de fétichisme noyé dans les superstitions de la peur, fille elle-même de la désorientation morale.

Parmi ces superstitions, les unes plongent par leurs racines dans l'antiquité païenne; d'autres sont tissées des légendes ou contes magiques de l'Orient; d'autres, enfin, naissent sur place et se perpétueront jusque bien au delà de la guerre, puisque aujourd'hui telles d'entre elles n'ont pas encore disparu. L'instinct de la conservation, la frayeur de la mort suggèrent des pratiques qui, aux temps héroïques, conféraient l'invulnérabilité. Les « Sagas » germaniques du dieu Baldur, de Hagen, de Siegfried, revivent: elles incitent à graver sur la poignée ou la lame des épées des signes qui opéreront « le charme », à faire forger les armes par des nains, afin qu'elles puissent « jeter ou fixer le sort ».

L'homme se sentant petit en face des manifestations de la nature, en l'absence de notions exactes, il s'était créé des mythes. De même, ne possédant que des notions très vagues sur l'invention de la poudre à canon,

sur la genèse de l'explosion et le secret de la trajectoire, le peuple imagina des mystères. Il lui importait, à l'instar des génies mythologiques, de se rendre l'inexpliqué propice ou de l'asservir aux doubles fins d'être préservé soi-même et d'atteindre l'ennemi. De plus, l'effet inégal des engins à feu, l'imperfection du tir, c'est-à-dire la constatation que, suivant les cas, les projectiles éclataient, n'éclataient pas ou frappaient à côté du but, confirmaient l'idée d'un mystère inhérent au boulet, à la fumée, à la fulguration, et paraissaient justifier l'emploi de pratiques cachées ou de conjurations dont l'action protectrice ou miraculeuse semblait évidente.

A côté des prières usuelles et machinales adressées à Dieu et à ses saints, auxquelles laïques et clergé avaient recours avant le combat, prières dont on attendait un double exaucement ou une double action : d'heur pour soi et de malheur pour l'ennemi, surgissent des conjurations avec leurs formules d'exorcisme, des procédés de magie et de sortilège, des incantations à l'adresse du diable dont le pouvoir discrétionnaire et le patronage pouvaient être avantageux pour l'invocateur et néfastes pour l'ennemi. On arriva à se persuader que les conjurations octroyaient l'invulnérabilité. Prononcer, au moment voulu, une sentence, une maxime, tel passage de l'Écriture ou telle oraison passa pour dégager comme un fluide bienfaisant. Il en était qui croyaient que dans le son d'un mot, dans la vibration d'une sonorité ou le mode d'ondulation perçue par l'oreille, réside une puissance invisible, insaisissable, mais effective. Les superstitions variaient suivant les milieux, mais elles étaient répandues dans les armées protestantes comme dans les catholiques : les annales de la Réforme en témoignent. Luther lui-même s'en était occupé, les avait discutées et avait parlé de ceux qui, par l'invocation, par

un geste reproduisant un signe convenu, comme de tracer sur terre certaines figures ou certains symboles fatidiques, savaient se garer d'un coup de feu ou se préserver d'une blessure. Chez les protestants comme chez les catholiques, les uns portaient les amulettes ou talismans, les autres se livraient à des procédés cabalistiques destinés à les rendre réfractaires « au sort » que pouvait leur avoir jeté l'ennemi, et à dégager leurs armes du sortilège qui en neutralisait l'action. Les uns portaient sur eux soit un « billet » contenant tels noms de saints ou l'écriture de telles personnes, soit un feuillet de l'Évangile de saint Jean; les autres « se vouaient » à saint Georges ou à saint Christophe, ou à une personne dont on disait qu'elle avait le « mauvais œil » mais, en même temps, la puissance de rendre invulnérable; les autres encore contractaient un pacte avec Satan. Ces pratiques constituaient un héritage du passé, entre autres des Italiens et des Espagnols qui, entrés dans les Pays-Bas en 1568, avaient emporté dans leurs bagages des ballots de livres de cabale (I. Dodimus, *De magorum demonomania*, t. III); d'autre part, sur presque tous les morts et prisonniers des troupes brandebourgeoises qui, en 1587, sous la conduite de von Dohna, étaient venues au secours des Huguenots, les Français avaient recueilli des talismans ou billets de magie que les soldats portaient autour du cou (*Mart. Delrio. Disquisit. magic.* VI. I. Ursellis 1606, p. 129).

Chez les catholiques comme chez les protestants enfin, les esprits sages et éclairés continuaient à réagir contre ces aberrations. Luther s'était refusé à « consacrer » en faveur de Bernard von Milo, bailli de Wittenberg, un billet que ce dernier lui avait envoyé afin de le porter ensuite sur soi à titre d'amulette; plus tard, le jésuite Georges Scheerer, prêchant dans la chapelle de la cour, à Vienne,

ne s'était pas fait faute de condamner l'emploi des objets de magie en tant que moyens préservatifs ou protecteurs.

Jusque chez les lettrés et les chroniqueurs qui blâmaient les pratiques d'occultisme ou de magie, nous constatons, à côté d'un certain jugement raisonné et objectif, la tendance à voir dans les faits dont l'explication leur échappait une intervention surnaturelle, selon les cas, divine ou diabolique. On mettait, par ailleurs, le diable plus souvent en scène, ou en cause, que le bon Dieu, et partout on croyait découvrir l'empreinte de sa griffe. Luther, plus psychologue cependant que la plupart de ses contemporains, revient fréquemment dans ses commentaires sur une influence diabolique, et relate, entre autres, des histoires de jonglerie vulgaire comme preuve à l'appui de cette activité satanique. Zimmermann l'aîné, d'Augsbourg, dans son *Bezaar wider alle strich, straich und schüss, voller grossen Geheimnüssen*, reflète ces mêmes appréciations; ainsi, il voit le diable dans ce spadassin qu'aucune lance ne pouvait entamer, mais qui plus tard fut assommé par un coup de massue; — dans ce soldat de Lichtenstein qui, après chaque bataille, secouait son manteau d'où tombaient les balles : celles-ci, bien qu'ayant effectivement troué ce vêtement, n'avaient pu atteindre le corps; — enfin, dans cet individu qui appuyait la pointe d'une épée sur sa poitrine, supportant, sans qu'il se produisît la moindre égratignure, une pression sur l'épée telle que celle-ci ployait à la façon d'un arc de cercle. Les annales de l'époque sont remplies d'épisodes analogues et de conclusions semblables. Dans la *Relation du siège et de la prise « à main armée »* (textuel) *de la ville de Pilsen en Bohême*, écrite en 1619 (et en allemand, bien entendu), on peut lire :

« Un téméraire parmi ceux de Mansfeld, il s'appelait Hans Fabel, s'en fut un broc à la main vers le fossé de la ville, et porta la santé de ceux qui défendaient les remparts. Les assiégés lui tirèrent dessus, ce qui n'empêcha pas notre audacieux de vider son pot de bière et de faire une grande révérence à ces messieurs ennemis. Rentré au camp, on trouva cinq balles dans son pourpoint. Cet enfant de Satan, tout invulnérable qu'il fût, n'en mourut pas moins, mais de maladie! avant la prise de la ville. Il s'agit ici de l'artifice magique qui, je l'ai constaté, est infiniment répandu. Un roc pourrait être entamé plus facilement qu'un de ces ensorcelés. Je crois que le diable est en eux. Bien plus! un de ces possédés peut influencer un camarade, voire encore à l'insu de celui-ci et malgré sa résistance. Preuve en soit ce que j'ai vu : un tambour de quatorze ans venait d'être frappé par une balle pendant qu'il battait la peau d'âne; que fait la balle? elle ricoche du bras sur le côté gauche d'un gamin placé tout proche et tombe à terre. Tous ont pu s'en assurer comme moi. Mais toutes ces choses tournent à mal; car un sortilège se dresse contre un sortilège : ces artifices s'élèvent contre le premier des commandements de la Loi de Dieu et contre d'autres encore. Prier Dieu diligemment et s'en remettre à lui, voilà ce qui protège bien plus sûrement. Si l'un est tué, l'autre en réchappe; Dieu le veut ainsi. Celui auquel les balles prennent la vie, les anges le portent au ciel; quant aux ensorcelés, c'est le Gaspard noir (*der schwarze Kaspar*, le diable, terme usité au dix-septième siècle) qui vient les prendre et les emmener. »

Nombreux étaient les objets employés pour faire agir un sort ou un charme, ou qui constituaient un talisman ou une amulette. Là aussi, la mode s'en mêlait. Les « dessous » ou chemises magiques, dites de Saint-Georges,

jouissaient d'une réputation bien établie. Leur fabrication exigeait une méthode particulière : des vierges devaient — d'après la tradition — en préparer et en coudre la toile pendant la nuit de Noël; sur le devant de la chemise on brodait deux têtes ou figures, l'une barbue pour le côté droit, l'autre devant ressembler à l'image qu'on se faisait de Belzébuth, et être surmontée d'une couronne : réminiscences, peut-être, des têtes sacrées de Donar et Wuotan? Une règle plus moderne voulait que la chemise fût tissée par des jouvencelles âgées de moins de sept ans, qu'elle fût cousue à points entre-croisés, puis déposée, secrètement, sur l'autel où elle devait rester jusqu'après la célébration de trois messes. On portait une pareille chemise sous le vêtement pour le jour de la bataille. Mais si, en dépit de toute attente, le porteur était blessé, la faute en incombait à du fil non consacré qui se serait glissé parmi la toile merveilleuse. Les formules et sentences variaient à l'infini quant à leurs substances, les talismans ou amulettes quant à leur nature ou à leur contenu. Nous trouvons « le billet du pape Léon », le « billet du Chevalier des Flandres », ainsi nommé parce que le chevalier portant cette sorte d'amulette avait échappé au supplice auquel il avait été condamné, le bourreau n'ayant pu lui « entamer le cou »; le « billet des Bénédictins », qui passait pour « nouer » l'arme de l'ennemi au moment du danger. Ces billets étaient couverts de signes indéchiffrables, parsemés de nombreuses croix, pliés de façons différentes; on les dépliait sous certaines constellations et avec telles ou telles invocations. On attribuait aux hosties des vertus talismaniques; des inscriptions faites avec du sang de chauve-souris en accentuaient le pouvoir préservatif et l'effet miraculeux. D'après Grimmelshausen, telles de ces inscriptions étaient ainsi conçues : « Satan! aide-moi,

corps et âme seront à toi! ». Ces amulettes étaient censées écarter les balles; les portait-on dans le creux de l'aisselle gauche, elles avaient la faculté « d'enchanter », c'est-à-dire de « boucher » le canon du mousquet ennemi. On allait même jusqu'à avaler ces objets. Un autre procédé consistait à copier en lettres très fines et sur du papier pelure tel passage de l'Évangile, notamment de l'Évangile de saint Jean, à cacher le billet sous la nappe de l'autel d'une chapelle catholique, et, trois messes ayant été dites, de l'enfermer dans un tuyau de plume ou dans une coquille de noisette dont on bouchait les interstices avec de la cire ou de la laque; ou bien on scellait l'objet dans une petite capsule d'or ou d'argent; enfin, l'on se suspendait l'amulette au cou. Il en était qui, au moment de la communion, invoquaient le diable, sortaient l'hostie de la bouche et se la greffaient sur une plaie préalablement pratiquée en un endroit quelconque du corps.

Les moins scrupuleux se vouaient sans restriction à Satan; ceux-là avaient la réputation d'être absolument invulnérables, invincibles, irrésistibles, et plus « forts » ou « congelés » (en allemand : *fest, gefroren*) que ceux qui avaient été simplement l'objet d'un charme, d'une conjuration ou d'un sortilège. On leur attribuait le pouvoir de jeter un sort, non seulement sur autrui, mais aussi sur les choses animées ou inanimées, comme les aliments, les fruits, que dès ce moment on n'arrivait pas à « entamer ». Parmi les choses censées posséder une vertu surnaturelle on trouvait entre autres : un morceau de la corde ou un anneau de la chaîne d'un pendu, des poils de la barbe d'un bouc, les yeux d'un loup, la tête d'une chauve-souris, objets qu'il fallait inclure dans une bourse faite avec la peau d'un matou noir; de même encore, un brin de verveine, d'herbe à Saint-Jean, du

romarin, du fenouil, du persil, etc. Comme plante « maléfique » et « enchanteresse » à la fois, les cabalistes prônaient une fleur pourprée qu'ils appelaient *l'efda manila;* elle écartait les balles et « nouait » l'engin ennemi pour un mois lorsqu'on la suspendait au mur d'une ville assiégée au moment où partait le premier coup de feu d'une pièce ennemie.

De très bonne heure, les médailles servirent d'amulettes. Les « sidéristes », sorte de secte de gens versés dans les secrets chimériques de l'astrologie, frappèrent, « divinement inspirés », des médailles d'argent et d'or qu'on se suspendait au cou. Thurneisser les répandit dans l'Allemagne du Nord. Ces pièces sont représentées dans Moehsen : « *Beiträge zür Geschichte der Wissenschaft in der mark Brandenburg*, Berlin, 1783. » Nous ne parlons pas ici des médailles bénites des lieux de pèlerinage, des médailles commémoratives, etc. Une curieuse médaille était celle dite de Saint-Benoît ; elle portait l'image du saint et de sa croix et était destinée à mettre celui (ou celle) qui la gardait par devers lui à l'abri de la peste (en allemand : *pestmedaille*). En ce qui concerne les monnaies recherchées, au cours de la guerre, comme objets talismaniques, il convient de mentionner les écus de Saint-Georges, notamment ceux frappés en 1611 et 1613, et qui portaient la légende : *Bei Gott ist Rath und That;* ils étaient particulièrement estimés.

Ceux qui s'adonnaient à ces pratiques, ou ceux qui passaient pour en bénéficier d'une façon ou de l'autre, ne se recrutaient pas uniquement parmi le commun peuple. L'Empereur, le tout premier, croyait à la possibilité d'acquérir l'invulnérabilité ; l'essentiel étant, selon lui, de procéder d'après les règles exactes de la magie. De même aussi Wallenstein et son parent Terzka, Holk dont on dira que le diable en personne était venu le prendre,

et Tilly, que les troupes tenaient en suspicion de sorcellerie. L'épée de Gustave-Adolphe passait pour être « enchantée ». On prétendait Willenger « congelé », un boulet l'ayant projeté à une distance de sept pas sans le blesser (*Belli Laurea Austriaca*, 1626). L'invulnérabilité des princes de Savoie était légendaire dans tous les camps; le maréchal de Schauenbourg, voulant en avoir le cœur net, fit tirer à plusieurs reprises sur le prince Thomas sans que personne arrivât à l'atteindre; les raisons en étaient attribuées, par les uns, à une grâce divine et spéciale immanente dans la famille; par les autres, à un artifice transmis héréditairement dans la maison de ces princes (descendants, disait-on, du prophète Daniel) (*Simplicissimus, Continuatio*, 13). Ajoutons qu'à la fin du dernier siècle encore l'armée prussienne croyait les Hohenzollern invulnérables; Frédéric-Guillaume II passait auprès des vétérans de la campagne de 1792 pour ne pouvoir être atteint que par une balle en argent. Les plaintes provoquées par les abus qu'entraînaient avec elles les pratiques talismaniques ou magiques devinrent si unanimes que, pendant le blocus de Magdebourg, en 1629, les généraux se virent contraints d'en délibérer. Gustave-Adolphe, pour sa part, édicte un supplément au paragraphe premier des articles de guerre, « interdisant les œuvres de la sorcellerie, de l'idolâtrie et de la magie, comme constituant un péché contre Dieu. »

Les mystérieuses puissances auxquelles peuple et guerriers avaient recours se dévoilaient trop souvent comme des auxiliaires peu sûrs. Pas de magie capable de tirer un malheureux d'entre les mains du bourreau! Il y avait de quoi rendre perplexe, car là, en effet, les espérances les plus naïves échouaient piteusement devant les plus cruelles réalités. Ces déceptions, néanmoins, ne désillu-

sionnaient pas les esprits. Au contraire, loin de s'appesantir sur le doute quant à l'efficacité des pratiques surnaturelles, les pensées se portaient sur les moyens aptes à renforcer leur action, et sur la vengeance à exercer sur ceux-là qui, maléficieusement, se faisaient les instruments de ces mécomptes, les grands fauteurs du mal : les prévôts et le bourreau, bêtes noires de l'armée, qu'on englobait dans une même aversion et dans une haine commune. Aussi, lorsqu'une troupe en avait battu une autre, c'était un service à se rendre mutuellement que de supprimer ces personnages. On n'y manquait pas pour peu que les circonstances s'y prêtassent ; chacun s'y employait, empressé. Certaines parties du corps : la nuque, la place comprise entre les épaules, le creux de l'aisselle, le défaut du genou, passaient pour être réfractaires à tout « enchantement ». Par contre, le reste du corps était susceptible d'acquérir l'invulnérabilité ou l'insensibilité quant à l'action ou à l'effet de certains métaux : plomb, fer, cuivre. Inversement, une arme ou un objet en bois pouvait rompre un charme ou annihiler la vertu d'un talisman ; c'est pourquoi l'on rencontrait si fréquemment, parmi les mercenaires, des individus portant, outre l'équipement militaire, qui un fléau, qui une massue, qui un simple bâton. Les balles en argent détenaient le record comme moyen de contre-sortilège ou d'antimaléfice ; rien ne leur résistait, elles bravaient tout obstacle lorsque le métal dont on coulait le projectile était celui d'une pièce d'argent transmise de père en fils. Les narrations, à l'appui de ce dire, citaient comme authentiques et certains des faits relatifs, par exemple, à un Autrichien, gouverneur de Greifswald. Les Suédois avaient tiré sur lui, sans l'atteindre, plus de vingt balles ordinaires, lorsqu'il fut touché et abattu par un coup de feu chargé avec un gros

bouton en argent qu'un soldat portait sur lui et qu'il avait hérité des siens. Ou bien encore, une sorcière du Sleswig, changée en loup et errant dans la contrée, toujours invulnérable, fut tuée enfin par une balle en argent. Ces histoires hantaient les imaginations, chacun, à défaut d'argent, combinant, pour le remplacer, des alliages doués d'affinités analogues, se mettant, avec mille précautions, à couler des balles auxquelles on demanderait, suivant les cas, ou bien de tuer sans déchirer la peau, ou bien de ne léser que tel organe vital, ou bien encore de simplement rompre un charme, etc. Au métal en fusion on ajoutait alors, de la farine, du mica pulvérisé, ou telle autre substance, en éteignant la coulée dans une décoction vénéneuse, etc. Quant aux armes blanches, on y incrustait, sur le fourreau aussi bien que sur la lame, des signes, cercles, lignes, croix ou lettres cabalistiques : sur le tranchant de la lame il s'agissait de passer du pain de froment, pétri et cuit dans la nuit de Pâques, en traçant tout le long des séries de croix.

Les plus timorés se reprochaient bien de tomber, ce faisant, sous le coup d'une accusation possible de sorcellerie ; aussi, pour calmer leurs scrupules, se mettaient-ils en quête de moyens moins illicites, offrant cependant les mêmes garanties de succès. L'alchimiste consulté recommandait, dans ces cas, « une poudre sans bruit et sans fumée » qu'on obtenait en ajoutant à de la poudre ordinaire partie égale d'os calcinés qui devaient provenir d'un chien à noir pelage. Les plus difficiles à satisfaire recherchaient des substances capables de « doubler » la force des muscles ou d'augmenter l'adresse au tir. Enfin, si, d'une part, le grand nombre entourait d'une crainte respectueuse ceux qu'on croyait en possession d'un pouvoir occulte et cherchait à se les concilier, de l'autre, beaucoup de soldats tenaient ces individus en piètre estime et pen-

saient comme le troupier : « Si ces gens n'avaient pas la frousse, ils ne donneraient pas dans ces farces. » Un poltron s'adresse, pour obtenir un billet-amulette, à un camarade entaché de magie; celui-ci lui fait remettre et coudre dans un pan d'habit un petit papier où se trouvaient ces mots, reproduits trois fois : « Défends-toi, c.....! ». L'autre, ignorant de quoi il s'agit, se persuade être, dès lors, invulnérable et fait, réellement, preuve d'intrépidité. Le chroniqueur qui nous rapporte cette anecdote ajoute : « sans jamais être blessé! »

Vers les dernières années de la guerre, des histoires de fantasmagorie et d'apparitions courent les camps et les bivouacs. On raconte comment, à un moment donné, il est possible de se rendre invisible ou d'immobiliser une escouade ennemie en faisant surgir devant ses yeux une patrouille prête à la surprendre, un marécage où elle ne manquera pas de s'enlizer, d'illusionner en un mot par la création voulue de tels ou tels tableaux de *fata morgana*. A l'appui de ces élucubrations, on cite, soi-disant d'après Grégoire de Tours, l'exemple des Avares qui, grâce à des procédés semblables, avaient jadis battu Sigebert, le roi des Francs; puis l'aventure plus récente du duc Hans-Adolphe von Plön qui, pressé par un parti de Turcs, aurait réussi non seulement à se rendre invisible, mais encore à se transformer et à transformer sa troupe en autant d'arbres; et cela si parfaitement que les Turcs, complètement abusés, s'étaient mis à souiller ces prétendus arbres. A ces insanités s'ajoutent des pratiques d'astrologie; or, comme de prédire par l'inspection des astres l'issue d'une bataille ou le cours des événements n'est pas du ressort de chacun, on court chez les faiseurs de pronostics qui, sans vergogne, battent monnaie de leur science chimérique et de leurs grossiers mensonges. Conjointement il se

produit une poussée de spiritisme ; d'aucuns prophétisent, d'autres s'adonnent à la cartomancie, à la chiromancie. Il en est qui passent pour avoir le don de seconde vue ; on se répète que d'autres apparaissent à distance, que d'autres se dédoublent. Chacun se fait dire la bonne aventure.

Au camp des Impériaux et Saxons devant Madgebourg[1], en 1636, un pauvre mathématicien se trouvait alité. Il avait annoncé à ses camarades que la journée du 26 juin lui serait fatale. Au jour dit, un lieutenant entre dans la hutte occupée par le malade et le prie de lui prédire sa destinée. Après quelques hésitations, notre sire annonce à l'officier : « Dans moins d'une heure vous serez pendu. » Furieux, ce dernier dégaine et occit le pauvre diable. Un tumulte s'ensuit ; le meurtrier saute en selle et va s'échapper, quand un rassemblement lui barre le chemin. C'était le grand électeur de Saxe, accompagné du général Hatzfeld et d'un nombreux cortège, qui inspectait le camp. Mis au courant de l'événement, l'électeur s'écrie : « Que voilà un bel exemple ! Comment ! un pauvre hère ne serait plus en sûreté dans son lit ! » Sans tarder, l'officier fut pendu.

D'autre part, les colonels ne tergiversaient guère avec les devins ou diseurs de bonne aventure, et faisaient arquebuser ou pendre les prisonniers sur lesquels on trouvait des balles ornementées de signes fatidiques.

II

De l'excès des souffrances naissait un mortel abattement. Les âmes religieuses, dans leur désolation, aspiraient à la purification d'une rénovation calmante. Un retour à la sim-

plicité évangélique, une réaction contre un exclusivisme desséchant, la tolérance dans les questions confessionnelles s'imposaient. La situation politique était telle, que la trêve entre les individus devenait aussi nécessaire à réaliser que la paix conclue entre les partis; il y allait du salut commun et de l'intérêt même de chacune des confessions.

Chez le plus grand nombre, il est vrai, l'indifférence à l'égard des questions religieuses grandissait. A ce moment, cependant, il se produisit dans l'élite des esprits une renaissance très manifeste qui se traduisit dans la recherche d'un idéal, et plus spécialement dans la conscience religieuse, par une évolution, chez les uns, dans le sens de la libération des formules, et chez les autres, dans la direction d'un épurement mystique. Et tous, dans la voie de la tolérance et du support mutuel, catholiques pieux et hérétiques de l'une ou de l'autre dénomination, se trouvèrent d'accord sur ce point.

Ces aspirations idéales qui s'expriment dans le besoin de croire, de savoir, ou d'agir, recrutent des adhérents parmi tous les groupes épris de sanctification, ou de justice, ou de vérité; elles constituent un mouvement qui fera de catholiques comme Spee et Scheffer des mystiques, d'un protestant comme Spener un piétiste; enfin, de savants, arrivés à professer de nouvelles conceptions relatives à la création et à la divinité, des philosophes.

L'orthodoxie protestante avait déçu ceux qui attendaient du protestantisme autre chose qu'une institution fermée aux aspirations libérales, figée dans un doctrinarisme officiel et immobile, reniant les principes qui lui avaient valu et son existence et sa raison d'être. Après avoir revendiqué pour lui-même le droit d'interprétation et de liberté de conscience, le protestantisme se révélait

— toujours plus inconséquent avec lui-même — intransigeant, autoritaire, inquisiteur. Ces illogismes choquaient. Beaucoup ne pratiquaient déjà plus. On arrive au moment où les idées d'indépendance en matière de foi recommencent à prévaloir. On revient à l'une des thèses favorites de Luther que s'attacher ou non à une Église, reconnaître et accepter ou non ce que celle-ci pourrait imposer, est affaire d'appréciation individuelle, de la conscience en un mot. Il s'ensuit qu'on admet comme légitimes les inspirations personnelles, et comme logique la latitude laissée à l'individu de se détacher d'une communauté religieuse pour s'unir, en groupements nouveaux et autonomes, à ceux qui professent des sentiments ou des opinions en harmonie avec les siens. C'est ainsi que se fondent les conventicules des piétistes avec un Böhme très convaincu, avec un Kullmann assez déséquilibré, et, plus tard, cette maison-mère des frères moraves qui essaimera au loin.

Un mouvement analogue ne pouvait évidemment pas se produire dans le sein du catholicisme; rares étaient ceux qui restaient croyants tout en condamnant ce que la discipline spirituelle avait d'excessif. L'Église elle-même se fit tolérante plus tardivement et suivant les conditions du milieu; elle n'accepta les acquisitions de la science que sous la pression de l'évidence des faits. Ne venait-elle pas, cédant au Saint-Office, de déclarer hérétique le système de Copernic, de mettre à l'index le mémorable livre de Galilée, et de forcer l'abjuration de l'illustre mathématicien (1633) qui seule le sauva du bûcher? Chez les plus éclairés, c'est la soumission ou le renoncement; vertus passives peut-être, vertus sublimes néanmoins en regard du pessimisme subtil et de l'obscurantisme étouffant de certaines sectes dont l'enthousiasme est accompagné de

défaillances, l'altruisme de caprices, et où l'orgueil confine à la déraison. Dans la catholicité aussi, des voix s'élèvent, prêchant le devoir austère, une pure sainteté, l'évangélique abstinence ; elles savent reconnaître que si tant d'âmes se sont détachées de l'Église, c'est qu'en de nombreux points l'Église avait failli à sa mission. Pour ne revêtir qu'une forme vague et ténue, pour n'être simplement que généreux, le mysticisme de l'époque n'en est pas moins pénétrant, les idées répandues çà et là par des hommes convaincus n'en germent pas moins sans bruit dans les consciences. En prêchant le sacrifice de la personne et les vérités fondamentales de l'Église, les mystiques relèvent chez plusieurs la force affaiblie et leur font entrevoir des espérances nouvelles. Le clergé séculier, presque dans sa totalité, renonce à son ancienne intransigeance, car il souffre lui-même de l'asservissement à l'Inquisition romaine et de l'ingérence des congrégations étrangères, de leur empiétement même sur ses droits, sur ses fonctions et ses attributions pastorales, toutes choses qui, en outre, froissent son sentiment national.

A côté du clergé, bien que leur prestige eût baissé, les jésuites continuaient leur œuvre. Le champ d'activité de l'ordre s'était trouvé limité par le traité de Westphalie. Les Pères n'en déployaient que plus de zèle là où il leur avait été concédé de se fixer et de se répandre : ils recherchaient, certainement, moins la grâce des prosélytes et la renommée de l'Église, que la domination et la gloire de l'ordre. L'effort combatif et conquérant de l'ordre, nous le voyons dès lors se porter sur des ennemis très vivaces, très résolus à défendre leurs institutions, sur les juifs.

Depuis les croisades, l'Église, le peuple, les souverains n'avaient cessé d'en vouloir à ces gens de trafic et de négoce, qui, dès les plus lointains âges, surmontant les

dangers, tenant tête aux épreuves, avaient su conserver, en dépit de tous les ostracismes, leurs traditions, leurs rites, leur foi. Quelles qu'eussent été les tribulations par lesquelles ils avaient dû passer, ils avaient amassé des richesses qu'on jugeait plus considérables qu'elles n'étaient réellement. L'Église s'attaquait à leurs croyances, les foules — et combien de princes! — convoitaient leur or. S'il eût été possible de s'entendre et, plus encore, de se passer d'eux, on eût été prêt à supprimer la race. L'histoire des juifs est connue. A l'époque qui nous occupe, ce fut, dans l'état d'ébullition des esprits causé par l'acuité des passions politiques et religieuses, un retour aux légendes les plus absurdes, une fermentation nouvelle de fanatisme haineux: de secrètes et basses cupidités contribuèrent à ameuter les masses contre les juifs. On les accusa d'empoisonner les puits, de susciter la peste, d'entrer dans les églises afin d'y souiller les hosties, de se saisir d'enfants dont, au cours des rites, ils dévoraient le cœur. Les persécutions reprirent, affectant toutes les formes : spoliations, violences, emprisonnement. En 1614, le populaire se rua sur le *Ghetto* de Francfort-sur-le-Mein, saccageant et tuant. Cependant, à cette époque, de nombreux savants juifs avaient acquis une réputation méritée, et, malgré l'animadversion que leur race inspirait, une considération personnelle incontestée. En outre, les juifs étaient plus riches, et, pour une grande quantité de transactions qu'ils paraissaient seuls qualifiés pour mener à bien, plus indispensables qu'ils ne le furent depuis. Par cela même, ils jouissaient, par moments, d'une certaine protection officielle : de la part de la cour impériale, auprès du sultan, et jusque dans l'entourage du Saint-Père. Néanmoins, en dépit des recommandations dont ils pouvaient se prévaloir, et malgré les efforts incessants d'une aristocratie juive

intrigante et prête à payer tous les ménagements, les fils d'Israël demeuraient des parias. La loi les forçait à porter la marque distinctive et injurieuse qui de loin devait les faire reconnaître : dans l'Empire, un brassard jaune ou une bande d'étoffe jaune cousue sur le vêtement : en Bohême, un col ou une ruche de toile bleue : en d'autres contrées, comme au moyen âge, un chapeau de haute forme jaune ; dans les provinces italiennes, le manteau rouge.

Pour le juif tout était instable. Sa vie était faite de contrastes ; sa condition exposée à toutes les fluctuations : tantôt protégé par l'Empereur ou livré au bon plaisir de tyrannies locales, tantôt flatté par des souverains recourant à ses capitaux ou forclos du droit commun : — à la fois nécessaire, puisqu'on le recherchait, haï pour ses talents en affaires : — toujours sur le qui-vive lorsqu'il se mêlait à la foule ou lorsqu'il se tenait dans sa solitude : — frayant avec chacun et séparé de tous ; — riche de son gain et misérable malgré son or ; — fier, habile, tenace, fidèle aux traditions de ses pères ; — craintif, sordide, rampant, servile ; — épris de la gloire de son lointain passé et ployant l'échine sous le joug qui l'opprime depuis seize siècles.

Pendant la guerre, toujours à l'affût, sans relâche à la peine, dénicheur émérite, trafiquant infatigable, il avait, avec ses congénères, creusé à travers cet espace toujours plus désert et ruiné qu'était le Saint-Empire, des chemins qui rendaient l'Europe tributaire de son aventureuse et âpre audace. Une armée de correspondants, de messagers, d'intermédiaires, faisaient la navette entre Amsterdam et Varsovie, la Lombardie et Francfort ; ils se faufilaient dans tous les trous, vêtus en loqueteux, mais cachant sous leurs haillons des traites, des bijoux, avalant même, afin

de les sauver, les pierres précieuses qu'on leur confiait. Ils se glissaient d'un camp dans le camp ennemi, bravant les ordonnances et les édits : d'un pays dans le pays voisin, avec, pour bagage, une sacoche graisseuse qu'ils bouclaient sur l'épaule, brocantant, recélant. Ils grappillaient les florins, les ducats qu'ils échangeaient dans les comptoirs de leurs proches contre des écus fourrés ou des doublons rognés, instruments d'échange lors d'une campagne nouvelle d'où ils remportaient des dentelles, des ornements d'église, des armes, des fourrures. Ils allaient les revendre aux nobles, aux prêtres, aux bourgeois dont tout juif se savait à la fois pourvoyeur indispensable et bête noire honnie. Les plus riches s'enfermaient dans leur banque, cachant les billets, les traites, les gages qu'avaient livrés contre un peu d'or les villes obérées et les seigneurs arrogants.

Auprès de l'administration sortie du bouleversement de la guerre, les juifs ne trouvaient ni secours, ni appui; détestés par ceux d'en haut, ils étaient maudits par ceux d'en bas. Si le protestantisme glacial et sans crédit les blessait par sa morgue acrimonieuse, ils redoutaient plus encore l'Église catholique pour les entreprises constantes d'un prosélytisme que rien ne rebutait. D'autre part, les événements, et plus spécialement la reprise de l'activité commerciale après la paix de Westphalie, avaient été, pour un grand nombre, la cause d'une période de rapide prospérité. La diminution du trafic international, la ruine de plusieurs anciennes maisons marchandes de Nuremberg et d'Augsbourg, l'avilissement des monnaies, les pressants et incessants besoins d'argent des princes, avaient favorisé le déploiement du savoir-faire, la mise en œuvre de l'esprit d'initiative des juifs au prorata des innombrables affaires auxquelles ceux-ci participaient et dont, en

définitive, ils tenaient en main les fils. Le rôle des juifs et de leurs agents étrangers ou coreligionnaires répandus à Constantinople et à Cadix, en Pologne comme dans la Péninsule, dans toutes les branches du négoce, n'a pas été mis suffisamment en relief en ce qui concerne la reprise du commerce général qui suivit la guerre.

Dans les provinces héréditaires de l'Empereur, l'ordre des jésuites avait eu toute liberté d'action. Le bras séculier lui venait en aide pour extirper l'hérésie et vaincre la résistance des dissidents ou des non chrétiens. En Bohême, la génération témoin de la bataille de la Montagne-Blanche avait disparu, avec elle les théologiens disciples de Wicleff et les savants qui avaient honoré le pays. Les anciennes familles nobles étaient exilées, une nouvelle caste d'anoblis venait d'être créée dans la ville des Hussites. La seconde génération des reconquis vivait à l'état d'un peuple rude, ignorant, prêt à tous les esclavages et qui, non seulement ne voulait plus se souvenir d'un passé glorieux, mais encore maudissait l'hérésie, cause d'une longue série d'adversités.

La communauté juive de Prague comptait parmi les plus riches et les plus influentes de l'Empire ; on la tenait pour la plus ancienne, car la légende en faisait remonter l'origine aux temps où la religion chrétienne avait pris racine sur les rives de la Moldau. Aujourd'hui encore, le voyageur ne manque pas de visiter les rues étroites du quartier juif où les petites maisons se serrent juxtaposées comme les cellules d'une colonie de termites, et qui, jadis, cachaient les plus grandes richesses et les plus indicibles misères du pays. Dans ce ghetto resserré vivaient, après la guerre, près de six mille juifs, agioteurs, chiffonniers, usuriers, brocanteurs, formant une communauté très close ; des êtres haïs et qu'on traitait en ennemis ; à leur tour

ceux-ci se trouvaient comme en état de guerre avec les mœurs, en rébellion contre les dures lois civiles : ils résistaient avec acharnement au fanatisme environnant. C'est dans ce milieu, et sur ces adversaires, que l'effort des jésuites se porta.

Toutes les violences, les mesures les plus odieuses furent mises en œuvre pour arracher à cette population traquée et sans défense des conversions forcées et scandaleuses au dire même de catholiques convaincus et pieux. De cette époque date un opuscule écrit en latin par le Père Eder, traduit en allemand par le Père Christel, tous deux de la S. J., et qui relate l'histoire de la campagne entreprise par les jésuites pour convertir les juifs. Ce traité narre les aventures des nommés Simon Abeles et Lévi Hussel, dont l'un condamné à mort comme relaps ; il constitue un plaidoyer qui, sans nous convaincre, cherche à justifier les Pères des graves accusations portées contre eux. En le lisant, on ne peut se défendre d'un sentiment de dégoût ; quels qu'aient pu être les mobiles qui poussèrent les jésuites, et quel que fût le nombre des conversions qu'ils prétendirent n'avoir été obtenues que par la persuasion, il n'en résulte pas moins que l'histoire ne pourra jamais absoudre l'ordre des iniquités commises par lui pour en arriver à ses fins. A une mère on enlevait son nourrisson qu'un prêtre baptisait à son insu et qu'on ne lui rendait que lorsqu'elle-même avait abjuré. A une famille on prenait le corps d'un défunt pour l'exorciser et l'enterrer, sans que les aboutissants sussent en quel lieu. Avait-on jeté son dévolu sur une personne, femme, mari, jeune fille, frère, on l'entourait d'un réseau d'espionnage qui dénaturait les faits, les paroles, les actes de la victime ou de ses proches. Puis les accusés étaient emprisonnés, torturés jusqu'à brisement de toute volonté. On procédait par

menaces, par promesses, par suggestions fallacieuses, par la mise en scène d'une pompe et d'un rituel aptes à fasciner l'imagination, à troubler les sens ; par des insinuations perfides, la séquestration arbitraire, les mensonges les plus infâmes. Les conversions, en effet, furent nombreuses. Mais parmi elles combien d'extorquées ! Combien de consenties afin d'échapper aux bourreaux ! Le zèle des jésuites s'emploie de la sorte pendant deux générations, cependant que les gens pourchassés répondent à la haine par la haine, aux fourberies par la fourberie, aux blasphèmes par les blasphèmes ; c'est une guerre entre des éléments antagonistes, irréconciliables, irréductibles, pendant laquelle les jésuites desservent l'Église en profanant son esprit et ses vertus, et considèrent comme maudits moins encore ceux qui ne croient pas en l'Église que ceux qui ne plient pas devant l'ordre. Les eût-on laissés faire, ils eussent traité hétérodoxes et juifs comme des possédés dignes du bûcher.

Ce n'est pas qu'on en eût oublié la pratique. La question d'hérésie s'était, même en dehors de l'ordre, compliquée, pour plusieurs, de la suspicion de sorcellerie ou de possession démoniaque.

Il faut le dire, l'Église, cristallisée en un absolutisme hautain, ne visait plus à se faire aimer, elle se faisait redouter. Le clergé s'était aliéné par le fait de sa déchéance, sans parler des exactions de l'Inquisition, de grandes intelligences et des cœurs très nobles ; il n'éclairait plus, mais déformait les consciences dans l'obéissance à quelque formule agissant par elle-même, oublieux du beau spectacle de grandeur morale qu'avait offert l'Église primitive et dans son culte et dans son institution épiscopale. Les interdits et les bulles des papes en témoignent. Depuis lors, un assoupissement spirituel s'était opéré dans les masses.

pendant lequel, aux spéculations licites et idéales, se substituèrent des croyances où, l'acte moral de la foi n'intervenant plus, s'infiltreront des aberrations affolant les esprits comme ces sortes de délires dont les temps du moyen âge avaient été témoins.

III

L'étrange croyance régnait encore que le diable, prince souverain de la sorcellerie et grand maître ès maléfices, venait trouver les sorcières et sorciers. Des hommes, des femmes vouaient un culte à Satan, culte auquel on procédait suivant un rituel déterminé. Ce commerce revêtait, d'après les idées populaires, trois formes principales : l'homme, d'abord, reniait Dieu, passait au service du diable en lui jurant fidélité et devenait alors son homme lige; ainsi procédaient les sorciers et leurs complices. Ou bien, Satan passait dans le corps d'un individu qu'il asservissait à ses desseins; on parlait alors d'un possédé. Ou bien, enfin, l'homme concluait un pacte avec le diable, où bilatéralement le premier vendait son âme au second, celui-ci s'engageant à combler l'homme de jouissances, avantages, argent, etc. Ces accords, bien que redoutables pour le salut du contractant, ne constituaient pas, pour les théologiens, un péché mortel, car, professaient-ils, moyennant l'intervention des saints, les audacieux pouvaient être sauvés même malgré eux, le diable finissant par être subjugué et forcé de renoncer à ses droits.

L'intronisation du diable dans la religion, et avec les caractères du malin des anciennes légendes persanes,

avait été une faute au point de vue doctrinal et un malheur pour l'imagination populaire, en ce sens que les représentations qu'elle s'était faites du diable, et qui s'étaient transformées en autant d'obsessions, dénaturèrent, malgré les pures conceptions du christianisme, une foule de légendes naïves et poétiques dont elle s'était nourrie. Ce fut le ver rongeur dans le fruit savoureux de la religion primitive. D'autre part, la jovialité naturelle à l'esprit humain n'en perdit pas, pour cela, ses droits; elle accommoda la figure sinistre à ses notions et à ses besoins, lui trouva aussi quelques bons côtés et l'assimila, en quelque sorte, à la figure des géants de l'antiquité, burlesques à la fois et terrifiants, tenant du monstre et du bon enfant. De même qu'à l'époque mythologique l'imagination païenne avait trouvé dans la difformité de ces corps supra-naturels, dans les maléfices ou dans les facéties qu'on leur attribuait, un inépuisable fonds d'histoires les plus horripilantes ou les plus saugrenues, de même, l'imagination populaire du moyen âge avait puisé, dans les tableaux qu'on lui montrait et dans les représentations qu'elle se faisait du diable, les thèmes les plus variés pour entretenir son goût du surnaturel et du gigantesque, du miraculeux et de l'inconnu. A côté des mythes de géants dont la renommée ne passait pas, se perpétuait la croyance aux gnomes, hôtes des forêts ou gardiens des ruisseaux; dans les cavernes de la montagne, les nains habitaient; les elfes, les farfadets, sur les prés endiamantés de rosée dansaient, ou menaient leurs rondes le long des aulnaies; les bruissements qu'on entendait se répandant, à l'aube grise, sur les ramées, ou frôlant les chaumes enfumés quand venait l'avant-nuit, c'était le vol des génies ailés, se dispersant nul ne savait où. Dans la maison, dans les cours, les étables, s'éparpillaient les Kobolds; les

lutins farfouillaient les cendres du foyer, se suspendaient aux corniches comme des ombres de matous. Les bonshommes bruns, gris, les blanches femmes erraient autour des bêtes et des gens comme des esprits familiers, faisant service d'aides actifs et vigilants, se plaisant à jouer mille niches, mille tours espiègles, mais nullement méchants. Parfois la livrée changeait; les lutins tarabusteurs et chicaniers venaient troubler le sommeil, fouiller les corps, s'acharnaient en des tours déplaisants; ils dansaient alors la sarabande dans le logis, et, sur les sentiers, au soir, les feux follets sautillaient, gambadaient, ricanant quand le piéton s'enlizait dans le marais. Ce petit monde avait fait cortège à l'Enfant Jésus; puis on l'avait relégué à la queue du train d'armée des chérubins et des anges; il en était devenu méfiant, timide, et s'était montré plus sournois. Le diable suivait; on en fit le grand prévôt de la troupe et comme son répondant. Le moment vint où tout ce qu'on avait attribué à ce petit peuple fut mis sur le dos de Satan; seulement, assez tôt on s'aperçut qu'au change les hommes n'avaient pas gagné.

Du temps des empereurs saxons, on prêtait au diable la nature et l'aspect d'un gnome, bien qu'il possédât les attributs et qu'il exerçât les maléfices d'un géant. Il déplaçait les grosses pierres, édifiait des murailles, bâtissait des ponts, des moulins, voire des églises. Il figurait un servant que l'homme arrivait à duper et qui, si l'on savait s'y prendre, perdait presque toujours le salaire stipulé par lui pour ses bons offices ou sa peine; ou bien un loup, un chien aux yeux d'escarboucles gardant quelque trésor souterrain. D'autres fois, il se faisait dragon, chimère; il revenait d'un palais enchanté s'enfourner dans la cheminée, verser sur l'âtre des surprises, des richesses. L'image

classique sous les traits de laquelle nous l'avons représenté depuis : cornes, barbiche, pieds de bouc, longue queue serpentine, couleur noir de suie, est d'origine germanique et date probablement de cette époque. Ainsi figuré, cet être fabuleux va dorénavant se trouver mêlé, soit comme l'ennemi le plus terrible du genre humain, soit comme objet des gloses et des railleries de générations successives, à toutes les légendes, à tous les contes dont s'empare et se repaît l'imagination populaire, et participer à toutes les émotions, à toutes les luttes par lesquelles passera l'âme du peuple.

Pendant la Réforme, le diable, lui aussi, fut entraîné dans le grand combat du siècle. On priait, on prêchait, on se disputait beaucoup. Ce contact incessant avec le ciel fit que, bon gré mal gré, il fallut s'occuper de la place qui, hiérarchiquement, incombait au diable. Les théologiens de la nouvelle école lui délivrèrent de fraîches lettres patentes qui firent de lui le prince de l'Enfer, avec un équipement et, pour ainsi dire, un train de cour conformes à ses fonctions et à sa demeure. Le temps des accommodements paraissant définitivement clos, on se rua sur lui, on le repeignit en noir. Pour les catholiques, Satan devint le grand maître de l'hérésie. Les protestants le représentèrent se dressant derrière le trône du Saint-Père ou les sièges cardinalices, maniant le soufflet de l'intolérance, chauffant les fers des tortionnaires. Chacun le fit intervenir au cours des polémiques, chacun lui donna de la besogne : accointances avec Tetzel, démêlés avec Luther, suggestions à l'oreille de l'Empereur contre la papauté, avis au Pape contre l'Empire ; on le sentait entreprenant partout et se frottant les mains.

Chez les Réformés aussi on le vit communément apparaître, chose bizarre, là surtout où l'on trouvait son

intrusion inopportune et sous un aspect doublement vexatoire : d'un fantôme revêtu d'une robe ecclésiastique. D'autres fois, il surgissait masqué ou drapé de blanc, ou bien vêtu suivant la mode du temps et coiffé d'un chapeau bleu surmonté d'une plume blanche ; ou bien, enfin, tel que le vit un malheureux drapier de Spandau, c'est-à-dire emmitouflé de fourrures. D'où la conclusion que, non satisfait de terroriser par sa présence, l'Infâme incitait au luxe ; raison de plus pour renforcer les Édits somptuaires, pour fulminer contre les ruches, plumes, fraises et colliers. Pour Luther, qui avait spiritualisé les dogmes théologiques, le salut reposait dans le travail et la discipline de la conscience, la destinée finale de l'homme dépendant de cette œuvre intérieure et de la foi en Dieu. Par cela même, l'action de Satan se faisait autre. Il s'agissait d'une lutte intérieure devant se produire dans l'homme contre le mal ; l'apparition elle-même de Satan constituait un épiphénomène, le mal consistant dans les suggestions infernales. Une contrition constante devenait nécessaire pour écarter le danger et le tentateur, qui, sous l'action de la prière, disparaissaient alors. Luther discuta ouvertement avec ses disciples les faits d'apparition, en détailla sans scrupule quelques particularités : une réelle contamination psychique de ses auditeurs approbatifs en fut la conséquence. Pour les catholiques, le moyen relativement facile d'échapper à la puissance démoniaque consistait à s'astreindre à un nombre déterminé d'actes de dévotion, auxquels, même s'il avait donné prise au malin, et même au moment du plus grand péril, le croyant pouvait se soustraire à toute influence abominable. L'opinion dominante, quoi qu'il en soit, voulait que l'homme, maudit par suite du péché originel, fût la proie naturelle du diable, et que seule une contrition intérieure incessante pût l'arra-

cher à cette perdition et lui faire atteindre le salut; logiquement, il s'ensuivait que le non-pratiquant devenait ou restait la proie de Satan. De là, une croyance générale, au cours des seizième et dix-septième siècles, que Satan venait effectivement chercher les hommes pervers, buveurs, joueurs, impies, êtres haïssables à cause du pacte qu'on les supposait avoir conclu avec Satan. En délogeant d'ici-bas, les gens allaient droit aux Enfers, et l'on arrivait à se persuader qu'on reconnaissait, sur le cou de ces damnés, les traces qu'y avaient laissées les griffes du larron au moment où il était venu prendre possession de l'âme du trépassé.

La nouvelle confession, se conformant en cela aux préceptes et aux exemples contenus dans les Évangiles, se montra plus bienveillante à l'endroit des possédés. Les réformateurs les envisageaient comme tombés au pouvoir de Satan, vraisemblablement même pour des péchés excusables, voire pour de simples manquements, et exhortèrent, comme du devoir de tout croyant, de chasser le mauvais esprit par la prière et l'invocation. Un aliéné ou un épileptique ne passait pas nécessairement pour être possédé; cependant, à force de chercher le diable partout, on finissait par le trouver partout, jusque dans ces états maladifs. On était aux écoutes, dans une attente anxieuse de l'activité qu'il déployait ou déploierait : les croyants devenaient ombrageux. D'ordinaire il s'agissait de crises de délire ou de manie aiguë ou chronique, notamment chez les femmes « tourmentées de Satan », ainsi qu'on le disait : états réfractaires, pensait-on, à l'action libératrice des cérémonies ou objurgations ecclésiastiques usuelles. Combien les représentations et les notions furent préconçues et erronées, combien elles altérèrent le jugement, illusionnant les témoins de ces cas pathologiques, ressort des

relations que nous ont laissées des personnes très sûres, intelligentes, critiques judicieux et objectifs sur d'autres points, mais, dans l'espèce, faisant preuve d'une crédulité naïve, étonnante et dangereuse, que nous retrouvons chez les protestants comme chez les catholiques.

L'originalité de Luther, sa méthode, sa manière éminemment allemande de penser et de parler ont exercé sur les catholiques éclairés une influence prononcée; non point, manifestement, que les principes religieux eussent été modifiés d'une façon quelconque; mais tout, dans le protestantisme premier, ayant été marqué au coin très germanique de la foi, de la vie du réformateur, il en est résulté un exemple, on pourrait dire patriotique, qui a réagi sur le clergé catholique et l'a en quelque sorte regermanisé. Nous voyons celui-ci se nationaliser davantage, s'efforcer d'adapter ses spéculations intellectuelles, ses formules, ses devoirs de paroisse, jusqu'à l'organisation de ses corporations religieuses, au caractère allemand et aux idées allemandes. Ses membres s'adonnent, depuis, plus sérieusement à l'étude : il se produit une modification heureuse dans la direction que prend le travail, dans la tournure qu'il revêt : la forme de l'exposition littéraire est plus élevée, l'enseignement prend une saveur de terroir, la pensée approfondit mieux le sujet sur lequel elle se concentre; d'autre part, les mœurs s'épurent. Cette évolution s'accomplit dans un sens plus en harmonie avec les besoins, avec les habitudes, avec l'originalité de l'Allemand. Les universités catholiques, notamment celle d'Ingolstadt, forment des prêtres plus érudits et conjointement des hommes de plus d'envergure, de plus de consistance que par le passé; les Andreae, les Scherer, entre autres. L'émulation entre les deux confessions a eu pour résultat de donner une culture générale plus vaste et plus

profonde à ceux qui ont fait leurs humanités et leurs études spéciales suivant la méthode issue des principes signalés plus haut. La nation en a bénéficié.

Cette émulation, malheureusement, se donna carrière aussi pour des questions mesquines et dégénéra à nouveau en petitesses rivales, là surtout où les deux confessions vivaient côte à côte. Il s'agit alors de mettre en évidence sa supériorité, de faire étalage de son savoir, de son prestige, et de faire triompher sa spécialité.

Les cas de possession démoniaque fournissent la matière pour se glorifier soi-même et pour amoindrir le mérite du voisin. C'est à qui s'emparera le premier du possédé, à qui l'exorcisera; la passion des fidèles s'en mêlera en des compétitions et des luttes où l'on exaltera sa propre sagacité, ses moyens, ses succès, et où l'on bafouera la manière des rivaux, toutes choses qui favorisaient des spéculations honteuses et les plus laides duperies.

Si, à l'égard des possédés, le public et le clergé témoignaient d'un intérêt compatissant ou zélateur, il en était différemment quant aux malheureux qu'on soupçonnait et, *a fortiori*, qu'on accusait du crime de sorcellerie.

On sait qu'au moyen âge des tribunaux *ad hoc*, en France, sur les bords du Rhin, dans le sud de l'Allemagne, avaient sévi contre les suspects par la torture et les bûchers. Dès l'apparition de la bulle d'Innocent VII *Summis desirantes* de 1484, on assiste en Allemagne même à une extension effrayante de procès de ce genre. Les accusations de sorcellerie avaient repris avec une intensité nouvelle après le supplice de Huss. En vain la raison et l'esprit de justice s'étaient élevés contre ces iniquités, la rage aveugle et destructive n'en avait que plus obstinément suivi son cours.

On sait aussi que les victimes aggravaient leur situation

par des aveux sans fondement et produits par des hallucinations ou un délire dans lequel elles reconnaissaient avoir participé à un sabbat; d'autres fois, leur état de confusion mentale provenait de la peur ou de drogues soporifiques et troublantes que les tortureurs leur faisaient absorber. Par le fait de la suspicion, les prévenus, c'est-à-dire les accusés, étaient voués à l'Enfer et le clergé n'essayait même plus d'arracher, par une soi-disant conversion du reste inutile, la victime d'entre les griffes de Satan; il se bornait à l'exorciser en la préparant au supplice.

Luther, comme ses contemporains, croyait aux sorcières. A l'occasion, il racontait qu'une de ces créatures avait fait du mal à sa mère; toutefois il n'abordait pas ce sujet en public. Mais déjà ses disciples et successeurs font chorus avec ceux qui réclament des mesures d'exception contre les « femmes de Satan », et se montrent aussi ardents, aussi persécuteurs que les prêtres catholiques. Les superstitions et les fanatismes oublient toute retenue. On assiste, alors, aux mêmes scènes inouïes du passé; la suspicion dégénère en obsession furieuse périodique qui fait explosion à des intervalles plus ou moins rapprochés, s'accompagne d'excès variables dans leur intensité, s'étend sur les seizième et dix-septième siècles et jusque vers le milieu du dix-huitième siècle, pour ne disparaître qu'à l'avènement de Frédéric II de Prusse. (En France, les accusations de sorcellerie cessent d'être admises par les tribunaux dès 1672.)

Le délire endémique se ravive d'abord dans les États des Princes-Évêques, ainsi dans les cercles d'Eichstaedt, de Würzbourg, de Cologne; il progresse, se généralise, devient bientôt épidémique : en un laps de sept ans et dans une circonscription de vingt villages des environs

de Trèves, on brûlera trois cent quatre-vingts personnes ; encore n'est-il pas fait mention de celles qui seront suppliciées dans les villes. Un contemporain rapporte qu'à Brunswick « les bûchers se touchaient sur la place publique comme dans la forêt se touchent les arbres. » On livre dans chaque principauté, par centaines ; dans telles contrées, par milliers, les sorciers et les sorcières aux bourreaux. L'aberration mentale était si complète qu'une simple accusation valait l'autodafé ; on torturait pour le plus stupide soupçon. Le fait, pour la victime, de supporter les tortures sans qu'il en résultât des aveux, aggravait la situation en ce que l'endurance était imputée à crime comme involuant un état de sorcellerie immanent ; une vétille, un grain de beauté ou une envie, par exemple, constituait une charge et un prétexte surérogatoire pour sévir. Les mobiles les plus vils : haines inassouvies, vieilles rancunes, passions basses, se traduisaient en accusations ou en soupçons contre lesquels les accusés se trouvaient désarmés. Juges, ecclésiastiques, édiles, débiteurs, employaient cette voie pour se débarrasser de personnes gênantes, frondeuses, hostiles. Aucun âge, aucune considération ne mettait à couvert contre ces dangers ; on brûla des enfants, des vieillards, des savants, des magistrats ; la folie de la persécution s'acharnait sur les femmes. Villes, hameaux, bourgs étaient ainsi décimés. L'iniquité de la procédure judiciaire saute aux yeux lorsque nous parcourons les innombrables dossiers et documents se rapportant à ces époques, car nous n'y trouvons aucune trace d'actions capables de formuler une base d'accusation pour un délit ou un crime de droit commun, à plus forte raison pas de preuves susceptibles de valoir une condamnation. Cette rage s'attachait aussi aux hommes éclairés et assez courageux qui, mus par un sentiment de justice et d'humanité,

osaient protester dans leurs écrits contre ces procédés sommaires et ces exécutions barbares; beaucoup, parmi ces vaillants, payaient cette intervention de leur liberté ou de leur vie; on confisquait leurs biens, on les flétrissait publiquement, on les excommuniait, on les fuyait comme indignes. Le premier de ces champions avait été Johann Weier (Wierus, ou Piscinarius), médecin du duc de Clèves: il avait publié en 1563 ses six volumes : *De praestigiis daemonorum*, dans lesquels il s'était, à la vérité, élevé contre les gens « maléficieux » qui ressortent des tribunaux civils, mais où il avait affirmé « que ceux qu'on traite communément de sorciers sont des gens inoffensifs se figurant tout au plus faire œuvre diabolique ». L'estime dont jouissait ce protestant avait paru devoir causer un revirement dans l'opinion publique, puisque nous voyons la juste indignation que l'auteur avait suscitée autour de cette question prendre corps en Allemagne, après y avoir fait sensation. Malheureusement, à ce premier mouvement avait succédé un contre-courant paralysant toute sérieuse réaction; bien plus! l'animadversion succéda à l'enthousiasme initial; ce fut une levée générale de boucliers d'où l'auteur ne se tira que par miracle. Le second champion dans l'ordre chronologique qui s'éleva en faveur des victimes fut le jésuite Frédéric Spee, un Père des plus remarquables, très nationaliste, qui, au milieu de la tourmente de la guerre de Trente ans, prit fait et cause pour les prétendus sorciers et s'attaqua aux autodafés dans un livre intitulé : *Cautio criminalis*, ouvrage que sa situation officielle ne lui permettait pas de signer de son nom et qu'il fit imprimer dans une librairie protestante. — Toujours est-il que, sous l'action de la réflexion et d'une observation plus objective des faits, un courant plus rationaliste se produit chez les protestants. Ceux-ci en

arrivent à conclure approximativement : au-dessus de Satan, il y a Dieu ; Satan ne peut que ce que Dieu permet qu'il fasse ; il n'a de puissance effective que sur l'homme en état de péché et, par cela même, déjà sous sa domination. Lucifer ne peut rien créer de toutes pièces, mais il est un *expertus physicus*, un adroit physicien, habile à se servir des phénomènes naturels, roué, madré, réalisant des choses surprenantes. Ainsi l'on expliquait que, lorsqu'un sorcier ou une sorcière plante une hache dans un arbre ou une paroi, ce n'est pas le sorcier ou la sorcière, mais bien Satan lui-même qui se met à traire le manche de la cognée pour en faire sortir du lait ainsi que cela se passe dans ces circonstances ; Satan agit, dans ces cas, directement par la main du sorcier ou de la sorcière, alors que celui-ci ou celle-ci se figure agir en vertu d'une force personnelle. D'autre part, on suppose le diable capable d'illusionner l'homme. On ira plus loin, par la suite. Ces croyances s'ébranleront, passeront par des phases successives de scepticisme ironique à l'endroit d'une action immédiate du diable, jusqu'à ce qu'on en arrive à nier son intervention directe.

Ces tendances sont manifestes, dès le milieu du dix-septième siècle, dans la littérature démoniaque. Ces produits littéraires sont légion ; des pamphlets, rédigés le plus souvent par des théologiens, font ressortir le rôle et l'influence du diable dans les travers, dans les vices de l'époque ; cette littérature, très à la mode, s'attaque au démon de la maison, du mariage, du jeu, du vin, de la chasse, etc. ; son contenu fade, morose, prolixe n'en est pas moins intéressant par le jour nouveau sous lequel apparaissent certaines notions qui, graduellement, se modernisent dans ce sens : l'acte ou l'influence diabolique n'est autre chose que l'expression de perversités individuelles

et natives. Cependant, au moment qui nous occupe, il ne vient pas encore à l'idée, même des auteurs moralisateurs, de douter de l'existence concrète de Satan. L'évolution qui fera de lui une abstraction se prépare.

IV

Le protestantisme s'était élevé contre les abus dont souffrait l'institution de l'Église, contre le trafic des charges ecclésiastiques et des indulgences, contre la dégradation dans laquelle vivaient la plupart des ordres monastiques, contre l'omnipotence d'un clergé qui s'imposait moins par le respect que par la terreur superstitieuse que le peuple avait de sa puissance, contre les privilèges excessifs de la papauté couvrant de son autorité les erreurs inséparables d'un état de décadence religieuse et l'intransigeance inhérente à un pouvoir sans limites. Il n'admettait pas de pouvoir spirituel prétendant dominer les consciences, ni de papauté s'érigeant comme le représentant de la loi morale, mais il attaquait l'Église telle qu'elle apparaissait, c'est-à-dire une force qui, après avoir lutté contre l'État, avait fini par absorber l'État et par devenir elle-même un État. État autocratique et absolu à un double point de vue : dans l'ordre dogmatique et dans l'ordre législatif; ce qui avait eu pour conséquence de substituer à la soumission à la foi la soumission à l'Église. Dans ces conditions, les notions religieuses et les principes religieux ne pouvaient que s'altérer.

Tout initiateur qu'il eût été, le protestantisme ne sut pas se préserver de l'orgueil; il compromit son autorité

spirituelle en remettant le gouvernement ecclésiastique en main du pouvoir civil, transformant celui-ci en un pouvoir à la fois politique et théocratique; il faussa l'esprit de la religion en faisant reposer toute certitude religieuse sur l'autorité d'un recueil de livres dont il affirma l'inspiration absolue sans être à même de justifier cet axiome, et il substitua à la liberté de l'interprétation des Écritures, qu'il avait réclamée pour lui-même, la règle de formules et les décisions doctrinales qu'il prétendra dorénavant imposer.

Brochant sur le tout, le protestantisme s'était prêché lui-même, au lieu de prêcher les idées d'une réforme qui, au moment de ses débuts, paraissait devoir être sérieuse, pure et logique. Procéder ainsi constituait une erreur qui devait entraîner à sa suite de nombreuses fautes, dont la première et la plus dangereuse sera de cultiver dans la religion ce qui divise, au lieu d'y chercher ce qui unit.

La foi se trempe au cours de grands événements sociaux ou de longs troubles politiques, ou bien elle sombre. Au sortir de la guerre, chez le plus grand nombre, c'est le doute; les âmes sont profondément découragées. L'impuissance politique du pays apparaît dans sa réalité navrante, plus on constate l'absence de moyens pour réagir d'une façon efficace contre ce néant. Tous ceux qui savent percevoir et comprendre se demandent comment sortir d'une telle situation. Le problème est d'autant plus ardu à résoudre qu'on peut se rendre compte de l'isolement complet dans lequel se trouvent le pays et, dans le pays, les individus, notamment du parti protestant où tout mouvement dans une direction constitue un courant, où les courants provoquent des fractionnements croissants.

La guerre avait endurci le cœur envers les misères d'autrui. Au doute ou à l'aversion pour les choses d'ordre

religieux s'ajoute, presque chez tous, une froide indifférence à l'égard de la souffrance du semblable ; toute charité paraît avoir disparu.

Cependant, le besoin, inné dans l'homme, de compatir, de respecter quelque chose et d'aimer quelqu'un, besoin que des convictions, quelles qu'elles soient, cultivent ou font renaître, allait saisir une occasion pour rapprocher les hommes, donner à leurs existences vacillantes un appui, un but à leurs aspirations ébranlées, mettre une douceur dans leurs efforts nouveaux. Sur ce besoin se greffe un réveil de la conscience religieuse. Cela, tout d'abord, parmi ceux pour lesquels la religion ne consiste pas dans des dogmes, la piété ne réside pas dans les prescriptions d'un rituel, la foi ne se dépense pas en controverses inutiles, mais qui croient que le seul christianisme vivant est celui qui, s'inspirant de l'esprit évangélique, agit dans l'accomplissement d'une tâche ou d'œuvres chrétiennes. Ces considérations impliquent une vie et comme une mission religieuses qui comprendront et l'œuvre de salut à accomplir sur soi, et l'œuvre de relèvement à accomplir sur le prochain. Œuvre personnelle, en ce qu'elle doit dégager la vraie nature de la foi, celle-ci ne devant être ni l'abdication de soi, ni une simple croyance, mais un élan de l'homme entier : intelligence, cœur et volonté, où l'homme saisit le Dieu invisible et où, en retour, Dieu se révèle à lui. Œuvre humanitaire, en ce qu'elle prête l'oreille à la plainte de l'opprimé, à la douleur des misérables que l'Évangile nous dit de secourir et d'aimer. Nous verrons, alors, celui-ci rassembler quelques âmes autour des Saints Livres qu'on commente et dont on s'inspire ; celui-là poursuivre dans une école un enseignement qui relève et qui console ; celui-là enfin, rechercher le pauvre et l'orphelin pour les adopter au nom du Christ.

Tel, le mouvement connu dans l'histoire sous le nom de piétisme et qui, au point de vue social plus encore peut-être qu'au point de vue religieux, a exercé une influence marquée sur l'avenir de l'Allemagne. Il y a lieu, toutefois, de faire une distinction entre la période de son éclosion et celle de sa déformation, celle-ci représentant le déclin du mouvement, dont le cycle entier ne s'étend pas au delà de cent ans depuis le jour de son apparition.

Philippe-Jacob Spener donna corps aux idées qui précèdent et les érigea à l'état de système; il unit sa voix aux voix qui s'élevaient, prêchant l'austérité, la vie simple, le devoir actif. Né en Alsace (1635), où les doctrines des différents réformateurs avaient tenu les esprits en éveil, où l'on suivait avec intérêt le mouvement intellectuel et littéraire des pays voisins, Spener, après avoir étudié à Bâle et à Genève, avait été nommé pasteur à Francfort-sur-le-Mein. D'emblée il avait su grouper, dans cette ville, une foule d'adeptes; très vite sa doctrine s'était répandue sur toute l'Allemagne, réunissant autour d'elle, non seulement des laïques, mais aussi, au début du mouvement, des membres du clergé. Les qualités natives de Spener, sa bonté, sa pondération, sa modestie avaient fait de lui le confident et le directeur de la plupart de ceux qui l'approchaient. Sa doctrine se résumait dans la sincère imitation du divin Maître; ses préceptes se condensaient dans la recommandation des exercices de charité et des œuvres de piété individuelle; il jugeait l'isolement de l'individu pour se mettre en présence de Dieu nécessaire: désirable, l'abstention des plaisirs mondains. Une première particularité de sa méthode consiste en ceci que, rompant avec l'usage, il organisa dans un autre lieu que le temple des réunions chrétiennes — *Collegia pietatis* — où, dépouillé de l'apparat officiel de l'ecclésiastique, il expliquait les

Écritures, invitant ses auditeurs à formuler des questions et leurs interprétations ou appréciations personnelles. Il transforma ainsi les communautés, jusqu'alors muettes à l'audition des traditionnels prêches ou sermons, en assemblées délibérantes où régnait une fraternelle liberté d'élocution.

Ces réunions, il les inaugura dans son presbytère. Spener réalisa une innovation autrement importante en admettant des femmes à ces cultes particuliers. Pour la première fois la femme se voyait invitée à participer à une assemblée, et cela à titre de membre effectif d'une société, et d'une société religieuse. Spener marqua, de cette façon, le droit de la femme à l'indépendance morale et à l'expansion de ses aspirations dans les questions majeures et celles qui touchent au bien de l'humanité elle-même. En la sortant ainsi pour la première fois du cercle étroit de ses occupations familiales, Spener émancipa la femme et accomplit une véritable réforme sociale. Les femmes, on le conçoit, se montrèrent, dans les cénacles qui, dès ce moment, se multipliaient en Allemagne, diligentes et zélées, soit dans les exercices de piété, soit dans les entreprises philanthropiques.

Le programme, pour ainsi parler, des piétistes consistait, dans ses grandes lignes, à remplir les devoirs chrétiens d'après l'exemple du Christ, à faire le bien en bon Samaritain. La foi devait être édifiée sur un cœur pur plutôt que sur la connaissance des Saints Livres dont l'interprétation se faisait, il est vrai, en commun, mais dont la révélation n'était censée se produire que dans le cœur de celui qui, sous l'action de la prière et d'une grâce du Saint-Esprit, agissant dans la personne, avait été « éclairé ». Toutes choses qu'on obtenait par l'édification en commun et surtout par la demande individuelle et persistante à

Dieu de vous « révéler » ce qu'il importe de savoir, de connaître et de faire. Au début du mouvement, les adeptes s'abstinrent de toutes discussions théologiques, pour s'en tenir exclusivement aux préceptes de l'Évangile. Les ecclésiastiques qui faisaient partie de ces cénacles n'y occupaient pas une position privilégiée; les fidèles se recrutaient indistinctement parmi les Réformés et les Luthériens. Cette égalité confraternelle et cette largeur d'idées attiraient surtout les laïques; les théologiens, bridés par l'orthodoxie régnante, se montreront, par la suite, plutôt hostiles à ce mouvement. Toutes les classes sociales y comptaient des représentants : employés, bourgeois, savants, nobles. Bientôt les femmes furent en majorité dans ces communautés; point de cercle aristocratique ou commerçant, pas de famille d'érudits ou de notables qui ne comptât pour le moins une des leurs dans les rangs des piétistes et qui, en retour, ne fussent influencés par elle dans le sens d'une vie plus sérieuse, de sentiments plus élevés. Pour tous les piétistes, pour les femmes surtout, il y avait un mérite, et chacun trouvait un devoir de protéger ceux qui, dans la communauté, paraissaient avoir quelque talent ou tels dons particuliers, de mettre en commun aspirations et efforts, d'agir avec le concours de chacun dans une même direction. De là, un rapprochement entre les différentes couches sociales, des notions plus exactes relativement aux sentiments, aux idées, aux opinions dès milieux respectifs, notions qui, sous le couvert de cette espèce de fraternité religieuse, se traduiront en une action bienfaisante sur le caractère même des proches ou des aboutissants.

Spener n'avait rien d'un sectaire ou d'un fanatique; il blâmait les idées séparatistes ou particularistes qui, dans les cénacles, ne tardèrent pas à se faire jour. S'il

batailla toute sa vie contre l'intransigeance de la théologie officielle qui à une époque plus reculée s'efforcera de l'exclure et d'exclure ses adeptes du giron de l'Église orthodoxe, il ne combattit pas avec moins d'énergie la tendance qui, graduellement, se manifesta parmi ses amis de rompre avec l'Église officielle. On ne peut nier que la nature même du mouvement, l'importance attachée aux exercices de piété individuelle, le criticisme dont les piétistes faisaient preuve à l'égard du monde, le caractère un peu aristocratique des cénacles où les initiés en arrivaient non seulement à penser, à sentir, à juger de la même manière, mais aussi à se copier mutuellement jusque dans les paroles, la tenue, le vêtement, poussèrent de bonne heure à considérer les faits et gestes des communautés comme les meilleurs et les seuls purs. D'autre part, il est explicable que, dans ce temps de dérèglement général, les novateurs cherchassent à réagir contre la vulgarité et la sauvagerie où les masses étaient retombées. Après la guerre, le public avait déployé un luxe déplacé, principalement dans les vêtements ; les femmes se paraient outrageusement ou exhibaient des costumes inconvenants; les hommes s'enivraient; sur la scène on représentait les sujets les plus scandaleux; on dansait d'une façon malséante; les romans étaient farcis d'obscénités. Les piétistes, dans une intention très louable, et payant d'exemple, se mirent à porter des vêtements de couleur sombre; les femmes adoptèrent des robes très simples, s'abstinrent des plaisirs mondains; d'un commun accord, et justement alarmés de ce qu'ils réprouvaient autour d'eux, ils proscrivirent l'usage du vin, la fréquentation du théâtre, la danse. L'influence de cette discipline fut réelle : les mœurs s'épurèrent. Toutefois, cette action moralisatrice fut en partie neutralisée par le fait de l'isolement dans

lequel, précisément dans le but de se garder de tout contact pernicieux, les piétistes graduellement croiront devoir se tenir.

Leur zèle, néanmoins, alla plus loin. Les plaisirs les plus inoffensifs devinrent suspects; la règle s'établit de considérer certaines choses très innocentes comme blâmables : se parer d'une fleur ou d'une plume, cueillir un bouquet le dimanche, sortir ce jour-là de chez soi, etc., autant d'actes répréhensibles. On tomba, sans s'en douter, dans l'exagération et dans l'orgueil, dans cet orgueil spirituel dont ne sont jamais exempts ceux qui, à n'importe quel titre, se disent ou se croient des « Élus ». Partout, néanmoins, où l'activité des piétistes se déploya, surtout dans les pays où le piétisme avait pris racine dans l'Église officielle, le côté utilitaire et pratique des nouvelles doctrines se fit sentir dans un sens hautement et généreusement humanitaire.

Ainsi que les y avait incités Spener, et comme lui-même en avait inauguré, ses disciples et continuateurs laïques fondèrent des classes du dimanche; ils furent parmi les premiers à reconstruire les écoles détruites et à subvenir à leur entretien; ils créèrent, dans leurs différents ressorts, des chambres de charité, des caisses de prévoyance pour les indigents, dont bénéficiaient tous leurs concitoyens sans distinction de l'âge, du sexe et de la confession; ils se cotisèrent pour soigner les malades. On doit à leur initiative et à leur esprit de prévoyance le premier orphelinat, celui de Halle, un exemple qui sera suivi dans d'autres villes. Ces institutions, entretenues par des dons volontaires recueillis dans toutes les parties de l'Allemagne, constituèrent ainsi les premières œuvres d'utilité publique basées sur la coopération d'hommes dévoués et pieux.

Le premier élan était donné; il allait prouver quelles grandes choses sont susceptibles d'être réalisées sous l'action convergente de plusieurs, dans l'intérêt de ceux dont nous sommes responsables. Ces œuvres tenaient, aux yeux du peuple, du fantastique à la fois et du miraculeux. Rien jusqu'alors n'avait été tenté, ni pensé, dans ces directions; aussi, malgré les travers dans lesquels leur doctrine se désagrégera par la suite, les piétistes recueillirent-ils le juste hommage dû à leur abnégation et le tribut de reconnaissance auquel leurs principes de charité et de solidarité avaient droit. Les dons affluèrent à l'intention de leurs établissements philanthropiques, tellement que, pour le laps de temps de 1670 à la fin du siècle, ils auront reçu, de ce chef, près d'un million de thalers, somme énorme pour l'époque si l'on tient compte de l'épuisement des pays. L'Allemagne leur doit d'avoir, malgré ses revers, réalisé avant d'autres États ces grands progrès sociaux.

L'action morale du piétiste s'est produite, dans les masses, en vertu de la puissance de l'exemple et sous ce rayonnement qui émane de toute haute conception du devoir. Une parfaite sincérité, un courage à la fois loyal et plein d'égards, le sentiment très affiné de la responsabilité, de très pures notions de solidarité, voilà ce que le piétiste portait de meilleur en lui-même. Ces choses passaient des communautés, notamment à l'origine du mouvement, dans le cœur de milliers d'êtres qui, sans faire partie des communautés, n'en étaient pas moins impressionnés par ce qui s'en dégageait. Ces exemples contribuèrent plus que tout à dompter des coutumes brutales, des mœurs dépravées; à remettre en honneur, du moins dans les villes, des règles d'ordre, de simplicité, de dignité; à ressusciter enfin la vie de famille allemande. Cette œuvre admirable portera ses fruits. Les familles d'où sortiront les

plus grands poètes, une foule de savants, de littérateurs du dix-huitième siècle, seront celles précisément dont les ancêtres comptaient parmi les fondateurs du piétisme issu lui-même des misères de la guerre de Trente ans.

Le piétisme versa, malheureusement, dans les exagérations, puis dans les excentricités. La foi naïve et confiante des premiers adeptes fit place à une sorte de bigotisme. L'esprit rechercha dans la Bible moins des directions et un appui qu'une confirmation de ses idées propres tournées vers le supra-terrestre.

On voulut se rendre le Ciel propice, non plus par la prière simple et courageuse, par l'exhortation mutuelle qui avaient présidé aux assemblées premières, mais par des chemins détournés : on expliqua les songes, on murmura des litanies, on prophétisa, toute appréciation, chaque activité de l'un ou de l'autre des « inspirés » étant, à des moments déterminés, interprétés comme autant de « révélations » émanant directement de Dieu. La superstition aidant, on ouvrait la Bible ou le psautier, au hasard, afin d'y trouver le mot ou le passage qui devait tenir lieu de révélation; la place ou le texte que toucherait le pouce de la main droite contiendrait de quoi fixer l'irrésolution ou le doute. Le livre s'ouvrait-il deux fois au même feuillet, la coïncidence impliquait un « appel » du Seigneur! A force de la chercher partout, on trouvait jusque dans les plus futiles incidents du jour et les moindres fluctuations de l'âme l'action directe de la Providence. Or, comme la plupart des piétistes, en effet, résistaient aux tentations du monde, accomplissaient des sacrifices petits ou grands, ils se persuadaient aisément être les objets d'une grâce spéciale qui les inondait, les éclairait, les sanctifiait tout particulièrement.

La possession de cette grâce contenait une béatitude,

d'autant plus intense qu'elle avait été ardemment désirée et implorée, accompagnée, chez quelques-uns, d'un état d'excitation ou de dépression psychique ouvrant la porte à une série de phénomènes morbides : ravissements, extases, visions, phénomènes qui, de tout temps, résultent d'une extravagance de l'esprit. Ouvrir et interpréter l'Écriture, dans ces conditions, c'était s'exposer soi-même et exposer les autres à toutes sortes d'erreurs, car on arrivait ainsi à prendre chaque inspiration individuelle pour une révélation divine. Or, consultant, de la manière que l'on sait, non plus les Évangiles mais les Livres prophétiques ou apocryphes, les notions religieuses s'altéraient au détriment des croyances saines et d'une foi vraie. Plus on allait, plus on s'approfondissait dans les passages sybillins de l'Apocalypse — à une époque où la science n'avait pas encore trouvé la clé pour l'explication de ces Livres — et dans les théories invraisemblables d'un détachement complet de ce qui constitue, moins encore le monde que l'humanité proprement dite. On en vint à déclarer choses et gens qui ne gravitaient pas dans l'ordre du piétisme : philosophie, sciences exactes, lettres, arts, choses et êtres inutiles, voire dangereux, l'adepte n'étant appelé qu'à se concentrer en soi, et à s'isoler, en vue de ce qu'on appelait sa conversion.

Ce furent les écueils où le piétisme sombra.

V

Tout un peuple vivait d'aumônes. Les nouvelles croyances, cependant, avaient porté un coup sensible aux quémandeurs et mendiants industrieux ou attitrés qui exploitaient la dévotion publique. La doctrine de la

rédemption, ou de la justification par la foi, se substituant à la conception primitive du salut par les œuvres, faire l'aumône, dans le sens qu'y mettait l'Église, avait, dans de nombreuses contrées, cessé de constituer une œuvre pie ou un acte méritoire. La bienfaisance, là comme ailleurs, pour avoir restreint le champ de son activité, ne s'en exerçait pas moins ; elle se pratiquait différemment : plus judicieusement peut-être, si ce n'est avec moins de largesse. Les déductions théologiques se doublent volontiers d'hésitations et de scrupules ; dans ces conditions, la question qu'on se pose, et qui réglera notre façon de donner, sera celle de la raison d'être d'une demande ou de l'indignité du solliciteur : on pèse le pour et le contre d'un refus, l'essentiel étant d'agir en vue du bien de celui qui tend la main.

Le nombre des éclopés, des cancres qui fourmillaient autour des églises, des gagne-petit ou des parasites qui garnissaient les cimetières, chemins de croix et lieux de pèlerinage, avait diminué. Le denier de Saint-Pierre souffrait de ces nouvelles circonstances, comme en pâtissaient les industriels et les aubergistes qui vivaient sur la bourse des voyageurs et pèlerins garnissant les étapes, s'égrenant le long des nombreux chemins qui, d'Allemagne, conduisent à Rome.

Sous un prétexte ou l'autre, un monde de gueux et « d'heimathloses » étaient toujours en route, cependant, fureteurs, insinuants ; la façon dont on voyageait et l'absence d'un règlement de police avaient favorisé ces exodes incessantes et les abus qui en résultaient. Au début du dix-septième siècle, grâce à des mesures administratives plus sévères, la surveillance se fait plus étroite. Un réseau de gardes urbains et ruraux s'étend sur le pays, et, des dicastères de l'administration centrale ou provinciale jus-

qu'aux moindres chancelleries communales, les bureaux enserrent les sujets itinérants et rôdeurs qui jusqu'alors n'avaient que trop aisément rançonné la pitié et la crédulité du prochain. Durant le temps de la scolarité, les programmes remplissaient les heures, et les maîtres, mieux payés que jadis, revêtus de plus de prestige, imposaient plus énergiquement leur discipline; l'ère n'était plus des expéditions lointaines des écoliers errant par bandes dans les campagnes, y vivant de maraudage, ou, dans les villes, chantant Noël de porte en porte, dansant leurs bacchanales de taverne en taverne; on ne pouvait empêcher leurs migrations périodiques, mais ces éléments turbulents se sentaient tenus en bride plus solidement. Ces sages mesures impliquaient de meilleures garanties d'ordre et de sécurité au profit des populations sédentaires, assuraient un fonctionnement plus sérieux des services publics, prévoyaient des pénalités plus dures à l'égard des insoumis, bref, imposaient le respect de l'autorité, de la personne et de la propriété. Les archives paroissiales sont à jour. En les parcourant, nous sommes frappés du soin ponctuel que le magister de l'endroit, cumulant le plus souvent les fonctions de secrétaire communal, leur vouait; registres et procès-verbaux sont mieux tenus et plus intelligemment rédigés que ne le seront ceux des périodes postérieures à la guerre; parfois, au milieu ou en marge du texte libellé en allemand, nous trouvons des citations latines, prouvant que le rédacteur avait fait ses humanités. Les ressortissants d'une commune qui quittent la localité sont, à cette époque déjà, pourvus d'un acte d'origine, papier à la fois de légitimation et de recommandation auprès des autorités étrangères. Le greffier du bureau de police vise les feuilles de route des arrivants ou des passants.

Malgré ces progrès et une plus stricte observation des règlements administratifs, la sécurité n'était rien moins que complète, notamment dans les contrées reculées. Sans doute, il ne se produisait plus de défis de ville à ville; cependant, de hobereau à hobereau on se jetait encore le gant; la manie de ces cartels subsistait, abus grave, anachronisme ridicule; les souverains sévissaient, ils n'arrivaient pas à les déraciner. On pouvait voir, alors, des mercenaires se grouper sous le fanion d'un seigneur, se ruer sur les vassaux ou manants du défié et sur les voyageurs qui, suivant les circonstances, couraient le risque d'être pris entre deux feux. Ces « condottieri » passaient, surtout dans les pays frontières, du service d'un seigneur aux gages de son rival ou d'un nouveau maître, narguant le pouvoir, s'adonnant au pillage, entretenant dans ces contrées écartées un état plus ou moins chronique de trouble et d'insécurité.

De tout temps, le brigandage avait été la plaie de certaines provinces. Vers la fin du seizième siècle, il avait affecté un caractère particulier. Des bandes de « chauffeurs » surgissaient, à intervalles espacés mais assez réguliers, en un point quelconque, soumettaient les habitants à la torture par le feu, saccageaient et disparaissaient aussi inopinément qu'elles étaient apparues. Elles formaient comme une association dont les membres paraissaient se reconnaître les uns les autres par des signes et des mots conventionnels. Ces chauffeurs, à un moment donné, s'abattent sur les territoires de la Saxe électorale et de la Hesse palatine, toutes deux protestantes; des incendies s'allument à Cassel, Nordheim, Göttingen, Brunswick, Magdebourg; des villages brûlent de fond en comble. En même temps, des bandes semblables sèment la terreur dans d'autres contrées protestantes,

adressant aux particuliers des lettres de menaces destinées à extorquer de l'argent; l'affolement est général, la voix publique accuse le parti catholique d'avoir soudoyé ces bandits et en attribue l'idée première au pape et l'exécution au duc Henri de Brunswick : accusation chimérique en ce qui concerne le pape qui, à cette heure, avait plus que jamais intérêt à ménager les protestants; accusation hasardée quant au duc, personnage de taille, cependant, à perpétrer un crime. Les souverains portèrent le cas en diète, soutinrent l'accusation devant l'Empereur qui n'avait alors qu'un souci, celui de maintenir la paix dans l'Empire. Le duc nia; l'Empereur refusa de croire à sa culpabilité, verdict que l'opinion publique ne voulut pas ratifier. Quoi qu'il en soit, et sur ces entrefaites, contingents et populations avaient traqué vigoureusement les chauffeurs dont un grand nombre, après avoir été soumis à des interrogatoires minutieux, furent roués ou brûlés vifs. Nous pouvons, grâce aux documents saisis et aux différentes pièces de l'instruction criminelle, reconstruire le caractère de ces associations temporaires et les procédés qu'elles employaient. Organisées hiérarchiquement, elles travaillaient pour leur compte ou pour celui de chefs que les malandrins ne connaissaient même pas, ces personnages se masquant pour entrer en rapport avec leurs sous-ordres. Anéanties en un point du pays, nous les voyons disparaître pour un temps, se reformer, faire subitement irruption dans une contrée. Il en sera ainsi pendant tout le dix-septième et le dix-huitième siècle.

Au cours de la dissociation des éléments constitutifs nationaux et sociaux opérée par la guerre, toute cohésion, d'autre part aussi toute contrainte, semblait détruite. On ne comptait pas le nombre de ceux qui avaient perdu foyer, avoir, famille, ni de ceux qui, après avoir désappris

tout labeur, oublié toute notion morale, vivaient exclusivement d'expédients, de vol, d'exactions. Une génération entière élevée au milieu des péripéties les plus tragiques, hantée par les terreurs, affaiblie par les privations, s'était endurcie au contact d'un banditisme général. Le peuple n'arrivait pas à se ressaisir, à se calmer, à s'occuper utilement; il lui fallait des excitations constantes, de l'agitation, des déplacements incessants. La misère engendrait une rancœur et un dédain pour tout emploi stable, le dénuement chassait l'homme de chez lui. La paresse et une incroyable licence de mœurs entretenaient un paupérisme aux abois et le vagabondage qui en résultait. Nous verrons plus loin quelles proportions avait prise, pendant la guerre, l'émigration des gens auxquels leur situation personnelle permettait de fuir, mais dont, avec le temps, les ressources s'étaient épuisées. Ils passaient, depuis, la besace au dos, de ville en ville, présentant ici et là des lettres de recommandation qui ne leur procuraient ni gîte ni subsistance: las des déceptions et des humiliations éprouvées, ils étaient rentrés au pays, erraient autour des bivouacs en demandant du pain, finissaient par s'enrôler ou par grossir les bandes qui dévalisaient les campagnes. Pendant plus d'un quart de siècle les pires écumeurs des grandes villes, les vauriens de toute l'Europe s'étaient rués sur l'Allemagne, sans parler des éléments détestables parmi les mercenaires des armées des deux partis. Le pays avait servi de théâtre aux exploits, les différents territoires de milieu de culture au pullulement de tous les vices. Après la guerre, ces groupes se forment ou s'amalgament en essaims, s'abattent sur des régions voisines ou distantes et épuisent, comme des mouches venimeuses, les dernières forces vitales. Vers le Rhin, dans les montagnes du Spessart, en Bohème, dans les Marches,

cette invasion s'organise en caravanes où, pêle-mêle, grouillent indigènes et étrangers; elle traîne à sa suite les enfants perdus des espaces parcourus, repeuple des hameaux abandonnés, s'y installe, y vivant du produit de ses razzias; de là les malandrins font des incursions dans les contrées voisines, tuent, rançonnent, regagnent leurs repaires, dont on n'ose approcher. Transit, commerce, trafic, tout est bloqué. Il en sera ainsi pendant deux générations.

Ailleurs, néanmoins, le peuple revenait aux habitudes d'antan et, en dépit de la misère, lorsqu'il le pouvait, à celles auxquelles il demandait de satisfaire cet indestructible besoin qui est dans l'homme, de jouissance, de plaisir ou simplement de badauderie. Les populations avaient été si longtemps sevrées de distractions ou de dérivatifs que, dans cette direction aussi, une réaction à outrance se produisit. A la vérité une foule de gens n'avaient que par ouï-dire une représentation de ces choses; certains pays étaient restés pendant des années comme séparés du monde. Quoi qu'il en soit, dès la fin de la guerre il n'était pas de marché de bourg ou de village où quelque jongleur, histrion ou montreur forain ne vînt exercer son métier, exhiber quelque curiosité. Comme par le passé, des kyrielles de marchands, de charlatans venant d'Italie, des pays danubiens, voire de l'Orient, se répandirent sur l'Allemagne, principalement le midi; avec eux des artistes, ainsi qu'il en avait été jadis : montreurs d'ours, de dromadaires, acrobates, baladines, avaleurs de couteaux, musiciens, chanteuses apparaissant en des travestissements osés, débitant des bourdes grivoises et d'équivoques facéties; bateleurs, vendeurs de thériaque de Venise, d'huile de poux pour rafraîchir la mémoire, de mort aux rats. De ce monde et de ce renouveau des plaisirs populaires

on lira des observations curieuses dans la traduction allemande de la *Piazza universale* de Garzoni (Venise, 1610) par Matthaüs Merian en 1641. Le contact de ces sujets exotiques avec le peuple dont ils savaient flatter les goûts et les préférences locales et exploiter les penchants ou les convoitises, alarma, en présence de la gravité du moment, les autorités et le clergé. Certains professionnels, en effet, ne se bornaient pas à l'exhibition de singes ou de chiens savants ou à la production de tours d'équilibre ou de prestidigitation; beaucoup d'entre eux, à l'exemple des anciens mimes, dont les traditions et les procédés se perpétuaient d'un siècle à l'autre, débitaient des obscénités, récitaient des monologues épicés, nullement qualifiés pour relever le niveau de la moralité publique. Aussi finit-on par sévir; ici on les chasse, sans pouvoir s'en débarrasser complètement; là, on les excommunie, sans pour cela soustraire les badauds à l'action dissolvante qu'exercent des talents toujours réglés sur les secrètes concupiscences des spectateurs. Du midi de l'Allemagne ce flot s'était répandu vers le nord, plus réfractaire à des attraits de ce genre.

A ce moment, les populations du nord de l'Allemagne commençaient à accueillir avec une faveur plus marquée précisément une autre catégorie de gens errants, les cabotins de profession. Les premiers comédiens ou acteurs qui s'étaient présentés comme tels venaient — fin du seizième et commencement du dix-septième siècle — d'Angleterre et des Pays-Bas. Ils se ressentaient encore des anathèmes lancés par la religion contre le théâtre et souffraient des préjugés les atteignant jusque dans leur honorabilité personnelle. Au moment où nous sommes arrivés, le comédien ou l'acteur se double, il est vrai, de l'acrobate ou du jongleur, mais, pour lente qu'elle soit à s'établir

définitivement, la ligne de démarcation entre l'un et l'autre groupe n'en tend pas moins à s'accentuer graduellement. Nous voyons le cabotin chercher par un travail préparatoire, par une connaissance approfondie de son sujet, par une tenue correcte, à se distinguer de ceux dont jusqu'alors il avait été le camarade; il est en voie de devenir classique. Les comédiens commencent à se grouper, chacun possède plusieurs rôles; la plupart, se modelant sur les hommes d'étude ou de lettres, partagent leur temps entre la préparation du rôle à tenir et le travail sur la scène, vivent entre eux et se tiennent plutôt à l'écart des foules. Nous assistons comme à une initiation, de la part du public et de la part des figurants, à l'art du théâtre, mouvement auquel participent les périodiques en vulgarisant les notions relatives au drame ou à la comédie, en définissant la situation que l'acteur doit y occuper, l'effet qu'il doit y faire valoir, enfin, en reconnaissant à l'acteur digne de ce nom une supériorité qu'il serait injuste de ne pas mettre en évidence.

Chaque bourg avait son devin ou son berger qui, pour une somme modique, retrouvait l'argent perdu, indiquait l'endroit où l'on pouvait trouver de l'eau, opérait de façon à vous faire jouir d'une faveur amoureuse, savait jeter un sort ou conjurer les maléfices, charmait les mauvais esprits, guérissait petits ou grands maux. Chaque ville, en ces temps de superstitions inénarrables où les facultés s'orientaient vers le surnaturel ou le merveilleux, possédait son alchimiste ou son nécromancien. Les cerveaux obsédés par la recherche d'excitations fiévreuses s'illusionnaient : de là, une hantise de soumettre à sa volonté les puissances mystérieuses, d'accomplir sous leur égide des choses extraordinaires : divinations, sentiments irrésistibles, prédictions. On s'adonnait à la magie blanche,

qui était censée mettre l'homme en rapport avec les bons esprits ; à la magie noire, grâce à laquelle on pouvait évoquer les esprits malfaisants. Toutes les bourses étant vides, l'envie de l'or régnait partout. Aussi ceux qui passaient pour avoir surpris les secrets de la nature, la combinaison des corps, ou la transformation des choses viles en métaux précieux, réussissaient à racoler des « initiés » qu'ils étourdissaient, d'abord, au moyen de supercheries grossières, pour les duper, ensuite, de la plus indigne façon. On disait certains Italiens particulièrement versés dans le « grand œuvre » ; aventuriers de haute volée qui, avec leurs compères, prudemment s'étaient soustraits au flair de l'Inquisition, plus fureteuse dans leur pays qu'ailleurs, pour exercer leur spécialité dans des milieux plus tolérants. Les alchimistes se perdaient dans la recherche de la « panacée », de la « pierre philosophale », dans la fabrication de « l'eau de jouvence ». Il est probable qu'un de ces aventuriers, ou un de ces inventeurs, aura servi de prototype à l'histoire de Faust, personnage magicien et légendaire dont l'origine remonte précisément à l'époque du milieu ou de la fin du dix-septième siècle, plutôt qu'à celle, ainsi qu'on l'a cru, du seizième siècle, moment où aurait vécu un criminel s'occupant de magie, usant d'expédients, et qui aurait attiré sur lui l'attention des chefs de la Réforme.

Pas de prince qui ne se fût attaché un alchimiste attitré et faiseur d'or : Gustave-Adolphe avait prêté l'oreille à des propositions, Ferdinand III avait assisté en personne à des manipulations qui devaient transformer du mercure ou du plomb en or. Après la guerre cette lubie dégénère en manie : pas une cour souveraine où quelque recoin n'eût été aménagé en laboratoire, où quelque visionnaire ne vaquât autour de ses alambics ou cornues (la chimie venait d'être constituée à l'état de science distincte) : pas

une personne de qualité qu'une nouvelle « méthode » n'obsédât. Plus les temps se firent durs, plus les espérances se trouvèrent déçues, plus aussi l'obstination grandit, l'esprit étant suggestionné par le fantastique : constamment on se laissait leurrer. Parmi les exploiteurs émérites de la bêtise humaine il convient de citer : Hieronymus Scotus, arrivé à se faufiler dans l'intimité du duc de Saxe-Cobourg et à acquérir sur la duchesse un ascendant dont il se servit pour réaliser toutes ses entreprises. En second lieu, une intrigante qui, toujours en bernant son monde de perspectives dorées, réussit à tromper indignement Jean de Saxe auprès duquel, au reste, elle s'était fait passer pour la femme séparée de Henri VIII d'Angleterre ; enfin, à Berlin, Leonhart Thurneyssen, escroc raffiné, entouré d'une cour de hobereaux besogneux et cupides qui, blousés, voyaient fondre leur maigre avoir dans les creusets de ce prétendu fabricant d'or. D'autre part, malheur à celui qui roulait trop grossièrement un personnage ou se laissait surprendre en flagrant délit d'imposture : on procédait sommairement et avec une implacable rigueur. Un Italien, le comte Cajetan, fut pendu à Kustrin ; pour le supplice on le revêtit, par dérision, de vêtements galonnés d'or, après avoir saupoudré d'or musif la potence. L'allemand Hector von Kentenbach fut décapité. Au reste, tout crédules qu'ils fussent, beaucoup d'adeptes, notamment les princes, prenaient leurs précautions ; on embastillait son alchimiste : celui qu'on supposait capable de « faire » de l'or, et celui qui n'aboutissait pas à en faire.

Parmi tous ces aventuriers, il en était qui, aussi détraqués que ceux dont ils causaient la ruine, se persuadaient de l'efficacité de leur méthode, mais doutaient d'eux-mêmes. Tromper autrui en se trompant soi-même est en somme pardonnable. Ceux-là n'étaient pas les plus dange-

reux. Ils l'étaient moins assurément que ces individus, affublés d'un titre pompeux et exotique, qui surgissaient dans le pays, comme du reste en France et en Angleterre, précédés d'une réputation inexplicable d'êtres inspirés, devins, magnétiques. Ils exploitaient en grand — personne ne saura jamais jusqu'à quel point — la curiosité et, sous le couvert de celle-ci, les passions et les vices des gens qu'ils savaient attirer, retenir, entraîner.

Sous le nom de cartomancie, de spiritisme, de somnambulisme, ce sera, vers la fin du siècle, une forme nouvelle, mais différente, de la superstition invétérée dans les masses. On tirera des horoscopes au moyen de l'observation des astres ou par l'interprétation des songes: on évoquera les morts. On se groupera en conventicules secrets, les uns où il sera de bon ton d'étaler un humanitarisme maladif, les autres où l'on fêtera des mystères inventés par un hystérisme pervers et qui flattent des besoins à la fois sensuels et mystiques.

CHAPITRE IV

L'ÉTAT DES ESPRITS

I

Au moment où les circonstances allaient rendre une guerre inévitable, on se trouvait en présence d'un état social très différent, à certains égards, de celui qui existait cinquante ans auparavant. Les spéculations d'ordre intellectuel et moral avaient donné leurs fruits; l'ensemble de la société portait un intérêt plus direct à la chose publique. En retour, l'opinion publique, comme telle, commençait à exercer une certaine influence sur la marche des idées, bien qu'elle fût encore sans action quant à la réalisation des vœux impliqués dans les idées. En vertu du travail de la pensée qui venait de se déployer dans de nombreuses directions, le jugement populaire se formait.

A cette heure, l'apparition des premiers périodiques — ce ne sont pas encore des journaux dans le sens moderne du mot, mais on peut déjà parler d'une presse — et leur rapide vulgarisation témoignent de ce développement progressif et d'un besoin grandissant de savoir. Tout à la fois cause et effet d'un certain degré de maturité populaire, le journalisme n'eût pas été viable, et il n'aurait pas pris, par la suite, l'extension que nous verrons, s'il n'avait tenu compte des heureuses dispositions existantes, qui consti-

tuaient pour lui autant d'encouragements ; et si, d'un autre côté, il n'avait précisément répondu à l'attente que les lecteurs, toujours plus nombreux et plus assidus, plaçaient ouvertement ou tacitement en lui.

La lente mais sérieuse évolution accomplie dans les âmes avait appris à l'individu à se libérer d'une tutelle spirituelle et lui avait fourni les moyens de se soustraire à l'autorité de la tradition. Cette émancipation initiale avait eu comme corollaire l'épanouissement des facultés intellectuelles ; d'autre part, comme conséquence, la multiplicité des aspirations. Cependant, l'éducation politique et sociale de l'homme restait encore des plus rudimentaires. On ne constate aucun parallélisme entre le développement spirituel et ce que nous nommons une culture générale ; l'affranchissement s'accomplit en plein asservissement social : c'est l'élan et l'immobilité. Les particuliers, chacun pour soi, et le plus souvent à travers leurs notions religieuses, scrutaient, il est vrai, les questions politiques ou sociales, mais ils ne se risquaient pas à les discuter : l'instruction première, très élémentaire et d'essence théocratique, ne les y préparait pas. On n'osait toucher à l'ordre de choses établi. L'individu ne redoutait nullement de se lancer dans la métaphysique la plus audacieuse et d'y entraîner à sa suite ses voisins ou ses disciples. Cependant l'hésitation qu'il mettait à formuler ses aspirations nationales ou sociales n'avait d'égale que la passivité avec laquelle il subissait le joug de la condition sociale dont il souffrait. Ce n'était pas qu'il n'eût ambitionné une meilleure condition, mais son manque d'énergie l'amenait toujours à accepter ce qu'il se sentait incapable de modifier. La théologie suivant la lettre enracinait ces dispositions. Dans les masses, comme chez l'individu, le développement politique n'était pas adéquat au développement

spirituel, les aspirations sociales et politiques ne se trouvaient pas en harmonie avec les acquisitions religieuses.

Dès les premiers grondements de l'orage, et devançant l'heure des événements militaires, l'opinion publique s'émeut; elle bataille en champ clos et avec les armes dont elle dispose : l'imprimerie et le journal. La voix des périodiques, qui, dès lors, retentira partout et que les gouvernants seront forcés d'écouter, s'élève d'emblée, vibrante et enflammée, pour reprocher aux souverains et aux États leur faiblesse, leur manque d'union, de conscience surtout dans une affaire majeure sur laquelle nous reviendrons plus loin : la crise monétaire. Cette participation première des gouvernés, du moins des périodiques, aux questions et aux événements du jour s'exprime tout d'abord d'une façon abrupte, impulsive; elle progresse comme à tâtons, devient ensuite plus assurée, plus méthodiquement active; elle prêche un but déterminé au fur et à mesure qu'elle s'occupe de plus nombreux sujets vitaux, que les idées lancées dans les masses y germent; enfin que des notions nouvelles prennent corps dans les milieux différents. Ainsi l'opinion publique s'affirme graduellement par le canal du journalisme et par un contact plus étroit entre celui qui écrit et ceux qui lisent, par une solidarité plus réelle entre ceux qui pensent de même et celui qui parle en leur nom.

L'équivalent de nos journaux était représenté, dès le début du siècle, par des « feuilles volantes » paraissant irrégulièrement, mais qui devaient, bientôt, affecter le caractère de périodiques destinés non seulement aux cercles restreints des lettrés, mais encore et surtout à la foule dans son ensemble. Ces feuilles formaient le plus fort contingent de la production littéraire; leurs rédacteurs

prenaient parti pour ou contre le roi de Bohême, prônaient la Suède ou soutenaient les visées de l'Empereur; unanimement ils s'accordaient pour flétrir l'avilissement général de la monnaie. Elles tenaient du supplément de nos journaux ou plutôt de ces circulaires que nous recevons sous bande; elles consistaient, en effet, en une simple feuille de papier imprimée sur le recto seulement, le verso restant en blanc. Le plus souvent on les décorait d'une gravure occupant parfois un espace très étendu, et au dessous de laquelle se groupait le texte, suivant les circonstances, des vers ou une glose explicative. Les gravures furent à l'origine sur bois et, dès la fin du seizième siècle, sur cuivre; elles reproduisaient soit l'image d'une célébrité, soit un dessin topographique : une vue de perspective à vol d'oiseau, un plan : forteresse, port, etc.; soit enfin une caricature ou une charge. On y constate l'effort d'artistes en quête de motifs nouveaux, et l'on y reconnaît les procédés généraux d'un maître dont vraisemblablement le crayon ou le burin en activité subit l'influence.

D'autres feuilles donnaient le fait divers : on y relatait des crimes, des accidents, des naissances multiples, des conjonctions d'astres, l'apparition d'une comète, le tout entremêlé de sentences, de maximes de l'espèce de celles qui remplissent encore nos almanachs, ou agrémenté d'anecdotes assaisonnées au gros sel du temps, de mots grivois qui parfois, malgré la crudité des termes, rendaient des pensées justes et des idées originales.

A côté de ces feuilles avait surgi une autre forme de périodiques d'aspect et de consistance assez semblables à nos traités. D'un format in-quarto, pourvus de gravures également, ces opuscules faisaient l'actualité politique ou sociale, commerciale ou scientifique : couronnements, batailles, voyages lointains, découvertes; ils savaient

exciter et entretenir la curiosité du public qu'ils tenaient ainsi au courant des événements des pays circonvoisins ou étrangers. On les accueillait avec un intérêt de plus en plus marqué : aussi leur nombre, depuis l'époque de la Réforme, s'était-il considérablement accru.

Les imprimeries, en outre, déversaient dans le public une quantité de produits littéraires baptisés des noms de « relation », « d'aviso », de « courrier », qui correspondaient aux « essais », aux « considérations », aux « études », etc., des temps modernes ; autant de factums tendancieux qui ne prétendaient pas passer pour des périodiques et qui n'en avaient pas l'allure. On assiste, enfin, à une inondation de pamphlets et de libelles, à un débordement de sermons imprimés et de thèses où se révèle la logomachie des théologiens savants et disputeurs. Dans toutes les classes de la société la contagion d'écrire s'étend et tourne à la manie. Les particuliers se servent de petites brochures satiriques et mordantes comme d'armes pour faire pièce à l'autorité, pour déclamer contre telle ou telle puissance étrangère, pour nuire à l'adversaire voisin. Les souverains comprennent assez vite quelle force réside dans la diffusion des idées — ou des mots — et quel ascendant l'écrivain arrive à prendre sur les masses ; sans descendre eux-mêmes dans la lice des combats de plume, ils ne dédaignent déjà plus le concours du livre pour gagner des partisans ou faire prévaloir leur politique.

Toujours est-il que le but essentiel de la littérature non théologique de la fin du seizième siècle et du commencement du dix-septième siècle, est de répandre à la fois des nouvelles et des idées. L'exposition des opinions, l'argumentation, est considérée comme chose secondaire ; la discussion des intérêts particuliers ou généraux en est

absente, hormis dans les traités. L'argumentation, cependant, s'affiche dans la littérature de cette époque sous un mode non pas nouveau, mais renouvelé, ou imité d'une période précédente et de l'antiquité; nous voulons parler du « pasquille » ou du dialogue. De même que les pasquinades résument, dans les brocards qu'elles contiennent, l'histoire anecdotique ou bouffonne de Rome, pendant un long espace de temps, de même la forme d'exposition très particulière qu'implique le pasquille nous donne une reproduction assez exacte de l'aperçu, du jugement porté sur les choses et les personnes de ces temps. Les préférences des lettrés allaient vers ce genre littéraire qui passait pour éminemment artistique et de bon ton.

Les feuilles volantes se propageaient rapidement; leur nombre grandissait, produisant un mouvement d'affaires inconnu jusqu'alors et qu'on n'avait pu prévoir. De nouvelles branches commerciales se greffaient sur l'extraordinaire développement que prenait l'imprimerie. Des débouchés nouveaux s'ouvraient à l'activité humaine. Les libraires patentés s'en émouvaient. Ils prétendaient que les imprimeurs, relieurs, peintres en lettres, etc., portaient atteinte à l'espèce de monopole qu'ils exerçaient en fait, car eux seuls avaient le droit de vendre les périodiques et les livres sur les lieux mêmes où ils tenaient boutique et sur les marchés étrangers. Dans une doléance adressée en 1575 aux échevins de Breslau, les libraires de cette ville avaient déjà demandé d'être protégés contre « ces individus qui, lors des foires annuelles et même en dehors des temps de foire, non seulement vendaient, mais encore offraient en vente en osant crier dans les rues, des gravures, chansons ou nouvelles dont Dieu seul savait si elles étaient vraies ou mensongères... »

Les « petites feuilles » prenaient le plus souvent leur

copie dans le contenu de périodiques plus importants. Différentes imprimeries des contrées où passaient les grand'routes postales ou commerciales, le long du Rhin et dans le midi de l'Allemagne surtout, profitaient de cette reproduction de seconde main pour faire prospérer leurs affaires. Quelques-unes de ces feuilles, paraissant d'une façon irrégulière, contenaient des correspondances qui mettaient les lecteurs en relation, suivant les cas, avec des villes du dehors. Elles traitaient des questions d'intérêt commercial, donnaient des aperçus d'ordre politique; elles tenaient les cercles auxquels elles s'adressaient au courant des mouvements des vaisseaux entrant et sortant du port d'attache, du montant des droits de douanes dans tel ou tel pays étranger, du cours des monnaies, de la mercuriale de quelque marché principal.

Pendant ce temps, les négociants, les artisans, les particuliers avaient continué à se renseigner mutuellement par lettres qui contenaient, le plus souvent sur un feuillet spécial, un résumé de nouvelles. Ces lettres ne se bornaient pas à mentionner ce qui a trait à l'une ou l'autre des spécialités en cause; elles abordaient des sujets de différente nature, touchaient même aux questions d'intérêt général qui surgissaient dans la région d'où elles provenaient. Nous trouvons dans ces « journaux par lettres » des données instructives et curieuses sur l'état politique d'un territoire, et, d'aventure, des détails piquants sur les conditions d'un milieu, des révélations sur la situation parfois délicate d'une négociation ou d'un parti, sur les décisions de l'autorité, révélations qui, en certaines circonstances, constituaient comme autant d'indiscrétions, même pis que cela. Ces messages circulaient parmi les proches et les amis du destinataire, soit tels qu'ils avaient été reçus, soit copiés ou recopiés. Le mode de journa-

lisme épistolaire avait été imité des premiers temps de la publicité en Italie. Dès 1536 paraissaient à Venise les *Nottizie scritte* — notes ou nouvelles écrites — qui se succédaient à intervalles réguliers et par séries, et qui durèrent jusqu'à l'époque de la Révolution française ; ces bulletins passaient les Alpes, se répandaient en Allemagne, où ils donnaient matière à d'autres missives destinées à renseigner d'autres correspondants, d'autres régions. Les « journaux par lettres » mettaient ainsi en communication le Nord et le Midi. Les grandes maisons de commerce et de banque, les pouvoirs et quelques personnages avaient leurs messagers spéciaux chargés de faire parvenir ces lettres à l'adresse voulue, service qui se transforma en une messagerie à cheval entre les principales villes de l'Empire et l'étranger. Une de ces lignes reliait, dès la fin du seizième siècle, Saint-Gall, Lindau, Ravensburg, Ulm, Nuremberg ; une autre, le midi de l'Allemagne et Lyon en passant par Zurich et Genève. Sous Rodolphe II, Léonard de Taxis, maître des postes impériales, substitua, en 1595, à ce fonctionnement privé, les messageries officielles. Les gouvernements et les édiles n'avaient pas tardé à soumettre les « journaux par lettre » à une censure rigoureuse ; ils finirent par les interdire comme aux marchands de Leipzig, en 1631. L'abolition du journal manuscrit fut prononcée en 1672 en Autriche, dans le Brandebourg en 1693.

Vers 1612, les feuilles imprimées paraissent d'une façon plus méthodique. Beaucoup portent un numéro d'ordre, ce qui implique l'habitude de communications sériées et constitue un progrès. Il convient d'ajouter en passant que c'est à Venise encore qu'apparaît, en 1600, la première gazette régulière proprement dite. Une petite pièce de monnaie — la gazetta, — qui représentait le coût d'un

numéro, donna son nom au périodique, nom qui, dès lors, est devenu générique. Peu après ces dates, les premiers journaux allemands surgissent. En 1615, Egenolf Emmel, libraire et imprimeur, édite à Francfort-sur-le-Mein le premier journal hebdomadaire, auquel, en 1616, les « Avis politiques » édités par l'intendant des postes Jean von der Brighen viennent faire concurrence. De ces souches procéderont, par la suite, les deux plus anciens journaux de l'Allemagne : le *Journal de Francfort* et la *Gazette de l'office supérieur des postes*. Outre les nouvelles courantes, ces feuilles contenaient — avec autorisation du conseil — les listes hebdomadaires des naissances, baptèmes, mariages, décès ; au début, ce fut à la stupéfaction de certaines personnes timorées qui ne comprenaient pas que des choses aussi intimes pussent être portées à la connaissance du public ; enfin des annonces. Celles-ci, prises comme telles, constituent des sources d'information sur l'époque de leur origine ; elles complètent d'une façon curieuse les récits des contemporains et le mouvement d'idées du moment, elles nous montrent les changements survenus d'une époque à l'autre dans les habitudes, dans les goûts et dans les mœurs.

Rappelons que la *Gazette de France* avait été fondée par Renaudot en 1631.

Ces feuilles, comme, au reste, d'autres journaux similaires, hebdomadaires également, se bornent à donner des nouvelles, évitent soigneusement toute polémique, toute analyse quant au fond même de leurs communications. Pendant deux cents ans encore, ce ne sera pas dans les journaux à proprement parler que nous pourrons suivre le bouillonnement des passions, le développement des opinions individuelles, l'expression vraie de la conscience publique. Jusque très avant dans notre présent siècle le

journal ne met pas en branle le travail émancipateur des esprits, il n'en recueille pas non plus les échos; le journaliste ne retire aucun bénéfice moral de la situation qu'il s'est créée, aucun avantage matériel sérieux du travail auquel il se livre.

Pour connaître les pensées des contemporains, leurs luttes, leurs rivalités, leurs qualités et leurs petitesses, nous puiserons dans les feuilles volantes suscitées par les circonstances ou les nécessités du moment, nous parcourrons les pasquilles goûtés des lettrés, nous étudierons les pamphlets contre lesquels l'autorité sévira, mais qui n'en pulluleront pas moins en dépit de la censure et de fréquentes représailles. Des pamphlétaires allemands cependant on peut dire ce qu'un rival haineux disait de Renaudot : « Madame l'Histoire instruisit l'homme de toutes les manigances qu'il fallait pratiquer; comme il fallait adoucir et couler les mauvaises nouvelles, exagérer les avantageuses, assurer les douteuses délicatement, si bien que l'on pût s'en dédire sans contradiction et faire en sorte de se faire bien venir des puissances, agréer du peuple, et n'attirer sur soi la haine ni la malédiction. Ses préambules étaient toujours farcis de latin, et sa relation avait bien du style d'un sermon de village. Il savait les lieux communs, dont il enrichissait son discours à propos; et, lorsque les nouvelles n'étaient pas abondantes, il trouvait le moyen, comme étant de pratique, de tirer et allonger la matière pour achever le cayer. »

A l'époque qui correspond au début de la guerre, les feuilles volantes fournissent à l'habitant des contrées même les plus reculées l'aliment voulu pour faire éclore et attiser en lui toutes les espérances et toutes les passions. Chacun s'émeut, s'enflamme, s'enhardit en faveur d'un personnage ou d'une cause, en puisant dans les

« conseils », les « relations », les « courriers » qui se succèdent et passent de main en main, les arguments à l'appui des appréciations, des secrets mobiles, des désirs de chacun. Les imprimés se prononcent pour ou contre un fait, une thèse, un édit : à leur suite, les lecteurs. Dans les différentes couches sociales se délimitent des camps hostiles, partout c'est une guerre de plume, cependant que les armées sont déjà aux prises. La production littéraire est en raison directe des succès du parti auquel on appartient. Jusqu'au moment de la bataille de la Montagne-Blanche, la presse du parti protestant fournit à elle seule les neuf dixièmes de ce qui se publie ; le nombre des différentes feuilles se chiffre dans les milliers. C'est l'explosion d'un amer ressentiment à l'égard de l'Empereur, de la haine qu'on voue aux jésuites. Partout il pleut des avertissements aux intéressés d'avoir à se défendre de la Ligue. Du côté catholique les répliques sont à la fois réservées et habiles ; ici, en tant que valeur du raisonnement, la polémique est moins heureuse que dans le parti adverse. La fuite du nouveau roi de Bohême, qui équivaut à un désespérant — et désespéré — coup de théâtre, a pour effet un changement à vue sur la scène littéraire, conséquemment sur le marché littéraire. Les documents du parti de Bohême tombent entre les mains de l'ennemi ; celui-ci n'a rien de plus pressé que d'en faire imprimer le contenu qui, en sortant de presse à l'état de volumineux in-quarto, provoque une nouvelle levée de boucliers réfutateurs. Mais les Impériaux sont vainqueurs ; ils ne demandent qu'à se venger. Les exigences de la politique du moment prévalent toutefois : la note est de ne pas pousser les choses à l'extrême, car il s'agit de ménager la Saxe luthérienne et alliée. En fait, la presse autrichienne est étonnamment sobre et modérée. Par contre, l'imagerie

et les chansons, les caricatures et les satires, élucubrations d'officines ou de bivouacs, foisonnent et revêtent un cachet d'autant plus orgueilleux et mordant. Le plus durement traité, on le conçoit, est le roi de Bohême; tous raillent sa superbe, son incapacité; ce sont des offenses blessantes à l'adresse de sa femme et de ses enfants. Le déluge littéraire de cette phase initiale de la guerre prend fin. Il se produit comme une trêve, ou plutôt la lutte de plume tarit sur le terrain politique et dans les questions confessionnelles, pour se transformer en un combat auquel la presse allemande entière prend part, et attaquer sans distinction de parti le système déshonorant et ruineux de l'altération des monnaies.

Parmi les soucis croissants, le danger résultant de l'avilissement du numéraire et de la détresse financière dans laquelle tous les pays de l'Allemagne se trouvaient enlizés, se révélait comme le plus angoissant, le plus immédiat. L'appréhension générale des événements, que chacun envisageait d'une façon très pessimiste, en était encore assombrie. Les complications politiques, quelles qu'elles pussent être, allaient se grossir de la pénurie des espèces sonnantes de bon aloi. La vie sociale était déjà surprise par un trouble prémonitoire; aussi les esprits prévoyants sentaient que la crise menaçante à laquelle on allait assister ne pouvait aboutir qu'à la banqueroute et à la misère. A dire vrai, l'avilissement de l'argent ne datait pas d'hier. Personne, cependant, n'avait prêté une attention suffisante aux premiers symptômes du malaise que les procédés frauduleux d'un monnayage éhonté avaient provoqué dans les pays. Maintenant l'œuvre néfaste avait atteint et gangrené toutes les ressources vives de l'organisme social; l'émotion, pour être tardive, n'en devint que plus intense; on comprend que le mal constitue une

lèpre rongeant toutes les forces, épuisant tous les ressorts de l'activité collective et individuelle. On sonne l'alarme simultanément partout, car partout l'acuité de la crise est la même. Subitement chacun en a conscience alors qu'il semble qu'il n'y ait déjà plus de remède pour conjurer un désastre.

II

Reportons-nous à la troisième année de la guerre, jusqu'alors localisée en Bohême et dans le Palatinat. Partout les armements s'activaient. Dans les pays de l'Elbe, les provinces du Rhin, en Thuringe, en Franconie, dans la Basse-Saxe, on se demandait encore si et jusqu'à quel point on serait entraîné dans la mêlée. Aussi bien, cherchait-on à s'y convaincre qu'il y avait des chances pour que la guerre restât confinée aux lieux où l'action militaire se déroulait. L'année 1621 avait donné de très médiocres récoltes; le commerce et le transit languissaient. Certaines industries, par contre, du fait des armements croissants, avaient reçu une impulsion fiévreuse. Les éléments valides de la nation paraissaient entraînés à l'action prochaine plutôt qu'intimidés par les perspectives de la lutte. Tout à coup l'argent se fit très rare, quoique, depuis quelque temps déjà, de nombreux types monétaires apparussent parmi le numéraire courant. Les anciennes et lourdes pièces disparaissent; à leur place circulent, sur tous les marchés, des pièces d'une frappe défectueuse, d'un aspect rougeâtre. Le flot de ces monnaies grossit, en même temps toutes choses renchérissent. Le change

qui, dans les incessantes transactions entre les différentes souverainetés, constitue une opération majeure, monte sans cesse. Les types nouveaux s'écoulent néanmoins sans provoquer aucune hésitation chez ceux qui les encaissent. Bien plus, il se produit tout d'abord, chez les ruraux surtout, un engouement pour les pièces nouvelles de plus en plus abondantes au fur et à mesure que les anciennes disparaissent : de la profusion de ce métal nouveau on ne conclut pas à une qualité moindre ; on est comme hypnotisé par les quantités dont les émissions se suivent. L'altération du numéraire, après avoir été un expédient, devient un système. La situation s'aggrave. Dans le peuple leurré, ce sera bientôt la rage et la stupeur. Les annales de l'époque font de ces circonstances un tableau saisissant et navrant qui s'impose, ici, à l'attention de l'économiste et du penseur.

Dès la fin du moyen âge les monnayeurs formaient une corporation très close, avec ses « jurés », ses maîtres, compagnons et apprentis, tenant à leurs prérogatives et pénétrés du sentiment de leur importance. Aux yeux du public naïf cette importance se rehaussait du mystère qui présidait à ces délicates et secrètes fonctions. Au reste, la confrérie des monnayeurs était justement considérée. N'y entrait pas qui voulait. Il fallait, pour arriver à frapper la monnaie du Saint-Empire, prouver sa filiation légitime, servir pendant quatre ans comme ouvrier ; l'apprenti, on ne sait en vertu de quel usage, devait porter le bonnet d'un bouffon. Mais les règlements, confirmés encore par Maximilien II, en 1571, n'empêchaient pas de nombreux et croissants abus de se produire, abus contre lesquels diètes et souverains ne cessaient de s'élever. Auprès de chaque monnayeur en chef on avait placé un surveillant chargé de vérifier le titre et le poids des monnaies. Pour

les dix circonscriptions de l'Empire, un jour avait été fixé pour « approuver » les pièces frappées. La réorganisation administrative avait prévu un nombre déterminé d'ateliers où les petits souverains pourraient monnayer, des règlements intérieurs plus sévères; enfin. pour contrôler l'ensemble, un surveillant général par circonscription. Ces sages mesures ne furent suivies d'aucun résultat utile. Les choses allèrent de mal en pis. En face de leurs caisses vides et de besoins pressants, la plupart des princes reprirent les habitudes du moyen âge, qui consistaient à se remettre à flot par un alliage toujours plus abondant de métaux communs. On en revint à une diversité extrême et à une confusion complète dans la fabrication et dans le titre, chacun agissant selon son bon plaisir. Les monnayeurs obéirent aux ordres reçus; d'autres opérèrent pour leur propre compte, le plus souvent de connivence avec les caissiers, les fournisseurs de métaux, les employés du Domaine. qui tous, au prorata du rang et de l'influence, touchaient des bénéfices illicites. Le désordre fut porté à son comble par le fait que les différentes juridictions affermaient parfois le droit de frappe à un tiers. Si l'on se remémore la multiplicité des souverainetés qui toutes avaient obtenu ou usurpé la faculté de battre monnaie, on comprendra le gâchis résultant de ces complications et favorisant tous les procédés frauduleux. Les ordonnances de l'Empire restèrent lettre morte. On ne se contenta pas de substituer à l'alliage normal un alliage innomable; on supprima toute trace de métal précieux. on imita les coins étrangers, on copia les pièces de bonne réputation. on fabriqua officiellement de la fausse monnaie. Dans les diètes et dans les assemblées de circonscription. des édits retentissants avaient été lancés depuis soixante-dix ans contre ces pratiques; le mal n'en avait

pas moins progressé dans des proportions effrayantes. Le pouvoir central ne disposant pas de moyens efficaces pour faire respecter ses arrêts, la fabrication de cette monnaie de contrebande s'était généralisée d'autant plus que, pendant un certain temps, les profits qu'en tiraient les intéressés étaient plus grands.

Les choses en étaient là quelque temps déjà avant 1618, époque où grands et petits potentats se trouvèrent en présence de nécessités toujours plus impérieuses et de coffre-forts toujours plus épuisés. Que faire? Les souverains, Brunswick en premier lieu, employèrent en lieu et place d'argent un alliage de cuivre et l'on frappa deux sortes de pièces : l'une dite de poids fort; l'autre, de poids léger. L'heure vint où le cuivre fut de plus en plus employé dans les armureries et où l'argent se fit de plus en plus rare dans les banques. Le prix de ces métaux monta encore. On se servit d'un alliage fait du premier métal venu, en donnant à ce numéraire l'aspect le plus décent possible. Leipzig donna l'exemple; les Saxes, les circonscriptions du Rhin suivirent; la Bavière en fit autant. Les monnaies sortaient on ne sait d'où. Électeurs, princes-évêques, seigneurs, villes, transformèrent en espèces sonnantes ce que leurs juridictions contenaient de métal. Le nouveau billon s'écoula. L'abondance subite d'un numéraire dont les émissions se succédaient paraissait suffire à tout, tenir lieu de tout. On s'acquittait facilement d'une dette ancienne, car d'une bassine de cuivre on retirait de quoi acheter une vache ou un lopin de terre. Les moindres choses : tuyaux, bouilloires, brocs, jusqu'aux goulots des fontaines et aux chéneaux des toits, sans parler des objets profanes ou sacrés en bronze ancien, tout se vendait, car en retour on obtenait du billon par monceaux. La spéculation s'en mêla; chacun trafiqua. On ne paya plus autre-

ment qu'avec cette monnaie gages, salaires, subsistances. L'agio sur les métaux précieux décupla : l'argent atteignit un cours incroyable. Ceux qui tenaient en réserve quelques vieux thalers ou florins d'or s'enrichirent en échangeant ces reliques contre des pelletées de billon. La plus-value qu'on en retira se dépensa en réjouissances ; les auberges ne désemplirent pas. On ne compta plus ; les conditions de prêt devinrent faciles. Dans les villes on travailla de moins en moins. Sur ces entrefaites, le pain, la bière, la farine, les denrées, montèrent jusqu'à des prix exorbitants.

La réaction se produisit d'abord imperceptible, puis elle s'accentua et devint intense. Ceux qui vivaient d'un traitement fixe, employés, régents, commis, ecclésiastiques, se plaignirent les premiers : en effet, on versait 200 florins en billon à ceux qui avaient reçu 200 florins de bon argent ; dans ces conditions, et bien qu'en considération du renchérissement général on eût augmenté — d'un quart — presque tous les traitements, l'homme fut dans l'impossibilité d'acheter la moitié, le tiers, le quart même de ce qui lui était indispensable. Les théologiens, surtout, n'en revenaient pas ; ils compulsaient les saints livres, y trouvaient des textes à l'appui de leur stupéfaction et de l'horreur qu'un pareil état de choses inspirait ; aussi fulminaient-ils, en chaire, contre le numéraire, œuvre du malin, et contre les trafiquants, suppôts de Satan. Professeurs, maîtres, écoliers, ne pouvaient plus nouer les deux bouts : les écoles se dégarnissaient ; enfants et adultes vagabondaient ; les aînés s'enrôlèrent. Domestiques, serviteurs, gens à gage se mirent à refuser le billon, leur salaire de 40 florins — c'était la moyenne — ne suffisant pas pour payer une paire de chaussures ; beaucoup quittèrent leurs maîtres et tout travail, s'engagèrent dans les compagnies ;

les jeunes filles vont grandir le nombre des insoumises. La population déchoit. Les capitalistes qui avaient prêté leur argent — l'intérêt légal oscillait, dans le centre de l'Allemagne, entre 5 et 6 pour 100 — et qui vivaient de leurs rentes, n'arrivent plus à défrayer leurs dépenses ; on leur apporte 1,000 thalers en billon comme remboursement de 1,000 thalers en espèces de bon aloi ; ils protestent, réclament ; de là des procès, des litiges, des différends pour les grandes comme pour les petites choses. Les juges s'en tirent en imitant Salomon : « La présente monnaie porte l'effigie souveraine et le même chiffre de valeur nominale, donc elle est monnaie légale comme l'ancienne. » Au reste les juristes épiloguent ; c'est un désarroi complet. Pour les impôts, droits, accises, les caisses publiques touchent au lieu de cent livres en argent cent livres en billon en un moment où l'État est contraint d'augmenter ses dépenses et où, pour ses achats, — dont une grosse partie à l'étranger, — il est, par contrat, forcé de payer en or ou en argent. Les gouvernants, alors, croient se tirer d'embarras en décrétant le cours forcé ; mais, en dépit des ordonnances menaçantes qui visent l'agiotage, le taux des monnaies baisse considérablement. Les pouvoirs refusent leur propre numéraire pour l'acquit des redevances, droits, frais de douane : on donne l'ordre au Trésor de ne plus accepter de billon. A ce moment, le peuple a conscience de toute l'étendue du mal. C'est alors une explosion de colère, de malédictions, de douleur. La valeur effective des pièces adultérées tombe au dixième de leur valeur nominale. La fureur populaire se porte sur les changeurs, banquiers, prêteurs et trafiquants, fondeurs et monnayeurs ; on les bafoue, on les injurie ; en certaines villes, la foule s'ameute, prend d'assaut leurs maisons. Le mépris public les réunit en un même opprobre, que perpétueront, dans

l'histoire de ces temps, les noms de *Kipper* et de *Wipper* (*kipper*, du bas-saxon *kippen*, peser à faux poids; *wippen*, locution populaire pour rogner, faire l'usure). Ces conditions causèrent une perturbation inénarrable dans les rouages administratifs; le désordre était dans la rue, dans les boutiques, dans les bureaux. Les boulangers finalement ne voulaient plus cuire; les bouchers se refusaient à garnir leur étal; l'artisan chômait, les ouvriers s'en allaient; écoliers, agents voyers, garde urbaine donnaient l'exemple de la sédition; villes, corporations, bourgeoisies étaient endettées jusqu'à l'insolvabilité, le trafic cessait; la vie se désorganisait. La presse attisait l'exaspération, les pamphlets servaient de stimulant à l'explosion des reproches, des accusations, des haines; les libelles vitupéraient, cependant que les cercles des lettrés glosaient, que les savants discutaient, et que les théologiens criaient; Lampe, pasteur à Halle, dans son *Engeance du Diable* (Leipzig, 1621), était particulièrement véhément. Des chaires les anathèmes pleuvaient. Les tribunaux étaient *a quia* : sous quelles espèces rendre, payer, rembourser? On formulait des jugements diffus, subtils, ambigus. On piétinait dans la confusion. De ces lamentations et imprécations, princes et villes s'émurent; ils ordonnèrent le retrait des monnaies décriées, mais conjointement, et afin de parer au renchérissement universel et fatal, ils tarifèrent marchandises, gages, salaires, denrées, avec défense de majorer les prix officiels. Des édits monétaires ou « mandats » (all. : *Münzmandate*) furent promulgués, fixant la valeur nominale des pièces nationales ou étrangères en circulation dans le pays, indiquant celles qui n'avaient plus cours, celles qui avaient cours forcé, déterminant la part qui, dans un payement, pouvait être réglée en monnaie d'appoint, etc. En certains pays ces mandats étaient lus en chaire; en d'autres, ils

paraissaient, accompagnés parfois de gravures, dans les feuilles volantes que nous avons appris à connaître. Ces pratiques, doublées de mesures coercitives à l'égard des accapareurs et des agioteurs, favorisèrent un retour à des conditions moins malsaines. Cependant, au vertige des jours passés, avait succédé un morne découragement. On se dévisageait comme après des deuils répétés. La fortune publique s'était en partie effondrée; l'épargne avait disparu. Citadins et bourgeois, artisans et campagnards, détournés du travail persévérant et probe, étaient envahis, plus ou moins, par un esprit de désordre, d'insouciance, d'aventure. Les éléments sociaux, surtout de 1621 à 1623, s'étaient dissociés, flétris, abaissés. L'Allemagne se trouvait en pleine crise économique. C'était en cet état, sans parler des difficultés qui résultaient de son impuissance politique et des luttes incessantes entre les partis, qu'elle allait affronter une guerre d'où elle ne devait sortir que défaite et humiliée.

III

Lors des premiers événements militaires importants : succès remportés par Tilly sur les Saxons, conquête et ravages de l'Allemagne du Nord par Wallenstein, et jusqu'au moment qui va clore la première partie de la guerre, une accalmie se produit dans le travail de l'imprimerie. Si, après chaque bataille, après la prise d'une ville, ou bien sous le coup d'un nouveau malheur, des feuilles volantes réapparaissent, l'imagerie en fait les frais essentiels : croquis d'une place forte, portrait de tel ou tel

personnage, avec texte explicatif. Quelques gazettes paraissent d'une façon très irrégulière, signalent les progrès des Impériaux, les défaites successives de Mansfeld, les conversions *manu militari*, et reproduisent la correspondance de l'électeur de Saxe, poltron et terrorisé. Celui-ci riposte aux attaques des libelles catholiques par la réfutation des dogmes romains, volumineux factum (*Nothwendige Vertheidigung des Augapfels* 1628) qui suscite une éclosion de discussions aussi acerbes qu'importunes auxquelles les théologiens des deux camps apportèrent le concours d'une incisive mais inutile dialectique. De part et d'autre on s'injurie, on se provoque, on se défie dans des pamphlets aux titres venimeux et grossiers. Les écrivailleurs soufflent sur cette étoupe en ignition. Mais voici que les événements les plus poignants, les plus douloureux, surgissent. La Poméranie est mise à feu et à sang; aussitôt, dans la nation, c'est un cri unanime de rage et d'horreur. Pendant longtemps les feuilles volantes ne rendront que les malédictions dont les Allemands chargent Wallenstein; elles diront la réprobation qu'a suscitée sa conduite à la bataille de Stralsund et l'ignominie dont il s'est couvert par les tortures infligées aux habitants de Pasewalk; enfin, elles retentiront de l'espoir qui des humbles monte vers le roi libérateur attendu comme le sauveur, et qui, dès qu'il apparaît, suscite l'enthousiasme et ranime les courages.

Jusqu'à nos jours la gloire de Gustave-Adolphe n'a pas pâli pour les Allemands, gloire qui, pour ses contemporains, faisait de ce roi un être à part, gloire que lui ont value ses victoires, les circonstances dramatiques au milieu desquelles il avait surgi, et sa mort chevaleresque. Les particularités de sa nature de héros, charme d'une originalité puissante et vraie, trempe audacieuse, assurance de

la foi en soi-même, ont entouré cette grande figure d'un nimbe. Le recul du temps permet de juger plus impartialement l'homme, son caractère, son œuvre, et d'autre part met en lumière le culte que, d'une génération à l'autre, l'Allemagne voue à la mémoire du Roi des neiges. Les matériaux nécessaires pour reconstituer la physionomie de ce monarque abondent dans la littérature du siècle, ou plutôt nous pouvons nous le représenter tel que le peignent les nombreux écrits contemporains, le voir tel qu'on l'admirait alors et l'admirer tel qu'il revit ainsi pour nous.

Dans Gustave-Adolphe, deux natures différentes, contraires en apparence, s'accordaient cependant en dépit de leurs contradictions; ne pas mettre en évidence cette qualité eût été faire tort à l'homme et fausser le jugement à porter sur lui; les écrivains de l'époque, avec justesse, ont su éviter cette erreur. Par l'emploi raisonné des moyens qu'il crée et des ressources dont il dispose, par la méthode appliquée aux choses de la guerre, Gustave-Adolphe se révèle grand capitaine et sagace organisateur; d'emblée il impose sa volonté. Tout à côté, malgré les habitudes de règle, de précision et d'autorité auxquelles il se soumet et qui le caractérisent, on le voit dévier des principes qu'il aura reconnus nécessaires et qu'il aura adoptés parce qu'ils lui paraissaient profitables. C'est un homme ponctuel, méticuleux, fort, un homme d'ordre et de foi, aux entreprises les plus hardies. Il est franc, courageux, ouvert: il est cauteleux aussi, prudent, inflexiblement dur, étonnamment égoïste. Il est tout dévouement et tout orgueil. Ce qui frappe surtout, c'est son indépendance assurée et la maîtrise de soi. On sent que le destin l'a placé sur un piédestal d'où il dominera les événements et en surveillera le cours. Ceux qui l'approchent sont gagnés

par le tour de bonhomie qu'il sait donner à ses discours, et cependant, on s'en convainc, il sait aussi être caustique et railleur. Il exerce une attraction, il fait subir son ascendant.

L'homme intelligent et avisé se révèle d'une façon caractéristique dans ses rapports avec les souverains arrogants et les villes toujours frondeuses du parti protestant; il ne se lasse pas de les inciter à l'action, de leur persuader la nécessité de l'union; c'est l'idée dominante de ses conseils et de ses actes dans les négociations avec les ambassadeurs de Nuremberg, de Francfort, du Brandebourg. Qu'il admoneste ou qu'il flatte, qu'il apaise ou entraîne, il ne perd jamais de vue le but à atteindre et le chemin qui doit y mener. Intimement lié à l'Allemagne du Nord par ses origines et par sa foi, Gustave-Adolphe n'en demeurait pas moins, aux yeux des Allemands, un étranger; ni parenté de race, ni communauté de confession n'auront raison de ce sentiment, on pourrait dire de ce reproche. D'instinct on sentait un maître qui, un jour peut-être, aurait été accepté comme tel si l'on n'avait pas, en lui, redouté l'étranger. On ne se le dissimulait pas : cette force impénétrable et active constituait un danger pour l'Empire, institution germanique que l'Allemand considérait, malgré tout, comme devant être et devant rester une chose intangible et sacro-sainte. Ce qui n'empêchait pas les princes de négocier et de pactiser avec la France, les Pays-Bas, le Danemark, puissances qui, pour les moins hésitants d'entre eux, resteraient toujours en dehors du giron du corps germanique. La lutte contre l'Empereur, disaient les princes, et la nation pensait de même, est une affaire de famille pour le règlement de laquelle on peut, à la rigueur, demander au voisin de venir prêter main forte, mais où, l'ordre rétabli, il est bien entendu que chacun rentrera chez soi. Au point de

vue d'une politique allemande, ce raisonnement n'était pas même juste, car l'Empereur se comportait moins en membre qu'en ennemi de la dite famille. Toujours est-il que le sentiment qui vient d'être exposé s'effaçait chez le plus grand nombre, tant le roi semblait incarner une mission providentielle, tant était sincère l'admiration que le peuple éprouvait pour sa personne.

Pendant deux ans on porte le roi sur le pavois : la nation le magnifie comme elle ne l'a jamais fait, depuis et jusqu'aux temps récents, pour aucun homme, le grand Frédéric excepté. Chacune des paroles du roi, les moindres anecdotes qui le concernent, se colportent, se redisent de ville en ville ; chaque succès de ses armes lui vaut des acclamations frénétiques, des hymnes triomphaux. On prie pour lui, on le bénit. L'enthousiasme ne gagne pas seulement ses coreligionnaires : dans les rangs des armées catholiques, dans les provinces qui font partie de la Ligue, le nombre de ses admirateurs grandit. Les choses ont changé depuis le jour où le mot d'ordre était de railler le « Roi des neiges ». Une foule de traits personnels et intimes recueillis par des familiers ou ceux qui approchèrent le roi sont parvenus jusqu'à nous, et nous apprenons à connaître cette nature de plus près en parcourant la relation des menus propos et les documents reproduisant les discours du roi, lors des négociations ou au cours de son activité militaire ou de circonstances cérémonielles. Peu après le débarquement des Suédois, l'électeur de Brandebourg avait expédié à Gustave-Adolphe un ambassadeur, de Wilmenstorff, pour conseiller un armistice avec l'Empereur, en se proposant lui-même comme négociateur, lui, l'électeur dépossédé par Wallenstein, et le prince bafoué par l'Empereur. Pendant la conversation qui suivit la réception de l'envoyé, le roi se révèle tel qu'il est : bref, incisif,

droit, si sûr de lui-même qu'il peut donner essor à sa fougue, mais aussi très décidé à profiter des avantages qu'offrent les circonstances. On ne lira pas sans intérêt la discussion que la singulière demande introduisit.

Après avoir écouté, un sourire ironique sur les lèvres, la proposition d'armistice, le roi réplique :

« Je m'attendais à un autre message de Sa Grâce, monsieur mon beau-frère, savoir que vous viendriez au devant de mes idées en vous unissant à moi, cela dans votre propre intérêt : je ne doutais pas que Sa Grâce n'eût saisi avec empressement l'occasion providentielle qui se présente pour elle. Sa Grâce ne veut pas démêler les intentions, cependant manifestes, de vos ennemis ; Elle ne distingue pas entre les réalités et les prétextes, et ne songe pas que le fait de n'avoir plus à me redouter n'empêcherait nullement vos ennemis de s'établir en ses pays. Je ne puis croire que la guerre effraye Sa Grâce tellement qu'elle en soit réduite à se terrer, se laissant dépouiller de son avoir. Ignorez-vous que l'intention de l'Empereur est d'extirper de l'Empire notre religion évangélique? que vous n'avez rien à attendre? qu'il n'y a d'autre alternative pour Sa Grâce que de renier sa foi ou de quitter ses États? Vous figurez-vous, peut-être, pouvoir par des prières, des supplications ou autres moyens obtenir mieux? Par Dieu! réfléchissez et ressaisissez-vous! C'est l'heure des résolutions viriles — *mascula consilia*. — Voyez ce qui advient à ce pieux seigneur le duc de Poméranie qui, n'ayant rien su faire que boire quotidiennement sa chère petite bière, fut lamentablement dépouillé, et comment, *fato quodam necessario* — qu'il en eût envie ou non — Dieu vint merveilleusement à son secours en l'abouchant avec moi. Ce que le duc fut obligé de faire, Sa Grâce peut le faire volontairement.

« Je ne puis retourner en arrière ; *alea jacta est, transivimus Rubiconem*. En agissant ainsi je ne cherche pas mon avantage et pas d'autre bénéfice que la sécurité de mon royaume ; je ne trouve dans l'aventure que dépenses et soucis, ennemis et dangers pour mon âme et pour mon corps. On ne m'a donné que de trop nombreux motifs pour procéder ainsi : d'abord on a secouru par deux fois les Polonais, mes ennemis ; ensuite, on a voulu se saisir des forts de la Baltique ; j'ai bien pu voir de quoi il s'agissait pour moi. Sa Grâce a des raisons tout aussi plausibles ; il serait temps d'ouvrir les yeux, car il n'est pas admissible que Sa Grâce continue à être dans ses propres États comme le stadthouder de l'Empereur, pis que cela, le lieutenant d'un général de l'Empereur. Qui se fait brebis le loup le mange (*sic*). Jamais Sa Grâce ne trouvera une occasion plus propice, votre pays étant momentanément délivré de la soldatesque des Impériaux, pour bien garnir et défendre ses forteresses. Si Elle ne veut s'y résoudre, qu'Elle me livre une place — Kustrin, par exemple, — et je la défendrai. Quant à vous, vous pouvez rester dans l'inaction qui tient si fort au cœur de votre maître. Que feriez-vous d'autre ? Allons au fait. Je vous déclare que je ne veux connaître aucune neutralité, ni entendre parler d'une neutralité quelconque. Sa Grâce doit se déclarer mon ami ou mon ennemi. Lorsque j'approcherai de vos frontières, Elle se proclamera pour ou contre. Il s'agit ici d'un combat entre Dieu et le Diable ; si Sa Grâce veut s'en tenir à Dieu, qu'Elle se joigne à moi ; si Elle veut faire cause commune avec le Diable, nous en découdrons. *Tertium non debitur* : il n'y a pas de moyen terme, soyez-en certain.

« Chargez-vous de ce message à Sa Grâce. S'il y avait des raisons pour discuter avec Sa Grâce, je verrais comment m'aboucher avec Elle, mais d'après les ouvertures qu'Elle

me transmet, je n'ai rien à ajouter. Sa Grâce n'a confiance ni en Dieu, ni en ses meilleurs amis. De là le mauvais état de ses affaires. Je suis aux ordres de Sa Grâce et je l'affectionne de tout mon cœur; mon épée sera à son service; je soutiendrai Sa Grâce vis-à-vis de ses sujets et du pays, mais Elle doit aussi y mettre du sien. Je ne suis pas opposé à la paix. J'ai, au reste, dû m'en accommoder plus qu'il ne m'était agréable jusqu'ici. Je sais les chances de la guerre douteuses; cependant, aujourd'hui où, avec le secours de Dieu, je me trouve déjà engagé si avant, qu'on vienne me parler de rebrousser chemin, cela, personne, pas même l'Empereur, ne pourrait me le conseiller. Au besoin, je me prêterais à un armistice d'un mois et si Sa Grâce intervenait dans ce sens, cela m'agréerait; — toutefois, Elle devrait concurremment prendre position et sortir l'épée du fourreau, à défaut de quoi toute négociation serait inutile. Plusieurs villes de la Hanse sont prêtes à se joindre à moi; je n'attends plus que le moment où dans l'Empire un chef se produise. Que ne pourraient réaliser les deux électeurs de Saxe et de Brandebourg alliés aux villes hanséatiques! Plût à Dieu que nous eussions un Maurice. »

Le dialogue s'établit. L'envoyé réplique qu'il n'est pas autorisé à discuter avec le roi d'une alliance armée, et qu'en ce qui le concerne personnellement, il doute fort que l'électeur se prête à un arrangement pareil sans porter, par cela même, atteinte à son honneur et à son devoir de fidélité à l'Empire...

Le roi, *l'interrompant*. — Oui, oui, on va vous en donner de l'honneur! de quoi perdre vos peuples et vos États! Les Impériaux vous en sauront gré! ils vous tiendront parole, comme ils l'ont fait lors de la capitulation des malheureuses villes!

L'envoyé. — Il faut penser à l'avenir et se persuader

que tout sera perdu pour nous si l'entreprise ne réussit pas.

Le roi. — C'est ce qui ne manquera pas d'arriver si vous vous tenez cois; cela serait déjà fait si je n'étais pas survenu. Sa Grâce devrait agir comme j'agis, et s'en remettre à Dieu pour l'issue. Voilà quinze jours que je n'ai pas couché une fois dans un lit; je ne demanderais pas mieux que d'être débarrassé de tous ces soucis et de m'en aller me reposer aux côtés de ma femme! mais, encore une fois, il faut aller de l'avant!

L'envoyé. — Puisqu'il plaît à Votre Majesté que l'Électeur, mon maître, intervienne, il y aurait lieu d'accorder au moins à Sa Grâce, la neutralité...

Le roi. — Oui, jusqu'au moment où j'arriverai à la frontière de votre pays. Mais en définitive, quelle antienne me chantez-vous là? Qu'est-ce que cela : la neutralité? Ce n'est que de la balle d'avoine que le vent fait tourbillonner et balayera au loin. Neutralité! Je ne saisis pas cette chose-là!

L'envoyé. — Votre Majesté l'a cependant comprise en Prusse, alors qu'Elle l'imposait Elle-même à Sa Grâce l'Électeur et à la ville de Dantzig...

Le roi. — A l'Électeur? non pas! mais bien à la ville de Dantzig, car alors il y allait de mon avantage...

Telle est la relation de von Wilmenstorff.

Lorsque le vaillant roi, maître de la moitié de l'Allemagne, tombe frappé par la balle d'un mercenaire impérial, les pays protestants sont plongés dans la consternation. Dans les campagnes et les villes, on célèbre des services solennels à sa mémoire; les ennemis eux-mêmes s'y associent, car la grande figure qui vient de disparaître avait forcé les hommages de chacun. La mort tragique de

Gustave-Adolphe constituait un deuil national. Le peuple, en effet, le pleura comme le « libérateur ». Cette mort était moins tragique par la forme que revêt l'arrêt de la destinée que par le concours des circonstances qui en avaient été plus ou moins directement la cause, c'est-à-dire les propres fautes commises par Gustave-Adolphe ; parmi elles, il convient de relever ici l'insouciance de sa conservation personnelle et les visées démesurées de sa politique.

Le roi avait eu tort de s'exposer inutilement au danger. Bien qu'il eût échappé souvent à la mort malgré son audace sur le champ de bataille, il oubliait, à chaque nouvelle fois, les responsabilités inhérentes à sa situation et l'obligation qui lui incombait de donner l'exemple dans l'application des règles de prudence qu'il imposait aux autres. Ses officiers redoutaient depuis longtemps de le voir périr ainsi victime de sa témérité.

Les fautes d'ordre politique sont plus complexes. En cherchant à s'établir sur les côtes allemandes, en s'efforçant d'attirer dans sa sphère d'influence les villes maritimes et de réclamer des positions solides sur l'Oder, l'Elbe et la Weser, Gustave-Adolphe agissait en politique avisé et en stratégiste consommé. Ne relevant aucunement de l'Empire, pas plus à titre de feudataire qu'à celui d'allié, il n'avait pas d'égards à observer, ni de devoirs à remplir envers le corps germanique, celui-ci ne se trouvant pas davantage, ni d'aucune façon, obligé envers lui. Par contre, lorsque Gustave-Adolphe caresse l'idée de se substituer à l'Empereur et de devenir lui-même le suzerain des princes allemands, lorsqu'il s'apprête à fonder pour lui-même un État souverain dans l'Allemagne méridionale, il se trompe. L'homme d'État qui est en lui disparaît et fait place au corsaire, descendant des conqué-

rants normands, qui n'a jamais complètement disparu en lui. Audacieux et persévérant comme il l'était, s'il eût vécu quelques années de plus, il est possible qu'après de nouveaux succès le roi eût réussi, qu'on l'eût acclamé empereur ou non, à s'asservir pour un temps la plus grande partie de l'Allemagne. Mais, octroyer à la Suède, qui n'eût pas été à même de l'exercer longtemps, l'hégémonie sur l'Allemagne, faire d'un pays relativement ignorant, pauvre et de petite envergure le régent d'un pays plus grand, plus civilisé et plus riche, c'était témoigner d'un complet manque de jugement, d'une ambition démesurée ; ne pas tenir compte des choses prévisibles était, en outre, commettre une erreur qu'un politique circonspect sait éviter. Jamais Gustave-Adolphe ne serait arrivé à contenir sous son sceptre à la fois ses États et ceux de l'Allemagne. Si même son rêve s'était réalisé, son œuvre se serait écroulée après lui. La mort de Gustave-Adolphe est survenue en un moment où son ambition allait se heurter aux principes essentiels d'une politique nouvelle, basée sur un nouveau groupement des aspirations et des intérêts. Politiciens, penseurs, savants se rendaient compte de ces choses : on en discourait et l'on en écrivait. Tel pamphlétaire, comme le lecteur pourra s'en convaincre plus loin, ne se gênait nullement pour affirmer et prédire que, malgré les plus heureuses victoires et malgré sa puissance, le roi n'aurait jamais pu régner sur l'Allemagne. Ni l'Empire, ni la nation ne l'eussent un seul instant supporté.

Notons en passant qu'à ce moment le futur grand-électeur du Brandebourg, Frédéric-Guillaume, avait déjà douze ans.

IV

Tandis que les dissentiments auxquels nulle collectivité n'échappe étaient soigneusement cachés dans le parti catholique et que, notamment, on n'en abordait pas les causes dans la presse du jour, ils provoquaient, par la retentissante publicité qu'on leur donnait et par les âpres discussions qu'ils faisaient naître, une fragmentation toujours plus sensible du parti protestant. Dans son sein, les divergences d'opinion s'étaient accentuées, surtout depuis que la Saxe, en 1635, s'arrangeant de son côté avec l'Empereur, avait signé la paix à Prague. Il se forme alors dans le parti deux fractions protestantes : celle des Impériaux et celle des Suédois. Bernhard de Weimar recrute des adhérents zélés qui voient en lui le successeur désigné de Gustave-Adolphe, un continuateur peut-être, quant à ses conceptions déraisonnées, mais non l'héritier de ses aptitudes militaires. On le pousse à se servir, et tout à la fois à se jouer, de la France, dans le but de voir triompher des projets aussi dangereux qu'insensés. Il y perd sa situation, ses forteresses, son armée. Le premier résultat de cette scission, qui impliquait de nouveaux groupements de sympathies et de haines, fut l'éclosion de sentiments très caractéristiques. Ceux-ci, une fois la première douleur causée par la mort de Gustave-Adolphe apaisée, grandissent et provoquent un revirement complet de l'opinion publique ; ils développent une hostilité de plus en plus avérée et aiguë contre l'élément étranger quel qu'il soit, et une méfiance croissante à l'égard des princes. Sous la pression

des événements, et surtout des besoins, de nouvelles conceptions politiques, ou mieux, d'autres appréciations relativement aux mesures politiques à prendre, opposent à la raison d'État les souffrances de la nation allemande et la nécessité où elle est d'en sortir. Chacun se détourne des intérêts immédiats des adversaires, protestants et catholiques en présence, car d'une part, les inimitiés se sont émoussées, les questions de principes ont perdu de leur intransigeance première; d'autre part, personne ne souhaite le triomphe complet d'un parti plutôt que de tel autre, tellement les procédés de violence, les allures despotiques, l'exclusivisme sont les mêmes dans les deux camps.

L'opinion publique est la résultante de la réunion des individualités dans une pensée commune et dans les mêmes aspirations; elle n'existe pas, peut-on dire, sans l'unité de vues et d'intentions qu'elle doit impliquer, à défaut de quoi il n'y a que des fractions d'opinion, en d'autres termes, des partis. Dans le sens strict du mot, l'opinion publique à l'époque en question n'existait donc pas, pas plus qu'elle n'existera — et pour les mêmes raisons — au cours des époques suivantes. Néanmoins, en s'inspirant d'un même état de souffrance, d'un même malheur collectif, les appréciations et aspirations étaient capables de se fondre en un même courant de raisonnements et de désirs, comme elles étaient susceptibles de tenir tête aux visées égoïstes — pareilles en tous pays — des gouvernants s'employant à compliquer la situation au lieu de l'élucider. Ce courant entraînait les esprits, les stimulait, les forçait à réfléchir, à s'intéresser à ce qui concernait, non seulement les proches et le territoire immédiat, mais aussi le pays voisin et les collectivités plus grandes. Aussi remarque-t-on dans la littérature, comme dans les gloses du

publie, une liberté d'allure et d'expressions que nous sommes surpris de rencontrer. Né sous la pression de dix-huit années de misères, ce courant constituait un progrès, et tendait vers un but essentiel et premier, à une situation meilleure quelle qu'elle fût.

Au premier élan de sympathie envers les Suédois avait succédé, après la mort du roi, un sentiment de simple animosité chez les uns, de haine déclarée chez les autres.

Le fait est que l'Allemagne écrasée souffrait par eux, lasse à l'excès des charges incessantes qu'elle s'imposait pour eux. Les généraux et les soldats suédois s'étaient fait redouter et exécrer, au même titre que les Impériaux, par leurs déprédations et leur barbarie. Ils procédaient comme ceux-ci quant aux impositions de guerre, quant aux rançons, quant au dédain avec lequel ils traitaient les princes, les villes, les peuples, les officiers et soldats allemands ; ils dépassaient les Impériaux dans les cruautés commises même sur leurs coreligionnaires allemands. Leurs prétentions, jugées exorbitantes, passaient pour entraver les premières négociations de paix. On les maudissait. Dans les prières publiques on suppliait Dieu d'en délivrer le pays. Or, en exécrant les Suédois, le peuple haïssait en eux surtout l'étranger. L'expression de cette hostilité, qui notamment depuis la paix de Prague avait pris corps et se manifestait dans la littérature politique, se trouve, entre autres, dans un pamphlet paru en 1636 sous le titre : *Le Brutus allemand* et dont nous citons quelques parties :

« Vous vous plaignez, messieurs les Suédois, que l'Allemagne ne vous soit plus suffisamment reconnaissante et qu'elle demande à se débarrasser de vous, comme si nous avions oublié les bienfaits de Dieu réalisés par le nouveau Josué, et oublié le pacte conclu avec vous ! Vous pré-

tendez que nous vous traitons comme des carcans, ou de vieux chiens usés, et qu'ainsi nous vous payons d'ingratitude à la face de Dieu et des hommes! Cependant, ils sont nombreux encore ceux qui applaudissent à vos succès, ou qui prient pour vous et vous adressent leurs hommages; vous ne les taxerez pas d'ingratitude; on les compte par milliers, vos ennemis mêmes le savent. Le fait que nous vous reprochons votre égoïsme, votre cupidité, les fâcheux conseils donnés par vous, les secrètes négociations manigancées par vous, ne doit pas être attribué à la nation allemande, mais aux causes qui nous font agir ainsi. En ce qui concerne vos intérêts, vous les avez fait valoir plutôt deux fois qu'une. D'abord, vous avez abusé de votre position pour imposer aux côtes de la Baltique des redevances arbitraires. D'après ce que je sais de marins dignes de confiance, vous avez extorqué le 15, le 30, voire le 40 et même le 50 pour 100 de tout article de commerce ou de transit; en suçant ainsi le sang des pauvres gens, vous vous êtes aliéné leur affection. Tout allant de mal en pis, et d'honnêtes travailleurs ayant été réduits en foule à la mendicité par vos exactions, l'animosité de ceux qui vous aimaient, mais que leurs malheurs ont aigris contre vous, s'est changée en haine pour vous, auteurs de toutes ces calamités. Vous rejetez la responsabilité de ces fautes sur vos douaniers? Ce sont vos serviteurs; au reste, tel valet, tel maître.

« Vous me rappelez ce larron qui volait des souliers, et subséquemment allait les consacrer à saint Benoît. Tant que vous les avez tenus dans vos griffes, les États et les villes vous ont fourni plus qu'abondamment le vivre et le couvert, sans parler de ce qui vous coulait entre les doigts. Pour vos beaux yeux nous avons perdu notre avoir, notre sang et nos libertés, beaucoup ont sacrifié même leur

propre religion. Regensburg en témoigne, Augsbourg en pleure, tous nous nous en repentons. Vous avez laissé se disloquer nos anciens régiments sans, en retour, former de nouvelles compagnies au complet; vous n'avez jamais voulu payer la solde ni des anciens soldats, ni des recrues, bien que vous ayez réclamé toujours de nouveaux subsides et touché toujours de nouvelles contributions. Je sais ce que vous avez saccagé, pillé, détruit. Où a passé l'argent? A vous entourer de magnificence pour vivre dans les plaisirs que les âmes viriles réprouvent. Silencieux et rongeant notre frein, nous avons assisté à ces choses, en faisant de nécessité vertu. Les enfants d'Israël, alors qu'ils débauchaient les filles de leurs ennemis, s'enorgueillissaient de leurs victoires et asservissaient durement leurs frères de Juda, furent cruellement châtiés par Dieu. Or, vous n'échapperez pas à la punition méritée par vos cruautés à l'égard de tant de populations protestantes, cruautés plus atroces que celles dont les Turcs se rendent coupables. Vous ne vous êtes pas contentés de prendre notre avoir, vous avez mis sous le pressoir la fin de la fin pour en extraire si possible quelques gouttes, vous avez broyé les gerbes jusqu'à ce qu'elles eussent livré le dernier grain, vous avez volé subsistances et denrées pour les revendre ensuite avec un lourd profit. L'argent qui vous rentrait, vous le gardiez en poche, laissant le pauvre peuple la bourse plate et le ventre creux. Prévaricateurs et avares, vous n'approvisionniez pas même les forteresses, vous ne fournissiez pas de munitions, vous nous trompiez. Maintenant, le bonheur a fui de partout; nous sommes dépouillés et nus, personne ne peut nous venir en aide. Chers amis! souvenez-vous de l'adage de Boccalini : « Quand un prince se conduit comme Lucifer, il est simple que ses sujets se comportent comme des démons. »

« Nos politiciens savent très bien que les électeurs s'entourent de pompe royale. Mais qui les a tous dépassés en pompe et coûteux apparat, si ce n'est votre généralissime? (Oxenstierna). Ne savez-vous pas que l'Allemagne entière s'en lasse et s'en plaint? Votre roi — que bénie soit sa mémoire! — n'aurait jamais agi pareillement. Cela vous a valu d'abord l'animosité sourde, puis l'inimitié des princes, des États, des villes, sans insister sur le froissement de nos populations qui voyaient un étranger tenter de s'élever au-dessus de nos souverains nationaux. Vous prétendez que la Saxe électorale a failli en concluant une paix particulière. C'est à discuter. Chacun sait, par contre, que certaines personnes se sont aidées à embourber le chariot et l'ont abandonné là. Si la Saxe a eu tort, votre manière de procéder vous rend solidaires de cette faute. En résumé, chacun n'a cherché que son intérêt propre sans se soucier de l'intérêt général; c'est pourquoi Magdebourg est réduite en cendres, que Wismar est détruit, qu'Augsbourg est asservie, et que Nuremberg se trouve dans la pire détresse; c'est pourquoi Strasbourg est aux mains des Français, pourquoi l'Empire est terrassé. Nos ennemis ont battu l'Empire avec des verges, vous l'avez épuisé en scorpions que vous êtes. Wallenstein lui avait fait la première blessure: vous, médicastres! sur la plaie saignante vous avez mis, en guise d'un baume réparateur et calmant, un vésicatoire qui lui soutire du pus et du sang. Vous-mêmes vous êtes le cancer rongeur attaché au flanc de l'Allemagne, et, ce cancer, il faut ou bien le nourrir jusqu'à extinction de la substance vitale, ou bien l'extirper de force et s'en débarrasser. Or, nous ne pouvons plus languir ainsi, et cependant, bien que nous le désirions, nous ne pouvons nous délivrer de vous. Si Dieu nous châtie, à vous la faute!

« Que si vous croyez que Dieu se laisse berner, vous vous trompez. Il voit que vous jonglez avec les mots de liberté, d'affranchissement, de secours, que vous vous couvrez du manteau évangélique comme d'un travestissement, que vous valez moins que les Turcs. Vous criez contre la monarchie espagnole; je n'en ai cure. Je redoute davantage la France, car son appui nous manquera au moment voulu. Tous les empires ont leur destinée, fixée par Dieu, en dehors de qui ils ne peuvent rien; car ils naissent à l'instar d'un enfant, grandissent, se développent comme le font les adolescents, se maintiennent un temps en pleine puissance de leur maturité, comme c'est le cas des hommes; puis ils diminuent, s'affaiblissent, succombent, comme eux; et bientôt viendra le jour où l'on ne saura plus ce qu'ils furent. Rien n'est capable d'empêcher la gradation et le terme de cette loi. Le sage sait cela et se précautionne, l'insensé ne s'en rend pas compte et périt dans le commun malheur. Mais ce qu'il importe de faire avant tout, c'est de débarrasser l'Empire de ceux qui prétendent le guérir. On demandera : « Quelle sera l'issue de tout ceci? » Dieu seul le sait. N'avons-nous pas versé suffisamment de sang? Laissez Dieu juger, ne l'incitez pas à sévir. Ayez pitié de son Église. Vous ne vous plaindrez pas de vous en aller les mains vides, car pour une pelletée de billon sorti de votre pays vous y aviez enfourné des charretées d'or et d'argent. On ne songe pas à vous les reprendre. Mais soyez reconnaissants envers Dieu et f...-nous la paix! Si les Allemands s'élèvent contre leur empereur, ils n'en accepteront point d'autre qui ne soit de leur race et de leur sang; dites-le-vous bien!

« Si la maison d'Autriche a manqué à ses devoirs, Dieu saura la retrouver... Quant aux Français, je sais qu'ils sont la verge avec laquelle Dieu frappera l'Allemagne,

car nous avons copié tous les ridicules de cette nation, imité tous ses travers et ses défauts, singé ses mœurs, ses cérémonies, ses coutumes, jusqu'à sa langue, ses vêtements et sa musique. Dussions-nous tous tomber entre les mains des Français, — que pourrait-il arriver de pis? je vous le demande, — jamais, vous m'entendez, jamais un Français ne deviendrait empereur. A la France les lys; l'aigle est à l'Allemagne, comme l'Orient est aux Turcs et l'Occident à l'Espagne...

« J'espère que vous ne m'en voudrez pas de dire catégoriquement ce que je pense, car la franchise et le courage nous sont coutumiers. Plût à Dieu qu'on vous eût toujours tenu pareil langage! Il ne nous reste, à nous, qu'à nous lamenter, d'autant que personne ne songe à nous secourir; au reste, personne ne le pourrait. Dieu seul est celui qui peut vouloir nous venir en aide : à nous de le prier d'avoir enfin pitié de notre malheur et de diriger les potentats, en sorte qu'ils travaillent à l'œuvre bénie et si ardemment désirée de la paix. »

L'auteur de ce pamphlet était, on le voit, moins sympathique aux Suédois que ne le sont, en Allemagne, un grand nombre de nos contemporains. C'est qu'il les avait vus à l'œuvre, et de près. D'autre part, ce ne furent pas des prétentions exagérées du côté de la Suède qui entravèrent les négociations et mirent obstacle à une conclusion plus hâtive de la paix, mais l'âpre ténacité de l'Empereur à réclamer des gages qui lui eussent permis d'asservir la nation allemande. La nation devait inévitablement résister. Or elle ne pouvait lutter sans le secours des Suédois. C'est ce que l'Allemand conçoit aujourd'hui; c'est ce que l'Allemand d'alors ne comprenait pas. Nous aurions mauvaise grâce à lui en vouloir.

V

Après la guerre et même, dans les territoires neutralisés, pendant les dernières années de la guerre déjà, les journaux et les feuilles volantes, malgré la dureté des temps, se multiplient, portant de maison en maison les nouvelles bonnes et mauvaises. Les correspondances des particuliers épiloguent sur les actes des gouvernements et sur les faits du prochain. Des publications bisannuelles qui apparaissent lors des grandes foires s'écoulent dans les masses, résumant les événements du dedans et du dehors. On prend parti pour les Stuarts ou les Parlementaires. Lorsqu'il apprend la décollation du roi d'Angleterre, le peuple s'émeut comme du plus abominable forfait. En ce qui concerne Louis XIV, ce sera, par la suite, une haine unanime ; sur sa tête convergeront les malédictions de tous les Allemands : il sera le grand fauteur des calamités, le superbe orgueilleux, l'irréconciliable ennemi. On le vilipendera dans les pamphlets, on l'insultera à la ville et dans les campagnes, cependant que dans les cours, dans les cercles où s'affiche une certaine distinction de manières, on copie les modes de Paris et les allures du faste de Versailles. Les différentes classes sociales : seigneurs, lettrés, riches commerçants, petit peuple même, ne peuvent se soustraire à l'influence que déjà exerce le prestige du « Roy ». Après le ravage du Palatinat et la prise de Strasbourg, le déchaînement de la colère populaire sera complet : on traitera Teras et Melac de chiens ; ce sera une désolation qui s'emparera de tous les cœurs. Plus tard,

au moment de la guerre pour la succession d'Espagne, la nation respirera, reprendra confiance; la petite littérature du jour en fait foi. Si, dans ces conjonctures, un prince eût imposé aux masses, il les eût soulevées; la haine commune de Louis XIV eût servi de ciment pour grouper les courages, rendre cohésives les bonnes volontés et atteindre un résultat. En cela encore, la situation politique des différents pays paralysait d'avance tout effort réfléchi et toute action décisive : l'union faisait défaut partout. A Cologne et en Bavière les presses d'imprimerie se trouvaient en possession de Français et les articles les plus blessants qui en sortaient étaient écrits par des Allemands contre leurs propres compatriotes.

Ce n'est pas que, à cette époque, les Allemands aient manqué de sens politique; seulement, ce qui était fâcheux pour eux, c'est qu'ils le déployaient dans les affaires qui ne les concernaient pas. Ils le manifestaient dans les romans et sur la scène où ils l'incorporaient alors dans le dialogue. De ce qui se passait en Allemagne on n'avait cure, du moins on se souciait davantage des questions étrangères au pays : l'objectif était excentrique, l'attention avait perdu l'habitude de se mouvoir concentriquement. Il semble même qu'on éprouvât de l'indifférence pour ce qui se produisait chez soi, il y avait en cela comme un symptôme de désaffection. En même temps les préoccupations des individus et des collectivités se porteront sur des choses futiles ou sur celles qui frappent l'imagination : pluie de crapauds, étoiles filantes, apparition de Satan, naissance de quelque monstrueux animal; les gens ne s'enflamment que pour les conflits entre bourgeois, entre ceux-ci et l'édilité; les rivalités confessionnelles tiendront les esprits en éveil. On glosera davantage de la conversion de quelque principicule par les jésuites, qu'on

ne parlera des armements des Turcs ou des hostilités qui reprennent en Hongrie. Au moment du siège de Vienne, le peuple ne s'intéressera pas plus aux événements qu'aux personnalités en scène; par contre, chacun achètera la gravure représentant Kolschitzky dans son costume à la turque, impressionnant et bizarre, et qui aura réussi à s'échapper de Vienne pour apporter des dépêches au quartier général. Parfois, et suivant les milieux, l'attention se dirigera sur l'électeur du Brandebourg dont on parle avec déférence, même dans l'Allemagne méridionale, et en qui l'on espère comme en un homme d'énergie et de sens politique. On regrette cependant que ses moyens d'action soient restreints, mais on ne va pas plus loin. Des questions qui visent le bien du pays, ou des personnes sur lesquelles pourraient se fixer les vœux de la nation, on ne s'occupe guère plus que s'il s'agissait d'un pope moscovite ou des intérêts de la Chine. C'est un désintéressement des questions vitales: on ne va pas au fond des choses; ce qui devrait toucher, émouvoir, entraîner, n'émeut plus. Les individus pris isolément ne manquent pas, toutefois, de jugement: certaines notions fondamentales sont justes: certains périodiques, malgré la prolixité des sujets qu'ils traitent, nous frappent par le bon sens qui s'y reflète et une compréhension assez exacte de la situation où chacun se débat; les lecteurs s'en rendaient compte aussi, mais personne ne savait réagir.

L'Allemagne écrasée, convalescente, anémiée, portait en elle une décrépitude. Le ressort vital paraissait démonté: les grandes qualités de l'âme germanique demeuraient sans emploi, faute du cordial qui les dégageât à nouveau du languissement dans lequel elles étaient en léthargie. Cela est exact pour toutes les couches de la société; les plus défaillantes, peut-être, furent les classes

dirigeantes ou cultivées. Cela s'explique par les horreurs de la longue guerre et les indicibles souffrances endurées. Une autre cause de cette invalidité des esprits résidait dans le rigorisme des gouvernants : censure draconienne, entraves en tous lieux, et de mille formes, mises à l'échange des idées, sans-gène inqualifiable avec lequel on procédait à l'égard de ceux qui se permettaient des velléités d'indépendance, *a fortiori* d'opposition, mesures vexatoires, retour à l'absolutisme féodal.

Personne n'osait réagir. C'est qu'aussi pour cela il eût fallu disposer de moyens capables de reprendre possession de soi-même. Ce qui manquait avant tout, c'était le sentiment de la sécurité, qui lui-même procède de la confiance. Or, personne n'avait confiance ni dans le souverain, ni dans l'État, ni dans la justice. Morcelées à l'infini, les différentes collectivités se sentaient trop faibles pour s'appuyer l'une sur l'autre; incurablement méfiants, les individus n'éprouvaient ni la joie, ni l'honneur d'être et de se dire citoyens d'un grand pays. L'homme n'avait pas, au sens propre du mot, des compatriotes qu'il pût aimer, un État qu'il pût respecter. Il se sentait isolé, il se voyait comme en exil chez lui; tous se considéraient plus ou moins comme autant d'étrangers au milieu d'une nation qui n'en était pas une encore.

A l'appui de ce qui précède, citons ici quelques extraits d'un pamphlet écrit dans le style allégorique du dix-septième siècle, formulant d'amères considérations sur la situation de l'État, et constituant une satire de ce qu'on commençait à appeler la raison d'État. Pendant la guerre déjà, Bogislav-Philippe Chemnitz, chaud partisan des Suédois, avait produit un effet considérable par un opuscule où il accusait ouvertement l'Autriche d'avoir été la cause fautive des malheurs de l'Allemagne, et où il préco-

nisait, comme seul moyen susceptible de sauver le pays, l'indépendance et l'autonomie des princes allemands. Conformément au titre de cet ouvrage : *De ratione status in Imperio nostro Romano-Germanico*, 1649, l'expression de raison d'État prévalut pour désigner le nouveau système gouvernemental intronisé dans différents pays de l'Empire. Dès lors aussi, la presse, les pamphlets, les libelles populaires s'emparent de cette chose nouvelle pour la discuter, la railler, pour s'en plaindre et la condamner comme une œuvre de duplicité, d'hypocrisie et de mensonge, la raison d'État n'étant, selon eux, qu'un prétexte, décoré d'un terme nouveau et destiné à masquer l'égoïsme et la mauvaise foi des gouvernants dont le mot d'ordre était non pas le devoir, mais le bon plaisir. Ce terme de raison d'État, usuel depuis un certain temps dans le langage diplomatique en France et en Italie (*ragione di Dominio*) et qui implique les procédés à mettre en œuvre en politique, et tout à la fois les principes fondamentaux du mode de gouverner, en résumé les considérations qui président à une détermination prise dans l'intérêt de l'État, ce terme, disons-nous, n'était pas connu jusqu'alors en Allemagne, et n'y fut employé que depuis Chemnitz. L'opuscule, auquel nous revenons, paru en 1678, portait pour titre : *Idolum principum* (l'Idole des souverains, ou ce que les gouvernants adorent sous le nom de raison d'État).

« ... La seule loi qui nous régisse est ce qu'on nomme raison d'État; la vérité et la probité ne comptent plus. Une fonction vient-elle à être vacante, les postulants ne manquent pas, mais, sur neuf candidats, trois au moins n'agréent pas au prince. On fait donc subir des examens aux candidats. Toutefois, si l'un ou l'autre se permettait de répondre à peu près ceci : « Les anciens nous ayant « appris que le souverain doit se considérer comme le

« serviteur du bien public, il nous paraît nécessaire que « le prince gouverne suivant les règles de la justice, selon « ce grand principe : fais aux autres ce que tu voudrais « qu'ils fissent pour toi, » il est certain que le candidat émettant de pareils aphorismes se ferait poliment éconduire. Or, dernièrement, un postulant s'étant tiré d'affaire par des réponses aussi prudentes qu'évasives et avisées fut nommé conseiller: et comme le souverain lui voulait du bien, il le maria à la fille de son chancelier. Après avoir prêté les serments d'usage, dont le plus important exige le silence, notre nouveau conseiller fut introduit par son beau-père dans les chambres hautes des archives du gouvernement, afin d'y être initié aux secrets d'État.

« Dans la première chambre pendaient des manteaux multicolores, brodés sur tous les revers, mais dont la doublure était faite de pièces loqueteuses, par places, de vieux morceaux de fourrure de loup ou de renard, et tout usées. Surprise du nouveau venu. « Ce sont, expliqua le chan- « celier, des manteaux d'État que nous revêtons lorsqu'il « s'agit d'exposer au public des choses louches; en un « mot, quand il faut montrer blanc pour noir; c'est le sym- « bole du voile dont on entoure les choses pour les faire « accepter, en d'autres termes pour faire avaler aux contri- « buables la potion amère des impôts, redevances et pres- « tations. Le premier en rang de ces manteaux, c'est la « prospérité des sujets »; « le second, dont l'élégance « extérieure vous séduit, est le « bien public »; le troi- « sième, d'un beau pourpre, celui de la « tradition » : on « s'en sert à défaut d'autres moyens pour se débarrasser « des hétérodoxes: le quatrième vêtement, très chamarré, « c'est le « zèle de la foi »: celui qui suit, la « liberté de « la nation »: puis vient le « maniement des privilèges ». « Je vous fais grâce des autres; vous apprendrez à les con-

« naître et à vous en draper. » Le néophyte, curieux de nature, avise, au fond de la pièce, une vieille nippe râpée, rongée; le beau-père, avec un sérieux imperturbable, de dire : « Le fil ne tient plus! on s'en est tellement servi! « C'est le manteau dit : « des bonnes intentions », le pain « quotidien des cours; on l'accommode à toute sauce, « tailles, servitudes, dîmes qui mettent le manant sur la « paille : bonnes intentions; — guerre entreprise pour des « raisons futiles : bonnes intentions; — persécutions, tor- « tures, misères qui s'abattent sur des innocents? on s'était « trompé! tant pis! mais : bonnes intentions; — faveurs « imméritées, corruption, médisance, calomnies, tout se « couvre avec de bonnes intentions! Au reste, je vous « confierai que si, à l'occasion, un manteau seul ne suffit « pas pour en arriver à ses fins, on en endosse deux, trois « et plus, l'un par dessus l'autre. »

« Une seconde chambre constituait comme un musée de masques ressemblant à s'y méprendre à la figure humaine en reproduisant les expressions les plus naturelles du visage. « Quand les manteaux ne suffisent pas, ou lorsqu'on « s'en est trop fréquemment servi, comme pour les États « provinciaux, les souverains voisins, ou l'édilité des villes, « on change de procédés. Voyez ces masques : voici le « serment », voilà le « parjure », puis « l'astuce »; avec « cela on s'en tire auprès des gens de tout acabit, et ces « moyens sont autrement précieux que l'art oratoire ou « les preuves probantes. J'attire votre attention sur le « serment », pièce capitale dans les négociations avec les « cours. Suivez mon raisonnement : si l'homme avec lequel « vous négociez est honnête, cet homme vous jugera ce « qu'il est lui-même, et dans ce cas la foi jurée lui en impo- « sera davantage que tout autre argument; si vous traitez « avec un fourbe, vous le forcerez, malgré tout, à croire à

« votre serment, car il sait très bien que douter de votre
« parole, c'est s'exposer à passer pour quelqu'un pour qui
« la foi jurée n'est rien. »

« Dans la troisième chambre, on trouvait une collection de rasoirs, de ventouses, d'éponges, de tenailles, pinces, ciseaux et autres outils ; on ne pouvait, à première vue, se rendre compte s'il s'agissait d'instruments de chirurgie ou de torture. Le nouveau venu paraissait surpris. « Ce sont
« là, prévint le chancelier, les petits jouets de la raison
« d'État, infiniment plus précieux, entre nous, que toutes
« vos plumes, encriers, grimoires et paperasseries. Que
« deviendraient les princes, s'il n'existait quelques procé-
« dés particuliers pour tondre la laine du manant, soutirer
« les écus du bourgeois, mater la résistance des récalci-
« trants? Eh bien! oui, il est fort heureux que les souve-
« rains puissent ventouser, tenailler, raser le vilain ; c'est
« ce qu'à leur place les généraux ont pratiqué pendant la
« guerre, et ce que les étrangers nous ont fait à nous-
« mêmes. Il n'est pas indispensable, bien entendu, que les
« princes opèrent en personne ; ils laissent travailler leurs
« conseillers, bureaucrates et chambellans ; toutefois,
« lorsque ceux-ci se sont gonflés comme des éponges en
« soutirant aux villes et aux campagnes le meilleur de leur
« moelle, le prince apparaît et leur fait rendre gorge...
« pour son compte personnel, évidemment. » A ce discours, le conseiller frais émoulu ne répondit rien.

« On passa plus loin et l'on vit, dans la quatrième chambre, un grand nombre de cassettes qui contenaient des lunettes de forme infiniment variée. « Nous voici aux célèbres lu-
« nettes d'État, continua le chancelier ; des inventions
« merveilleuses qui vous grossissent les choses et les évé-
« nements plus de mille fois. Une mouche devient un élé-
« phant ; un bout de fil, une corde ; au lieu d'un liard vous

« verrez un florin d'or. A travers ces verres magiques les « sujets du prince voient tout en un rose charmant ; leur « abandonne-t-on quelque petite contribution, ou leur ac- « corde-t-on une petite faveur, ils découvrent qu'on leur « a octroyé mille ducats, ou qu'on est leur bienfaiteur. Ces « lunettes servent à suggestionner la croyance en l'infail- « libilité souveraine. Retenez ceci : « en grossissant son « propre mérite, on s'impose ; on se rend indispensable « en se disant nécessaire. » « Les lunettes qui ont pour « but de faire voir noir pour blanc ou inversement, vous « les emploierez dans toutes les circonstances critiques où « l'apparence doit sauver le fond. » Après avoir laissé son compagnon quelques instants à ses méditations, le chancelier reprit : « La poussière que vous remarquez dans « cette boîte est la poudre qu'on jette aux yeux des gens « et grâce à laquelle on se tire d'un mauvais pas ; c'est un « truc où il faut user d'une certaine adresse ; il est essentiel, « avant d'appliquer la recette, de s'être fait la main à ce « petit jeu. »

« Le nouveau conseiller manifestait un certain malaise et se livrait à des gestes qu'on pouvait traduire en un commencement d'impatience, ou en un intérêt grandissant. Le retenant par le pan de son habit, le chancelier, toujours impassible, conclut ainsi : « Vous ferez votre profit « de ce que je vais encore vous confier : de tout ce que « vous venez de voir, les souverains ne sauraient tirer « parti sans le concours de leurs conseillers, les vrais « créateurs de ces machineries et surtout les seuls ouvriers « capables de les faire fonctionner. Cela étant, qui, je « vous le demande, serait assez osé pour reprocher aux dits « conseillers de travailler en même temps pour leur « propre compte? Chacun de nous a sa raison d'État « particulière et privée, car où Dieu se fait construire

« une église, le diable veut avoir sa chapelle. De même, « en m'employant aux intérêts du domaine du prince, je « me suis aménagé mon petit domaine à moi. Je vieillis; à « vous, mon gendre, d'en faire autant, si ce n'est mieux. « Mais revenons à nos moutons. D'abord, je ne me suis « jamais encanaillé; tout au contraire, ai-je cherché à « plaire aux puissants; bien m'en a pris, car plus l'étang « est grand, plus on y trouve de poissons. J'avais de la « mesure en chaque chose; je ne me suis, entre autres, « jamais inféodé à un parti; je suis resté mon maître; « c'est toujours très sûr et plus avantageux. Ce qui ne « m'empêchait pas de rire avec ceux qui riaient et de me « déclarer satisfait du peu qu'on m'accordait. De cette « façon, j'apprenais à mener les autres en leur laissant « croire que je les suivais. Ce que voyant, le prince, qui « flairait en moi des qualités ou d'heureuses dispositions, « me prit à son service. Je devins conseiller, puis chance- « lier. Les choses changèrent alors, en ce sens que je com- « mençai à recueillir le fruit de ce que j'avais pris le temps « de semer... Ne m'interrompez pas... L'essentiel est de « naître avec du talent... Je ne vous parlerai pas des chars « de vin, des boisseaux de froment et autres douceurs que « les nobles venaient m'offrir en échange des petites faci- « lités qu'en vertu de ma position je pouvais leur accorder. « Toutes proportions gardées, les bourgeois, les ouvriers, « les paysans savaient s'assurer de mes bons offices et de « ma protection. Ma foi! quant à ceux qui ne déliaient pas « le cordon de la bourse..., va-t'en voir! leurs affaires « restaient en panne, et même... il n'y en avait pas peu « dans cette posture! Un riche avait-il commis un délit « quelconque, s'était-il permis de déclamer contre l'auto- « rité, etc., je lui faisais comprendre la valeur de mon « importance et le prix des services que j'étais capable de

« lui rendre : souscrivait-il à mes conditions, j'étouffais
« l'affaire, ou du moins j'arrangeais les choses ; passait-il
« outre, c'était un bon procès avec tout ce qui s'ensuit : fai-
« sait-il mine de me menacer, j'employais les grands
« moyens, son compte était promptement bouclé. Tout
« dépend de la façon dont on sait changer, quand il le faut,
« la peau du renard contre celle du lion. Au reste, m'eût-
« on, par un coup d'audace, traîné devant le tribunal, j'au-
« rais fait bonne contenance, certain d'avoir, lorsque je le
« voudrais, les juges dans ma manche. Je passe sur les
« bagatelles : complaisances, subornations, prêts usu-
« raires : toujours est-il que grâce à d'heureuses combi-
« naisons mes revenus doublèrent, triplèrent, et qu'au-
« jourd'hui me voilà riche et puissant. »

« Le conseiller en herbe ne put s'empêcher de demander :
« Beau-père, je constate que vous avez de l'entregent,
« mais laissez-moi vous poser la question : Croyez-vous
« que tout ceci porte bonheur aux vôtres ? car il est dit
« que jusque dans la seconde et la troisième génération,
« les... — Bêtises que toutes ces phrases, interrompit le
« chancelier. A d'autres ! je m'en moque comme d'un
« œuf de mouche sur une toile d'araignée ! Qui n'ose rien,
« n'a rien ! Mais motus, grands dieux ! je vous en ai trop
« dit, et plus que n'en sut jamais personne. »

CHAPITRE V

LES CAMPAGNES

I

L'Allemagne, à l'aurore du dix-septième siècle, était un pays florissant. L'agriculture lui avait valu cette prospérité. Les villes mêmes, nous l'avons dit, s'étaient enrichies par la culture de la terre et non par l'industrie. Le commerce avait élargi et solidifié la base du bien-être général.

Le servage n'existait plus partout. Dans beaucoup de souverainetés, les hommes libres constituaient la grande majorité de la classe des cultivateurs propriétaires ou fermiers du sol qu'ils faisaient valoir. Grâce à de longues années de paix, les moins bien lotis d'entre eux avaient atteint un certain degré d'aisance. La condition civile variait, au reste, suivant la législation locale; ainsi un homme libre, même anobli, qui héritait d'un bien sujet à la mainmorte, était soumis à certaines incapacités; un homme encore pouvait être à la fois libre dans une seigneurie, serf dans une autre, mais seulement à raison de la terre qu'il détenait : servitude virtuelle plutôt que personnelle. Le droit de propriété ou de possession présentait des caractères différents suivant la juridiction dont relevait la terre; parfois il existait ce qu'on appelait un droit de suite au profit du seigneur sur les biens des mainmortables

situés hors de la seigneurie. Les descendants d'anciens serfs non affranchis légalement n'en jouissaient pas moins, dans certaines contrées, d'un régime qui équivalait à la condition d'hommes libres; tel était le cas dans la Frise, les marches de la Weser et de l'Elbe, les côtes du Nord, les régions alpestres de la Bavière, de la Haute-Autriche, du Tyrol, où, d'ailleurs, en vertu même de la topographie et du mode de culture, l'application stricte du droit féodal et l'asservissement du laboureur avaient été, de tout temps, malaisés à réaliser. Abstraction faite du paysan libre, l'homme jouissait d'une liberté relative en Franconie, cela du fait des lois ripuaires, monument de la législation germanique, où la part du droit civil était plus large que dans la loi salique, d'origine barbare, qui, entre autres dispositions, excluait les femmes de la possession d'une terre et les rendait inhabiles à succéder. Les pays de Clèves et de la Moselle, les comtés de Mark, de Werden, de Berg, d'Essen avaient, au cours du moyen âge, aboli le servage; dans ces pays, même lorsqu'il ne possédait pas de biens-fonds, le cultivateur vivait à titre d'homme libre sur la terre qu'il labourait; il détenait la terre par bail emphytéotique ou à vie, avec renouvellement tacite du bail de père en fils. En Styrie, la dîme, seule redevance féodale, comme seul revenu du seigneur, pesait moins lourdement que le système de redevances ou de corvées qui, autre part, lui avait été substitué. Le servage d'institution carlovingienne qui prévalait encore dans les pays des anciens Saxons était particulièrement dur. Les Brunswickois vivaient sous un régime moins oppressif. Le sort des populations des environs de Brême et de Werden apparaissait supportable comparativement aux conditions lamentables dans lesquelles se débattaient les serfs des comtés de Hildburghausen et de Hoya, réduits, pour ainsi dire, à l'esclavage

le plus complet. Dans les évêchés de Münster et d'Osnabrück, des redevances en argent et des prestations en nature avaient remplacé les corvées des temps féodaux; la mortaille s'y maintenait, par contre, et le serf y obtenait plus difficilement qu'ailleurs son entier affranchissement. Le nombre des paysans libres avait diminué dans la Hesse, la Bavière, la Souabe, dans certains cercles du centre de l'Allemagne, et, tout à côté, il s'était accru, comme dans la Haute-Bavière et ailleurs. La destinée des populations serves des provinces de l'est : la Bohême, la Moravie, d'une part : de l'autre, la Poméranie et le Mecklembourg (d'où le servage n'a disparu que récemment) se révélait très sombre. Les manants ou serfs des confins slaves vivaient dans un vasselage absolu qui, après la guerre, se transformera, ici et là, en un esclavage misérable. Il convient de relever ce qui a trait aux paysans dits « de succession », ainsi qu'on les appelait en souvenir des conditions exceptionnelles dans lesquelles la colonisation première des territoires slaves par des cultivateurs allemands s'était accomplie ; ces colons formaient une véritable aristocratie fermière ou paysanne.

Les chroniqueurs rapportent que de loin déjà on reconnaissait à l'état de propreté ou de dégradation des demeures, à la façon dont les champs et les clos étaient tenus, et à l'aspect général d'un hameau ou d'un village, la condition libre ou serve des habitants.

Il est difficile de présenter un tableau d'ensemble de la vie rurale telle qu'elle évoluait au moment qui nous occupe. Force est de restreindre notre description à une contrée représentant une moyenne quant aux conditions économiques et à la situation topographique, ce qui nous paraît être le cas pour la Thuringe et la Franconie. L'effectif numérique des deux catégories de cultivateurs, hommes

libres ou serfs, s'y équilibrait. Ces contrées du centre seront violemment atteintes par la guerre, mais elles en sortiront moins ravagées que d'autres pays, tels que la marche de Brandebourg ou la Souabe : elles comptaient avant la guerre plus de hameaux et villages qu'on n'en rencontrera même aujourd'hui. Aux données puisées dans les archives communales ou paroissiales de ces régions sont venus s'ajouter des détails tirés de nombreux travaux historiques relatifs aux institutions de ces pays, et qui parurent au cours du siècle dernier. Ces éléments permettent de reconstituer le cadre où va revivre l'homme libre des campagnes. Nous nous occuperons plus loin de ce qui concerne plus spécialement les populations serves.

Les villages et, moins complètement, les hameaux étaient presque partout pourvus de quelques moyens de défense : fossés plus ou moins profonds circonscrivant soit un système de palissades, soit un mur de circonvallation, celui-ci, le plus souvent polygonal, présentant deux entrées munies de portes massives qu'on fermait le soir. On y trouvait parfois, tenant lieu de la « Burg » qui ne manquait, pour ainsi dire, jamais dans chaque petite ville, un cimetière surélevé, lequel, enclavé dans ses murs de soutènement et de bordure, constituait une sorte de forteresse, dernier rempart aux jours du danger. Les rustiques pignons, sans offrir à l'œil des lignes précisément gracieuses, ne manquaient ni d'originalité ni de pittoresque : les plus anciennes maisons étaient en bois : d'autres laissaient voir, entre les poutres lézardées et brunies, un pisé gris ou du mortier blanchi. Les toits pointus s'espaçaient le long de rues entrecoupées et sinueuses côtoyant, devant les écuries, des monceaux de fumier, et de petits potagers derrière l'étalement des constructions. En dehors

de l'enceinte s'étendaient de vastes communs, avec droit de pacage pour l'ensemble des troupeaux. Au bassin proprement dit des fontaines monumentales se soudaient des réservoirs en gradin pour l'abreuvoir du bétail gros et petit. Les mas de culture consistaient, d'ordinaire, en très longues bandes de terre subdivisées, suivant le mode des anciens Francs, en espaces carrés où le labour alternait avec la jachère et qu'on épierrait soigneusement. On cultivait essentiellement le froment d'hiver, le seigle, le colza, le chanvre, l'orge et les pavots; on commençait à semer des légumineuses. Le houblon rapportait beaucoup. Les paysans veillaient à la mise en valeur et à un état d'entretretien parfait des prairies, qu'ils savaient rigoler, niveler, irriguer, les clôturant souvent au moyen de haies vives. Pas de maison qui n'eût son jardinet; pas de jardin sans fleurs médicinales et plantes ménagères.

Ainsi que le lecteur pourra le constater par les statistiques relatives au comté de Henneberg, le nombre des bestiaux était, en général, supérieur à celui qu'indiquent les recensements du début de notre siècle, l'effectif en chevaux, notamment, plus grand. De ces derniers, les uns provenaient des bêtes vigoureuses du temps de la chevalerie; les autres, plus communs, courtauds et ventrus, constituaient la race d'attelage du pays. La laine se vendait bien, le drap d'Allemagne constituant un article d'exportation important. Si tant est qu'on puisse comparer entre elles deux époques, l'agriculture se trouve avoir été plus prospère vers 1618 qu'elle ne le sera deux cents ans plus tard.

Les charges, dîmes et prestations pesant sur les populations étaient lourdes et lassantes; mais toutes pénibles qu'elles fussent à supporter, les très nombreux cultivateurs propriétaires en souffraient moins que ceux des pays voi-

sins. Certains fiefs ecclésiastiques avaient été sécularisés; de grands domaines en provenant, de nombreuses terres appartenant à la noblesse étaient exploités par des fermiers, circonstances qui profitaient à la collectivité des laboureurs. La consécration du droit de propriété, issu d'une jurisprudence qui, s'appuyant sur les principes du droit romain, avait graduellement fait prévaloir les droits de l'occupant effectif, avait eu comme corollaire un plus grand morcellement des propriétés. Le paysan se sentait encore lésé, il est vrai, par la survivance de droits strictement féodaux, moins sur une terre d'alleu, c'est-à-dire possédée par héritage, que sur celle occupée par lui à titre de tenancier; mais les notions relatives aux obligations réciproques et bilatérales, aux droits individuels, avaient changé de caractère et gagné en ampleur. Plus que toute autre chose, les procès soutenus — et gagnés — contre les héritiers de prétendus droits féodaux avaient appris au paysan à se considérer — lorsqu'il était propriétaire — comme seul et unique possesseur de son avoir meuble ou immobilier. Le mérite en revenait à la pratique des juristes.

Les différents dicastères de la bureaucratie que nous considérons, à tort, comme étant de création moderne, fonctionnaient d'une manière à la fois complète et compliquée. Jusque dans les chancelleries des communes les plus modestes et les plus reculées, on écrivait, on décrétait, on cataloguait beaucoup. L'administration centrale se perdait déjà dans les paperasseries, les règlements, les édits. Le mouvement de navette entre les autorités villageoises et le chef-lieu, ou la résidence, ne cessait pas, nécessitant des escouades de messagers, estafettes ou huissiers chargés de porter les plis et les rapports, de notifier les ordonnances et les enquêtes, et qui, pour

chaque exploit, émargeaient peu ou prou. On prescrivait pour des futilités : ainsi, le bureau respectif fixait le nombre de pigeons que chacun pouvait élever. Certaines mesures témoignaient, par contre, d'une judicieuse prévoyance et du souci du bien public, comme celle de l'échenillage, du curage des fossés, comme le règlement déterminant le nombre des seaux à incendie que l'habitant devait posséder, ou celui qui visait les différentes essences ou plants des pépinières. Les comptes communaux, depuis un siècle environ, étaient établis dans un grand livre officiel qu'une « commission domaniale » inspectait, vérifiait, estampillait d'un « satisfecit » circonstancié. Les greffiers, avons-nous vu, délivraient aux partants des certificats d'origine ou de bourgeoisie où, en termes parfois ampoulés, on recommandait l'émigrant à la protection et à la bienveillance des autorités étrangères, le tout à charge de réciprocité. Chaque village avait son guet; le moindre hameau son garde champêtre.

Les routes se trouvaient généralement dans un état déplorable. Les rouliers avaient ici et là recours à des chevaux de renfort, ce qui offrait aux habitants quelques profits et l'occasion fréquente d'entrer en contact avec les passants, voyageurs ou marchands donneurs de nouvelles.

Chaque localité, depuis la Réforme, possédait son école dirigée par le *magister scholae*, ou régent, un théologien parfois : plus rarement sa classe de filles, car les institutrices manquaient encore. Une bonne partie des campagnards étaient donc, immédiatement ou indirectement, à même de profiter de l'instruction primaire et d'en apprécier les avantages.

La ligne de démarcation entre le citadin et le rural demeurait néanmoins très accentuée. Bonhomme Jacques!

Quel sujet de raillerie, de malice pour les gens de boutique ou d'atelier! que d'histoires bouffonnes ou saugrenues ne débitait-on pas sur son compte! et lorsqu'il apparaissait en ville, que de tours, que de niches lui jouait-on! On s'en prenait à sa gaucherie, on l'accusait d'être astucieux, bête, batailleur et buveur. Cependant, sa vie de labeur, tout monotone qu'elle coulât, toute isolée qu'elle fût, n'en faisait pas moins valoir des qualités solides, des mérites humbles et la consistance personnelle que savaient apprécier ceux qui le connaissaient mieux. Les notions des ruraux étaient rudimentaires, il est vrai : c'est qu'aussi presque nuls étaient leurs rapports avec l'ambiance, impossible tout échange d'idées, et trop insuffisantes les occasions susceptibles de faire naître des conceptions nouvelles, d'élargir l'horizon des pensées, de façonner des représentations plus nombreuses. Le paysan ne sortait guère que pour se rendre au marché voisin et pour mener son bétail sur quelque pâturage montagneux. Il était conservateur d'état, d'âme, en son parler, en son costume ; il respectait ses vieux meubles, ses coutumes traditionnelles, ses anciennes chansons. Peu lui importait que ses locutions parussent triviales, que sa gaucherie prêtât aux quolibets! Le « campagnard » ne manquait pour cela ni d'aspirations pures, ni de correction morale, ni de sain jugement, ni même de secrète, de naïve poésie. Il aimait à redire la fruste litanie des « lieds » séculaires ; il perpétuait, tel un héritage, le souvenir des solennités familiales, et comme son père avait acheté, vendu, comme il avait rompu, ensemencé la terre, le fils achetait et vendait, labourait et moissonnait son champ. Il honorait ce mystère de la transmission de la race et du foyer qui s'accomplit à travers les âges dans toute sa sainte persistance. Son travail, ses jours, sa pensée d'un tour

d'expression peut-être malhabile, étaient fleuris, pourtant, d'adages, de dictons, sentencieuses leçons qu'on apprenait tout petit. Naturellement, le rural défendait vaillamment fortune et choses acquises. La femme se montrait diligente et, plus encore que la citadine, affectionnait ses trésors domestiques : faïences picturales, bahuts sculptés, rouets ciselés, brocs d'étain. Les inventaires de l'époque indiquent toute une richesse en vêtements, lits, provisions, linge, même des pièces d'orfèvrerie. Chaque demeure a sa cachette : niche, vieux pot, marmite, où le numéraire épargné sommeille durant une suite d'années productives et paisibles.

Tel le village vers 1618.

Aux premiers bruits de guerre que répandent les colporteurs et les gagne-petit forains, on ne s'émeut pas encore. Toutefois des rumeurs de batailles perdues circulent; des mendiants, des éclopés frappent aux portes et, tandis qu'on les réconforte, ils narrent les calamités lointaines et la fuite du nouveau roi de Bohême. Bientôt arrivent de la capitale des ordres réclamant des contingents, du blé, de l'argent. Les alarmes naissent, l'angoisse se communique; il faut prévoir : on ménage ses subsistances, on serre ses vieux écus. Pendant ce temps, tout a renchéri; concurremment la crise monétaire passe sur le pays, avec elle le cours forcé, alors que les caisses publiques refusent les monnaies de billon. Pourquoi, dans ces conditions, vendre? On restreint ses besoins, on murmure contre les traverses. Enfin l'orage approche; on le pressent : chaque jour davantage on s'en convainc : les villes ferment leurs portes, l'isolement des villageois commence, lugubre et persistant.

L'orage, en effet, se déchaînait. Des figures étranges battaient les champs; les voisins déjà terrorisés se fai-

saient le récit des effractions. Les mercenaires, avant l'embrigadement, passaient de ferme en ferme, s'emparaient de tout sans consentement, emportaient ce qui leur tombait sous la main. Afin de se défendre, les hameaux organisaient hâtivement une espèce de milice copiée sur celle de la ville : ces territoriaux s'imposaient, tranchaient du maître, se rendaient plus insupportables et devenaient plus dangereux que les déprédateurs contre lesquels ils étaient censés protéger la commune. Il en fut ainsi jusque vers 1623.

Les armées étrangères, alors, font irruption dans le pays. Des êtres sauvages fondent sur les maisons, s'y installent, gourmandent, jettent à la rue ce qu'ils ne peuvent emporter : chacun des groupes réquisitionne : vivres, fourrages, contributions ; chaque soldat prend, détruit, saccage : tous vocifèrent et frappent autour d'eux.

Dès 1626, c'est pis encore. Les bandes succèdent aux bandes. Dans le pays, une armée s'établit en ses quartiers d'hiver : elle partie, une autre armée surgit. Les approvisionnements forcés ne prennent plus fin, les souffrances s'accroissent. Rien n'échappe au flair de la soldatesque, flair divinatoire que le malheureux paysan rattache à quelque surnaturelle origine et auquel il attribue une puissance diabolique ; les cachettes les plus secrètes sont découvertes, tout est fouillé. Cacher, au reste, n'a servi de rien : au contraire : quand l'habitant n'a plus voulu livrer son reliquat jusqu'alors préservé, on s'en est pris à lui-même, on s'est vengé sur les siens : tortures, violences, outrages, jusqu'à ce que les victimes eussent avoué ou qu'elles en mourussent. Nous taisons ce qui advient des femmes, des enfants, des vieillards. La bestialité est sans frein. Une créature en réchappe-t-elle, c'est comme par miracle. Les filles, les servantes, non seulement sont

martyrisées, mais encore courent le danger constant d'être emmenées par ruse ou par violence et vendues, puis revendues, perdues dans le train des ribaudes et des valets. Les ouvriers, les serviteurs qui momentanément supportent les mauvais traitements et les privations se sauvent, ou se laissent enrôler. Les attelages disparaissent ; les troupeaux sont décimés, enlevés, abattus. Tout fait défaut pour défrayer l'existence et continuer le travail. C'est la ruine.

Cependant, toute désespérée que paraît la situation durant la première moitié de la guerre et jusqu'à l'époque qui coïncide avec la mort de Gustave-Adolphe, ces calamités ne constituent qu'une phase terrible sans doute mais supportable comparativement à ce qui va suivre. Jusqu'alors régnait encore dans le pillage et les exactions un semblant de méthode, et, pour peu que les chefs voulussent y tenir la main, un semblant de discipline. En outre, certains villages passent par des temps d'accalmie relative.

Au début de la guerre, les villageois se prêtaient mutuellement assistance. Une compagnie avait-elle volé le bétail d'une commune pour le revendre à l'étape suivante, les paysans le rachetaient pour le rendre au prix coûtant aux propriétaires dépouillés. Catholiques et protestants en agissaient ainsi les uns envers les autres. Très vite, ces procédés de solidarité cessèrent. Incités par la misère et l'exemple, les paysans dépassèrent même les éléments barbares au milieu desquels ils se débattaient. Par escouades armées, ils se liguèrent village contre village, envahirent les fermes, emmenant ce qu'elles contenaient encore. Ils s'embusquèrent dans les forêts, dans les défilés, fonçant sur les convois militaires, assommant les traînards, infligeant des supplices plus atroces, si pos-

sible, que ceux dont ils avaient eux-mêmes été victimes.

Ainsi se développa entre les populations et les troupes, entre les habitants d'une même région, une haine chaque jour plus aiguë dont les effets se traduisaient par un redoublement de méfaits.

Une localité mettait tout en œuvre afin d'échapper à la rapacité d'une armée. Quelques ressources subsistaient-elles, réunissait-on quelque argent, on tentait des négociations avec les officiers chargés de reconnaître les quartiers, on offrait une somme destinée à se libérer de l'occupation. Plus d'une fois, d'adroits filous réussirent, sous l'accoutrement de prétendus fourriers, à extorquer à la peur des villageois abusés des sommes plus ou moins importantes. Lorsque les ressources manquaient, ceux qui le pouvaient se sauvaient dans les maquis, dans les forêts ou les gorges de montagne, dans les carrières abandonnées, retraites qu'on s'efforçait de rendre inaccessibles ou qu'on barricadait précairement. Les fuyards réussissaient parfois à se soustraire de cette façon pendant des semaines et des mois aux dangers les plus pressants. Certains lieux de refuge existent encore aujourd'hui; ainsi près d'Anspach on montre une tour voûtée haute de 16 pieds où se sauvèrent les gens d'Anspach. Autre part, on s'installera dans une clairière où, en palissadant des ronces entrecroisées avec les branches retombantes d'arbres voisins, on formera ainsi des niches à parois verdoyantes, épaisses et épineuses dans lesquelles il n'était possible d'accéder qu'en rampant. Ces abris, souvent, restaient inviolés. L'ennemi se retirait-il, les habitants rentraient dans leur hameau jusqu'à l'alerte suivante. Les plus aisés cherchaient pour leur personne et leur avoir un refuge dans les villes où le danger des brusques surprises était moins grand et les débordements

de la soldatesque, parfois, mieux contenus. D'autres passaient la frontière, émigrant plus loin au fur et à mesure que les troupes ennemies poussaient en avant. La vie du maquis ou de la forêt détruisait chez les plus misérables le dernier lien qui rattachait l'homme à son foyer ravagé; le banditisme les prenait. Pendant ce temps, les campagnes se dépeuplaient. Lors de la première occupation des Suédois, des villages entiers étaient déjà abandonnés: on n'y rencontrait que des invalides qui avaient peine à se garder des loups.

Partout la peur agit d'une façon désastreuse sur les facultés de l'homme, elle entre en lui, l'énerve, le hante et ne le quitte plus. L'esprit n'offre plus de résistance; sous l'assaut constant de la transe et des terreurs, il se trouble. Les uns sont pris d'hallucinations; ils voient des croix lumineuses, d'apocalyptiques fantômes, ils entendent des voix prophétisant les sinistres les plus affreux, les châtiments les plus durs. Les autres, même indirectement suggestionnés, croient aux interprétations délirantes d'êtres affolés; les évocations, les visions se confondent, alors, avec le souvenir des réalités vécues : supplices, incendies, vengeances. C'est une contamination générale de cerveaux épuisés, apeurés, transis. Chez tous, une haineuse et féroce lassitude s'infiltre dans le cœur, auquel tout pèse, que tout écrase.

Les organismes sont à bout de forces. La dignité disparaît : tenue, propreté, règles usuelles, respect, tout déchoit. Il ne subsiste plus qu'une souveraine et monstrueuse indifférence, une insouciance de brute. La pensée dominante est d'échapper au présent, de se soustraire à la réalité, obsession qui gagne de proche en proche. Des femmes quittent le foyer et la famille, des enfants se sauvent, des hommes errent comme des fauves, s'en vont

on ne sait où, cependant que les vices et les maladies rongent, gangrènent ceux qui grouillent autour des armées. Les subsistances font défaut; c'est alors l'eau-de-vie, et sur l'anémie générale se greffe l'abêtissement collectif. La nuit se répand : loi, honneur, croyances, droit, tout s'effondre. Le désert se fait.

Puis, en 1635 et 1636, des épidémies de peste surgissent comme l'Allemagne n'en avait jamais vues et elles se propagent, d'autant plus mortelles que la résistance organique et morale est moindre. Certains villages perdent la moitié de la population qui jusqu'alors a survécu au fléau de la guerre. Dans les provinces du centre, la mortalité est plus grande. Toute vitalité paraît agoniser. On n'est cependant pas à la fin des désastres; la guerre va traîner encore douze ans. Les épaves qui surnagent ou se débattent sont broyées dans les dernières agitations du remous. Du sort des ruraux nous ne savons rien de particulièrement précis. Les archives paroissiales, pour cette époque, se taisent. Les rapports des envoyés étrangers, au moment des négociations de paix, mentionnent et résument : « On meurt en nombre par le suicide et par la faim ».

Tel est, pour les campagnes, le bilan de ces trente ans.

II

La reconstruction des villages, la reprise du travail, le relèvement de l'homme, seront l'œuvre du temps : temps de dur labeur, de gène persistante et de persévérance; œuvre qui s'accomplira d'une façon surprenante et grâce

au concours de trois facteurs dont l'action n'avait cessé, même aux instants les plus sombres, d'exercer son influence heureuse. D'abord les qualités inhérentes à l'homme, qui se résument dans son attachement à la terre natale ; ensuite, l'appui et la sollicitude de l'autorité souveraine, en certaines contrées ; partout enfin le dévouement dont fit preuve le clergé de campagne.

L'amour invétéré du foyer et de la terre qui en tous pays est également vivace et respectable existait, chez le paysan de cette époque, plus profond peut-être qu'il ne l'a été depuis. Dans l'isolement causé par les préventions sociales et les rudimentaires moyens de communication, les appréciations et les besoins du campagnard se concentraient sur ce monde limité dont il se sentait à la fois l'assujetti et le maître, mais qui, tout réduit qu'il fût, n'en constituait pas moins son royaume. La guerre l'a saccagé, la misère l'en chasse. Et cependant il y retourne, il le reconstitue. Le bœuf, le cheval manqueront longtemps encore ; l'homme s'attellera lui-même à la charrue : au jour le jour il creusera son sillon, les quelques grains de blé qu'il a pu sauver feront lever de nouveaux épis. Ainsi, lentement, il réparera les brèches. Néanmoins la peur n'a pas disparu, elle le tient et le harcèle. L'âme n'a plus la sérénité d'autrefois, elle est aigrie, incurablement méfiante. Aussi le paysan se gardera-t-il d'étaler aux yeux d'autrui ce que ses efforts ont recueilli ; il affichera une condition misérable, une tenue négligée qui jure avec la propreté d'antan : il s'enferme dans des habitudes sordides, enfouissant le peu qu'il a, toujours sur le qui-vive et toujours mécontent. L'espoir ne renaîtra en lui que plus tard avec le sentiment de la sécurité et la confiance qui, seuls, permettent de jouir du travail et de l'aimer. Ce sera la tâche de près de deux siècles. C'est encore, pour le

moment, le danger, l'instabilité, le désordre. Des brigands courent les bois; le paysan et les siens doivent s'armer pour défendre le menu bétail qu'on mène aux champs.

L'administration centrale de différents petits pays était, pendant une majeure partie de la guerre, restée en contact plus ou moins étroit avec les communes et leurs habitants; la correspondance entre les bailliages et les chancelleries avait continué avec une ponctualité impliquant, parfois, un vrai souci du bien public fait pour nous étonner. Dans ce mouvement de va-et-vient bureaucratique, les employés du chef-lieu avaient rédigé d'abondantes circulaires, dont quelques-unes très inutiles; mais ils avaient du moins eu le mérite de réclamer aux communes des renseignements détaillés sur ce qui concernait, non seulement la situation générale, mais aussi le sort des individus: les réponses précisaient les dépenses, les contributions, les dommages éprouvés: ces renseignements ainsi centralisés étaient rubriqués et catalogués, même au milieu des événements les plus poignants. Ces procédés méthodiques, jugés souvent inquisiteurs ou tatillons, maintinrent entre les collectivités et le pouvoir central un lien nécessaire et fournirent des données instructives qui, l'heure venue, purent être utilisées. Cette activité, grâce au zèle et à l'esprit d'ordre de quelques modestes commis, se déploya jusqu'à l'époque des dernières années de la guerre; si elle ne constitua, sur le moment, ni un secours, ni un remède, elle permit, une fois la paix conclue, de parer aux nécessités les plus urgentes, et elle facilita la tâche qui incombait à l'État dans l'œuvre de restauration sociale, avant tout la reconstruction des villages. L'État, ou pour être plus exact, le souverain, n'avait du reste pas moins d'intérêt que les ruraux eux-mêmes à la reprise de la vie agricole, source première de l'existence nationale et du

bien-être général. Dans les circonstances de dépeuplement que nous savons, plus le nombre des contribuables était minime, plus la valeur représentée par les unités — individu, foyer, famille, groupe — était grande; plus aussi il devenait urgent et nécessaire de ménager, de soutenir chacun de ces éléments constitutifs. C'est ce que, malheureusement, beaucoup ne surent pas comprendre.

Le ministère du clergé de campagne s'exerça d'une façon bienfaisante, sans distinction de la confession de ceux pour lesquels il s'employa, et également salutaire dans les pays catholiques et les contrées protestantes. Les documents se rapportant au dévouement du clergé catholique sont relativement peu nombreux; la raison en est qu'à cette époque les curés écrivaient peu ou n'écrivaient pas. Si nous en apprenons plus long en ce qui concerne les desservants protestants, c'est que les pasteurs étaient plus portés à narrer leurs tribulations et que, d'autre part, les motifs qui leur faisaient confier au papier — le plus souvent à leurs registres paroissiaux — les péripéties ou les souffrances par lesquelles ils passaient et les réflexions qui les assaillaient, étaient plus émouvants. Les théologiens protestants étaient, en général, discoureurs, autoritaires; leur orgueil se révélait dans leurs acerbes polémiques, leur faiblesse, leur intolérance mesquine. Pour plusieurs, la doctrine se résumait dans la haine des dissidents plutôt que dans l'amour du prochain: quelques-uns, parmi les plus capables, s'étaient transformés, par le fait des perspectives qui s'ouvraient à leur carrière et de l'influence très réelle exercée par eux sur la conscience laïque, en politiciens retors ou en pédagogues ennuyeux. Le clergé comme tel se montrait cassant; peu aimable, par surcroît, il faisait preuve de raisonnements spécieux, de conceptions étroites, souvent de manque de charité. Mais ces imper-

fections et ces défauts il les expia vaillamment au cours des épreuves, des persécutions, du dénuement. Le pasteur de campagne était le plus exposé aux dangers; les soldats impériaux le guettaient partout. Forcé par ses fonctions de ne pas quitter son poste, il ne lui était même pas possible de se soustraire, ainsi que d'autres l'avaient fait, aux violences et aux avanies qu'il eut à subir et dont furent victimes les siens; elles l'atteignaient non seulement dans sa personne et ses plus chères affections, mais aussi dans sa position morale et dans sa considération. Peu préparé par son existence antérieure à subvenir à son entretien par un travail manuel, il en fut réduit à la commisération de ses ouailles, qui le sustentèrent de leur mieux tant que ce fut possible, mais qui, par suite de l'appauvrissement général et de la misère progressive, en vinrent à le négliger et à l'oublier. Les départs, les défections, les douleurs de son troupeau l'affectèrent durement. Sous l'action des souffrances et du malheur, une désagrégation morale se produisit sur laquelle son ministère restait souvent sans effet appréciable : le respect dû à l'autorité ecclésiastique s'ébranla, ce qui lui causa des froissements intimes et des causes nouvelles d'affliction. Le plus grand nombre des pasteurs supportèrent avec un courage qu'il faut qualifier d'héroïque, ces crises aiguës durant lesquelles les églises furent ravagées, les autels souillés, les cloches paroissiales enlevées. Ils restèrent, tant que ce fut humainement possible, au poste du devoir et au milieu des ouailles tant qu'il y eut un troupeau. Ils officièrent dans des granges, dans les champs, dans la clairière d'une forêt; ils ajoutèrent à leurs fonctions celles d'instituteur, de chantre, ne ménageant ni les encouragements, ni les consolations, ni les admonestations : payant d'exemple, en se montrant courageux, soumis, inébranlables dans leur foi. Les registres

paroissiaux sont autant de sources précieuses pour reconstituer la vie de ces pauvres desservants de campagne. Les annotations qu'ils y inscrivent au jour le jour, le résumé de leurs méditations, ou le cri de leurs angoisses, en font comme des martyrologes où le laconisme même du texte témoigne de l'intensité des émotions et, tout à la fois, de l'insécurité de l'heure présente.

La vie après la paix aurait dû reprendre laborieuse et productive, mais la désorganisation était plus générale encore dans les campagnes que dans les cités. Toute économie agricole ayant été bouleversée puis détruite, la détresse des populations avait pris un caractère affreux. Le plus grand nombre ressemblaient à des hordes de sauvages qui vivent nus sur la terre nue, car dans leur ruine les paysans se trouvaient, réellement, dépouillés de tout sur des terres ne produisant plus rien.

Une génération entière avait grandi sans connaître et sans accepter ni frein, ni loi. Les ordonnances visant la reprise de l'activité sédentaire demeuraient sans effet. A l'infortune succédait un état de rébellion où, suivant les tempéraments, le degré des souffrances endurées, l'acuité des haines accumulées, les foules s'acharnaient, comme si, dans l'anarchie, elles eussent espéré assouvir la vengeance des misères subies et y trouver le redressement des injustices qui persistaient encore. La confusion se perpétuait. Le peuple des campagnes, mêlé au courant que le flot mouvant des armées avait déversé d'une contrée dans une autre, avait fini, sur presque toute l'étendue de l'Allemagne, par se confondre dans un désordre complet. On avait assisté à des exodes et simultanément à des invasions en masse dont le résultat avait été qu'en de certaines régions, les pays s'étaient dépeuplés, qu'en

d'autres, les immigrants occupaient la place des émigrés. D'innombrables serfs ou manants, profitant de ce désarroi pour changer de lieu de résidence, avaient choisi les terres à conditions moins dures et s'y étaient établis sans la permission des seigneurs respectifs, sans avoir ni sollicité ni obtenu surtout l'autorisation de leurs seigneurs effectifs Les anciens maîtres reçurent pleins pouvoirs pour rechercher et faire saisir leurs sujets ou vassaux en rupture de ban, même contre le gré des nouveaux maîtres ou patrons. De véritables expéditions s'organisaient de hobereaux patrouillant à la tête d'escouades armées, en quête des corvéables enfuis, les ramenant de force sur le domaine où leur naissance les rivait. Les abus qui, sous le couvert de ces mesures, se produisirent en maints endroits provoquèrent ici et là des révoltes, partout la résistance, entretenant l'anarchie locale, entravant la reprise du travail. Les seigneurs passèrent outre, employèrent les pires violences pour reconquérir des bras plus que jamais nécessaires et insuffisants partout. L'autorité avait, il est vrai, favorisé le repeuplement en facilitant l'établissement d'anciens mercenaires dans certains hameaux; on supposait qu'ils y remplaceraient les serfs disparus, dont ils avaient, jugeait-on, hérité, avec le feu et le lieu. des charges et des corvées. Or, ces arrivants, d'emblée s'étaient regimbés contre cette assimilation, avaient refusé toutes prestations, se montraient frondeurs et dangereux: les propriétaires n'en étaient pas plus avancés; aussi n'en poursuivaient-ils qu'avec plus d'obstination le retour de leurs sujets. En ce qui concernait les anciens soldats établis sur une terre, on décida que ceux qui avaient servi comme combattants seraient, pour leur personne, affranchis de tout vasselage; demeureraient serfs ceux qui avaient appartenu au train d'armée.

Le manque de bras paralysait tout effort dans la commune, dans la province, dans l'État. Les terres continuaient à rester en jachère : où le dépeuplement était le plus accentué, c'était le désert. Des ordonnances enjoignirent à tout homme valide d'ouvrir et d'ensemencer une certaine étendue de terre; elles défendirent aux communes de recevoir, aux habitants de loger, des gens non mariés, du moins de les engager comme ouvriers dans un autre but que de travailler aux champs, et suspendirent, pour les villages, toute autorisation de petit commerce ou de négoce. Concurremment, comme les pressantes demandes de bras provoquaient, en outre, un surenchérissement fatal de la main-d'œuvre, les ordonnances fixèrent le taux des salaires, menacèrent les contrevenants des plus sévères châtiments. La condition des salariés y gagna et se maintint, durant quelques années, meilleure qu'elle ne le devint plus tard, notamment au cours des siècles suivants. En 1652, la valetaille recevait, en Silésie, deux fois par semaine de la viande fraîche, tandis que par la suite — au commencement de notre siècle encore — les maîtres ne seront tenus à en donner que trois fois l'an; les gages, à ce moment, y étaient plus élevés qu'ils ne le seront cent ans plus tard.

Parmi les nombreux villages détruits, autant dire rasés, figuraient ces centres agricoles où, par le fait d'un plus grand morcellement de la propriété, grâce aussi à des institutions plus libérales élargissant plutôt que restreignant les facultés d'affranchissement ou d'acquisition d'un bien-fonds, la situation du serf était moins pitoyable. Ces centres, autant dire ces colonies isolées, foisonnaient, avant la guerre, dans le Palatinat, en Franconie, dans le centre de l'Allemagne. En reconstruisant ces villages, on leur imprima un cachet tout différent : au système de

fermes disséminées se substituèrent des agglomérations de cases serrées les unes à côté des autres à proximité du château ou de la maison du bailli. Le type du village allemand changea du tout au tout, mais la surveillance en devint plus aisée et plus efficace. Les habitants vécurent, dès lors, quasi sous l'œil du maître, tutelle que rendront plus rigoureuse les moindres velléités d'insoumission et qui, par son retour aux pratiques féodales, constituait une injure à l'égard de ceux dont elle exploitait ainsi la sujétion et les malheurs. L'ère qui suivit fut celle d'une réaction noire et, pour le serf, d'un pesant esclavage. L'autorité se retrancha derrière les doléances des seigneurs qui l'assaillaient de réclamations et de plaintes à l'endroit de sujets fainéants, endurcis ou rebelles, pour édicter des mesures vexatoires, maladroites, inhumaines. Les pays allemands, à l'exception de quelques contrées privilégiées en vertu du régime auquel elles étaient soumises, ou de la façon dont les seigneurs usaient de leurs droits sans abuser de leur puissance, se virent ligotés par un réseau de servitudes, disposé et tendu de telle sorte que chaque tyranneau jugulait absolument tous ceux sur lesquels il avait autorité à n'importe quel titre : vasselage qui, tout en n'affectant pas partout l'allure d'un servage effectif et uniforme, n'en équivalait pas moins au servage féodal. A elle seule, la nomenclature des droits dont les seigneurs se prévalaient dès cette époque et des redevances fiscales auxquelles les vilains étaient soumis, fournirait la matière d'un dictionnaire; von Lang en a relevé sept cent cinquante.

Dans ce nombre, et parmi les plus anciennes redevances figurait la dîme : sur le blé, le vin (dîme grosse), sur les produits maraîchers, le fruit (dîme verte), sur la chair des bestiaux (dîme de charnage). Le plus souvent le manant la payait deux fois : au maître et à l'église. Aussi bas qu'on

taxât ou recensât une récolte, le dixième des produits du sol représentait une somme plus forte que la dixième partie du rendement brut. Le serf devait des corvées de main-d'œuvre et des journées d'attelage, ces dernières pendant trois jours par semaine; autant dire qu'elles absorbaient la moitié du temps de travail d'une vie entière. Les corvées ordinaires qui, dans presque tous les pays allemands, existaient depuis le moyen âge, consistaient à faucher les récoltes du maître, à scier les blés, à labourer la terre, à curer les fossés, à réparer les chemins. Le jour ouvrable commençait à l'aube, finissait au soleil couché. Suivant les contrées, les serfs fournissaient des journées de corps à « deux mains », à « quatre mains », à plusieurs couples de mains. Ceux que, dans ces conditions, le seigneur nourrissait pouvaient s'estimer heureux. Celui-ci fixait les jours de corvée selon son bon plaisir : cette exagération se révélera d'autant plus criante que, pendant les années qui suivront la guerre, les corvéables ne pourront disposer, ainsi qu'il l'eût fallu, de leur temps et de leurs bras pour faire valoir les lots dont ils devront tirer leur subsistance personnelle. Le seigneur, ne consultant que ses convenances, détaillait ces jours en demi-journées ou en quarts de journées, nouvelle exigence malveillante qui désorganisait, parfois rendait impossible, le travail auquel le corvéable aurait pu se livrer pour son propre compte, comme, par exemple, et suivant les circonstances, la rentrée de ses petites récoltes, etc.; ceci aggravait son état de pauvreté et de dépendance. Sans aucun scrupule on augmentait le nombre de jours de corvée; dans le pays de Meissen, ce surcroît de charges avait pris de telles proportions, que les serfs et les manants n'avaient plus un seul jour à eux pour vaquer d'affilée à leurs affaires. Ces abus iront si loin même, qu'à la fin du dix-huitième siècle, Frédéric-

Guillaume III interviendra par un ordre de cabinet afin de réduire le travail des corvéables prussiens à trois jours par semaine. On distinguait, en outre, la corvée réelle due par le possesseur d'un bien-fonds pour toute cession ou transmission de ce fonds, et les corvées personnelles dues par tous ceux qui, à titre quelconque, résidaient ou habitaient sur le territoire d'une seigneurie.

Le serf, ou le manant, n'était pas seulement corvéable et taillable, mais aussi mainmortable, c'est-à-dire que le seigneur héritait tout ou partie de l'indigène, qui de père en fils était censé appartenir à la glèbe où sa naissance le rivait. La mainmorte s'étendait sur les biens du défunt ou d'enfants, défunts même — chaque terre ou domaine ayant sa juridiction propre — sur les biens d'un mainmortable situés hors de la seigneurie. Le meilleur cheval, le bœuf le plus gras, etc., avait constitué, jadis, cet impôt de succession, auquel, avec le temps, s'était substitué le payement d'une somme en argent. Le droit féodal interdisait à tous les taillables d'aliéner la terre à toute autre personne qu'à un serf ou taillable du même seigneur, les déclarait incapables de disposer de leurs biens par testament, incapables d'avoir d'autres héritiers que leurs enfants résidant dans la seigneurie, et stipulait que le fils d'un mainmortable, s'il vivait sur une autre seigneurie, était privé de tout droit sur les biens que le père y possédait, le seigneur devenant dans ce cas seul héritier.

Les seigneurs se targuèrent d'anciens droits tombés çà et là en désuétude, comme celui qui leur accordait un tantième sur le produit de la vente ; cette pratique était courante encore à la fin du seizième siècle sur les terres où le taillable pouvait acheter ou vendre un immeuble. De même, le seigneur s'octroyait le droit de contraindre un résidant — gênant — à vendre son bien-fonds. Le sei-

gneur avait même la faculté, lorsque le vendeur ne trouvait pas acquéreur, d'acheter le lot pour les deux tiers de la somme valeur de l'immeuble. Pour ne citer que les provinces prussiennes, ce fut seulement sous Frédéric II que l'État accorda et garantit à chacun le droit absolu de propriété et de succession, mesure d'autant plus nécessaire que certaines contrées avaient souffert d'un dépeuplement croissant. Dès la période qui suivit le traité de Westphalie nous voyons les efforts des seigneurs tendre à augmenter le revenu de leurs domaines. On introduit de nouveaux procédés de culture, chaque lopin de terre est mis en valeur; d'autre part, afin de s'en arrondir d'autant, le seigneur trouvera son avantage à exproprier concurremment tel de ses sujets, opération relativement peu onéreuse. Les spoliés, perdant avec la propriété l'indigénat, seront considérés et traités comme des « heimathloses » (sans feu ni lieu); ne trouvant pas à s'implanter régulièrement ailleurs, ils erreront d'un endroit à l'autre et finiront, leurs ressources étant épuisées, par retomber en servage ou par s'adonner au brigandage. En outre, sur la terre seigneuriale agrandie de cette manière, les tailles et corvées inhérentes au bien-fonds vendu se répartiront surnumérairement entre les autres résidants, de sorte que ceux-ci seront, en plus, imposés de toutes les servitudes et prestations jusqu'alors fournies par l'absent.

Tailles et servitudes s'étendaient aux enfants, qui devaient, adolescents ou pubères, être présentés officiellement au château. Le seigneur pouvait réclamer de chacun un travail ou un service de trois années, soit sur ses terres, soit dans sa demeure. Nul n'avait la faculté de se placer à gages sans une autorisation spéciale; l'avait-on obtenue (à prix d'argent), et avait-on trouvé un emploi, il fallait revenir — d'où que ce fût — se présenter au maître une

fois l'an, en général à la Noël. Si le gars ou la jouvencelle plaisait, loisible au seigneur de contraindre la personne à rompre tout engagement et à séjourner céans. Placer un enfant en apprentissage, marier fils ou fille, se marier soi-même soit à une personne libre, soit à une personne serve d'une autre seigneurie sans l'autorisation du seigneur, autant de délits. Un seigneur qui accordait ces permissions sans exiger de dédommagement passait pour étonnamment débonnaire et vertueux : encore fallait-il que le nouveau maître ou le patron adressât au château une lettre de remerciements pour l'acte de condescendance. Le prix moyennant lequel un serf ou taillable arrivait à s'affranchir, lui et sa famille, variait suivant l'époque et le pays; en Silésie, sous Frédéric II encore, on payait un ducat par tête. Antérieurement, et presque en tous lieux, le seigneur agissait selon son bon plaisir et même refusait l'affranchissement ou une libération, de quelque nature qu'elle fût. Un gars bien planté payait, d'ordinaire, cent cinquante, une fille accorte cinquante à soixante thalers.

III

Les mœurs de la petite noblesse terrienne continuaient, vers 1600, à demeurer détestables. Insoumis, querelleurs, brutaux, prétentieux, les hobereaux affichaient sans vergogne un mépris catégorique pour un ordre de choses jugé par eux antitraditionnel, subversif, abominable. Le dépit de se sentir pauvres, parce qu'ignorants et rétrogrades, augmentait leur morgue, envenimait leur arrogance envers les roturiers.

Les jeunes, férus de chevalerie, parodiaient le moyen âge, sortaient bizarrement accoutrés, coiffés d'un heaume ou d'un armet, portaient de longues rapières ou, dans la ceinture, le stylet italien, la dague espagnole, ou la hachette à l'instar des Hongrois. Ils couraient les marchés, les foires, les fêtes villageoises, intrus partout, se gobergeant aux frais d'autrui, malvenus et lassants toujours. A l'égard des bourgeois, tout leur semblait permis : licences, grossièretés, dommages, farces sales et offensantes, d'autant qu'un lésé avait peine à obtenir justice. L'humeur combative des petits seigneurs impulsifs et rageurs, ne trouvant plus le dérivatif des tournois et des batailles, s'en prenait aux menus détails, aux petits incidents de l'ambiance, et se complaisait dans les procès. Entre eux, ils s'assignaient pour des futilités. Cette manie procédurière avait pris une telle extension que des ordonnances suspendirent l'obligation de comparaître autrement que pour répondre à la citation du juge. Pour tuer le temps, ils s'offensaient mutuellement, histoire de faire revivre les exploits des aïeux. Dénigrer l'écu ou suspecter la généalogie d'un clan, gloser sur un tortil ou ridiculiser quelque emblème héraldique, autant de moyens pour provoquer une affaire, autant d'injures à laver dans le sang. La multiplicité de ces duels força les souverains à instituer des jurys d'honneur présidés parfois par le souverain lui-même, et composés de nobles de vieille lignée, afin de connaître du litige avant d'autoriser une rencontre. Les partis choisissaient chacun trois témoins, qui produisaient les lettres de défi ou d'excuses : après, la cour prononçait. Ce tribunal tenait à la disposition de témoins ou d'adversaires analphabets des formulaires tout prêts, fait qui témoigne d'une ignorance complète chez la plupart des intéressés.

Les hobereaux eux-mêmes avaient leur aristocratie et

leur plèbe. La majeure partie d'entre eux, que l'absence de toute fortune ou la médiocrité de leur patrimoine empêchait de vivre dans la résidence princière ou à la cour, et, par conséquent, de bénéficier d'une façon ou de l'autre de la faveur du souverain, végétaient dans un état d'infériorité intellectuelle et de gène matérielle qui, en retour, les aigrissait, notamment contre le courant moderne, auquel ils sentaient ne pas pouvoir résister à la longue. Leurs préjugés, entretenus par une éducation première absurde et fausse, les empêchaient de préparer et d'acquérir une situation indépendante. A la fois inhabiles à toute occupation sérieuse, refusant de travailler sous prétexte de ne pas déroger, imbus de prétentions excessives ne cadrant plus avec l'époque, misérables parce qu'ils ne trouvaient aucun emploi honorable, inutiles et mécontents, les hobereaux se consumaient en une vaine agitation, ne subsistaient qu'au moyen d'expédients, se vengeaient de leurs déboires en opprimant plus petits et plus pauvres qu'eux.

D'immenses vides s'étaient produits durant la guerre dans les rangs de la noblesse terrienne; des contrées restaient sans maîtres effectifs. La cour de Vienne, — imitée en cela aussi par d'autres cours, — toute disposée à tirer profit de ces circonstances, créa une nouvelle noblesse et lui conféra les privilèges requis pour posséder des terres de franc-alleu, d'apanage ou de fief. Au reste, déjà pendant la guerre, plus d'un colonel ou chef de compagnie (noble) s'était vu en situation de se pourvoir, grâce au butin, d'un domaine seigneurial tombé en déshérence. Après la guerre, la vente de lettres patentes se fit sur une grande échelle, tant en faveur, ainsi que nous l'avons vu, des marchands enrichis et des politiciens bureaucrates, que des militaires et des intrigants de cour. Anoblis et nouveaux seigneurs, parmi eux — notamment dans les

provinces héréditaires de l'Empereur — les éléments les plus hétéroclites, parfois les moins estimables, se montraient les plus ardents à faire valoir leurs droits, les plus entichés de leurs privilèges frais émoulus, regardant de très haut les derniers arrivés et ceux qui les avaient devancés.

Un peu partout, mais particulièrement dans les pays de l'Elbe, en Silésie, en Franconie, en Souabe, en Thuringe, des hameaux entiers s'étaient trouvés peuplés de hobereaux descendant de la même famille; au fur et à mesure que celle-ci s'était fragmentée, ils avaient fondé de nouveaux établissements autour du donjon primitif. La postérité d'un seul et même tronc occupait ainsi huit, dix, douze domaines seigneuriaux contigus ou voisins. Tout à côté, d'autres groupes (d'hommes libres) s'étaient fixés comme locataires, tenanciers ou propriétaires. Le dédain des premiers pour le travail et leur imprévoyance les avaient, avec le temps, réduits à un état de pauvreté proche de la misère, tellement que tel hobereau ne possédait strictement plus que le pignon délabré qui l'abritait, tandis que tel autre devait se contenter de la portion congrue d'un métayage, ensemble qui formait un contraste saisissant avec l'aisance, voire la richesse des vrais paysans fils d'hommes libres ou d'affranchis.

Après la paix, la situation des hobereaux besogneux fut plus gênée, plus équivoque encore. Ils n'avaient été épargnés ni par le pillage, les exactions, le rançonnement, ni par le fer, la peste, l'incendie. Les survivants n'en étaient devenus ni plus traitables ni plus laborieux. Les plus valeureux cherchèrent fortune dans les armées; d'autres se joignirent aux détrousseurs de grands chemins; d'autres enfin, après avoir acquis avec le produit de leurs rapines un semblant de castel, s'y tenaient — notamment dans les

contrées reculées — à l'affût d'un coup de main. Ils s'associaient alors entre congénères, faisaient irruption sur un territoire limitrophe, prolongeant le trouble, entretenant l'insécurité.

Chevaucher, faire de l'escrime, fanfaronner et boire, résumait l'activité et les talents d'un fils de hobereau de moyenne aisance. Nul besoin de sortir de chez soi pour s'initier à pareil ouvrage ; quelque candidat pauvre qu'on gardait à demeure enseignait les rudiments du latin, après quoi, moyennant quelques accointances, on plaçait le jouvenceau comme page auprès d'un seigneur huppé, si tout allait bien à la cour ; là, copiant les vices et les défauts du protecteur et de son entourage, notre sire se démoralisait complètement. Ce stage, néanmoins, l'avait consacré hobereau. Il rentrait sous le toit de ses pères, ou bien la famille, aliénant ce qui paraissait inutile ou superflu, fournissait le pécule voulu pour acheter une commission d'aspirant ou de cornette dans les régiments impériaux. Minime était le nombre de ceux qui réussissaient à s'y préparer une carrière ; pour la plupart, ils revenaient pauvres en honneurs et la bourse très plate. On partageait alors le maigre avoir de la famille entre les ayants droit.

Le cadre n'avait, le plus souvent, rien de très seigneurial : une maison tenant plutôt de la ferme que du château, recouverte de chaume ou de poutres garnies de tavaillons — l'imagerie permet de préciser ces détails, — et sur le toit une grande échelle à feu ; les deux portes du bâtiment se verrouillaient la nuit. Le rez-de-chaussée, la pièce principale, — autant dire la pièce unique, — la *Wohnstube* servant à toutes fins ; d'un côté, un réduit voûté, à fenêtre étroite et barrelée, où l'on serrait ce qu'on avait de plus précieux ; de l'autre côté, la cuisine où s'assemblaient la famille et la domesticité. A l'étage, la chambre à

coucher des maîtres; les enfants, le précepteur, les servantes se casaient dans des pièces ouvertes à tous les vents. La façade, parfois, était ornée d'une galerie ou d'un balcon en bois; on y pendait hardes et lessive. Un vieux soldé, ou quelque parent hébergé en échange de ce service, tenait l'emploi de garde général. La nuit, les chiens errent, aboient; autour des étables, on monte la faction, précaution qui n'empêche pas l'irruption des rôdeurs.

Dans ces gentilhommières, des sires endettés jusqu'au cou, impliqués dans des procès sans fin. Les fermes, communs et dépendances tombent en ruine; pas d'argent, pas de bois pour les réparations urgentes; pas d'attelages suffisants; l'exploitation languit, les blés ne se vendent pas; plus de gros bétail, on ne peut reconstituer les troupeaux. Plus de crédit, même à taux exorbitants. La situation en se prolongeant s'aggrave.

Un petit noble terrien, fût-il ménager et circonspect, tombait facilement, pour peu qu'il eût de malchance, dans la gêne, puis dans la pauvreté: sans aucune réserve, une mauvaise récolte, un accident, quelque épizootie suffisait pour cela. Il ne trouvait pas à emprunter; l'aurait-il pu, la grosse affaire était les intérêts. Où puiser pour les servir et pour le remboursement du capital? Quoiqu'un bien-fonds constituât une garantie, l'acquisition par le créancier se heurtait à tant de difficultés, que les prêteurs s'effarouchaient. Dans les provinces de l'est, un créancier impatient vendait sa créance à quelque noble de la voisine Pologne; celui-ci se procurait l'argent nécessaire en détroussant voyageurs et marchands qui passaient et repassaient la frontière : procédé sommaire, fructueux et courant, si l'on en croit les nombreux rescrits et les réclamations diplomatiques incessantes de l'époque. Le vrai mal, chez le hobereau, abstraction faite de son dédain pour

le travail, était l'absence de prévoyance et d'esprit d'ordre. Il n'apprenait pas, ne tirait aucune leçon des expériences, il ne réussissait en rien. Sa vie se consumait en leurres, se soutenait dans un provisoire toujours instable et fallacieux. L'ornière se creusait, l'homme s'y enlizait dans les dettes, il n'en sortait plus.

Bref, le petit peuple des hobereaux en arrivait à n'être que des « faiseurs d'embarras misérables », des « chevaliers de la crèche ou de la besace » (*Krippenreiter*), ainsi que la noblesse de ville et le peuple les nommait irrévérencieusement. Les plus gueux couraient les fermes et les châteaux aux fins de se sustenter; on les voyait surgir en pique-assiettes à la moindre occasion d'une ripaille, ils s'implantaient, on ne s'en débarrassait plus. Ils n'avaient cure, alors, du rang de ceux qu'ils honoraient de leur présence et qu'ils flattaient en les appelant frères ou amis; ils vivaient en attendant, faisant le tour des gobeurs naïfs et emmiellés; toutes les bourses étaient bonnes pour payer les agapes et, après boire, les pots cassés. Les enfants déambulaient en haillons, les femmes quêtaient chez les proches et les voisins vivres et vêtements, cependant que le chevalier ou le baron s'attablait dans un cabaret borgne avec des malandrins payant l'écot. On fuyait ces « mouches venimeuses », périphrase sous laquelle on désignait les hobereaux misérables. On les plaignait moins qu'on ne les haïssait, haine réciproque, gonflée d'amertume et d'envie, que ceux-ci, dans leurs querelles incessantes avec les citadins, crachaient à la face des « maudits bourgeois ».

L'aristocratie terrienne vivait dans une aisance plus ou moins dorée, participant aux défauts d'un régime auquel elle devait son origine et son prestige. Le grand seigneur qui a voyagé en France ou en Hollande en a rapporté, avec quelques notions nouvelles, des bibelots et curiosités;

il les a groupés dans une sorte de petit musée qui déjà ne manque dans aucune bibliothèque et qu'on nomme usuellement « le cabinet » du château. Il a recueilli du commerce universitaire avec quelque savant érudit l'hommage de dissertations, mémoires ou pamphlets qui portent des dédicaces platement respectueuses. Son souverain l'a pourvu d'un office de commissaire ou d'une lieutenance administrative : le voilà dignitaire de la province ou de la principauté, deux fois monarque au petit pied.

De cette petite monarchie légitime se dégage un rayonnement d'étiquette, un décorum grave, une supériorité glorieuse et manifeste ; le culte du droit divin inhérent à la royauté et à l'institution sacro-sainte de la noblesse y est poussé jusqu'au fétichisme, car il semble en consacrer le pouvoir indiscuté et séculaire. Notre seigneur plane de si haut sur le commun des hommes, espèce négligeable, qu'il peut sans déroger et sans acception de personnes honorer ses inférieurs de son hautain sourire et de sa majestueuse condescendance. D'autre part, cependant, si des parvenus osent s'affubler d'un écu, d'une particule ou d'un titre que vend l'office héraldique de Vienne, il n'est plus de mots pour clamer contre une roture sans vergogne et contre l'aberration d'un prince sans scrupules. Il faut entendre avec quel mépris notre seigneur parle de la noblesse de France polluée d'éléments plébéiens ; de celle de Hongrie, car chaque postillon y est pourvu d'un tortil ; du Danemark, dont les gentilshommes se font marchands de bœufs, ou encore de l'Italie, mâtinée d'étrangers ! Ce sont autant de sujets de diatribes, de vitupérations, le soir, « *inter pocula* », car plantureux sont les repas et longues les libations ! Notre seigneur et ses commensaux se consolent par des entraînements sportifs : les plus fortunés courent le cerf, les moins riches se contentent de chasses à traque,

lancers de chiens courants ou de lévriers qui forcent le lièvre ou le renard, ou du lâcher du faucon qu'on dresse sur les corneilles. On a organisé un manège sur une pelouse voisine, où le cavalier court l'anneau, rompt une lance, sabre un mannequin (le faquin), pointe ou fonce sur la quintaine. Pour l'élevage du cheval on opère par le croisement des races hongroise et napolitaine; les chevaux turcs sont en faveur : on commence à leur préférer les poneys. Tout un polyglottisme est en usage pour dénommer les chevaux : Mars, Furiosa, Anormio, Stella, Lisette, Fuchs ou Flora; les chiens : Favor, Néron, Delphin, Rumor, Primula, Vesper. Les jours se suivent et se ressemblent : périodiquement on prend médecine, on se fait saigner, on se rend aux offices. A l'instar des lits de justice, une audience générale et hebdomadaire permet au maître de boucler les comptes, de recevoir les doléances, de trancher différends et conflits. L'existence est uniformément réglée : après le premier repas, où la famille se retrouve et complimente tout d'abord le père ou l'aïeul, le maître se rend aux champs, surveille, contrôle; c'est l'heure où l'on fait et où l'on reçoit les visites. On dîne à midi; le gibier constitue le plat de résistance. La conversation n'effleure qu'avec circonspection les questions politiques, elle évite celles d'ordre confessionnel; même dans la haute société on n'en est pas encore à la causerie; chacun à tour de rôle émet une opinion qu'il est séant d'envelopper d'un aphorisme et d'exprimer sentencieusement. Citer adroitement, mais sans pédanterie, un passage classique, est d'un « cavalier » accompli; chacun narre avec gravité le résumé du livre qu'il vient de quitter. On n'opine pas du bonnet ou l'on ne répond pas immédiatement; le bon ton exige d'attendre qu'on vous demande votre appréciation, selon ce que dicte le rang ou la préséance : autant

de monologues qui successivement circulent autour de la table ; c'est empesé, raide, cérémonieux ; on se noie dans les compliments. Personnel et domesticité sont au prorata de la richesse du manoir, et parmi eux quels singuliers compagnons ! C'est un vieux reître improvisé professeur pour le maniement de la pique, de la pertuisane ou du mousquet ; un housard qui gourmande la valetaille, débite des histoires mirifiques, dresse les poulains du maître ; un cousin « éloigné », madré, retors, qui surveille bêtes et gens, et comme il ne possède que la cape et l'épée il tire profit de son ascendant en faisant sauter l'anse du panier « ministériel ».

Sous l'influence de la littérature et de nouvelles notions pratiques, de même que sous la pression de la nécessité, un changement se produira dans ces conditions générales, au fur et à mesure qu'on approchera du dix-huitième siècle. Les progrès réalisés dans le mode de culture et dans la tenue des fermes vaudront aux populations agricoles un certain bénéfice dans leur situation matérielle et morale. On assiste à l'éclosion d'une littérature spéciale traitant de sujets d'économie politique, d'éducation campagnarde, d'économie domestique, abordant même, d'une façon simpliste, il est vrai, mais utilitaire néanmoins, tel ou tel chapitre de l'actualité scientifique. Ces livres, dont la plupart sont pourvus d'illustrations, pénètrent dans les nombreuses familles à demeure sur leurs terres et font loi graduellement ; ainsi, l'ouvrage de von Hohberg, paru en 1682, *La vie des nobles à la campagne*, et dédié aux propriétaires de la Haute-Autriche, puis l'ouvrage écrit sous le pseudonyme de « Florinus » par le comte palatin Philippe, à l'intention des « sages et compétents chefs de maison ». L'agronomie se transforme, s'améliore : culture plus in-

tensive, introduction du système de rotation, fumure plus rationnelle, nouveaux procédés de marnage, d'irrigation, etc., autant de points techniques qui suscitent un intérêt plus marqué et une étude plus sérieuse. Tout est mode et courant : on juge convenable de posséder quelques notions d'art, d'histoire, de géographie, de jurisprudence. En certaines contrées, un mouvement religieux exerce une action moralisatrice; il résultera, de ceci, d'autres représentations du devoir, d'autres mobiles, un développement en un mot de l'individu et du groupe, développement qui, en retour, constituera un exemple meilleur pour les collectivités. Mais nous anticipons.

IV

Outre les tailles et les dîmes d'office, le serf, comme du reste le manant, avait à supporter le poids de nombreuses prestations : fournir des journées de corps et d'attelage pour l'entretien des bâtiments seigneuriaux; faire le service de facteur ou de messager; monter la garde et prêter main-forte; livrer, lors du mariage d'un rejeton noble, du blé, du miel, de la laine, du petit bétail, de la toile. Dans certaines contrées, dans chaque feu on devait élever et nourrir un nombre déterminé de poules, porter tant d'œufs, par semaine, au château. L'individu n'avait pas le droit de disposer de lui-même; il se devait tout entier au maître, sans la permission duquel il n'osait ni circuler, ni s'absenter pour plus d'un jour, *a fortiori* découcher. Aux servitudes et charges s'ajoutaient les humiliations, les procédés vexatoires. Les déprédations commises sur son maigre avoir

étaient particulièrement cruelles, qu'elles fussent causées par le gibier, contre lequel le vilain n'osait pas se garer, ou par les chasseurs, dont il avait à subir les ravages sur son champ péniblement mis en culture. Le droit de chasse, exclusivement réservé aux nobles, fut, depuis la guerre, entouré de pénalités plus draconiennes qu'auparavant : interdiction même au serf ou manant de se défendre contre les fauves et les animaux nuisibles; on lui refusait tout port d'armes. Les paysans, pour se protéger des loups, avaient jusqu'alors creusé à la lisière des bois des fosses couvertes de branchages, le fond garni de chevaux de frise; sous prétexte que le gibier s'y ferait prendre, les seigneurs ne les tolérèrent pas plus que les palissades des enclos où les biches et daims auraient pu se blesser. Les petits tenanciers, dans certaines communes, avaient sous-loué à de plus pauvres les lots avoisinant la forêt, et par cela même plus exposés aux incursions de gibier; cette faculté fut retirée. En Saxe, après les semailles, les manants montaient à tour de rôle la garde, battant du tambour, laissant aboyer les chiens, allumant des feux dans l'espoir d'effaroucher ainsi le gibier; on le leur défendit. Dans la Hesse électorale on ne toléra ni clôtures au-delà d'une certaine hauteur, ni pieux appointis. Le serf dut suivre la chasse du maître, s'employer à traquer lors des battues et à tendre filets et pièges. Quant aux braconniers, on les fusillait sans autre forme de procès. Les chiens rôdeurs étaient impitoyablement abattus. Les chiens de berger devaient porter au cou, et pendant jusqu'à terre, un plot volumineux les entravant assez pour les empêcher de courir; en d'autres contrées, le berger devait tenir son chien en laisse.

La tyrannie des hobereaux imaginait tous les moyens pour rançonner leurs asservis; ainsi, on réduisait le

nombre des bestiaux des tenanciers afin que les troupeaux du château fussent moins gênés sur les pacages ; le châtelain se réservait le droit de pâture sur tous les champs de sa juridiction avant et après les moissons, et en toute saison sur les prairies naturelles. Or, comme d'autre part, pour augmenter, par la vente du bétail sur pied, le rendement d'un lot, chacun tendait à agrandir ses troupeaux, cette mesure devenait inique : il en résultait d'abord un dommage considérable pour les tenanciers, puisqu'on menait paître les troupeaux du seigneur sur les lots taillables plutôt que sur les lots du château ; en second lieu, en cas de pénurie de fourrages, c'était la disette pour les animaux des tenanciers, et pour eux-mêmes la misère. Les ordonnances interdisant aux vilains de Silésie, à moins qu'ils n'y fussent expressément autorisés par des lettres patentes, d'élever et de garder des chèvres, et les anciens édits de l'électeur Auguste de Saxe qui prohibaient l'élève du pigeon, sont remis en vigueur. Plus le serf est à la merci du noble, plus la cupidité de celui-ci s'ingénie à extorquer au pauvre le peu qui lui reste. Le serf doit présenter ou offrir au château, avant de chercher à vendre ailleurs, tout ce qui est vendable : laine, fumier, œufs, miel, volatiles, etc. Le seigneur refuse-t-il d'acheter, — au prix qu'il lui convient de fixer, soit pour le bloc, soit pour le détail, — la marchandise peut être portée au marché : là encore, obligation d'exposer les produits pendant un laps de temps donné, avant de pouvoir vendre. Inversement, le seigneur peut exiger de ses sujets qu'ils lui achètent — au prix qu'il impose — tels ou tels produits de son domaine, abus qui se pratique couramment dès 1650, en Bohême, en Moravie, en Silésie notamment. Ainsi encore, lorsque le seigneur pêche ou fait vider un étang et que son poisson reste invendu, les sujets sont contraints d'acheter la pro-

vision au prorata de leur pécule individuel. On procède ainsi pour le beurre, le fromage, le blé, le menu bétail, jusqu'en 1716. Nous taisons les abus dont les serves étaient victimes.

Le seigneur était le maître et, comme tel, le justicier. S'il n'avait plus la faculté d'exercer la haute justice, celle de condamner à une peine capitale, il jouissait encore des prérogatives de moyenne et basse justice, qui connaissait des droits seigneuriaux, du dégât, des délits ; sur ses terres, il lui était permis de punir et il faisait exécuter la sentence par le bailli : amendes, prison, correction corporelle ; souvent il bâtonnait lui-même. Les peines corporelles, proscrites, à la vérité, par les ordonnances souveraines du seizième siècle, n'avaient pas été officiellement abolies ; aussi pendant les dix-septième et dix-huitième siècles, voyons-nous le pouvoir central tolérer, bien plus, approuver ce mode de punition. Quand Frédéric II réformera l'administration de la Silésie, il accordera aux manants et serfs le droit de porter plainte contre des traitements — « trop » — rigoureux. Cette mesure, bien que très restrictive, n'en passera pas moins pour réaliser, dans ses limites protectrices, un progrès fort sensible.

Aux charges, corvées et servitudes sommairement énumérées ici, s'ajoutaient les redevances et prestations relevant de la commune ou du fisc : contributions, accises, capitation, taxes douanières. En temps de guerre le souverain prenait les hommes et les attelages : en temps de paix ses agents et gabelous écrémaient le pays afin que la cour pût vivre dans le faste et les plaisirs. Brochant sur le tout, l'Empereur réclamait aux pays ainsi pressurés sa part léonine, du moins dans les circonscriptions allemandes où les lois organiques du Saint-Empire lui en laissaient la latitude.

Le servage, avons-nous dit, n'existait plus partout. En comparant, du point où nous sommes, le sort du serf à celui de l'homme libre, il semblerait que celui-ci eût pu s'estimer heureux et jouir, en quelque sorte, des avantages inhérents à sa situation en définitive privilégiée, tandis que le serf eût dû envier la condition de l'homme libre. Tout étonnante, et quasiment paradoxale, que la chose paraisse, il n'en était point ainsi toujours, ni partout. Les charges et les soucis rendaient, dans certaines régions, l'existence de l'homme libre parfois des plus précaire et lassante ; dans ces conditions et ces milieux, rares étaient ceux, conscients de la supériorité de leur position, qui avaient à cœur de tout supporter plutôt que d'y renoncer. Le *struggle for life*, la lutte persistante pour maintenir les avantages acquis et défendre ses droits contre les empiétements, se dessinait, suivant les circonstances, plus pénible et opiniâtre pour l'homme libre que pour le serf, car ne l'oublions pas, le seigneur n'avait de devoirs légaux à remplir qu'envers ce dernier. La cupidité, la jalousie, l'esprit de domination et d'envie poussaient le seigneur à éliminer les hommes libres de sa juridiction par des procédés souvent iniquement bas et tyranniques. On les traitait alors en rivaux dangereux ou gênants ; pas de jour où, soit directement, soit par des détours, on ne leur suscitât des ennuis, des chicanes, des procès. Isolés, hostilement mis à l'index, aux prises avec toutes les difficultés, ils renonçaient, de guerre lasse ou sous la pression du besoin, à leur qualité présente pour réintégrer le servage. Tels, parmi eux, qui jusqu'alors avaient vécu à bail ou comme propriétaires sur un petit domaine, en venaient à considérer même comme avantageux d'être pris ou acceptés par le seigneur à titre de serfs. Cela se produira fréquemment jusque vers la fin du dix-huitième

siècle. Nous voyons ainsi, peu après 1700, les serfs poméraniens que Frédéric Ier de Prusse pense affranchir, refuser leur libération parce que les nouvelles obligations qui en résultent pour eux leur paraissent plus dures et les perspectives de se maintenir à flot plus problématiques qu'elles ne le sont dans le moment. Il est difficile de percer à jour la psychologie de semblables circonstances, car suivant que nous les considérons à distance ou que nous les jugeons en témoins, ces circonstances nous apparaissent tout autres. Une infinité de points, de détails, de faits que nous nous représentons odieux ou insupportables, étaient, en réalité, envisagés par ceux qui vivaient, grandissaient, peinaient semblablement, comme tolérables ou acceptables. Résignés à l'inévitable, ceux-ci se soumettaient à la loi du destin; ils courbaient le dos, laissaient passer l'orage; ne fallait-il pas, avant tout, le pain de chaque jour?

Cependant, et c'est ce qui explique, du moins en partie, ces faits et ces circonstances, un certain nombre de seigneurs avaient, parallèlement à la notion précise de leurs droits, conscience de l'étendue de leurs devoirs envers leurs sujets. L'intérêt leur dictait, d'ailleurs, ces devoirs d'assistance et de protection, en temps de mévente ou de disette surtout. Chez plusieurs, notamment dans les anciennes familles qui, pendant plusieurs générations, avaient mêlé le sort de leurs sujets à leur sort propre, la simple bienveillance, l'esprit de charité ou le sentiment d'équité des maîtres atténuaient ce que le servage avait d'inhumain, d'injuste et d'anti-chrétien. Souvent, à défaut de commisération, l'esprit de lucre, l'égoïsme même, exhortait à user de ménagements, à témoigner des égards, à se montrer patient; tout compte fait, il ne s'agissait dans ces cas que d'une vulgaire règle de prudence. Celui qu'on poussait à bout se vengeait; l'esclave affamé, battu, épou-

vanté, redevenait barbare et féroce; toutes choses déjà vues : un incendie avait dévoré le château, on avait retrouvé au coin d'un bois le cadavre de l'exacteur ou de son bailli. Les moins bons tremblaient. En dépit toutefois des intentions ou des efforts de ceux d'en haut à l'égard de ceux d'en bas, malgré de très certains adoucissements réalisés vraisemblablement ici et là avec sincérité, un sentiment subsistait irréductible et vivace : la haine de la caste asservie contre la caste régnante, haine formulée d'une façon sinistre dans cette sentence qui en pleine réaction féodale courait les campagnes : « Il faut écraser la tête, dès qu'ils sortent de l'œuf, aux friquets et aux hobereaux ! » Cette inimitié originaire avait eu des raisons, car le mouvement religieux s'y était prêté, pour aller en s'amoindrissant vers la fin du seizième siècle. Elle puisait dans la réaction féodale, plus injuste et plus sauvage que celle qui avait suivi la guerre des Paysans, de réels motifs pour se rallumer intense. En face des malheurs par lesquels venaient de passer les peuples, elle apparaît légitime, toute déplorable qu'elle soit au point de vue national et social.

Si, sur quelques territoires : du Bas-Rhin, des Frises, en Westphalie, dans la Haute-Autriche et la Haute-Bavière, par exemple, la situation économique des campagnards se relève graduellement peu après la guerre et s'améliore par la suite, il n'en est pas de même dans la majeure partie du pays. La culture rationnelle de la terre est en raison directe du progrès matériel et moral d'un pays : à la mesure de cette échelle nous constatons vers la fin du siècle, pour l'ensemble de l'Allemagne, un recul général. En 1700, le tiers environ de son territoire est en jachère. Dans certaines régions, le quart des espaces jadis en pleine culture se trouve en 1730 encore recouvert de broussailles. On

jugera de l'état de civilisation et de prospérité des campagnes au cours du siècle qui suivra la guerre, soit de 1650 à 1750, par ces données succinctes : les campagnards — hommes libres, serfs, manœuvres — constituent les 65 à 70 pour 100 de l'effectif total de la population; or, les quatre cinquièmes des campagnards sont des serfs!

On conçoit que dans ces conditions l'homme du bas peuple, quels que fussent certains talents ou les énergies dépensées dans le but de progresser socialement, n'arrive plus que très rarement à se dégager des liens qui l'enchaînent à l'échelon où il est né. Traité comme un paria par le seigneur, il reste le serf pour la foule qui s'écarte de lui et des siens. La distance qui le séparait du peuple bourgeois avait été en passe de s'effacer; elle s'agrandit de nouveau. Le contact qui s'était établi dans le domaine des croyances et des aspirations communes est interrompu. La séparation plus tranchée de la bourgeoisie et du peuple rural raffermit la puissance de la noblesse terrienne comme la séparation de l'aristocratie et de la bourgeoisie assure le pouvoir absolu des cours souveraines. Ainsi qu'il en arrive lorsque l'égoïsme individuel ou corporatif prédomine, on voit les classes bourgeoises, qui n'osaient s'attaquer à plus forts qu'elles, se tourner contre les plus infimes, comme pour les rendre responsables des complications locales et des malheurs du temps. Du moins, pas une voix ne s'élève pour protester contre l'anomalie et l'anachronisme du servage, pas une main ne s'emploie pour rendre le sort des asservis moins douloureux. Le citadin accuse les ruraux de toutes les déshonnêtetés. A aucune époque on n'a émis à l'égard du campagnard des jugements aussi faux, aussi hostiles, jamais on ne l'a dénigré aussi systématiquement, et ceux-là même qui auraient dû s'enquérir de ses plaintes, compatir à ses souffrances,

venir en aide aux misères de l'asservi, hommes de science, lettrés, gens du monde l'accablent les tout premiers. Dans le nombre des pamphlets qui parurent vers la fin du dix-septième siècle, attaquant les ruraux en général, un opuscule fit du bruit. Son titre *Des Bauernstand Lasterprob* pourrait être rendu par celui-ci : *Exemple des vices des ruraux*. L'ouvrage date de 1684. L'auteur, un théologien compatriote de Christophe von Grimmelshausen, vitupère — peu charitablement — contre ses paroissiens; il les disait insoumis, sceptiques et depuis le maire jusqu'à la gardeuse d'oies, irrévérencieux et désespérément malins. A côté de remarques très vraies, l'ouvrage fourmille d'exagérations tendancielles; il est plus acrimonieux et plus cruel que le pamphlet de Hönn, le bourgeois atrabilaire qui avait rédigé, en les y cataloguant par ordre alphabétique, un dictionnaire des vices des différentes classes sociales, où l'élément rural n'était pas ménagé. La littérature de l'époque fait chorus; si donc nous citons quelques extraits du *Bauernstand Lasterprob*, c'est que nous pouvons y retrouver un écho des appréciations ambiantes.

Le rural est un homme, il est vrai, mais coulé dans un moule grossier. Tout dans sa nature le différencie de l'homme civilisé. Pour le portraicturer, il faudrait le représenter avec un fléau dans la main, avec une trique en guise d'épée et avec un sac sur l'épaule. Comme armoiries parlantes on lui donnerait une fourche à fumier sur le champ embousé d'une porte d'écurie. L'être est incongru en paroles et en gestes. Chacun connaît la licence de ses mœurs. L'interpelle-t-on, il ne se découvre pas; si cela lui arrive, notre bouvier aura peur que son couvre-chef s'envole; on le voit alors retourner l'objet crasseux entre ses doigts comme un potier le ferait de l'argile qu'il manipule, et tirailler le poil du feutre, le contempler comme un objet rare, ou encore cracher dans ses mains et lustrer ledit. Le rustre ne mange pas, il engloutit; il se sert de

ses dix doigts en guise de fourchette. Jamais il ne saura se tenir d'aplomb; il lui faut un appui, ou bien il se balance, se dandine le dos rond; à défaut d'un mur ou d'une cloison qui puisse le soutenir, il s'étaye d'un bâton.

On eût été en droit d'attendre que la longue guerre et les misères qui suivirent l'eussent maté et assoupli, mais en dépit de cette verge dont il a été frappé, le butor est plus rénitent que jamais, plus enclin au mal, plus incurablement coquin, fourbe, sournois, faux. Car, par dessus ses vices propres, le rural a endossé ceux des soldats; si ceux-ci pratiquent le mal, celui-là fait pis encore, et il n'a pas l'excuse d'agir par nécessité. Remarquez qu'entre le soldat et le paysan il y a une haine naturelle comme entre le chat et la souris, qui tout en grugeant, rongeant, pillant, se font entre eux la chasse. Entre eux ils se vantent de leurs rapines et crimes, ne regrettant qu'une chose : n'avoir pas fait davantage. Avec cela, moutonniers, les ruraux imitent tous les vices des étrangers; ils voient fumer, ils fument; dès lors ils n'ont plus que la pipe à la bouche et se promènent ainsi dans les communs pour le plus grand danger de tous. N'est-ce pas une désolation de voir des gars de douze ans fumer, sacrer, expectorer des mots orduriers? Je me demande si ces paysans ne blasphèment pas plus outrageusement que les soldats; c'est à fendre l'âme!...

Qui peut dire qu'il connaît les ruraux, si ce n'est celui qui se voit forcé de vivre au milieu de cette engeance plus irréligieuse que la population des camps et plus voleuse; car si d'aventure un soldat vole une vache, le meilleur des serfs ne vole-t-il pas son maître au moins trois fois dans l'année?..

Au reste, il est patent que le rural n'a plus la notion de la juste et respectueuse considération qu'on doit aux ecclésiastiques: il semble qu'en leur présence le couvre-chef d'un manant reste obstinément collé sur la tête; tous, jeunes et vieux, se regimbent pour saluer. Et chacun de vous sait que celui qui dans un village se tient du côté du pasteur est mal vu de ses congénères; on tourne un homme respectable en ridicule, on l'affuble de sobriquets, on le traite d'espion. On se méfie du pasteur, on n'ose se rendre au presbytère, ou bien ce sera en tapinois. On vole le pasteur; on le pille sous prétexte de l'aider à rentrer ses foins ou son bois, à cueillir ses

fruits ; se montre-t-on empressé et diligent, ce sera pour emporter le plus qu'on pourra.

Je me convaincs toujours mieux de la justesse de cette similitude : « le paysan est comme la morue qui devient meilleure lorsqu'on l'a battue » ; le paysan n'est jamais aussi doux que lorsqu'on le surcharge de travail ; alors il est humble et soumis. Si le seigneur lui témoigne trop de faveurs, le manant deviendra bientôt le maître. Personne ne connaît plus à fond ce peuple de col roide que ceux qui sont astreints à vivre près de lui. Une chose est certaine : le manant ne s'améliore pas tant qu'on lui sert de bonnes paroles ; il faut employer avec lui, si je puis m'exprimer ainsi, des tenailles et un bâton, c'est-à-dire la menace et la sévérité.

L'aurore de jours meilleurs ne percera que très lentement. Le piétisme, en exerçant autour de lui l'influence bienfaisante que nous avons mise en relief, contribuera à intéresser tout d'abord les âmes croyantes et miséricordieuses à la situation des ruraux malheureux. Il prônera des méthodes plus douces, mais malgré son humanitarisme chrétien et des prières bien intentionnées en faveur de ces « frères » qu'il découvre autour de soi, et en dehors de quelques milieux où les plus compatissants passent des abstractions idéales aux actes de la charité concrète, la condition des serfs reste ce que nous venons d'apprendre. A la fin du siècle, l'intérêt de quelques hommes de lettres et de science se porte sur les questions d'économie et sur le peuple des campagnes. Ce premier mouvement, timide encore et quelque peu banal dans sa forme platonique, n'en attirera pas moins vers les classes rurales quelques sympathies. On réintroduit dans la vie populaire les vieilles chansons campagnardes qui, d'une façon naïve, disaient les beautés de la terre paysanne, l'attachement du laboureur au sol natal, le respect des coutumes traditionnelles, les simples joies agricoles. Ces chansons, dont le texte

avait été altéré, intentionnellement peut-être, par les puristes du seizième siècle, furent réimprimées dans leur teneur première, distribuées ou vendues à bon marché aux écoliers, apprises dans tous les milieux. L'art ne s'inspirera de la nature agreste que beaucoup plus tard. Lorsque les leçons de Leibnitz et de Wolff auront suscité, jusque dans les cercles les plus aristocratiques, des adeptes aux nouveaux dogmes humanistes, les jugements sur la situation des asservis changeront; on aura conscience des légitimes besoins des ruraux et de la responsabilité incombant, dans ce domaine aussi, aux classes dirigeantes en général, et en particulier à tout homme capable de réfléchir et désireux de convaincre. Les conceptions relatives aux devoirs altruistes se feront autres; sans oser s'attaquer encore à l'organisation politique d'où les abus sociaux sont issus, les philososophes combattent le régime théocratique qui, en ne s'élevant pas contre ces abus, paraissait les avoir couverts de sa complicité. Ce sera une période de zèle améliorateur où les esprits s'éveilleront, où les cœurs apprendront à s'émouvoir; zèle passager hélas, lueur fugace, semblable à ces météores qui sitôt apparus se fragmentent et disparaissent, laissant l'inconnu tout aussi troublant dans la nuit tout aussi profonde.

Un siècle plus tard encore, les idées ancrées dans les esprits les meilleurs ne peuvent que nous confondre. En parcourant les auteurs même les plus judicieux et les moins prévenus, nous ressentons l'impression que pour eux aussi les ruraux — en bloc — sont des indigènes d'une autre planète, dont la condition apparaît non sans quelque analogie avec celle des juifs, réprouvés comme eux. Les hommes instruits les plus impartiaux les envisagent en quelque sorte comme des individus d'un ordre inférieur, obligés de passer par une série de trans-

formations, de s'humaniser graduellement avant d'arriver à l'état d'homme complet et de bénéficier, à ce titre, de la civilisation proprement dite. Enfin, lorsque Gœthe aura écrit *Hermann et Dorothée*, ce sera dans les cénacles des premiers initiés une révélation d'apprendre combien ce qui concerne le petit peuple agricole est digne de fixer l'attention et de susciter l'intérêt. La sympathie qui s'adressera aux héros du poète rejaillira sur leurs congénères vivants : sentiment de surface, nous ne craignons pas de le dire, car les cercles où il éclôt ne correspondent pas au milieu immortalisé par Gœthe. Le branle néanmoins sera donné. Humanistes, poètes, philosophes prendront pour sujet de leurs dialogues, odes et leçons, la classe des laboureurs, ces êtres inconnus, complexes, étranges qui, dans la grande collectivité humaine, forment, on finit par le reconnaître, la base de l'édifice social, puis aussi le rural lui-même, jusqu'alors imparfaitement jugé, parce qu'on n'avait pas cherché à le comprendre ni par conséquent à l'aimer.

Sur ces entrefaites, l'administration tout en demeurant ce qu'elle avait été, pointilleuse et autocratique, adoptera des procédés plus scientifiques. L'État, dont la nouvelle organisation devait être à même de fournir le travail toujours plus épuisant qu'on en attendait, conscient de ses devoirs, se verra amené à ménager les réserves premières pour le présent et l'avenir. Les lois qui parurent à la fin du dix-septième siècle offrent déjà un caractère plus prévoyant et le reflet de quelque sollicitude. Il est vrai qu'à côté de certaines mesures sérieuses, d'autres témoignent de tâtonnements ou d'un bon vouloir quelquefois inefficace, quelquefois même risible : preuve en soit cet édit de la cour impériale de 1704 qui accordait aux bergers le droit de former une corporation, avec ban-

nière, écu et sceau — et les déclarait « honorables », en engageant le peuple à mettre de côté les préjugés régnant à leur endroit. En effet, on les suspectait de sorcellerie, et leurs enfants étaient exclus des écoles et des corps de métiers.

CHAPITRE VI

LA PAIX

I

Les années de 1648 à 1650, soit de la fin des négociations de Munster et d'Osnabrück à la promulgation officielle de la paix, comptent parmi les plus dures du siècle. D'énormes contributions de guerre avaient été imposées. Jusqu'à la liquidation des payements, les armées des différents partis continueraient à occuper les contrées où elles se trouvaient au moment de la suspension des hostilités. En théorie c'était une trêve, en réalité c'était la prolongation des calamités de la guerre, car de l'occupation qui se perpétuait ainsi résultait pour les populations épuisées un état de souffrance intolérable.

L'insécurité grandissait. Les derniers vestiges de discipline disparaissaient dans l'inaction et dans le désordre; les exactions se multipliaient, entretenant les haines et les revendications, conséquence forcée d'un concours de circonstances que le provisoire et l'attente allaient accentuer encore. Si la paix avait été longue à venir, les doléances incessantes des opprimés avaient aussi compliqué l'œuvre des négociateurs; celle-ci en s'éternisant entravera la première pacification: ces fâcheuses contingences rendront le travail de reconstitution sociale plus difficile

Partout, des hordes ne relevant plus d'aucune autorité, ne reconnaissant plus aucune loi, tenaient la campagne, passaient d'une région dans une autre. Composées d'anciens soldats, de ribaudes, de mendiants, de tire-laine ou de voleurs de grands chemins, ces hordes, organisées en véritables compagnies, s'établissaient par droit de conquête un beau jour dans les localités qui n'étaient pas entièrement détruites, les transformant en repaires où ces malandrins se barricadaient. On ne les en délogeait plus. C'était alors l'asservissement des rares habitants terrorisés : déshabitués d'un travail régulier, lassés des charges qui sous cette forme nouvelle pesaient sur eux, sans défense contre les intrus comme sans recours envers un pouvoir protecteur, ils se mettaient à vagabonder plutôt que de reprendre dans ces conditions le labeur quotidien. Se sachant spoliés d'avance, ils se sauvaient, grossissant le nombre des tribus affamées et pillardes qui se ruaient sur un territoire voisin, parachevant ainsi la confusion générale et la ruine du pays. Un canton se soulevait de cette façon contre un autre canton; des incursions se commettaient d'une région dans une autre, les protestants s'abattant sur un territoire catholique, des bandes de catholiques mettant à sac ce qui tenait encore debout dans un village protestant. Rien n'égalait l'audace des Tziganes; ils fondaient sur un bourg avec tout un train d'armée : chevaux volés, chariots bondés du plus inimaginable butin, fourmillement d'enfants pouilleux et déguenillés; ils s'installaient dans ce qui restaït d'une commune, rançonnaient sans vergogne, jetant le grappin sur tout.

On luttait cependant. Le pouvoir central possédait-il quelque vigueur, l'administration se montrait-elle soucieuse de ses devoirs, le souverain était-il un homme énergique et honnête, on arrivait par des mesures défensives

— et offensives, — par une surveillance de chaque instant à surmonter ces nouveaux dangers. Le premier de ces moyens préservatifs consista dans la réorganisation d'une police urbaine et rurale, grâce à laquelle, dans les contrées privilégiées, un peu d'ordre et de quiétude se firent bientôt sentir. Ce qui eut lieu, entre autres, dans le duché de Gotha où, en 1649 encore, les campagnards avaient été contraints d'établir des corps de veilleurs et de gardes qui, à tour de rôle, devaient en permanence occuper les clochers, les ponts, les bacs, certains points élevés et donner l'alarme sitôt que des bandes errantes seraient signalées dans les environs. On édicta des règlements visant les étrangers. Ces premières précautions urgentes, en mettant les individus isolés à l'abri d'un coup de main, permirent la reprise d'une existence plus stable et plus laborieuse.

D'autre part, de larges facilités furent accordées à ceux qui demandaient à s'établir en un endroit déterminé. Il s'agissait de repeupler les pays, mais aussi de reconstituer la fortune publique. A ces fins, l'autorité s'entoura des renseignements voulus pour fixer préalablement ce qui subsistait de l'avoir des particuliers. Tout individu régulièrement établi dut déclarer la contenance des terres remises en culture, l'état de ses immeubles, l'effectif de son bétail. On créa de nouveaux registres cadastraux, de nouvelles feuilles de recensement. L'échelle des impôts fut revisée, leur base demeurant ainsi que précédemment : la dîme et les redevances en argent. Cette réglementation et la contrainte qu'elle impliquait ramenèrent les collectivités à la régularité de l'existence et du travail. L'organisme social réapprit le mécanisme d'un fonctionnement méthodique. L'œuvre fut lente ; elle nécessita un déploiement d'intense volonté, de persistance énergique, de doulou-

reuse soumission; il fallut un long temps avant d'en constater les premiers résultats palpables, mais elle se fit. Progressivement, les villages se repeuplent : ici, ce sont des familles qui, au cours de la guerre, s'étaient réfugiées dans les villes et qui reviennent à leurs champs et réédifient leurs demeures; là, ce sont des gens ayant pendant des années mené une vie de sauvages dans la profondeur des forêts, ou qui, pris de la nostalgie de la patrie, rentrent de l'étranger, l'exil ou le dénuement leur pesant; là, encore, c'est l'immigration de quelques vieux soudards payant avec le reliquat de la solde ou du butin un lopin de terre tombée en déshérence ou une case sans maître, ou bien des fugitifs qui, pour une cause ou l'autre, ne tiennent pas à retourner chez eux et, moyennant un petit pécule, obtiennent le droit de planter leur tente où le hasard les a jetés. Autant de colonies qui se fondent sur l'emplacement d'anciens foyers, autant d'êtres qui vont faire souche, autant de destinées! Graduellement l'existence reprend. Mais durant des années dans quelles pauvres conditions! car si la misère de l'homme est extrême, la terre elle-même se trouve dans un état d'épuisement lamentable.

Pour la culture proprement dite les engrais manquaient. Quelle terre, au reste, eût-il été possible de labourer? Partout s'étendait la jachère, une jachère envahissante, épaisse, qui, d'année en année, avait rongé les champs. Dans les pâturages, dans les prairies, des espaces considérables s'étaient transformés en étendues broussailleuses, s'étaient couverts de véritables taillis. Pour le défrichement les bras faisaient défaut. Alors, force fut aux occupants qui à eux tous représentaient le tiers, le quart, même moins, de la population d'antan, de grouper leurs efforts, de conquérir à nouveau le sol, de réédifier sur les débris de l'ancienne paroisse la commune nouvelle, de

s'entr'aider afin de pouvoir ouvrir à son tour ses sillons. L'aspect de ces contrées, à en juger d'après les rapports que les localités faisaient parvenir aux autorités du chef-lieu, et dont nous pouvons prendre connaissance, resta navrant pendant plus de deux générations.

A Siebleben et dans d'autres bourgs du duché de Gotha, les propriétaires fonciers jouissaient du droit d'affouage dans les forêts de l'État pour la construction d'une maison. En retour de ce droit acquis depuis le moyen âge, ils fournissaient une redevance en avoine. Or, en 1650, les habitants répondent au receveur du fisc leur réclamant cette prestation annuelle, qu'ils sont encore trop misérables pour songer à reconstruire leurs demeures et conséquemment pour pouvoir user de leur droit. Dix ans plus tard, cette même localité comptait 42 enfants en âge de fréquenter l'école et, détail touchant, le produit du tronc d'église se montait au bout de l'an à 14 florins.

Relevons en passant que là, ainsi qu'à d'autres endroits, une partie de cet argent pieux se dépensait en aumônes aux innombrables mendiants qui couraient le pays : invalides, estropiés, vieillards, galeux congédiés dans un état pitoyable des maladreries encombrées, même aux gens nobles de Pologne, d'Irlande, de Bohême, de Hongrie, expatriés de chez eux pour cause de religion. Tous les quémandeurs étaient munis de quelque attestation officielle, car on se précautionnait pour prouver son identité, les autorités ne cessant d'être tracassières afin de protéger les nationaux contre l'exploitation des étrangers.

On a beaucoup écrit sur les ravages de la guerre de Trente ans. Néanmoins, le travail qui réunirait en un tableau d'ensemble et par région ou province les données statistiques relatives aux dommages éprouvés, est encore à faire. Il sera hérissé de difficultés, embrassera un champ

d'investigation énorme, constituera une œuvre de patience, mais il paraîtra sans nul doute un jour, puisque, d'une part, il n'y a que les chiffres — authentiques — qui permettent de fixer l'étendue des pertes subies, et que d'autre part les matériaux ne manquent pas pour établir ce bilan. D'ores et déjà on peut affirmer que les pays touchés par la guerre ont perdu les uns les deux tiers, les autres les trois quarts de leurs habitants. Quant à l'avoir, meuble ou immeuble, fortune industrielle, commerciale ou agricole, les pertes connues atteignent des sommes prodigieuses.

Il serait téméraire et risqué d'établir une comparaison entre l'Allemagne économique de l'époque qui précéda la guerre et l'Allemagne moderne. Cependant, ce qui ne saurait être entrepris pour le bloc peut l'être pour une partie, soit pour une fraction déterminée de cet ensemble, là surtout où le genre de vie et de travail des populations présente actuellement quelque analogie avec ce qu'il était alors; où, en outre, le cadre ambiant et le caractère topographique de la région n'ayant pas sensiblement changé, l'exploitation du sol et la nature des produits sont restés les mêmes.

Ces conditions existent pour la Thuringe et la Franconie[1]. Il nous est possible de mesurer pour ces régions, et grâce aux particularités de leur géographie physique, grâce surtout aux données statistiques très exactes qui proviennent de l'époque et du milieu en question, l'étendue des dommages et d'en chiffrer la valeur intrinsèque. Tout en accordant pleine confiance aux renseignements positifs ainsi transmis, il faut cependant, en vue d'une juste appréciation des faits, formuler certaines réserves qui se trouvent implicitement contenues dans les considérations suivantes : 1° ces régions n'ont pas été plus durement éprouvées que telles autres; 2° les conditions géné-

rales de bien-être matériel et de culture intellectuelle, l'accroissement de fortune agricole et industrielle depuis le milieu du dix-septième siècle y représentent une moyenne qui équivaut à la moyenne de développement général (culture et civilisation) de l'Allemagne prise dans son ensemble; 3° si la Franconie et la Thuringe n'avaient peut-être pas bénéficié autant que d'autres pays germaniques de l'essor des affaires et de l'aisance plus générale qui se manifestaient et se produisaient à peu près partout et dans tous les domaines avant la guerre, ces provinces avaient par contre moins souffert des invasions étrangères, les armées françaises, pour ne mentionner que celles-là, n'ayant pas occupé ces pays; 4° les souverains régnants étaient des princes soucieux de la prospérité de leurs sujets.

C'est dans une de ces régions que se trouvait l'ancien comté de Henneberg, d'une superficie d'environ trente lieues carrées. En 1631 il comptait 1,777 bourgs, villages ou hameaux qui depuis ont fait retour les uns à la Prusse, les autres aux duchés de Meiningen et de Weimar. La contrée qui constituait le comté est protégée vers le nord par des massifs montagneux et les forêts de la Thuringe, où, durant les jours de détresse aiguë, les habitants avaient pu se réfugier. Une grande route militaire le traversait vers l'ouest. A elle seule, la topographie du pays constituait une situation relativement favorable. Les services administratifs, même au fort de la tourmente, avaient continué à fonctionner d'une manière remarquable, centralisant les renseignements, palliant de leur mieux l'effarement général. Le pouvoir, très paternel s'enquérait des besoins, protégeait avec un zèle que rien ne lassait et un courage qui bravait les dangers, les populations éprouvées, les aidant par la suite à reconstituer leur avoir.

L'orage ne creva que relativement tard, en 1633, alors que la Poméranie et les Marches, la Bohême et la Silésie, les côtes du nord et les plateaux de l'ouest étaient depuis longtemps mis à feu et à sang. En outre, pendant les dernières années de la guerre, le comté fut pour ainsi dire exempt de grandes calamités, puisque dès 1643 son suzerain Ernest le Pieux s'était déclaré neutre. Le fléau y sévit dix ans seulement, laps de temps minime comparativement aux vingt-cinq ou trente années de ravages supportées par d'autres pays. Ces circonstances réunies étaient donc exceptionnelles.

Passons aux données statistiques à la fois très sûres et d'un haut intérêt historique ; elles vont nous permettre de suivre documents en main les péripéties par lesquelles le comté a passé. Ces données se rapportent d'abord au nombre des familles et des maisons, tel que l'indiquait un premier recensement opéré pour certaines paroisses en 1631, en 1634 pour d'autres ; puis un second recensement entrepris en 1649 (paroisses recensées en 1631) et en 1652 (paroisses recensées en 1634).

Des chiffres ainsi fournis il ressort que le comté a perdu, au cours de la guerre, 70 pour 100 des familles et 60 pour 100 des maisons. Les réalités sont plus tristes lorsque, en dépouillant les rapports adressés par les communes à l'autorité centrale, on relève les observations relatives à l'état dans lequel se trouvaient les survivants, d'une part, de l'autre les immeubles. On apprend alors que le plus grand nombre des maisons figurant sur le papier comme existant encore ne représentaient plus que des huttes reconstruites avec les débris des demeures primitives. Tenant compte de ce premier fait : que le nombre des habitants, comparativement à ce qu'il était au début de la guerre, avait sensiblement diminué pendant les

années de 1637 à 1649; — et du second fait : que les données statistiques en question se rapportaient déjà à une période de paix relative (années de 1649 à 1652), on ne fait pas fausse route en disant que le comté perdit effectivement 75 pour 100 de ses familles. Le nombre des personnes constituant une famille devait certainement être au début de la guerre plus grand qu'il ne le sera par la suite et *a fortiori* à la fin de la guerre; le chiffre des disparus doit donc en réalité être supérieur à celui que nous indiquons.

Pour les 14 districts du comté, les chiffres statistiques sont les suivants :

	En 1634 (1631) —	En 1649 (1652) —
Familles	13,095	3,969
Maisons................	11,850	4,053

Si l'on évalue le nombre des têtes dans une famille en moyenne à 4 1/2 avant la guerre, et à 4 (ce chiffre est proportionnellement beaucoup trop élevé, mais nous voulons l'admettre) après la guerre, le comté aurait eu en 1631 (1634) une population de 60,975 âmes et de 16,448 âmes en 1649 (1652).

Pour 19 localités, les statistiques communales abondent en détails circonstanciés quant à la richesse en bétail d'une part, à l'état de conservation des granges et écuries, d'autre part. Suivant ces chiffres, soigneusement collationnés et conservés, les localités perdirent 85 pour 100 des chevaux, plus de 83 pour 100 des chèvres, plus de 82 pour 100 des vaches; tous les moutons avaient été détruits. Les chevaux survivants étaient ou aveugles ou estropiés. Les communs étaient saccagés, les prairies et les champs pour la plupart recouverts de broussailles, autant dire incultes et improductifs.

En comparant entre eux les deux recensements dont nous parlions et le recensement opéré dans notre siècle, en 1849, on trouve quant aux familles et quant aux maisons :

	En 1634	En 1649	En 1849
	—	—	—
Familles	1,773	316	1,916
Maisons	1,717	527	1,558

Quant aux bestiaux :

				En 1634	En 1649	En 1849
				—	—	—
Dans	17	localités,	bêtes à cornes	1,402	244	1,994
—	13	—	chevaux	485	73	107
—	12	—	moutons	4,616	—	4.596
—	4	—	chèvres	158	26	286

L'histoire qui sourd de ces chiffres est tragique; elle n'embrasse cependant qu'une période de dix ans sur trente ans de guerre. Toujours est-il que les trois quarts des habitants ont disparu, que plus des quatre cinquièmes de l'avoir a été détruit. Ce qui subsiste équivaut à la misère.

Au double point de vue des chiffres de la population et des animaux domestiques il a fallu deux siècles pour que les localités du comté revinssent à l'effectif de 1634. Bien plus! le nombre de maisons indiqué dans le recensement de 1849 est inférieur à celui du recensement de 1634, quoique les prix de revient des immeubles fussent relativement bas dans cette contrée, et que les gens, même les plus modestes, missent tout en œuvre pour posséder un toit à eux.

Lors du recensement de 1855, le chiffre de la population sera sensiblement plus élevé qu'en 1634, mais cet accroissement numérique se sera produit essentiellement dans les parties de l'ancien comté qui forment aujourd'hui les cercles de Schleusingen et de Suhl (Prusse), où l'industrie

métallurgique prospère a fait affluer un nombre considérable de bras.

Pareil le sort des petites villes de province. Les registres paroissiaux d'Ummerstadt, près de Cobourg, bourgade agricole et industrielle à laquelle la bienfacture de ses poteries avait valu quelque renommée, indiquent en 1632 : 800 habitants et 150 bourgeois. De 1635 à 1636, la peste fait 500 victimes et pendant ce laps de temps on n'inscrit pas une naissance. Au cours des années suivantes, la population vit de pain de son, de tourteaux, de brouet de graines de lin ; un grand nombre de gens meurent de faim ; beaucoup s'enfuient. En 1640, après l'armistice de Saalfeld, on change le nom d'Ummerstadt en celui de « Nimmerstadt » (la ville qui n'existe plus, celle où il n'y a plus rien), puis on la nomme « Umbrastadt », la ville des ombres, personne en effet ne l'habitant plus. Durant dix-huit semaines, tout étant saccagé, enlevé, détruit, la ville reste absolument déserte. Des cavaliers suédois n'y rencontrent que des loups. Après la guerre on y compte 100 âmes. Le recensement de 1850 en indique 893. Là comme à Löwenberg dont nous avons raconté les tribulations et la ruine, comme ailleurs au reste, il a fallu plus de deux siècles pour remonter à l'étiage numérique antérieur à la guerre.

Par ce que nous savons d'une manière précise, des contrées à tant d'égards privilégiées par leur situation et sauvegardées par les circonstances, nous pouvons sans grand effort conclure à ce qu'a dû être la dévastation dans des pays moins prospères, plus exposés et plus durement traités. Il est certaines régions, la Silésie et le Palatinat, par exemple, où jusqu'au milieu de notre siècle le chiffre de la population d'avant la guerre n'a pas pu être de nouveau atteint. Il en est de même quant à l'effectif des ani-

maux domestiques. L'agronomie a évolué il est vrai dans des voies nouvelles; la culture est plus intensive, mais le nombre des bestiaux, critérium de la richesse agricole, n'a pas suivi un accroissement normal et adéquat à ce qui se produisait avant la guerre, époque qui en cela ne le cédait en rien à la nôtre, preuve en soit le chiffre des bestiaux du comté de Henneberg. Dans ces régions, en ce qui concerne les bêtes à laine, l'élève du mouton en est exactement au même point qu'avant la guerre de Trente ans; encore la laine qu'on recueille aujourd'hui ne vaut-elle pas celle d'alors. L'élève du cheval accuse par rapport à 1634 une diminution des deux tiers, fait dont les causes sont complexes et qui s'explique entre autres par ceci, que l'élevage des animaux laitiers et de boucherie est plus productif, puis, que le besoin en animaux rouliers a probablement baissé. Comparativement à 1634 on trouve une augmentation de gros bétail, dont la race est plus affinée; de même pour les chèvres. Les terres, ainsi qu'il ressort des anciens registres cadastraux (abstraction faite du système féodal), étaient moins morcelées qu'aujourd'hui, ce qui par contre permet de conclure à une plus grande aisance générale en faveur des temps modernes.

Les indications relatives à la diminution de l'avoir mobilier sont plus rares et plus sujettes à caution. Quelques renseignements précis et véridiques existent cependant, en ce qui concerne la Thuringe, où les autorités avaient fait opérer le relevé des déprédations et des réquisitions forcées et connues de tous. Dans certaines archives paroissiales, on trouve des listes brusquement interrompues pendant une série d'années au sujet desquelles toutes données font défaut.

La petite paroisse de Siebleben, près de Gotha, avait porté en compte avant la période de misère noire des

années de 1623 à 1630, un total de dommages se chiffrant par 10.216 florins 12 gros et 9 1/2 pfennigs; soit :

35 vaches	356 florins	12 gros.
113 moutons	207 —	9 —
730 mesures d'avoine	1,461 —	4 —
16 3/4 mesures de blé	76 —	18 —
Impositions de guerre en espèces sonnantes	4,542 —	13 —
Vols d'espèces sonnantes	839 —	14 —
Dommages résultant du pillage	364 —	20 —

Une seule nuitée du colonel Isolani et de la demi-compagnie de Croates qui l'accompagnaient représentait en réquisitions, déprédations, pillage, etc., une perte de 1,063 florins.

Döllstedt, village florissant du duché de Gotha, que l'armée de Hatzfeld avait saccagé en 1636, accusait de ce fait un dommage de 5.500 florins; ensuite pour déprédations, contributions et vols commis de 1627 à 1637, un total de 29.565 florins. Tous les habitants avaient fui; l'endroit était désert, tellement qu'en 1637 on y retrouvait deux couples seulement. En 1641, après que Baner et, après lui, les régiments français eurent (durant l'hiver) occupé la localité, on comptait 4 habitants, qui avaient comme par miracle réussi à ensemencer quelques ares de terre.

Dans d'autres communes, les dommages se sont montés à 30,000 florins; dans telle autre, à 60,000, à 100,000 florins, et nous ne parlons pas des villes! En additionnant ainsi, bourg après bourg et hameau après hameau, les pertes de milliers de communes ravagées et détruites, on arrive, pour l'ensemble du pays, à des sommes formidables.

Que dans ces conditions, l'Allemagne ait mis deux siècles — au cours desquels il est vrai elle sera impliquée dans de nouvelles guerres — à reconquérir sa situation matérielle antérieure, qu'elle se soit trouvée pendant ce

temps au-dessous du niveau des pays voisins (en proie, on le sait, à des guerres tout aussi désastreuses et plus terribles que celles auxquelles nous faisons allusion), et qu'elle ait été écrasée par la concurrence de ses rivaux, il n'y a là rien qui puisse surprendre.

Si du processus de destruction matérielle dont a été atteint l'organisme social nous passons aux ravages exercés et subis dans le domaine moral, nous constatons un écroulement qui, pour être d'un autre ordre, n'en est ni moins complet ni moins grave.

Là encore les populations rurales eurent plus à souffrir que celles des villes, l'éclipse de vie morale y fut plus accentuée, le retour à la barbarie plus poignant. Le prix des céréales pendant les cinquante années qui suivirent la paix se maintint à une cote très basse. Les charges s'accrurent et devinrent si lourdes qu'on vendit les biens-fonds à des prix dérisoires, voire contre les seules obligations d'acquitter les droits, dîmes, redevances qui les grevaient. L'autorité se fit tracassière, exigeante, inflexible là surtout où la noblesse détenait le gros des terres. Le petit ne trouva ni appui ni condescendance, il ne fut l'objet d'aucun égard; mais au contraire, plus le rang était élevé, plus l'égoïsme s'affirmait, plus la dureté, la morgue s'appesantissaient sur les humbles. Chez ceux-là mêmes qui en vertu de leurs prérogatives avaient été relativement épargnés, la rudesse devint plus grossière encore, les habitudes plus dépravées. On ne rencontrait nul exemple de bonté, de sens moral, de pitié; l'abaissement était général; il n'existait ni solidarité humaine, ni convictions profondes; partout c'était une soif de plaisirs, une explosion d'ambitions, un étalage de vanités; l'homme était à la fois servile et arrogant. L'existence était glacée, sans joies, sans idéal. Les intelligences furent obstruées, les cœurs

comme figés. Les suicides augmentèrent en une proportion effrayante, bien que, pour intimider le public, l'autorité prescrivît au bourreau d'enterrer les corps sous l'emplacement même du gibet.

II

A considérer au point de vue politique la genèse de la guerre de Trente ans et son évolution, on se convainc qu'elle fut une guerre défensive du parti protestant, moins contre l'intransigeance du parti catholique que contre l'ambition de la maison de Habsbourg. Au début il est vrai, c'est l'offensive — très maladroite, il faut le reconnaître, de la part des protestants — par la pointe malheureuse en Bohême : aussi, à ce moment, l'Empereur était-il dans son droit en cherchant à étouffer l'action qui se prononçait contre lui. Seul, le succès aurait pu justifier cette première attaque de ses adversaires. Mais du jour où l'Empereur profite de la supériorité que lui donnent les événements pour écraser l'autorité souveraine des princes, les libertés des villes et les droits de ses sujets, il fait à son tour acte d'hostilité envers le corps même de l'Empire et viole le pacte bilatéral conclu entre lui, chef de l'Empire, et cette autre partie de l'Empire représentée par les princes, les États, la nation de l'Allemagne. Contre cet attentat les lésés ne pouvaient que réagir par tous les moyens en leur puissance.

Il est regrettable pour l'Allemagne qu'un siècle avant cette guerre elle n'eût pas eu à la tête de l'État, ou comme chef de l'Empire, un homme qualifié et disposé à

fonder un État allemand et vraiment national alors que se formait l'assise d'une Église nationale. Les matériaux dont se composait l'ancienne institution du Saint-Empire romain-germanique s'écroulaient, l'ancien statut avait fait son temps. C'eût été l'heure d'une reconstruction adéquate aux aspirations nationales, tant d'ordre spirituel que d'ordre politique et social.

L'Autriche, abstraction faite de la courte période du règne de Maximilien II, n'avait laissé échapper ni une occasion ni un prétexte pour s'opposer à ces aspirations; elle s'était montrée ennemie de la vie allemande dans ce que celle-ci avait d'émancipateur, c'est-à-dire d'idéal; elle avait fait servir ses influences et ses alliances à entraver le développement de l'Allemagne et la réalisation des espérances allemandes. En cela, ne l'oublions pas, elle fut soutenue par quelques princes allemands. En résumé, les Habsbourg visaient à faire de l'Empire leur chose. Ferdinand II dans son fanatisme brocha sur le tout : le fauteur moral de la guerre, c'est lui.

Par la paix qui vient d'être conclue, d'une part, entre l'Empereur et les Suédois alliés des princes protestants, de l'autre, entre l'Empire et la France, deux points sont fixés, deux résultats obtenus : la reconnaissance de la parité confessionnelle, la substitution de souverainetés territoriales à l'autorité jusqu'alors absolue de la cour de Vienne. Mais, conjointement, l'Allemagne est diminuée des contrées qu'elle doit céder à la Suède et l'Empire perd l'Alsace autrichienne, que va garder la France. En outre, l'Allemagne est scindée en deux tronçons. Les provinces allemandes du domaine des Habsbourg resteront pendant des siècles séparées de l'unité de la famille germanique et, par une incorporation de plus en plus étroite à l'État, qui dorénavant sera exclusivement autrichien,

ces groupes parents vivront l'un à côté de l'autre d'une façon distincte, sans communauté d'intérêts ni d'aspirations. Les principes qui dirigeront les destinées des peuples ainsi détachés de leur souche première et indistincte, travailleront sans relâche, et avec une ténacité hostile, à parachever l'œuvre d'isolement qui met à néant le rêve confédératif caressé par les différents membres du corps germanique afin de former une seule et même nation. De ceci, l'Allemagne épuisée ne se rend pas compte sur le moment; elle n'en mesurera toute l'évidence et la portée que plus tard.

En Allemagne, les antithèses, les rivalités entre les éléments catholiques et protestants iront en s'émoussant. Vers le milieu et à la fin du dix-huitième siècle, la funeste et irritante inimitié première aura disparu; les joies et les peines deviendront communes, catholiques et protestants éprouvant les mêmes besoins, formulant des vœux semblables, partageant comme en famille les jours bons et mauvais; le sentiment de la solidarité collective s'en accroîtra. Enfin, sans distinction de religion, tous les pays participeront dans la même mesure aux progrès matériels et au développement individuel dans le domaine de l'esprit. Les conditions dans lesquelles vivront les provinces allemandes transmises par Ferdinand III à ses successeurs seront, malheureusement pour elles, tout autres. Ces provinces furent assimilées à des territoires possédés par droit de conquête. On en chassa les personnalités marquantes, les intelligences, les talents. Par centaines et par milliers, propriétaires, savants, patriotes, nobles de vieille souche, artisans capables, paysans, prirent le chemin de l'exil. Le dénombrement exact de ceux qui périrent le long des routes et de ceux qui s'établirent dans les pays limitrophes n'a jamais été fait. La Saxe doit aux

fugitifs de Bohême d'avoir pu combler plus rapidement que les autres pays les vides survenus chez elle. Le gros du peuple se vit contraint de rester là où il avait jusqu'alors vécu; pour lui, le développement intellectuel et économique qui depuis un siècle, malgré d'innombrables obstacles n'avait cessé de s'y produire, fut arrêté net. Les désavantages qui en résultèrent dans le domaine matériel ne furent pas les plus sensibles; bien plus graves furent ceux qui eurent leur contre-coup sur la culture générale des peuples autrichiens. Des millions d'êtres y vécurent dès lors dans un état d'affaissement complet, terrorisés, isolés. Chassés d'une confession religieuse dans une autre, que ce fût sous la pression de la violence ou d'un bas intérêt, un grand nombre perdirent cette vertu qui consiste à avoir conscience de soi-même, et ils subirent l'oppression sans ce soutien que constitue le sentiment de quelque idée supérieure ou de quelque enthousiasme. Quant aux bourgeois de Vienne, très vite ils prirent l'habitude de parler de l'Allemagne comme d'un pays étranger. Tous, dans ce ménage hétéroclite et hybride de l'Autrichien et de l'Italien, du Croate et du Hongrois, se désintéressèrent de plus en plus de ce qui se passait en Allemagne. D'autre part, les peuples que la maison de Habsbourg vient d'englober dans son domaine nouveau continueront à être considérés comme des étrangers et seront, à plus d'une reprise, traités comme tels.

Les Allemands ont tort d'accuser le traité de Westphalie d'avoir, par les cessions de territoire aux puissances étrangères, porté atteinte au prestige de l'Allemagne. C'est l'inverse qu'il faut dire en retournant cet argument, car ces cessions ne furent possibles que par le fait de la diminution du prestige dont l'Allemagne jouissait jusqu'alors. Les malheurs de la guerre de Trente ans n'en sont pas le

facteur essentiel et déterminant; ce furent les fautes et les erreurs politiques commises longtemps avant la guerre. Les causes de l'affaiblissement de l'Empire, tant au point de vue du ménage intérieur de l'Allemagne qu'à celui de son influence au dehors, se sont trouvées en connexion avec l'évolution par laquelle l'Empire avait passé. Du faîte d'où il dominait l'Europe, le Saint-Empire romain-germanique était tombé; son caractère de monarchie univer-lle n'existait plus.

L'Allemagne avait été entourée de puissances nationales rivales sur lesquelles graduellement le génie allemand n'exerçait plus d'action directe et dont les forces vives étaient dirigées sur une œuvre d'organisation intérieure. Trop occupées chez elles, elles n'intervenaient pas non plus dans les affaires des États germaniques. Les choses avaient changé lors de l'avènement de Charles-Quint et de l'union politique — dans la personne de l'Empereur — entre l'Allemagne et l'Espagne. Ainsi, la France s'était trouvée prise comme dans un étau; dès lors l'effort de sa politique s'était concentré sur la « monarchie de Charles-Quint » et après la rupture de l'union personnelle (entre l'Empire et l'Espagne), sur chacun de ces deux pays dont les dynasties parentes, ne cessant de s'entendre en vue d'une action commune, constituaient pour la France un danger permanent. Cette politique visera, en ce qui concerne l'Allemagne, l'abaissement des Habsbourg; elle fera du Roi Très-Chrétien l'allié du parti protestant et anti-impérial, et plus tard, le protecteur des princes en lutte avec l'Empereur.

Les compensations territoriales auxquelles l'Allemagne était forcée de souscrire furent le résultat de cette politique. L'effondrement presque simultané de l'Espagne et de l'Empire ouvrait la voie à la prépondérance française sur

le continent. La France, grâce à la persévérance de sa politique précise et avisée, en dépit des luttes politiques et religieuses qui déchiraient le royaume, arrivait à l'apogée de sa puissance, s'assurait la sécurité de ses frontières par la brèche faite à l'enceinte autrichienne-(espagnole), qui de l'est au nord l'enserrait, la menaçait et paralysait tout effort d'expansion.

La Suède se voyait aussi à même de réaliser son projet dès longtemps préparé de régner sans conteste sur la mer du Nord. Pour cela il lui fallait prendre pied sur les côtes allemandes, et elle y procéda. Le traité de Westphalie fit de la Suède une grande puissance dont la durée fut éphémère, mais qui pour un temps n'en imposa pas moins sa volonté et ses intérêts particuliers à l'Allemagne.

D'autre part, c'est au Congrès de Münster et d'Osnabrück que l'Allemagne future dut l'agrandissement de l'État de Brandebourg et, par la suite, l'élévation de la maison de Hohenzollern. Au point de vue allemand, cette constatation a de quoi faire taire d'inutiles récriminations.

En ce qui concerne la question religieuse, la paix de 1648 clôra la période des luttes confessionnelles. Les résultats n'en furent pas si décevants que des esprits chagrins ont voulu le croire, puisque la distribution géographique des contrées protestantes et catholiques, telle que le congrès l'avait fixée, a persisté, sans modifications appréciables jusqu'à nos jours, malgré le déplacement de plus en plus fréquent des populations et en dépit des bouleversements politiques de notre époque. Enfin, les conséquences implicitement contenues dans l'absolue liberté de conscience garantie par tous les États n'ont modifié en rien cette situation. A cet égard les décisions du congrès ont eu une action considérable, une action de

pacification et de tolérance. C'est ce qu'en 1648 on n'eût osé ni penser ni prédire; on s'attendait, au contraire, à ce que l'un ou l'autre des partis se préparât à une lutte nouvelle pour élargir ses propres frontières et refouler l'adversaire dans un espace plus restreint. Ce n'est pas que toute agitation religieuse eût cessé ; les spéculations religieuses feront partie de la vie même de la nation, elles se refléteront dans toute l'histoire de chacun des pays, elles exerceront une influence profonde dans toutes les questions d'ordre social ou politique ; mais c'en est fini des explosions telles que le bouleversement de la Réforme et le contre-courant anti-réformateur, car les forces se sont brisées dans la lutte, et les esprits se sont assagis sous la pression des malheurs communs.

Immédiatement après la ratification des traités de Münster et d'Osnabrück, deux différentes conceptions de politique allemande se trouvent en présence, antagonistes et rivales dès qu'elles surgissent : d'un côté, la politique impériale qui, malgré la très réelle diminution du prestige des Habsbourg, cherche, sans tenir compte des décisions des traités, à faire prévaloir les anciennes traditions de suprématie autrichienne; de l'autre, la politique des princes allemands, qui vise à garantir aux souverains de quelque importance une autonomie complète, ou du moins une indépendance telle qu'elle leur permît d'avoir les coudées franches. L'histoire des compétitions entre ces antinomies ou ces deux tendances est en définitive l'histoire du développement politique de l'Allemagne jusqu'aux temps les plus récents.

Après 1648, c'est le parti de la politique impériale qui met en avant et soutient la question de l'unité de l'Allemagne. Se recrutant indistinctement dans les deux camps

religieux, le parti revendique pour la maison de Habsbourg la suprématie politique. Son objectif — le même que depuis lors les Allemands ont atteint par une voie différente — est celui d'une hégémonie diplomatique et militaire d'un État parlant et agissant au nom de tous les États. L'opinion publique, pleine encore de l'organisation du Saint-Empire, était à ce moment dans sa grande majorité, même chez les protestants — il importe de le remarquer — du côté de la politique impériale. Ses adeptes s'efforçaient de lui gagner de plus nombreux adhérents en agitant le spectre de l'étranger. Celui-ci leur servait pour ainsi dire de plate-forme ; on voulait en premier lieu repousser toute ingérence étrangère, faire prévaloir les intérêts nationaux, se défendre contre toute influence anti- ou non-allemande. Aussi, lorsque dans leurs écrits, leurs thèses, leurs discours, érudits, philosophes ou savants cherchaient à faire saisir combien il était nécessaire et important d'opposer l'élément allemand à l'élément étranger, de s'appuyer pour cela sur un gouvernement qui disposât d'une force effective, les masses en concluaient — dans un moment où chacun s'apitoyait sur l'état de faiblesse affligeante des petites patries allemandes — que l'Empereur était naturellement désigné et, plus que tout autre, qualifié pour ressusciter l'Empire et donner un nouveau lustre à sa gloire. Les efforts de l'Empereur pour affirmer sa puissance paraissaient donc justifiés. Le parti se plaçait à ce point de vue que l'Empereur représentait en réalité, dans le cénacle des souverains, le seul pouvoir de quelque envergure. Il s'appuyait sur ce fait et en étayait son argumentation, y puisant de quoi raffermir son opinion et légitimer ses visées. Mais il se rendait compte du vice fondamental du programme : l'Empereur ne voulait pas suivre une politique allemande.

Le parti de l'opposition, ou la politique des princes, cherchait son propre avantage sans se soucier des intérêts de l'Empire. Mais il désirait l'affaiblissement de celui-ci pour en consolider d'autant les différentes souverainetés territoriales. C'était une politique de clocher dans une Allemagne transformée en une sorte de fédération d'États, un lien plus ou moins élastique, à plus ou moins longue échéance, les décisions de cette union se substituant aux décisions des diètes impériales. Le mot d'ordre auquel le parti se tenait dans les diètes et qu'il faisait valoir lors de négociations diplomatiques, se résumait donc à s'opposer systématiquement aux mesures susceptibles d'augmenter l'influence de l'Empereur et à protester contre les votes qui pourraient faire le jeu de la politique impériale. C'était la lutte : une lutte tantôt sourde, tantôt ouverte, toujours habile et tenace, durant laquelle l'opinion publique oscillait aujourd'hui vers l'un, demain vers l'autre des champions en présence, opinion versatile et fuyante que les deux camps cherchaient à capter et à exploiter. Chacun des antagonistes s'efforçait d'attirer à lui les princes hésitants, timides, flottants, qui alternativement se déclaraient pour celui-ci ou pour celui-là. Pendant ce colloque où les uns et les autres déploient les qualités inhérentes aux races qui bataillent ainsi, on constate déjà de quel côté se trouvent les aptitudes voulues pour façonner le premier moule d'où sortira un jour, après s'être émancipée de la tutelle séculaire, une nouvelle unité allemande.

La situation politique se résumait en ceci : le centre de gravité de la puissance allemande résidant dans les mains de princes irresponsables, isolés, égoïstes, sans solidarité morale, sans assistance mutuelle, et qui détiennent un pouvoir presque illimité sur la vie et sur les biens de leurs

sujets. Les conséquences immédiates de ces conditions ne sont que trop connues : impuissance politique de l'Allemagne, régime de despotisme territorial, corruption des souverains et de leur cour, vénalité des gouvernants, servilisme des gouvernés, isolement de l'individu, indifférence des collectivités.

Néanmoins c'est la période de l'éclosion de nouvelles notions relatives à l'État. Celui-ci sera réglé et régi pendant longtemps plutôt par le bon plaisir du monarque que par des lois; cependant, les raisons tirées des besoins de la situation politique et sociale, et qui justifient quelque mesure importante, commencent à prévaloir. En d'autres termes, la science complexe qui traite du gouvernement des peuples et de l'art de gouverner, c'est-à-dire la politique en elle-même, va s'organiser à l'état d'institution.

L'époque de la guerre avait déjà vu se former une école de diplomates et d'hommes d'État qui, bientôt, surent orienter les affaires de leurs maîtres dans une direction conforme aux tendances qu'imposaient les circonstances : leurs principes ou leurs opinions firent autorité lors du règlement des questions à la solution desquelles ils prirent part. Les négociations en vue de la paix avaient réuni sur territoire allemand les politiciens les plus marquants de l'Europe, des hommes à l'empreinte des grands ministres dont ils continuaient les traditions, des travailleurs au pli des chancelleries d'où ils sortaient. Un grand nombre d'individus intelligents, instruits, mandataires des différentes cours allemandes, avaient pu s'initier aux dessous de la procédure diplomatique contemporaine, acquérir de nouvelles notions, s'approprier les méthodes des gouvernements étrangers, en se répandant dans les cénacles et bureaux non seulement des premiers envoyés en titre, mais aussi des innombrables négociateurs

en sous-ordre qui écrivaient, compulsaient, discouraient, en mettant en œuvre les arguties, les subtilités, les roueries de leur métier. Les séances interminables et passionnées de Münster et d'Osnabrück se déroulaient au milieu d'un cérémonial rigide et à la fois d'une extrême minutie de formules et de règles. Aussi les discussions méthodiques, l'épluchement d'un monceau d'actes, de mémoires, de protocoles, enfin le spectacle d'une lutte où s'entre-choquaient les compétitions, les calculs, les ambitions, tout cela avait constitué un stage où se forma une génération de politiciens comme l'Allemagne n'en avait point encore connus, une école de gens qui sauront dorénavant tirer profit des opinions divergentes, des antagonismes latents, des intrigues diverses et des intérêts, et être à la hauteur de la tâche que les circonstances leur imposent.

Cette pépinière d'hommes nouveaux, à son tour fit souche. Nous retrouverons ses élèves dans les chancelleries de tous les pays allemands. La méthode qui procède de cette première école se maintiendra invariable jusqu'à l'époque napoléonienne. Ceux qui avaient passé par ce temps d'apprentissage étaient fortement trempés, d'une patience à toute épreuve, d'un jugement net, d'une assiduité exemplaire. Presque tous juristes, ils savaient être ambitieux et habiles à profiter des fautes commises par leurs adversaires ; peu scrupuleux sur le choix des moyens, ils en arrivaient à leurs fins tout en n'oubliant jamais leur propre avantage. Aussi voit-on bientôt leur savoir-faire ou leur expérience les imposer aux cours souveraines ou à l'édilité des villes. Souples, entêtés, taciturnes à la fois et adroits, affectant de passer pour les instruments dociles du prince ou d'un conseil, ils sauront s'ériger en directeurs de ceux dont ils prendront en main la politique. Ils

deviendront les vrais maîtres de l'Allemagne. Le service diplomatique, la bureaucratie de l'Allemagne ont été créés par eux. L'action de telles institutions qui fonctionnaient encore récemment est connue. Beaucoup d'Allemands trouvent les procédés de cette école prolixes et méticuleux, pédants et mesquins. Ce reproche peut jusqu'à un certain point être fondé; toutefois, pour un pays qui n'a eu que trop de raisons de se plaindre de la médiocrité de ses gouvernants, il y aurait justice — et reconnaissance — à faire remonter une grande part des succès remportés par la diplomatie allemande au dix-neuvième siècle, ainsi que l'estime dans laquelle on tient, en Europe, l'administration allemande, aux hommes laborieux, clairvoyants et instruits qui furent les créateurs de ces institutions.

Les fondateurs de cette école réorganisèrent tous les dicastères administratifs. Partout on adopta leurs principes, on décalqua leurs procédés. Les chancelleries secondaires furent taillées à l'image des bureaux établis par leurs soins et fonctionnant sous leur surveillance. Ils mirent leur cachet sur les cours de justice et sur l'intendance des domaines de la couronne. La machine gouvernementale était lourde, néanmoins; ses rouages grinçaient; le maniement de l'ensemble paraissait compliqué. Le personnel se montrait pointilleux, tracassier, dévoré d'ambition; du gratte-papier jusqu'au conseiller « aulique et secret », tous les employés étaient, disait-on, accessibles aux pots-de-vin.

Graduellement et par la force des choses, les politiciens prirent en main les négociations souvent très ardues du pouvoir central avec les villes et les États provinciaux, qu'il n'était pas aisé de soumettre. Ces États provinciaux existaient depuis la fin du quinzième siècle dans les pays de quelque importance. Ils étaient composés de délégués

régionaux dont la prérogative essentielle consistait à approuver les contributions ou tailles imposées par le suzerain et les dépenses auxquelles devaient concourir les provinces. Leur autonomie s'était accrue au seizième siècle par le fait qu'ils géraient eux-mêmes leur caisse provinciale, mesure qui facilitait au gouvernement la levée des impôts. Ces caisses constituèrent, dans la période ultime de la guerre, la dernière ressource où il fut loisible de puiser pour parer au dénuement général; elles avaient réalisé l'impossible en fournissant les espèces sonnantes grâce auxquelles on put payer les contributions de guerre imposées par les armées étrangères. Après la paix, les États provinciaux représentaient donc autant de pouvoirs de qui dépendait la situation matérielle de princes sans argent et sans crédit. Cependant leur composition même empêchait qu'ils offrissent des garanties d'administration équitable. Les délégués étaient moins soucieux du bien public que de leurs intérêts personnels ou des avantages de leur caste, la majorité étant formée par des prélats, des seigneurs, de grands propriétaires fonciers, tous de la noblesse, exempts ainsi, eux et leurs biens-fonds, de toute redevance. A côté de ces privilégiés siégeaient les délégués des villes, pour la plupart détruites. Ces assemblées — ou ces corporations aristocratiques — étaient portées, on le devine, à faire retomber le poids des impôts et l'ensemble des charges que le gouvernement soumettait à leur *veto*, mais auquel elles ne savaient rien refuser, sur les taillables de leurs circonscriptions, notamment sur le cultivateur serf ou manant. Il paraît superflu d'ajouter que le souverain s'arrangeait de façon à capter la bienveillance des États, à faire prévaloir son influence et à dicter sa volonté; il récompensait les soumissions et les complaisances; il ne craignait pas d'intimider la résistance

par des menaces, les dévouements tièdes par la disgrâce. Finalement, les États provinciaux devinrent les instruments du souverain ou arrivèrent à compter pour rien; ici on les supprime, là on les tolère; très rares ceux qui surent maintenir un semblant de dignité et exercer ce qui leur restait d'autorité.

Les tailles, dîmes, contributions en numéraire ne suffirent bientôt plus à l'entretien du ménage de l'État nouveau. Très rapidement, les gouvernements instituèrent des contributions indirectes, mode de se créer des revenus qui gagnera de proche en proche tous les pays et qui visera graduellement tous les objets susceptibles d'être frappés, tels que ceux de première nécessité : pain, sel, viande, bière, vin. La perception en fut confiée à une armée de gabelous dont le cordon garnissait les villes, enserrait les frontières. Ce furent des barrières de douane, avec droits à l'entrée et à la sortie des marchandises; ce fut le papier timbré pour les actes, les affiches, les périodiques, les acquits, sans parler d'un « timbre à l'extraordinaire » dont il s'agit de surcharger telles ou telles écritures. On imposa les réjouissances publiques, ainsi la danse — dans les provinces impériales, les bals ou sauteries de famille — et les exhibitions : les comédiens payèrent une redevance d'un florin par représentation, les charlatans et marchands d'orviétan, un kreutzer par jour de foire; les juifs furent étroitement pressurés. La nation appauvrie geint, souffre. Les doléances qui s'exhalent dans la littérature populaire sont incessantes, uniformes. Malgré toutes les prévisions et les mesures les plus vexatoires, les caisses publiques n'arrivent pas à se remplir.

Pendant ce temps, le peuple labourait, travaillait, peinait. Partout on soupirait, on se sentait gêné, lésé et, dans le cercle étroit où évoluait sa vie, l'homme apeuré

encore se voyait seul plus que jamais. Dans les six cents petites ou grandes résidences, le populaire avait comme dérivatif le spectacle du faste d'une cour; ses yeux trouvaient à se délecter aux broderies, plumes, oripeaux, des chambellans, des favorites, des laquais. Dans son dénuement intellectuel et matériel, les choses dorées et les êtres parés qui, dans cet étalage et ce clinquant, passaient, tout en le fascinant, fournissaient un aliment à ses rêves et à ses convoitises. Aux grandes occasions on permettait au peuple d'aller voir manger le souverain et les gens de son entourage; c'était alors entre lui et ses maîtres une barrière — non point figurée, mais réelle — qu'on abaissait. Cette barrière on la retrouvait partout, entre les grands et les bourgeois, entre le bourgeois et l'artisan, entre citadins et ruraux. Tout à la fois, et à chaque échelon social, le dépit d'une situation inférieure et l'envie de ce qu'il n'avait pas hantaient l'homme. Du bas jusqu'au haut de l'échelle, c'était l'obsession du désir haineux, l'assoiffement des faveurs telles que de menus titres, ou des distinctions quelque ridicules qu'elles fussent; chacun murmurait et chacun tendait la main. En dehors du titre et du rang il n'y avait que l'argent qui pût assurer une situation privilégiée. En aucun temps l'influence exercée par l'argent, le prestige dont jouit l'homme fortuné, ne furent aussi patents; jamais la soif de l'or et l'acharnement mis à s'en procurer ne furent aussi éhontés. Il était possible, pourvu qu'on sût s'y prendre, de corrompre juges, chambellans, conseillers, nobles et roturiers. Le riche obtenait tout; les souverains étant ses débiteurs le protégeaient, le flattaient, l'anoblissaient. Au fur et à mesure qu'on descendait l'échelle sociale, les garanties de justice et d'équité envers la personne, la famille, l'avoir, devenaient de plus en plus précaires, voire illusoires.

Arriver à faire prévaloir son bon droit contre un noble ou contre un riche passait pour chose irréalisable, du moins si hasardée qu'on y regardait à deux fois avant de se risquer. Le pauvre se tenait coi. Les procès traînaient à l'infini. Un partage, une affaire de succession, s'éternisait pendant deux, trois générations; la petite basoche en vivait. Les gouvernements eux-mêmes n'arrivaient pas, malgré leur bon vouloir, à réprimer les attentats ou les délits. Le pillage restait le plus souvent impuni. En parcourant d'anciennes instructions criminelles, nous constatons que le bien volé, alors même qu'on arrêtait les malfaiteurs, ne faisait presque jamais retour aux personnes dépouillées. Ainsi d'ordinaire, lorsqu'un pays voisin extradait un quidam réfugié sur son territoire — et pour obtenir une extradition, il fallait largement user de pots-de-vin, — ce pays gardait l'avoir du délinquant ou confisquait le butin saisi. Qu'eût-on restitué au reste? Tout avait disparu au cours de la procédure, dans les poches des magistrats, tabellions et greffiers ayant suivi l'affaire.

Le morcellement du pays en d'innombrables souverainetés, le fractionnement de l'autorité, la rivalité entre les territoires et les administrations, annihilaient toute initiative, paralysaient toute action, immobilisaient les hommes dans un cercle étroit. Sans mentionner le domaine impérial, les marches du Brandebourg et la Saxe électorale seules formaient un complexe territorial de quelque importance. Le reste de l'Allemagne était partagé en plusieurs milliers de juridictions, cela en dehors des différentes souverainetés, parmi lesquelles les Villes Libres et les grands fidéicommis seigneuriaux. D'une de ces unités à l'autre, les barrières étaient plus infranchissables, le fossé qui les séparait plus profond qu'à l'époque du moyen âge. Chaque région, chaque territoire, si minuscule

fût-il, se trouvait comme ceinturé d'un bastion. On devine ce que devait être la vie pareillement emmurée ; car, murée, elle l'était dans toute l'acception dure du mot. En dehors du labeur quotidien terre à terre et besogneux, de minces avantages et de pauvres profits, l'Allemand n'avait pour ainsi dire rien qui vînt peupler son existence, élever ses pensées, réchauffer son cœur.

Les médiocres péripéties des jours suscitent un plat bavardage ; le mécontentement que provoque l'espace restreint où tourne la roue se traduit en une humeur sombre et s'exhale dans le dénigrement, qui graduellement s'érigera à l'état de système envahissant tous les discours. Les paroles se caractérisent par la petitesse et le pédantisme ; elles sont faites de méchantes et basses inventions, d'où résulte une susceptibilité maladive qui gagne de proche en proche, accentuant l'état d'isolement et de gêne dans lequel l'individu se sent enlizé et d'où il sait que rien ne viendra le tirer. Les pamphlets sont de plus en plus communs, blessants ; c'est une éclosion malsaine de libelles faisant naître et grandir des méfiances, des froissements, des soupçons dans les corporations, les bourgeoisies, les communautés, même dans les familles, car la médisance ou le burlesque s'attaquent à tout et à chacun. Dans ces conditions, le caractère national subit une déformation dont les stigmates se perpétueront dans la descendance. Une disposition à la flagornerie, au servilisme ; une honte de se montrer ce que l'on est et tel que l'on est ; un état d'esprit inquiet, irascible, morose, incriminant les actes d'autrui, ironique à l'égard de ce qui se produit ou surgit chez le voisin, percent et se manifestent dès le milieu du dix-septième siècle, dans les relations de l'individu avec la collectivité, du peuple avec les autres peuples, mais notamment dans le jugement — ou plutôt les cri-

tiques — que l'individu porte sur le prochain, sur la collectivité, sur son gouvernement. Très affaiblis, ces traits se sont perpétués chez plusieurs, jusqu'à nos jours.

Nous sommes à Nuremberg. La paix est signée. Aux carrefours et sur les places où se balancent des guirlandes, où flottent les oriflammes, des hérauts revêtus du pourpoint brodé annoncent à coups de fanfare l'événement si longtemps attendu. Impériaux et Suédois se sont réunis dans la grande salle de la maison de ville pour solenniser l'acte historique par un banquet somptueux. Les chroniqueurs nous racontent avec un luxe de détails cette « fête » et les « réjouissances » offertes au peuple en ce jour du 25 septembre 1649.

Nous n'en mentionnerons que ce qui suit.

Aux voûtes de la salle principale magnifiquement éclairée, des torsades de verdure entremêlées de fruits qu'on avait dorés pour la circonstance, et de fleurs de « trente espèces différentes », pendaient entre les lustres. Dans six pièces contiguës, des tables étaient dressées pour les six différentes catégories d'invités. Des musiques, ou plutôt des chœurs, — quatre, est-il dit, — participaient « par ordre » à la réunion. D'immenses dessus de tables : arc de triomphe, tours crénelées, figures mythologiques, emblèmes héraldiques ou nationaux se dressaient sur la table d'honneur. Le menu prévoyait quatre services dont chacun comprenait cent cinquante plats auxquels succéderont des fruits présentés aux convives sur de la vaisselle d'argent, cependant qu'on brûle de l'encens, que les chansons circulent, et qu'au repas proprement dit fait suite un interminable dessert : énormes gâteaux de gingembre, fleurs sucrées qu'on répandra sur les tables, fruits qui pendent encore aux arbres dont on

garnit les salles transformées ainsi en jardins. Pendant qu'on porte les santés de Leurs Majestés Impériale et Royale, les canons tonnent sur les remparts. Enfin, très avant dans la nuit, les hauts dignitaires présents mettent en scène une cérémonie militaire destinée à commémorer les événements passés et à clore les festivités. Chacun s'équipant à l'ordonnance réglementaire, l'assemblée acclame capitaines les deux plénipotentiaires : S. A. S. Charles-Gustave, l'Électeur Palatin, plus tard roi de Suède, et S. E. le général Piccolomini; caporal, le feld-maréchal Wrangel. Ces personnages prennent le commandement d'une sorte de monome où, comme mousquetaires, figureront des généraux, des colonels et des officiers supérieurs; ce monome se déploie autour des tables, circule, se rend à la lueur des torches à la « Burg », où derechef les canons se mettent à tonner. Pour simuler la cessation des hostilités, toute la bande est licenciée suivant les us et coutumes des armées, enfin haranguée une dernière fois par le colonel Kraft. On se sépare, non sans de nouvelles libations en l'honneur de la paix. Les souverains avaient fait distribuer au menu peuple la viande de quatre bœufs et du pain; d'une fontaine avait coulé pendant une demi-journée, alternativement du vin rouge et du vin blanc.

Plus humblement, du reste en conformité des sentiments que chacun portait en soi et des pauvres ressources aussi dont à cette heure chacun s'était pieusement dessaisi, les populations célébrèrent de leur mieux l'avènement de l'ère nouvelle.

Dans chaque bourg, dans chaque paroisse, en dépit du délabrement où se trouvait l'église ou la maison de commune, des prières furent dites. L'allégresse ne pouvait être

bruyante. La seule joie possible était celle de la délivrance ; la seule permise, celle d'espérances nouvelles.

Ce soulagement équivalait à un bonheur, tous l'accueillaient comme une grâce ; le souffle de futures promesses qui passait dans les âmes et que carillonnaient les cloches des beffrois lézardés, invitait au recueillement grave où sont encore ceux qui viennent d'échapper à la mort. Chacun sentait que toute précaire, insuffisante et à certains égards injuste qu'elle fût, l'œuvre de la paix si chèrement payée, mais libératrice néanmoins, sauvait le pays d'un anéantissement complet.

Nous transcrivons ici une partie de la relation de la « fête de la paix » célébrée dans un de ces villages saccagés de la Thuringe, et telle que l'ecclésiastique d'alors en avait pour la descendance fixé le souvenir dans les registres paroissiaux :

« Vers quatre heures du matin, le 19 août, nous montâmes sur le clocher, où avec l'aide de quelques assistants, nous entonnâmes le choral : « Que la paix soit au milieu de vous ». Vers six heures, les cloches se mirent en branle et sonnèrent pendant une demi-heure ; il en fut ainsi à huit heures. Sur ces entrefaites, la communauté : hommes, femmes, jeunes et vieux, s'étaient asssemblés devant le porche dans l'ordre suivant : 1° les femmes d'un côté ; devant elles, une demoiselle de la noblesse, revêtue d'une robe de soie verte, la tête enguirlandée de verdure et de fleurs jaunes et tenant en main un rameau, symbolisait la paix ; 2° de l'autre côté, les hommes : en avant de cette rangée, une jeune fille également, figurant la justice ; elle était vêtue de blanc, couronnée de feuillage et tenait d'une main une épée nue, de l'autre, une balance que nous avions préalablement dorée : 3° dans le fond, groupés, les jeunes gens ; un gars costumé en Mars por-

tait une arquebuse; 4° au milieu de l'espace délimité par ces groupes se trouvaient les petits enfants, ma famille et, près de moi, le desservant de l'église. Dans l'allocution qui eut lieu, je parlai des temps d'épreuve, des larmes versées, des violences subies et de ces espoirs qui ne doivent jamais abandonner le chrétien; puis, en chœur, nous entonnâmes : « A Dieu seul l'honneur ».

« Pendant que les voix s'élevaient ainsi, la Justice et la Paix se rapprochèrent en avançant l'une vers l'autre, et lorsque l'assemblée en fut arrivée dans son chant aux mots « les combats ont pris fin », la Justice mit l'épée au fourreau. En cet instant on fit craquer la poudre. La Paix fit signe aux jeunes de se saisir de Mars le guerrier; celui-ci fit mine de se défendre, mais il se laissa désarmer; on mit son arquebuse en pièces. La Justice et la Paix se tendirent les mains et s'embrassèrent.

« ... Le chant sacré, interrompu par ces incidents, reprit; l'ayant terminé, nous formâmes un cortège, chacun portant un rameau vert à la main, et nous défilâmes dans les rues du hameau pour, ensuite, revenir à l'église. J'y remplis mon office, non sans lire les prières de circonstance qui, prescrites par les autorités, étaient dites, à cet instant, dans l'ensemble du pays. Les actions de grâces achevées, l'assemblée se dispersa sur la place, devant l'église, après que j'eus distribué suivant l'âge et le sexe, aux plus jeunes des pains blancs, aux autres des pommes saisonnières, le tout ayant coûté six bons groschen ».

«... Un second service fut célébré peu après le midi plein et, vers le soir, de ferventes prières montèrent encore vers le souverain Dispensateur de toutes choses. »

FIN

TABLE DES MATIÈRES

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie

Rue Garancière, 8

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 2016.